

Report au 18 mars du procès de Jean-Claude Lenoir

Par salam, jeudi 26 février 2009 à 11:04 :: [infos salam](#) :: #1 ::

Jean-Claude LENOIR, vice-président de SALAM était convoqué le 25 février au TGI de Boulogne-sur-mer pour répondre de supposés faits d'outrage à l'encontre de CRS.

Le contexte est celui de novembre 2008, quant la sous-préfecture orchestrait de véritables battues destinées à arrêter des Afghans à expulser, pour le compte du Ministère de l'Immigration.

Placé en garde à vue, Jean-Claude se voit alors refuser le droit d'appeler son avocat et de prévenir ses proches. Pire, les policiers refusent d'inscrire ses déclarations sur le procès verbal! Pendant toute la durée de la garde à vue, les charges retenues ne cesseront d'ailleurs d'évoluer...

Pour dénoncer cet acharnement à l'encontre de Jean-Claude, et le recours presque systématique des policiers à des plaintes pour outrage à l'encontre des militants, SALAM a lancé une pétition en ligne réunissant déjà plus de 1600 signatures.

Le 25 février, beaucoup de militants associatifs, syndicaux et politiques sont venus à Boulogne/Mer soutenir Jean-Claude qui risque la prison ferme.

Un avocat des policiers étant malade, l'audience a cependant été renvoyée au 18 mars à 8h30.

Soyons nombreux à manifester notre soutien à Jean-Claude ce jour-là au TGI de Boulogne/mer.



Voir également le [reportage de CalaisTV](#)

Calais: Les douches pour migrants bientôt posées

Par salam, samedi 28 février 2009 à 17:06 :: [infos salam](#) :: #5 ::

Article paru dans Nord Littoral le 26/02/2009

Des douches pour les migrants devraient prochainement être installées sur l'aire d'accueil des gens du voyage. Les bungalows ont été présentés au Secours catholique qui étudie l'opportunité de gérer l'installation

C'était l'annonce du dernier conseil des migrants. La ville de Calais acquiert des douches - sur financement de l'État - à destination des migrants.

« Pour la ville ça ne coûte pas un sou car il y a une prise en charge de l'État », rappelle Philippe Blet, premier adjoint de Natacha Bouchart, président de la communauté d'agglomération du Calaisis. Ces

douches devraient être installées sur l'aire d'accueil des gens du voyage intercommunale, entre Calais et Marck. Éric Heux, directeur général adjoint des services techniques de la ville de Calais, les a présentées hier à Philippe Blet, Marcel Pidou (conseiller municipal délégué à la sécurité, vice-président de la Cac), Patrice Cambray (conseiller municipal) et Mickaël Boude (coordonnateur départemental du Secours catholique).

L'inconnue : la réponse du Secours catholique Concrètement les douches se présentent sous la forme de deux bungalows de 15 m² pour un total de sept douches, deux WC, une table à langer et plusieurs robinets et lavabos. S'il l'accepte, le Secours catholique sera le gestionnaire des installations. « Nos services rédigent actuellement une convention qui sera signée entre la Cac, la ville de Calais et le Secours catholique, précise Marcel Pidou. Cette convention pourrait être prête d'ici quinze jours sous réserve qu'un compteur électrique soit installé par EDF. » Les bungalows seront installés sur une aire de 1 900 m² fermée et végétalisée. Le site sera entièrement fermé et les clefs seront remises au Secours catholique. Migrants et gens du voyage n'auront pas à se rencontrer. « La Cac et la ville de Calais sont prêtes à travailler avec les associations qui le souhaitent, tient à préciser Philippe Blet. Nous avons organisé l'ouverture de la salle du BCMO en cas de grand froid et en avons attribué la responsabilité à Salam. De la même façon nous mettons à disposition des douches et en attribuons la responsabilité au Secours catholique. » Des travaux d'aménagements devraient débuter prochainement. « Nous allons faire une tranchée pour brancher les réseaux, eau et électricité, détaille Éric Heux. Nous allons également faire un cheminement faciliter l'accès. » Reste à connaître la décision du Secours catholique. « Nous étudions les propositions qui nous sont faites. Ce n'est pas une décision que je peux prendre seul. J'en discute avec les instances nationales », conclut Mickaël Boude, coordonnateur départemental pour le Pas-de-Calais.

A.TH.

JUSTICE ???

Par salam, samedi 28 février 2009 à 17:08 :: [infos salam](#) :: #6 ::

A l'heure où la justice de notre pays traverse une crise aigüe jusqu'à son plus haut-niveau, les conditions du report du procès de Jean-Claude Lenoir, vice-président de SALAM, sont pour le moins troublantes.

On ne peut en effet que s'interroger sur les raisons profondes de ce report.

Ainsi cette proposition du parquet pour scinder le procès en deux:

- ce 25 février, pour entériner l'acte d'accusation (en quelque sorte imposer un plaider coupable).
- dans un mois, pour régler la question des dommages et intérêts à verser aux policiers.

Une telle proposition visant ni plus ni moins à officialiser une soi-disant culpabilité, sans même tenir de procès.

A tout cela il faut ajouter les nombreuses tergiversations lors de la fameuse nuit de garde à vue pour aboutir à un chef d'inculpation d'outrage que tous les témoins savent mensongers !

Restent alors à ajouter les déclarations contradictoires et mensongères des policiers...

Tout cela ne peut contribuer à rendre la JUSTICE dans un climat serein.

Mais voilà cela ne semble pas concerner nos élus politiques...

CRS PYROMANES ?

Par salam, samedi 28 février 2009 à 17:12 :: [infos salam](#) :: #8 ::

Ali raconte : "vendredi des CRS sont arrivés dans la jungle. Ils nous ont gazé, nous ont frappé avec leurs matraques et ont mis le feu à 3 cabanes. Nos vêtements sont partis en fumée, les couvertures aussi.

Les pompiers ont d'ailleurs été appelés pour éteindre l'incendie.

Ils nous ont ensuite emmenés au commissariat de Coquelles en nous disant que nous étions des passeurs et que nous allions être renvoyés en Afghanistan."

Des précisions s'imposent : - tous les migrants ne sont pas des passeurs, les bénévoles non plus d'ailleurs (cf l'arrestation d'une bénévole de Salam mercredi). - l'Afghanistan n'est toujours pas un pays sûr

Comment qualifier cet acte gratuit qui prive en plein hiver nos amis migrants d'un toit (fut-il très précaire), de vêtements et de leurs affaires personnelles ?

Samedi après-midi la même scène s'est reproduite dans la jungle des afghans. Ali explique également que régulièrement les CRS interviennent dans l'usine TIOXIDE et détruisent les portables qui sont en train d'être rechargés.

Violence quotidienne au pays des droits de l'homme...



Une bénévole de SALAM en garde à vue

Par salam, samedi 28 février 2009 à 17:15 :: [infos salam](#) :: #9 ::

Alors qu'elle accompagnait 2 migrants dont un mineur à l'hôpital de Calais, une bénévole de Salam a été arrêtée et placée en garde à vue.

Bien que visiblement identifiée, puisqu'elle portait un blouson siglé "Salam", le badge et un autocollant visible sur sa voiture, les policiers ont refusé de contrôler son appartenance à l'association.

Emmenée directement au commissariat de Coquelles pour être entendue et soupçonnée d'être une "passeuse" (!) c'est seulement après l'intervention d'autres membres de Salam, avertis par des migrants, qu'elle a pu être libérée, 3 heures plus tard.

Après la visite de Monsieur BESSON il semblerait que l'intimidation et le harcèlement des bénévoles soient toujours la priorité des forces de l'ordre.

"L'assistance à personne en danger" est une nouvelle fois un délit...

Encore un mauvais passage de consignes ?

Pour la énième fois des CRS ont tenté cette nuit d'interpeller des migrants sur le trottoir devant la salle du BCMO (lieu géré par l'association SALAM où les migrants sont hébergés pendant la durée du "plan grand froid") et ce malgré l'intervention d'une bénévole de Salam.

Rappelons que comme une "trêve" doit être respectée sur les lieux de distribution des repas, les forces de l'ordre ne doivent pas intervenir autour de la salle du BCMO.

La communication a visiblement beaucoup de mal à passer...



La bénévole de SALAM à sa libération

Communiqué de presse du MSDC suite aux propos tenus par Mme Bouchart

Par salam, mardi 3 mars 2009 à 14:42 :: [infos salam](#) :: #10 ::

Le Mouvement des Sociaux Démocrates du Calais (MSDC) réagit aux propos tenu par le Maire de Calais concernant les conditions de vie des Migrants du Calais.

Aziz chez John Galliano

à celles et ceux qui confondent la errance de ces Hommes et Femmes venus d'ailleurs, que nous appelons sobrement : des Migrants..... avec un défilé de chez J. Galliano..

De Calais : Lettre à mes parents...qui ne partira jamais.

« ...Papa, Maman. C'est votre fils Aziz qui vous écrit ces quelques mots. Je suis arrivé à Calais et tout va très bien. Il y a ici, partout des panneaux WELCOME pour nous souhaiter la Bienvenue. Je viens de faire l'acquisition de beaux vêtements très tendances, à la Cité Européenne. Ils sont lavés bien entendu régulièrement avec « Marylène » Ils disent tous cela ici et je ne comprends pas très bien ... ?. Je dors chaque soir confortablement dans un bon lit, dans une très belle résidence appelée la « Jungle » (je ne vois pas pourquoi on l'appelle ainsi) et on me sert 3 à 4 repas par jour. Je vais d'ailleurs devoir surveiller mon cholestérol et ma prise de poids. On ne sait jamais. Ici dès notre arrivée on nous remet à tous un magnifique « E-Phone® » avec forfait illimité. Vous verriez aussi les douches, à volonté bien entendu, avec leurs belles faïences et leurs colonnes d'eau : c'est magnifique. On s'y amuse longuement lors de nos ablutions quotidiennes. Attendez, je reviens vers vous dans quelques instants, il y a Amir qui m'appelle sur mon portable.... »

Alors, Aziz, qu'est-ce que tu fais sous ce carton ?

Ben Amir , tu vois, je m'abrite comme je peux, il pleut fort et j'essaie de ne pas mouiller le papier à lettre. J'écris à mes parents et j'essaie de les rassurer. J'ai pas mangé de la journée et mes fringues sont trempées depuis 1 semaine et j'arrive pas à les sécher. J'essaierai de les laver dans quinze jours lors de ma prochaine douche. J'espère que je pourrai partir pour l'Angleterre ce soir ou demain car les passeurs m'ont tout pris, sinon je vais encore dormir par terre, dans la boue, et j'ai de plus en

plus froid et très mal aux jambes. J'imaginai un autre paradis. Bon je vais reprendre l'écriture de la lettre à mes parents. Ca permet de m'évader un peu. A ce soir Amir.....

« ...Bon, chers parents, je vais devoir vous laisser car Amir vient de me dire qu' on nous invite tous ce soir dans un grand Restaurant et je veux faire honneur à mes hôtes en mettant le dernier 501 de chez Levis que je viens d'acheter, en solde je vous rassure. Je dois encore le repasser un peu voire peut être le raccourcir. Quelques gouttes « d'Eau sauvage » de chez Dior, une chemise en soie et votre fils sera beau comme vous savez. Au fait, j'ai trouvé, un peu difficilement je l'avoue, une cabine sur un magnifique paquebot pour l'Angleterre. Je prévois de faire ce court voyage d'ici deux ou trois jours. Ensuite je prendrai quelques jours de repos pour me remettre de cet agréable voyage au travers de l'Europe. Je pense qu'il n'y aura aucun problème pour être, ensuite, recruté comme Cadre dans une grande Banque londonienne, même si c'est un peu difficile pour eux en ce moment, mais je ne serai pas trop regardant dans un premier temps sur le salaire et la voiture de fonction. Le Portable je l'ai déjà !. Je vous raconterai bien entendu.

Aziz, votre Fils qui vous embrasse bien fort

[Source](#)

Des papiers attendent un clandestin arrêté à Dunkerque

Par salam, mercredi 4 mars 2009 à 18:01 :: [infos salam](#) :: [#11](#) ::

Article La Voix du Nord 4/02/2009

Un sans-papiers africain, interpellé le 17 février au terminal ferry près de Dunkerque, a livré ses « passeurs » à la police. Ce qui pourrait faire de lui le premier bénéficiaire de la circulaire Besson... si on le retrouve !

Un passager africain de 27 ans, refoulé de Grande-Bretagne et cueilli au terminal ferry de Loon-Plage. La routine. Sauf que la police aux frontières (PAF) a une surprise : ce clandestin balance les « passeurs », qui l'ont conduit de l'Italie en Angleterre pour 2 000 E.

Un chauffeur routier et deux autres personnes en Allemagne et en Angleterre sont placés en garde à vue. Le chauffeur passe aux aveux. Le Canard enchaîné du 25 février a révélé que ce sans-papiers africain pourrait être le premier bénéficiaire de la circulaire signée par Éric Besson le 5 février devant toute la presse. Elle permet d'obtenir une carte de séjour temporaire d'au moins six mois, en échange d'une « coopération » avec la police. « Papiers contre délation », résume Norbert Clément, l'avocat lillois du clandestin, spécialisé (et engagé) dans les combats de l'immigration.

Problème : l'homme a préféré disparaître dans la nature à l'issue de l'audience au tribunal de Lille du 19 février... Ni la PAF (qui l'avait placé en rétention), ni le préfet (à qui on demande aussi de faire 26 000 reconduites à la frontière), ni le tribunal, n'ont pensé à appliquer la circulaire. Sauf l'avocat, qui assène : « Ils ont bogué, c'est la boulette. » La PAF n'a plus qu'à rechercher le sans-papiers... pour lui en donner.

« **Son titre l'attend** »

Interrogés, les intéressés se renvoient la balle. La préfecture du Nord nous oriente vers le ministère de l'Immigration, qui répond : « Il faut voir ça avec les services locaux. » Avant de rectifier le tir une heure plus tard : « C'est logique : il a fallu un peu de temps pour que la circulaire parvienne aux différents services. La France n'est pas un si petit pays ! » Et pour que tout soit bien clair : « Cette personne n'a plus qu'à s'adresser aux services concernés : un titre de séjour l'y attend. » Me Clément prend l'annonce avec des pincettes : « Si pour avoir des papiers, il faut témoigner contre ses passeurs, mais aussi que la presse intervienne... ce n'est pas tout fait ce que disait la circulaire. J'y croirai quand j'aurai la carte de séjour sur mon bureau. » Aux dernières nouvelles, le clandestin aurait quitté le territoire français.

CLAIRE LEFEBVRE

"Quai SALAM" arrive chez vous!

Par salam, jeudi 5 mars 2009 à 11:31 :: [infos salam](#) :: [#12](#) ::

Le 12ème opus de notre lettre d'information est actuellement en cours d'expédition.
Les adhérents et donateurs retrouveront dans les jours qui viennent "Quai SALAM" dans leur boîte à lettres...



WELCOME A WELCOME

Par salam, vendredi 6 mars 2009 à 23:17 :: [infos salam](#) :: #13 ::

Dans le parcours d'un bénévole il y a de belles rencontres. Celle avec Philippe Lioret et Emmanuel COURCOL en fut une. Venus il y a un peu plus de 2 ans à Calais pour se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvaient nos amis migrants, Philippe et Emmanuel ont été particulièrement choqués par cet "état des lieux". Ils ont aussitôt décidé de faire un film sur ce sujet avec l'ambition que les choses changent...

Ce pari si difficile à mettre en place (il a fallu batailler, trouver des financeurs, convaincre...) est en passe de réussir. Samedi, des avant premières de Welcome étaient programmées au Gaumont Coquelles et à l'Alhambra. L'équipe du film était présente et un peu inquiète des réactions du public. Mais l'ovation qui suivit chaque projection les rassura bien vite. Les différentes salles étaient totalement remplies par un public curieux et au final particulièrement touché par ce film. Preuve en est les échanges qui suivirent chaque projection. Les acteurs sont sincères, les histoires d'amour sont belles et la vie des migrants est celle que malheureusement ils doivent supporter jour après jour. Le scénario a été écrit en respectant particulièrement ce point important : raconter le quotidien : les conditions inhumaines de survie, la répression policière, cet espoir fou et parfois désespéré qui pousse ces jeunes hommes à prendre tous les risques pour atteindre l'autre côté de la mer : l'Angleterre. Tout est vrai malheureusement, rien n'est inventé. Le jeu des acteurs est juste. On ne sort pas indemnes de ce film, il laisse des traces...

Il permet surtout de parler de ceux qui ont tout quitté, pas par choix mais par obligation, pour essayer de trouver un endroit où se poser et vivre. Vincent LINDON lors de ses nombreuses interview porte ce message et évoque la répression qui existe aussi de plus en plus contre les bénévoles. Apporter son aide à son prochain ne doit pas être un délit. Cela s'appelle la solidarité.

SALAM au nom de tous les migrants souhaite remercier sincèrement tout ceux qui ont permis que ce film existe.

Pour ceux qui n'ont pas pu assister aux avants premières, Welcome sort dans toute la France le 11 Mars, allez y nombreux...

France Inter WELCOME: Stéphane Guillon se paie Besson...

Par salam, mercredi 11 mars 2009 à 03:23 :: [infos salam](#) :: [#15](#) ::

Le chroniqueur acide de France Inter a consacré un billet d'humeur à la sortie du film WELCOME et aux commentaires d'Eric Besson.

[Eric Besson contre le cinéma hors-la-loi](#)

par [franceinter](#)

Pas un nouveau Sangatte, mais un camp de détention anglais à Calais

Par salam, mardi 17 mars 2009 à 22:38 :: [infos salam](#) :: [#16](#) ::

LibéLille publie aujourd'hui une dépêche AFP qui annonce l'impensable: le Royaume Uni pourrait organiser ses charters vers l'Irak et le Kurdistan depuis la France, via un centre de rétention installé dans le Calaisis...

Londres est en négociations avec Paris pour établir un nouveau camp de détention dans les environs de Calais pour les migrants tentant de se rendre illégalement en Grande-Bretagne, a indiqué mardi le ministre britannique de l'Immigration Phil Woolas.

Les migrants devraient être détenus dans ce centre s'ils échouent à satisfaire aux contrôles de l'immigration britannique avant d'être renvoyés dans leur pays par des vols charters organisés par le ministère britannique de l'Intérieur, a expliqué Phil Woolas.

"Nous voulons donner plus de publicité aux expulsions parce nous voulons envoyer le message jusqu'en Afghanistan et en Irak que la Grande-Bretagne n'est pas la Terre promise", a-t-il déclaré. Le projet de centre de détention et de vols charters qui pourraient rapatrier des centaines de migrants illégaux vers Kaboul en Afghanistan et Erbil dans le nord de l'Irak, fait partie d'un ensemble de mesures étudiées par la France et la Grande-Bretagne et destinées à combattre l'immigration illégale à travers la Manche. "Nous sommes dans une guerre 24h/24 avec les trafiquants" d'êtres humains, a souligné le ministre. Selon lui, le projet n'en est encore qu'au stade des discussions, Londres espérant parvenir à un accord vers la fin avril, avant un sommet franco-britannique prévu à la mi-mai.

Des centaines de candidats à l'immigration en Grande-Bretagne, pour la plupart des réfugiés irakiens et afghans, vivent dans des conditions très précaires dans les environs de Calais dans l'espoir d'embarquer clandestinement sur un ferry pour la Grande-Bretagne. M. Woolas a souligné que ce camp ne ressemblerait pas au camp de réfugiés de Sangatte, où la Croix-Rouge offrait hébergement et alimentation aux migrants, et qui a été fermé en 2002. "Nous ne cherchons pas à obtenir une situation parallèle à celle de Sangatte", a-t-il déclaré, expliquant que c'était le renforcement des frontières britanniques qui était avant tout recherché.

AFP

Nouveau report du procès de Jean-Claude LENOIR!

Par salam, mercredi 18 mars 2009 à 11:59 :: [infos salam](#) :: [#17](#) ::

Une fois encore la Justice de notre pays livre un triste spectacle qui s'apparente à une pantalonnade. Le procès de Jean-Claude Lenoir est donc reporté au 23 juin 2009 ; alors qu'il s'agit d'une procédure pour des faits supposés qui remontent au mois de novembre dernier...

Et pourtant, le Ministre de la Délégation, pardon, le Ministre de l'Immigration, l'a clamé haut et fort : il ne s'agit que d'un banal procès pour outrages, et ne vous avisez pas d'y voir des poursuites contre des bénévoles assistant les migrants d'un point de vue humanitaire, car on le sait, ceux-là ne sont jamais poursuivis!

Alors, puisque le dossier semblait si simple, si étayé, puisque la condamnation de Jean-Claude Lenoir semblait si évidente, comment expliquer ce nouveau report?

Quelles seraient les pressions auxquelles le Juge semble devoir faire aujourd'hui allusion et qui l'ont poussé à demander le report de l'audience et l'assistance de collègues?

Faut-il y voir l'aveu de pressions POLITIQUES dans un dossier chargé d'incohérences et pour lequel nul ne peut s'affranchir du contexte dans lequel les faits prétendus se seraient déroulés :

l'organisation d'un charter pour renvoyer des Afghans vers le régime des Talibans?

Seraient-ce tout simplement les preuves matérielles et témoignages qui seront apportés et prouveront les mensonges et manipulations, voire les ordres donnés par une hiérarchie indigne de représenter une démocratie, qui dérangent la thèse officielle?

Depuis 2 semaines, M. Besson ne cesse de mentir sur tous les médias, affirmant que les bénévoles de associations d'aide aux migrants ne sont jamais poursuivis, assurant que l'Etat finance ces mêmes associations ou encore certifiant que l'Etat a met en place des structures d'accueil pendant l'hiver.

Face à ces mensonges, les associations comme SALAM sont bien seules sur le terrain pour pallier à la désertion de l'Etat. Dans ce contexte, nous sommes plus de 2300 citoyens à avoir signé la pétition demandant l'arrêt immédiat des poursuites contre Jean-Claude Lenoir. L'association SALAM appelle à amplifier le mouvement de soutien et à se rassembler nombreux le 23 juin 2009 devant le Tribunal de Boulogne sur mer.

[Télécharger le fichier PDF](#)

Conflits entre migrants: SALAM initie une conciliation

Par salam, mercredi 18 mars 2009 à 13:37 :: [infos salam](#) :: [#18](#) ::

Alors que des conflits ont opposé les migrants de différentes nationalités lors du repas de 14h ces derniers jours, l'association SALAM a pris l'initiative d'organiser une conciliation entre les migrants Afghans et Erythréens, les plus nombreux dans le Calaisis.

Des représentants de chaque communauté ont accepté de se retrouver dans un endroit neutre pour trouver une solution aux conflits qui les opposent, lesquels sont directement liés aux trop difficiles conditions de vie dans le Calaisis.

Les Migrants nous ont notamment raconté comment les forces de Police avaient attisé les conflits ces derniers jours en déposant des Migrants Africains dans la "jungle" des Afghans ou en forçant des Migrants Afghans à descendre de leur véhicule devant le squat des Africains.

Après 1h15 d'échanges, les représentants de chaque groupe ont mis un terme à leur différend. Ce mercredi soir, lors de la distribution du repas par les bénévoles de l'association SALAM, des Migrants de toutes origines se côtoyaient sans aucun problème.

Police Municipale contre Migrants?

Par salam, mercredi 18 mars 2009 à 13:40 :: [infos salam](#) :: [#19](#) ::

Lundi soir, une bénévole de SALAM a été témoin d'une intervention musclée de la police municipale contre 3 afghans qui s'étaient cachés dans un camion Place de Suède, vers 20 h.

L'un des policiers a matraqué violemment les 3 jeunes réfugiés pendant que l'autre restait dans le véhicule.

Pendant l'intervention de la bénévole 2 afghans ont réussi à se sauver tandis que le troisième a été emmené aux urgences par les soins de notre amie. Il avait été violemment matraqué sur tout le corps.

Cette intervention est tout à fait inacceptable et SALAM dénonce avec la plus grande fermeté ce genre de comportement.

Le rôle de la police municipale est-il devenu la traque aux migrants?

L'association SALAM entend interpeller formellement le Maire de Calais pour obtenir des explications.

Calais, terre de non droit

Par salam, mercredi 18 mars 2009 à 23:39 :: [infos salam](#) :: #20 ::

Le harcèlement à l'encontre des migrants et la provocation des bénévoles n'ont jamais été aussi intenses !

Aujourd'hui, les forces de l'ordre arrêtaient les migrants à la porte du Pass (service délocalisé de l'hôpital)!!! Les forces de l'ordre ont même pénétré dans l'enceinte jusqu'à entrer dans la salle d'attente !!!!!!!!!!!!!!!

Ce matin, les forces de l'ordre ont descendu de force trois Migrants Afghans au seuil des maisons squâtées par les Africains alors que les relations sont tendues entre les diverses communautés. Les Migrants Africains dénoncent ces méthodes policières et ont su gérer cette situation avec calme.

Nous dénonçons depuis plusieurs jours ces nouvelles méthodes policières où la police arrêtaient les migrants Africains la nuit pour les descendre dans la partie de la "jungle" occupée par les Afghans...

Pour information:

- le climat est à l'apaisement entre Migrants après une rencontre organisée entre les diverses communautés ([voir cet article](#))
- ce matin un hélicoptère a photographié et filmé à très basse altitude les zones dunaires où vivent nos amis migrants. Que va t'il encore se passer?
- une fois encore les policiers ont tenté d'empêcher les militants de SALAM de prendre des photos de leur action. Cela s'est traduit par une intimidation verbale ainsi que par une tentative de la part d'un jeune policier énervé de se saisir de l'appareil photo d'un militant. On ne saurait que trop conseiller aux policiers lecteurs de notre site de (re)lire l'avis de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité sur cette question...

Calais se sent plus que jamais terre de non droit.....



Les policiers ont procédé à l'interpellation d'un Migrant qui se rendait à la PASS de l'hôpital de Calais.



Le Migrant n'a pu se rendre à la consultation médicale. Les policiers l'ont ensuite emmené dans leur véhicule.



Le personnel de la PASS n'a pu procéder à l'auscultation du Migrant malade. Selon le personnel de la PASS, les policiers ont pénétré jusque dans la salle d'attente de la PASS. Par ailleurs les interpellations à proximité immédiate (moins de 30 mètres) du centre de soins seraient courantes.

Le PS dépose une proposition de loi "Welcome"

Par salam, mercredi 18 mars 2009 à 23:42 :: [infos salam](#) :: #21 ::

Après avoir vu le film de Philippe Lioret dans la matinée à l'Assemblée, les députés socialistes ont déposé un texte pour supprimer le "délit de solidarité" avec les immigrés clandestins.

Article paru sur [NouvelObs.com](#)

Après avoir vu le film "Welcome" de Philippe Lioret, les députés socialistes ont déposé, mercredi 18 mars, une proposition de loi visant à supprimer le "délit de solidarité" avec les immigrés clandestins. En vertu de l'article 622-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers, toute personne ayant facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France risque actuellement cinq ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. Pour le PS, cette disposition "permet de confondre des gestes de solidarité avec la vénalité des réseaux de passeurs". Les socialistes proposent donc de dépenaliser l'aide humanitaire apportée aux migrants lorsque la "sauvegarde de la vie ou de l'intégrité physique" est en jeu. Afin de faire la distinction avec les passeurs, l'aide ne serait sanctionnée que si elle est accordée à titre onéreux.

Le PS dénonce un "climat d'intimidation"

Parallèlement au dépôt de cette proposition de loi, qui sera examinée le 30 avril prochain dans l'hémicycle, le groupe socialiste a organisé mercredi matin une projection du film de Philippe Lioret. Sorti en salles mercredi dernier le film raconte comment un maître-nageur de Calais, incarné par Vincent Lindon, s'attache à un adolescent irakien immigré clandestin, arrivé dans cette ville du Pas-de-Calais et prêt à tout pour rejoindre sa petite amie émigrée à Londres. A travers cette proposition de loi, il s'agit de sécuriser les "milliers de Français qui aident bénévolement les migrants", a expliqué la députée PS Catherine Coutelle, qui a interpellé sur le sujet le ministre de l'Immigration Eric Besson lors des questions au gouvernement. Le PS dénonce le "climat d'intimidation des bénévoles et des travailleurs sociaux qui aident les migrants à vivre au jour le jour".

Besson campe sur ses positions

"L'article L622-1 nous est indispensable pour lutter contre les passeurs, les filières d'immigration clandestine", a répondu Eric Besson. Le ministre de l'Immigration a rappelé l'existence de l'article 622-4 du code d'entrée et de séjour des étrangers, "qui exclut précisément les personnes qui se sont

limitées à porter assistance à des étrangers en situation de détresse". Selon lui, "en 60 ans, quatre personnes ont été auditionnées, deux condamnées et dispensées de peine" en vertu de l'article 622-1.

L'ancien socialiste a accusé ses ex-amis de "mettre la France en accusation" alors que le pays traite selon lui "très dignement" les réfugiés afghans qui errent dans la région de Calais dans l'espoir de passer en Grande-Bretagne. "Est-ce que le patriotisme, vous ne l'aimez que quand il est porté par Barack Obama ? Si vous avez un problème avec la Nation, relisez Jean Jaurès", a lancé Eric Besson aux socialistes. (Avec AP)

[Source](#)

Migrants : il n'y aura pas de centre de détention à Calais

Par salam, jeudi 19 mars 2009 à 09:08 :: [infos salam](#) :: #22 ::

Article La Voix du Nord du 19/03/2009

Mardi, le ministre de l'Immigration britannique évoque la faisabilité d'un centre de détention dans le Calais. Impensable. Hier, son homologue français lui répond qu'il n'y aura pas de Sangatte bis. Aucun rapport. Le point sur les pistes de travail avec le cabinet d'Éric Besson, ministre de l'Immigration.

« *Je reviendrai avant le 1er mai avec des mesures concrètes* », déclare Éric Besson quand, en début d'année, il se rend à Calais pour prendre le dossier des migrants à bras-le-corps. Les déclarations faites mardi par le ministre britannique de l'Immigration Phil Woolas sur l'éventualité d'un centre de détention dans le Calais interpellent : « *Il n'a jamais été question de cela entre Paris et Londres, insiste-t-on au ministère. Nous avons contacté nos homologues anglais : ils assurent que, jamais, ils n'ont dévié des pistes de travail entreprises par Éric Besson et Phil Woolas.* »

Des structures légères et mobiles

Créer un centre de détention à Calais pour les migrants relève de l'absurdité. Quant à recréer un centre d'accueil permanent, cela « *est strictement hors de question* », martèle le ministre français.

« *On ne va pas recréer une situation inextricable.* » En revanche, la piste de structures mobiles légères est bel et bien dans les cartons. « *Il s'agirait d'améliorer les conditions humaines au quotidien, par des douches, des repas, des dons de vêtements... et ce, un peu partout où le besoin s'en ferait ressentir.* » Les associations prendraient en charge leur fonctionnement.

Également évoqué, le renforcement des contrôles : aux portes du terminal ferry et du tunnel, si c'est encore possible, « *et améliorer les contrôles des camions en transit* ». Pour l'heure, rien n'a été acté : « *Éric Besson reviendra à Calais comme promis prochainement pour annoncer les mesures.* » En attendant, il faudra se méfier des effets d'annonce.

Communiqué de presse commun SALAM Nord/Pas-de-Calais & SOS RACISME

Par salam, jeudi 19 mars 2009 à 09:12 :: [infos salam](#) :: #23 ::

PROCES DE JEAN CLAUDE LENOIR , VICE - PRESIDENT DE SALAM : HALTE A LA CRIMINALISATION DES MILITANTS DE LA SOLIDARITE !

le 17/03/2009

SOS – Racisme exprime son plein et entier soutien à Jean Claude Lenoir, Vice-Président de l'association Salam, dans le cadre de sa mise en examen pour « délit d'outrage à CRS », délit pénal pour lesquels il est passible de peine d'emprisonnement ferme et d'amende et cité à comparaître demain, mercredi 18 mars, devant la chambre correctionnelle du T.G.I. de Boulogne sur Mer. La politique du chiffre, actuel paradigme d'une prétendue maîtrise des flux migratoires, est cause de drames humains quotidiens, se traduisant par la mise en péril du vivre ensemble et par des violations massives et répétées des droits fondamentaux inhérents à la personne humaine. Chasse à l'homme

et harcèlement policier à l'encontre des migrants comme des bénévoles associatifs : telle est la réalité de l'application concrète et quotidienne de cette politique dans le Calaisis.

Dans ce cadre, nous ne pouvons qu'exprimer notre plus vive inquiétude quant à la multiplication et à la pénalisation des délits de solidarité, c'est-à-dire de la répression pénale qui s'exerce à l'encontre des citoyens qui refusent cette politique, qui protestent publiquement des drames qu'elle cause sous leurs yeux ou qui manifestent une solidarité active envers ceux qui souffrent. En outre, l'invocation de plus en plus fréquente de l'outrage par les forces de police en vue de criminaliser l'action militante nous inquiète profondément.

SOS – Racisme souhaite que la justice ne soit pas instrumentalisée au profit d'une politique populiste et espère la relaxe de Jean – Claude Lenoir. Nous nous déclarons solidaire de Jean-Claude Lenoir dans son combat pour dénoncer la répression honteuse dont sont victimes les migrants sans-papiers dans le Calaisis.

Une délégation de SOS – Racisme sera présente lors de l'audience.

[Télécharger le communiqué au format PDF](#)

Lettre ouverte de Michel ANCE à Eric Besson

Par salam, vendredi 20 mars 2009 à 22:13 :: [infos salam](#) :: [#24](#) ::

Vous trouverez ci-joint une lettre ouverte de Michel Ancé, de la CGT du Livre et membre de RESF, qu'il a adressée à Eric Besson, ministre de l'intégration et de l'immigration.

Lettre ouverte à

Eric BESSON : ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire

101, rue de Grenelle 75700 PARIS

Monsieur,

Vous vous êtes indigné des propos de Philippe LIORET , réalisateur de « Welcome » qui comparait la situation faite aux Juifs en 43 et celle faites aux sans papiers , aujourd'hui. Je comprends fort bien que vous vouliez écraser tout comparatif fâcheux, des cuistres n'hésiteraient pas à rappeler que Jacques DOROT s'en alla de la gauche en plaçant le curseur (fort) à droite, pour épouser la politique de Pétain.

Et pourtant Monsieur Besson..... je vous mets en copie, la publication du Journal Officiel du 11 Juin 1942 traitant de la question juive, « amusez » vous à remplacer le mot « Juif » par Sans papier.

<http://pagesperso-orange.fr/d-d.natanson/Jo1.htm>

Je peux admettre que vous soyez fâché des propos d'un cinéaste, mais votre sentiment de colère est bien petit, voire minable, comparé à ceux qui m'animent.

La honte pour commencer, honte d'être englué à ce pays où l'on consacre 415 millions d'Euros, dont votre traitement, pour rejeter à la misère et à la mort des individus coupables d'avoir faim ou de vivre sous le joug de despotes, sans doute épargnés du courroux de votre ami, transfuge éloquent également, Le Diplomate Kouchner. Honte de savoir que dans notre pays des sans papiers préfèrent se jeter à l'eau, sauter du 6^{em} étage plutôt qu'affronter un contrôle de police, honte surtout de savoir ces contrôles faits au faciès ou sous dénonciation. Saviez-vous Monsieur Besson que de plus en plus de gens ont peur de la police, alors qu'ils n'ont commis aucun délit ?

Savez-vous que ces 415 millions, qui manqueront sans aucun doute à l'aide sociale, ces 415 millions donc, ne serviront à rien. Comme l'a dit Albert Jacquard la misère est au Sud, les soins et la nourriture sont au Nord. Les idées sont passées, alors les hommes et les femmes passeront, vous n'y pourrez rien. Tout au plus ferez-vous de nombreux morts en les renvoyant sous le joug des tyrans, en les étouffant un peu dans les avions, lors d'accompagnements musclés, dits « reconduites à la frontière ». Je me suis laissé dire que le sans papier est mesquin, têtu, et qu'il préfère mourir étouffé parfois par les policiers dans l'avion, signe évident de non intégration, cher Monsieur Besson. Mais heureusement, vous veillez !

Mais la rage m'anime aussi, Monsieur, rage de voir la BAC contrôler au faciès en interpellant « bougnoules, niacwais, négros » avec impunité. Rage de voir les flics par paquets de dix fondre, « courageusement », sur un Sonacotra et arracher ainsi une mère et ses gosses. Le syndicaliste que je suis a vu ces mêmes pandores moins fiers face aux piquets de grèves de sidérurgistes,

d'imprimeurs ou de dockers. Il est vrai que pour la police, votre adjointe du chiffre, ce n'est pas le courage qui compte mais le nombre et je parle à un expert ayant pour objectif 29 000 reconduites....Alors rafler des gosses et leur mère.....

Rage aussi, d'être assimilé à votre triste ministère d'identité nationale, j'ai forgé mon identité dans les luttes solidaires et non dans la dénonciation, et votre notion de nation ne renvoie qu'au devoir du sang versé. Je préfère à l'identité nationale, la solidarité internationale chère à Jaurès que vous ne devez plus guère lire, hélas.

J'éprouve heureusement de la joie, Monsieur Besson, car je participe à un réseau qui donne de l'énergie à soustraire les sans papiers à vos rafles, à vos descentes ignominieuses dans les écoles. Je suis de ceux qui désobéissent, Monsieur, et ma joie est grande lorsque je suis payé du sourire d'une personne que j'ai pu aider. J'ai le bonheur de côtoyer des gens admirables qui cachent celles et ceux à bout de misère, de turpitudes, de tortures. J'ai le bonheur de compter des amis qui préfèrent risquer la prison pour tendre la main aux moins que rien. Vous ne saurez jamais, jamais, les larmes de joie des migrants, lorsque nos arrachons des papiers à la Préfecture, lorsque nous évitons une reconduite à la frontière. Nous sommes nombreux, imaginatifs et vous êtes petit ! Ce plaisir vous est refusé, vous ne serez jamais que Le Successeur, Le Suivant qui tente de complaire et se faire un nom, en vain, un Hortefeux bis, un pâle disciple sarkozien qui se distingue dans la trahison sociale, faute d'avoir brillé.

Les flagorneurs et les courtisans vous tresseront les lauriers adéquats, le temps que durent les orties, mais l'Histoire vous donnera le costume à votre taille. Il vous ira comme un gant.... à lustrer. Délégué par celles et ceux qui vous fuient, vos proies, je ne suis pas mandaté pour vous adresser une formule de politesse. Je vous soupçonnerais de la revendre pour briller encore ailleurs.

Cependant, je vous plains

Michel ANCE Ouvrier Syndicaliste

PS (je plaisante, bien sûr), vous devriez aller voir Welcome, c'est un film plein d'humanité, vous pourriez en avoir besoin, plein de talent aussi, mais ce n'est pas à votre portée, allez y avec quelqu'un qui puisse vous expliquer.

Paris-Calais : sortir du désordre durable! par Jacques Ribs et Pierre Henry

Par salam, vendredi 20 mars 2009 à 22:17 :: [infos salam](#) :: #25 ::

Point de vue publié par LeMonde.fr, 20/03/2009

Jacques Ribs est président de France Terre d'Asile ; Pierre Henry est directeur général de France Terre d'Asile, membre du Comité exécutif du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés.

En tapant dans un ballon avec les migrants coincés dans le lieu dit "la Jungle" à proximité de Calais, ou en s'entretenant longuement avec de jeunes mineurs afghans à Paris, lors d'une de ses visites de terrain, Eric Besson a rompu le pacte de silence imposé par son prédécesseur. Le ministre regarde, écoute et semble vouloir donner à penser à un tour plus humain d'un aspect de la politique migratoire du gouvernement. L'émotion suscitée dans l'opinion publique par le film Welcome est de nature à conforter cette démarche. Mais pour être crédible, cette politique doit s'accompagner de propositions concrètes.

Chacun reconnaît aujourd'hui que la fermeture du centre de Sangatte en 2002 n'a rien réglé faute d'un véritable engagement politique et d'attribution de moyens réels en termes d'information et d'accompagnement. La satellisation et la répression des populations qui transitent sur le sol français et notamment en provenance d'Afghanistan, d'Irak, d'Iran et de ceux qui les aident sont inacceptables. Kafka est requis pour définir la politique européenne de l'accueil et de la protection de ces populations et Ubu règne en maître au pays des lumières.

Dans une récente interview à la chaîne France 24, le ministre Eric Besson avance une explication à ce désordre durable : "Celles et ceux qui vont à Calais et qui proviennent d'Afghanistan, d'Irak, d'Erythrée, de Somalie ne veulent pas rester en France. Nous serions capables de les accueillir (...), certains pourraient relever du droit d'asile".

En effet, une partie de cette population ne souhaite pas s'établir dans notre pays. Mais cela ne saurait nous exonérer de notre propre responsabilité. Force est de constater que la France ne tient que très marginalement compte des besoins de protection des personnes originaires d'Irak et d'Afghanistan par exemple. Ainsi les Irakiens occupaient le premier rang des étrangers renvoyés sans délai ni formalité à la frontière française en 2007. Au cours du premier semestre 2008, 7 160 Afghans et 5 886 Irakiens ont fait l'objet d'interpellations sur notre territoire. Pour la même année, seuls 282 Afghans et 646 Irakiens ont demandé l'asile en France (dont une majorité est en fait composée d'Irakiens accueillis dans le cadre d'une opération humanitaire spécifique). Tout cela ne peut s'expliquer uniquement par le refus de ces populations de rester dans notre pays, comme il est dit officiellement, et trouve au contraire sa raison d'être dans l'absence d'information fiable des intéressés sur la protection internationale mais aussi dans l'application bureaucratique du règlement Dublin qui dissuade ces personnes de déposer une demande de protection sur notre territoire. Pourquoi ne pas reconnaître que la majorité de cette population exprime un besoin de protection qui n'est pas aujourd'hui couvert dans la plupart des pays européens qu'ils ont pu traverser, la Grèce, notamment, détenant la palme du plus mauvais accueil ? D'autre part, le Royaume-Uni, pays de destination préférentiel, n'est pas dans l'espace de libre circulation Schengen, mais a, en revanche, signé le règlement de Dublin qui permet le renvoi des requérants vers le pays de première entrée en Europe. C'est ainsi que l'île se protège et externalise ses frontières en France, en Belgique, aux Pays-Bas, interdisant son sol aux demandeurs d'asile qui n'y auraient pas atterri en premier lieu. Cette situation est inacceptable.

Une réponse de protection coordonnée doit dès lors impliquer l'ensemble de la communauté européenne.

La France, avec l'appui de la Commission européenne, et du UNHCR doit lancer une procédure d'information, d'identification et de protection de ces populations arrivant sur les rivages du Pas-de-Calais après avoir transité à travers toute l'Europe.

Comme l'Union européenne en a la possibilité, dont elle a déjà usé, les Etats membres doivent, a minima, réfléchir à la mise en place d'une protection temporaire pour les populations qui fuient une situation de chaos généralisé, invoquée pourtant par ailleurs par certains des Etats membres pour justifier leur présence militaire en Afghanistan et en Irak.

La répartition de la charge de l'accueil doit se faire dans la plus grande transparence à l'égard des pays membres de l'Union européenne. Accueil, accompagnement, protection, hébergement doivent y être partout alignés sur le plus haut standard observé dans l'Union. Cela se nomme la solidarité.

Le Royaume-Uni devra prendre sa part de responsabilité et d'accueil en abandonnant une approche strictement sécuritaire. Certains demandeurs de protection souhaitent se rendre en Angleterre ? Quoi de plus normal si un membre de la famille y demeure, s'ils en parlent la langue. Ce qui ne l'est pas est qu'ils soient empêchés d'y accéder pour y faire valoir leurs droits au statut de réfugié.

D'autres encore souhaiteront rester en France, pour peu que notre pays suspende le recours abusif, onéreux, inutile à la procédure Dublin, aux défauts clairement reconnus lors de la conférence ministérielle de Paris du 9 septembre 2008, et qu'il améliore la visibilité et la compréhension de son système de protection. Notre pays et son tissu associatif, ont un tel savoir-faire, reconnu par le ministre, que ce serait techniquement aisé à réaliser.

Ces migrations ne cesseront pas avant longtemps. Elles répondent à des problématiques complexes. L'Europe, la France se doivent d'y répondre dans le respect des conventions qu'elles brandissent bien souvent à la face du monde, sous peine d'être considérées comme faussaires. Il en va de la crédibilité, d'une politique et de notre dignité commune.

Polémique franco-britannique sur un nouveau Sangatte

Par salam, vendredi 20 mars 2009 à 22:20 :: [infos salam](#) :: #26 ::

Article de Delphine Chayet publié par LeFigaro.fr le 20/03/2009

Démentant des propos de son homologue britannique, Éric Besson a réfuté tout projet d'ouverture d'un centre de rétention à Calais.

Il n'y aura pas de nouveau Sangatte à Calais. Le ministre de l'Immigration a désamorcé une polémique naissante, concernant la création d'un centre pour migrants dans le nord de la France. «Il

n'en est pas question, a déclaré Eric Besson. Ce serait une erreur dramatique pour les personnes concernées elles-mêmes, ce serait une erreur dans la gestion des flux migratoires avec le Royaume-Uni, ça nous mettrait de nouveau dans une situation inextricable.»

L'ouverture d'un nouveau centre de rétention à l'entrée française du tunnel sous la Manche avait été annoncée par le ministre britannique de l'Immigration, Phil Woolas, précisant que Londres et Paris étaient en négociation à ce sujet. Le projet, encore en discussion, devait permettre de retenir les migrants ayant échoué à satisfaire aux contrôles de l'immigration britannique, avant leur renvoi dans leur pays d'origine par des vols charters organisés par le ministère britannique de l'Intérieur. «Nous voulons donner plus de publicité aux expulsions parce que nous voulons envoyer le message jusqu'en Afghanistan et en Irak que la Grande-Bretagne n'est pas la Terre promise», avait déclaré le ministre britannique, précisant qu'un accord entre les deux pays était espéré vers la fin avril, avant un sommet franco-britannique prévu à la mi-mai.

«Points sanitaires» provisoires

«La France et le Royaume-Uni sont sur la même ligne, concernant la lutte résolue contre l'immigration clandestine, précise-t-on au ministère français de l'Immigration. Il n'a jamais été question d'ouvrir un centre de rétention, ni même un centre d'hébergement permanent comme celui que la Croix-Rouge gérait à Sangatte et qui a été fermé en 2002.»

Par contre, ses services réfléchissent à la mise en place de « points sanitaires », mobiles et provisoires pour « nourrir, informer et soigner, en cas de situations de détresse ». Des centaines de candidats à l'immigration en Grande-Bretagne, pour la plupart des réfugiés irakiens et afghans, vivent dans des conditions très précaires dans les environs de Calais dans l'espoir d'embarquer clandestinement sur un ferry pour la Grande-Bretagne.

En marge de ce quiproquo diplomatique, les députés socialistes ont par ailleurs déposé mercredi une proposition de loi visant à supprimer le « délit de solidarité » avec les immigrés clandestins. Une démarche visiblement suscitée par le film *Welcome*, de Philippe Lioret, qui raconte l'aide apportée par un maître nageur de Calais à un sans-papiers afghan. En vertu de l'article 622-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers, toute personne ayant facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger en France risque cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

Pour le PS, cette disposition « permet de confondre des gestes de solidarité avec la vénalité des réseaux de passeurs ». Les socialistes proposent donc de dépénaliser l'aide humanitaire apportée aux migrants lorsque la « sauvegarde de la vie ou de l'intégrité physique » est en jeu. Afin de faire la distinction avec les passeurs, l'aide ne serait sanctionnée que si elle est accordée à titre onéreux. « Cette loi, qui a permis de mettre en cause 4 000 personnes participant activement à des filières d'immigration clandestine en 2008, est absolument nécessaire », rétorque-t-on au ministère.

« Welcome » : la réalité pire que le film ?

Par salam, vendredi 20 mars 2009 à 22:58 :: [infos salam](#) :: #28 ::

Daniel Schneidermann a consacré un numéro de son émission de web-télé "Arrêt sur Images" à la situation des Migrants du littoral. Vincent Lenoir, secrétaire de SALAM, était l'un de ses invités.

Présentation de l'émission par Daniel Schneidermann:

La gazette d'@rrêt sur images, n°63

Le ministre Eric Besson pourra se vanter d'avoir lancé "Welcome". Il aura suffi qu'il attaque le réalisateur Philippe Lioret, pour que ce film sur les migrants de Calais se trouve projeté dans le débat public. Et avec lui, les figures de bénévoles qui, inlassablement, leur servent des repas, ou rechargent leurs téléphones portables. Venez voir sur notre plateau Vincent Lenoir, jeune enseignant et moniteur de voile de Calais, un de ces bénévoles qui ont fait connaissance depuis six ans avec la police, les juges d'instruction et les ennuis, parce que toute la misère du monde s'est donnée rendez-vous à sa porte. Ecoutez ce Vincent Lindon "pour de vrai", raconter la zone de non-droit où se débattent bénévoles et migrants à Calais et qui semble, pour une fois, pire que les reportages ou le film. Ecoutez-le aussi relativiser les parallèles trop tentants. Autant qu'aux Justes de l'Occupation, on pourrait comparer les bénévoles de Calais aux mutins aux mains nues de toutes les époques. "M'en voudrez vous beaucoup si je vous dis un monde où l'on n'est pas toujours du côté du plus fort ?"

chantait Ferrat. M'en voudrez-vous beaucoup, si je vous dis que je suis heureux d'avoir reçu Vincent Lenoir ?

[Pour regarder l'émission, suivre ce lien.](#)

Assemblée Générale de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Par salam, vendredi 20 mars 2009 à 23:15 :: [infos salam](#) :: #29 ::

Le Président,

Les membres du Comité Directeur de l'Association SALAM Nord/Pas-de-Calais, ont le plaisir de vous inviter à 20h le mardi 7 avril 2009 dans les locaux du Centre Européen de Séjour de Calais (Auberge de Jeunesse, Avenue De Lattre de Tassigny) à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais.

Une convocation détaillant l'ordre du jour a été adressée à l'ensemble des adhérents.

Atiq Rahimi rend visite aux Afghans de la Jungle

Par salam, samedi 21 mars 2009 à 22:33 :: [infos salam](#) :: #30 ::

Le lauréat du Goncourt 2008 était à Calais ce 21 mars 2009 à l'occasion de l'inauguration d'une librairie.

L'écrivain franco-afghan s'est rendu dans la Jungle où il a rencontré bon nombre de compatriotes qui tentent d'y survivre en attendant leur passage en Angleterre.

Un des moments forts fut la rencontre avec des Migrants enfermés au centre de rétention de Coquelles en Novembre dernier. A l'époque une mobilisation initiée par SALAM avait été relayée par Atiq Rahimi qui venait de se voir décerner le prix Goncourt. La médiatisation avait permis de contraindre le gouvernement à annuler son projet de charter vers l'Afghanistan, permettant ainsi la libération de tous les migrants Afghans retenus.

Atiq Rahimi a également rendu visite aux Migrants lors de la distribution du repas du soir servi par les bénévoles de SALAM au parc Richelieu, une distribution qui s'est faite en musique à l'occasion du nouvel an perse.



Sylvie Copyans a accueilli Atiq Rahimi à la Jungle

Un nouvel an perse en musique...

Par salam, samedi 21 mars 2009 à 22:51 :: [infos salam](#) :: #31 ::

Comme chaque 21 mars, les bénévoles de SALAM ont célébré avec les Migrants le nouvel an perse: Newroz.

Cette fête qui correspond au nouvel an du calendrier Iranien ([plus d'infos ici](#)) est également célébrée par les Afghans.

A cette occasion, les bénévoles de SALAM ont décidé d'organiser la distribution du repas place Foch, en centre-ville, et de l'accompagner de musiques traditionnelles. Comme chaque samedi, nos amis Hollandais ont gâté l'ensemble des Migrants, en leur apportant chocolats, sodas etc.

Atiq Rahimi, écrivain franco-afghan lauréat du prix Goncourt 2008, est également venu saluer les Migrants à cette occasion.



Probablement plus de 650 Migrants étaient présents au repas servi par les bénévoles de SALAM



Un moment de fête pour les Migrants qui ont dansé au son des musiques traditionnelles

Un débat Natacha Bouchart / Hélène Flautre sur France3 Nord/Pas-de-Calais

Par salam, samedi 21 mars 2009 à 23:36 :: [infos salam](#) :: #32 ::

Ce samedi, les 2 élues ont débattu dans l'émission La Voix est Libre.

Il est possible de visionner cette émission [en cliquant ici](#), puis sélectionner l'émission du 21 mars.

Le Goncourt fête le Nouvel an afghan à Calais

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 19:08 :: [infos salam](#) :: #33 ::

Par Mathilde GIRARD, Le Journal du Dimanche, édition du 22 mars 2009.

A l'invitation de l'association Salam, qui vient en aide aux sans-papiers, Atiq Rahimi, lauréat du Prix Goncourt 2008, a passé la journée de samedi dans le territoire afghan de la "jungle" de Calais.

Auprès de ses compatriotes cherchant coûte que coûte à gagner la Grande-Bretagne, l'écrivain originaire de Kaboul a fêté avec eux le Nouvel an afghan. Reportage.

Ils se mettent à parler en pachoune. Des sourires éclairent les visages. Certains jeunes n'ont même pas 11 ans. Atiq Rahimi, coiffé de son éternel chapeau, le regard bleu-vert empli de douceur, en prend un par l'épaule, serre la main d'un autre, pose une question à un troisième... Il se met à genoux pour entrer dans l'une des tentes de fortunes, constituée de bâches de plastique accrochées aux branchages.

Samedi midi, dans le territoire afghan de la "jungle" de Calais. Sylvie Copyans, secrétaire adjointe de l'association Salam, qui aide les migrants depuis six ans, accueille le Prix Goncourt de littérature au bord de la route, à quelques centaines de mètres du port d'où partent les ferries pour la Grande-Bretagne. "On leur a beaucoup parlé de lui, en novembre, lors de ses déclarations qui ont permis d'éviter l'envoi du vol charter rempli de 54 jeunes Afghans", explique-t-elle. Peu des migrants connaissent cependant le nom de l'écrivain français d'origine afghane, qui partage sa vie entre Paris et Kaboul où il a grandi et étudié au lycée français. Atiq Rahimi cherche à comprendre le parcours de chacun, un grand sourire aux lèvres. "Cela ne sert à rien de leur montrer mon émotion, il faut qu'ils gardent l'espoir", glisse-t-il.

Etonnants destins

Ce samedi, c'est le jour du Nouvel an en Afghanistan. Deux migrants se mettent à taper des rythmes sur des bidons de plastique glanés dans un coin sous un arbre décharné; quelques jeunes dansent, suivis par des bénévoles auxquels ils montrent les pas, dont Brigitte et Isabelle, de Saint-Omer. Une partie de foot s'improvise de l'autre côté des buissons, où une tente a été aménagée en mosquée.

"Ils ont écrit en gros 'mosquée' dessus pour que les CRS, qui viennent leur rendre visite tous les matins ne la détruisent pas, comme ils le font avec les autres campements de fortune", précise Agostina, jeune bénévole qui a passé quelques heures en garde à vue début février pour avoir transporté deux migrants jusqu'à l'hôpital dans sa voiture...

"L'un d'eux a depuis gagné l'Angleterre, il m'a appelé de là-bas", poursuit-elle. Haider Khan, 25 ans, raconte comment il est venu d'Afghanistan en passant par la Grèce et l'Italie. Asif, 11 ans, est venu seul, envoyé par son père qui était selon ses dires entré dans l'opposition et depuis pourchassé, avec sa famille en danger. Après avoir écouté les récits de tous ces étonnants destins, Atiq Rahimi repart vers le Channel, Scène nationale de Calais qui a organisé sa venue. Cette fois, la foule connaît bien l'écrivain. Ils se pressent pour se faire dédicacer leur exemplaire de Syngué sabour, Pierre de patience (POL). Un débat littéraire se déroule devant environ 200 personnes. Des bouquets de tulipes rouges et blanches ont été posées devant l'estrade, "comme dans la campagne afghane le jour du printemps!" glisse l'organisatrice, Martine Laval.

Le soir, distribution quotidienne de repas chauds en centre-ville, place Richelieu, avec une sono diffusant à plein tube de la musique afghane. Les migrants dansent. Atiq Rahimi avait de nombreuses invitations pour ce Nouvel an à Paris. Il a préféré Calais.

Migrants de Calais: "La situation a encore empiré" Atiq Rahimi

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 19:14 :: [infos salam](#) :: #34 ::

Au cours de sa visite à Calais samedi, Atiq Rahimi a répondu aux questions du JDD. Propos recueillis par Mathilde GIRARD, pour Le Journal du Dimanche, édition du 22 mars 2009.

C'est la première fois que vous venez à Calais?

Non, j'y suis déjà venu en 2000. Le camp de Sangatte était encore ouvert. Je n'aurais jamais imaginé que neuf ans après la situation puisse avoir empiré. La façon dont survivent aujourd'hui ces migrants est une atteinte au respect de la dignité humaine. Ces jeunes vivent l'humiliation. Toute cette souffrance fait mal. Il y a urgence.

Votre renommée et votre origine vous incitent-elles à agir?

Je n'ai pas de baguette magique! Il faut chercher les vraies solutions pour que cessent ces marées d'immigrants, que des centres leur redonnent leur dignité. Ces personnes ne veulent pas rester en France, et l'Angleterre, leur terre promise, pays cosmopolite dont ils parlent la langue et où ils croient trouver facilement du travail, ne veut pas les accueillir. C'est l'impasse. Après l'affaire de novembre (*), j'ai contacté discrètement le cabinet de Rama Yade et les services de la Coopération pour réfléchir au moyen de leur proposer une formation d'un ou deux ans en France, afin de les aider à s'intégrer au lieu de vivre dans la fuite et la clandestinité. Ils pourraient ensuite revenir au pays et former l'intelligentsia, créer le corps politique démocratique qui nécessite des hommes capables de réfléchir.

N'y a-t-il pas un travail de fond à faire dans les pays d'origine des migrants?

Le gouvernement français dépense un argent fou pour la répression, alors qu'il n'y a pas de réel programme social dans la plupart de ces pays. Pourquoi ne pas consacrer, par exemple, un quart de cet argent afin d'y mettre en place des centres de formation ou des aides familiales? En Afghanistan, la mère toucherait l'argent, et pas l'homme, ce qui lui donnerait un peu de pouvoir, une identité. Le mal, la misère doivent être combattus à la racine. Tous les migrants, qu'ils viennent d'Afghanistan, d'Afrique ou d'Asie croient que l'Europe est un continent de rêve, un paradis, qu'en Angleterre tout le monde les attend et qu'ils feront ce qu'ils voudront. Il faut leur montrer la réalité.

"Je préfère l'humanisme à l'humanitarisme"

Quel moyen d'action envisagez-vous?

Au cours de ma visite, j'ai demandé aux Afghans que j'ai rencontrés d'écrire sur un papier d'où ils viennent, pourquoi ils ont quitté leur pays, de quoi ils rêvent, combien leur a coûté leur périple (en moyenne 12 000 dollars)... Ces témoignages me permettront de constituer un dossier utile pour discuter avec les gouvernements français et afghan et les ONG, de trouver des pistes qui donnent à ces hommes l'envie de rester dans leur pays d'origine.

Quels cas vous ont le plus ému aujourd'hui?

Celui d'un père de famille qui a huit enfants, laissés au pays avec sa femme. Elle reste à la maison, seuls deux enfants ont un emploi... Que vont-ils devenir? La plupart des jeunes rencontrés n'avaient pas de travail là-bas. Ils vivaient dans des villages menacés par les talibans qui cherchaient à les enrôler, alors ils ont pris le chemin de l'exil. L'un a vendu la voiture de son père...

Quel est le défi à long terme?

L'Afghanistan a besoin de cette jeunesse pour se reconstruire, au lieu de la voir partir. Sur place j'ai créé des ateliers d'écriture, et je soutiens comme conseiller technique une chaîne télé, Tolo (l'Aube), où travaillent des jeunes. L'impact est réel. Je préfère l'humanisme, une solution durable et efficace pour la dignité humaine, à l'humanitarisme, très éphémère et qui permet juste de ne pas culpabiliser.

Avez-vous vu le film Welcome?

Non, malheureusement je n'ai pas encore eu le temps, mais j'irai le voir. Ce sujet me touche et j'aime l'acteur Vincent Lindon, sa fragilité. A part la culture, qu'y a-t-il pour évoquer ce problème, qui perturbe l'économie et dérange la politique?

Ce sujet pourrait-il vous inspirer pour un autre livre?

Les mystères de l'écriture... Je ne sais pas trop. Pour l'instant, j'assure le service après-vente de Syngué sabour, Pierre de patience. Je rencontre mes lecteurs et cela me permet d'apprendre

beaucoup de choses sur moi, mes fragilités, mes doutes, mes incertitudes... Je sais que je peux continuer à écrire, que j'ai encore des choses à dire et à raconter.

(*) 54 jeunes Afghans en détention à Coquelle, près de Calais, s'étaient alors vu menacer d'être expulsés par charter vers l'Afghanistan. Atiq Rahimi était intervenu pour les défendre.

Des « jungles » de Calais à l'Eldorado britannique

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 19:22 :: [infos salam](#) :: #35 ::

Publié le dimanche 22 mars 2009 dans Nord Eclair.

MATTHIEU MILLECAMP

Presque chaque soir, ils tentent le passage en Grande-Bretagne. Certains y parviennent. Mais de l'autre côté, l'Eldorado attendu n'est pas toujours au rendez-vous. Des témoins érythréens racontent. Londres la trépidante. Une terrasse, près de la gare King's Cross où l'Eurostar déverse toutes les heures son lot de voyageurs venus du continent. David (*) ne voulait pas que l'on se rencontre chez lui. Peur des contrôles. Il a 26 ans. Il est arrivé à Londres en décembre. C'est la troisième fois qu'il fait la traversée. Les deux précédentes, les services de l'immigration britannique lui ont mis la main dessus, l'ont renvoyé en Italie. Trois fois il a fait le chemin, de l'Italie à Calais, de Calais à Londres. Son errance a démarré en 2003. Il avait 21 ans quand il a quitté l'Érythrée.

« Soit je parlais, soit je devais faire mon service militaire. Chez nous, on ne sait pas quand ça finit. »

« Droit devant nous »

Son sac sur l'épaule, il part pour le Soudan. « On avançait droit devant nous, sans savoir où. » Aux abords de Khartoum, il a « suivi les autres, vers la Libye ». Pour 600 dollars, il traverse la frontière dans un 4x4 bondé. « Nous étions 26 dans la Land Rover. » Une traversée du désert sans pitié. « Il faut aller vite, si quelqu'un meurt en route, les migrants racontent que l'on ne prend pas toujours le temps d'ensevelir le corps », rapporte Lily Boilet, militante de l'association Terre d'Errance, à Norrent-Fontes. En Lybie, David trouve rapidement un bateau pour traverser la Méditerranée : 1 200 dollars la tentative. La sienne est fructueuse. Ils sont 25 dans une embarcation de 6 m de long. De l'autre côté, après deux jours de traversée, ils sont débarqués sur une plage en pleine nuit. La police italienne les y attend.

Le poids des empreintes

Il est emmené avec les autres dans un centre de rétention, contrôlé, enregistré, interrogé. « Ils ont pris mes empreintes », raconte David, grave, en montrant les stigmates des scarifications qu'il s'est infligées aux mains pour tenter d'effacer ces empreintes qui lui collent à la peau. C'est parce que ses empreintes ont été prises en Italie qu'il peine à obtenir le droit d'asile en Grande-Bretagne. C'est pour cela qu'il a été « réadmis » par deux fois en Italie. Ces empreintes qui le poussent à « travailler avec un faux passeport, parce que c'est la seule solution ». Ces empreintes qui le font « trembler à la vue d'un policier ». N'empêche, « je me sens plus libre ici que chez moi ».

Au travers des mailles du filet

Stéphane (*), Érythréen lui aussi, a suivi le même parcours. Désert, Soudan, Libye, traversée... Arrivé en Grande-Bretagne il y a quatre mois, il est en passe d'obtenir l'asile. La différence ? Il n'a pas laissé ses empreintes en Italie. « Le soir où l'on est arrivé en Italie, ils nous ont tous mis dans une maison. Ils attendaient de nous transférer. Ils ne nous surveillaient pas. Il y avait des fenêtres sans barreaux... J'ai ouvert la fenêtre, je suis passé de l'autre côté, et puis j'ai couru. Quelques-uns m'ont suivi... » Une course folle dans la nuit « sans se retourner ».

Les « fermes de portes »

À Rome, il prend le train pour la France, direction Calais. « C'est par là que l'on passe. » Après plusieurs tentatives, il se rabat sur une autre voie : Norrent-Fontes. Un soir, les « fermes de portes », comme il les appelle ceux qui pour un temps suspendent leur voyage et restent derrière tandis que les autres tentent le passage, l'ont « mis dans un camion ». À l'arrivée, cette fois, il a donné ses empreintes sans craindre d'hypothéquer ses chances d'asile. Un autre migrant parvenu en Angleterre a eu cette même « chance » de ne pas avoir ses empreintes inscrites au fichier Eurodac : Sibhat Kesese, Érythréen de 28 ans, suit désormais des cours de comptabilité dans une université londonienne. Il vise un « degree », l'équivalent d'une licence en France. Pour financer ses études,

une banque a accepté de lui prêter les fonds... « Je rembourserai après mes études. Je crois qu'ils ont confiance » , lâche-t-il dans un demi-sourire.

« On risque nos vies »

Parvenu au bout du chemin, Sibhat Kesese est marqué à vie. « Le premier soir à Calais, on m'a emmené dans un squat. Je ne connaissais rien. » Cette nuit-là, « des hommes saouls sont venus avec des barres de fer, des bâtons. Ils frappaient au hasard, c'était terrible » , raconte-t-il mâchoires serrées. Il prend un coup en plein visage. Quand il se réveille, il réalise qu'il a perdu l'usage de l'oeil droit. « J'ai appris que la vie était un combat permanent. Ici aussi. Si c'était à refaire ? Je ne sais pas. On risque nos vies, tellement de gens la perdent... J'espère faire venir ma famille, mais jamais par cette voie-là. » (*) prénoms d'emprunt

Lily Boilet sur la piste des migrants

Lily Boilet, militante de l'association Terre d'Errance de Norrent-Fontes, mène actuellement, sous l'égide du Gisti et de « Échanges et partenariat », une étude sur les migrants qui sont parvenus en Grande-Bretagne. « L'objectif est double : d'une part, il s'agit de mieux connaître la situation des migrants ici, en Grande-Bretagne. De l'autre, il s'agit de prendre contact avec les assos de ce côté-ci de la Manche », explique Lily Boilet. Militante de Terre d'Errance de Norrent-Fontes depuis sa création, Lily Boilet passe actuellement une bonne partie de son temps en Grande-Bretagne sur les traces des migrants, « de ceux qui sont passés ». De Manchester à Liverpool, en passant par Londres, elle enchaîne les entretiens. Elle connaît certains d'entre-eux depuis leur passage à Norrent-Fontes. Pour les autres, elle fait jouer ses contacts dans les communautés, auprès des associations. Si son enquête est toujours en cours, elle tire déjà plusieurs conclusions. « Les gens qui viennent en Grande-Bretagne le feront de toute façon. Ils veulent rejoindre leur famille, et il subsiste des liens remontant à l'époque coloniale. » Ensuite, estime-t-elle, nombre de ceux qui sont passés par le Nord - Pas-de-Calais et qui pourraient prétendre à l'asile, tels que les Érythréens, Soudanais, Afghans ou Irakiens, ne pensent même pas à le demander. « Lorsque je pose la question, le plus souvent, la réponse est : "Ah bon, on peut demander l'asile en France ?". Pour eux, la France, c'est la "jungle", les poubelles, les gaz lacrymogènes... Ils ont l'impression que l'on ne souhaite pas qu'ils restent. » M.M.

ÉCLAIRAGE

« Dublin 2 » et les « doigts brûlés » Les « doigts brûlés », c'est le nom que les militants de Terre d'Errance, à Norrent-Fontes, donnent aux jeunes gens qui se blessent volontairement le bout des doigts pour essayer d'effacer leurs empreintes. « Certains se lacèrent les doigts, d'autres essaient l'acide », commente Michaël, l'un des membres de l'association. Une pratique devenue courante chez les migrants qui tentent ainsi, sans beaucoup de succès, de déjouer les règles dites de « Dublin 2 ». Ce règlement européen, signé en 2003 et mis en application en 2007, a pour objectif de limiter les demandes d'asiles multiples dans l'Europe de Schengen. Chaque migrant ne peut faire qu'une seule demande d'asile dans l'un des pays membres. Si, par exemple, cette demande d'asile est faite en Italie, les autres états membres sont en droit d'y renvoyer le migrant « irrégulier » sur leur sol, pour que sa demande d'asile y soit étudiée. C'est le principe de la « réadmission ». Un principe qui engendre beaucoup de flux à l'intérieur des frontières de l'Europe : les « réadmis » tentant souvent de regagner à nouveau la Grande-Bretagne. M.M.

Atiq Rahimi, le prix Goncourt 2008 dans les camps de migrants afghans

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 19:23 :: [infos salam](#) :: [#36](#) ::

Publié le dimanche 22 mars 2009 dans Nord Eclair.

MATTHIEU MILLECAMPS

Atiq Rahimi, auteur franco-afghan, est aussi le lauréat du Goncourt 2008. Samedi, il a profité de son passage au Channel de Calais pour rencontrer les jeunes migrants afghans.

Il plaide pour un réel co-développement.

« Je suis venu en 2000, à l'époque de Sangatte... C'était très différent, ils ne vivaient pas ainsi, dans des tentes, dans cette misère ! » Atiq Rahimi, auteur de Syngué Sabour, un ouvrage pour lequel il a reçu le prix Goncourt 2008, laisse parler son indignation. Hier, il a profité de son passage par le Channel de Calais, où il inaugurerait officiellement une nouvelle librairie, pour rendre visite aux migrants afghans. Lors de sa précédente visite, « il y avait des toilettes, des douches, des repas, des médecins ». Aujourd'hui, « c'est la misère totale ». Un constat abrupt, amer, que le romancier dresse devant les journalistes après s'être longuement entretenu avec un groupe de jeunes Afghans massés autour de lui. Des Pachtounes, pour la plupart. « Parce qu'ici, comme dans le pays, il y a des séparations », glisse Atiq Rahimi.

Dans le camp de toiles, entre les habits qui sèchent sur les branches d'arbres et les jeunes gens qui dorment sur le sol, tentant de récupérer d'une nuit que l'on imagine occupée à tenter de se cacher sous les essieux de camions, la venue de l'auteur est vécue comme un événement. « Je ne le connais pas, mais on m'a expliqué qui il était. Qu'il avait écrit un livre. J'ai pu lui parler, lui expliquer la situation dans la "jungle" », explique Haider Khan, 25 ans.

Et lorsque l'auteur s'apprête à quitter le campement de fortune, les jeunes gens se ruent sur papiers et crayons. Atiq Rahimi leur a demandé leurs noms, leurs origines, et toutes les informations qu'ils pouvaient donner pour pouvoir les retrouver, par la suite. « Je veux monter des dossiers, expliquer quelle est la situation de ces jeunes gens », explique le romancier. Des dossiers qu'il ne sait pas encore très bien à qui adresser.

« Aider ces jeunes à rester en Afghanistan »

Mais s'il est une chose dont il est sûr, c'est que « ce n'est pas en faisant des camps ici que l'on trouvera la solution. Il faut aider ces jeunes à rester en Afghanistan. Voir tous ces jeunes partir, c'est un vrai problème pour le pays ». Un plaidoyer pour un réel co-développement assorti d'une exigence : ne pas renvoyer ceux qui sont arrivés jusqu'en Europe. Hélène Flautre, députée européenne en campagne pour la liste Europe Écologie, présente également lors de la visite, intervient alors. « L'Europe protège en théorie les Afghans : ils ne peuvent pas être renvoyés dans leur pays », explique-t-elle. Et l'élue d'ajouter que « en théorie, les mineurs devraient aussi être protégés. Or, sur ce camp, près de la moitié des jeunes sont des mineurs... » Théories et réalités. M.M.

Nouveau centre de détention à Calais : les militants de Salam « vigilants »

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 19:25 :: [infos salam](#) :: #37 ::

Publié le dimanche 22 mars 2009 dans Nord Eclair.

MATTHIEU MILLECAMPS

Mardi, le ministre britannique de l'Immigration annonçait son intention de créer un centre de détention de migrants près de Calais. Le même jour, Éric Besson démentait l'information. Les militants associatifs disent rester « vigilants ». La gestion des flux migratoires donne parfois lieu à des échanges d'annonces et de démentis de part et d'autre de la Manche.

En novembre, des associations dénonçaient l'organisation d'un charter commun, entre Paris et Londres, à destination de l'Afghanistan. Reconnue côté britannique, l'information était niée côté Français, jusqu'à ce que la Cour européenne des Droits de l'Homme tranche et que les autorités françaises annoncent qu'elles ne participeraient pas à ce charter commun, pour lequel elles avaient donc bien été « sollicitées ».

« Pas question de recréer un nouveau Sangatte »

Nouvelle valse de démentis, cette semaine. Mardi, Phil Woolas, ministre de l'Immigration du gouvernement Brown, annonce son intention de créer, dans les environs de Calais, un centre de détention - et non de rétention - pour les migrants candidats au passage. Démenti catégorique, quelques heures plus tard, d'Éric Besson, le ministre français de l'Immigration et de l'Identité nationale. « Il n'est pas question de recréer un nouveau Sangatte. Ce serait une erreur dramatique pour les personnes concernées elles-mêmes, ce serait une erreur dans la gestion des flux

migratoires avec le Royaume-Uni, ça nous mettrait de nouveau dans une situation inextricable », posait alors le ministre. Mais sur le terrain, le démenti n'a pas vraiment désamorcé les craintes.

« **Inimaginable** »

« C'est un centre qui servirait à mettre les Afghans et les Kurdes irakiens en attendant que les charters soient prêts pour les renvoyer. Ça, c'est tout simplement inimaginable », juge Sylvie Copyans, secrétaire adjointe de Salam, qui se dit échaudée par le précédent de novembre 2008. Et malgré le démenti, la militante l'affirme avec force : « Nous resterons mobilisés et nous resterons vigilants, comme à chaque information de ce type. » M.M.

Welcome in Berck-sur-mer!

Par salam, dimanche 22 mars 2009 à 23:37 :: [infos salam](#) :: [#39](#) ::

Pour un débat autour du film Welcome, l'Association Berckoise des Amis du Cinéma et son directeur Didier Dupuis avaient invité Salam.

Des bénévoles sont venus à Berck, après la distribution du repas à Calais, pour exposer la situation des migrants (et des bénévoles...) et répondre aux questions que se posaient les nombreux spectateurs qui s'étaient déplacés pour l'occasion. Nos amis touquettois s'étaient aussi déplacés en nombre.

Ce fut une longue soirée d'échanges, à la fin de laquelle de nouveaux rendez-vous furent pris. Les Berckois se sont montrés très sensibles à la situation calaisienne. Nous avons reçu beaucoup de dons, et la pétition de soutien à Jean-Claude Lenoir a obtenu de nombreuses signatures.

Au nom de nos amis Migrants, nous tenons à les remercier de leur générosité.

Guantanamo en Calais ?

Par salam, mercredi 25 mars 2009 à 23:41 :: [infos salam](#) :: [#40](#) ::

Courrier International publie la traduction de l'article de The Independent

Le projet d'implanter dans le port français un centre de rétention sous juridiction britannique soulève bien des questions. Londres et Paris espèrent ainsi s'affranchir des lois et traités internationaux et expulser plus facilement les demandeurs d'asile.

Londres et Paris ont engagé des discussions sur la création d'un nouveau centre pour immigrés clandestins sur les docks de Calais. Un centre qui serait un bout de territoire britannique pour tout ce qui concerne les lois sur l'immigration et permettrait de renvoyer facilement chez eux les déboutés du droit d'asile. Même si les deux gouvernements ne se sont pas encore entendus sur tous les termes de l'accord, ils comptent exploiter l'ambiguïté du statut légal de la "zone de contrôle" britannique créée en 2003 sur le port de Calais (les officiers d'immigration britanniques peuvent y effectuer des contrôles d'identité et y "pratiquer des recherches au moyen de matériels électroniques ou d'équipes cynophiles"), pour surmonter les difficultés juridiques qui empêchent actuellement l'expulsion des demandeurs d'asile vers leur pays d'origine.

L'idée – dont ont débattu les ministres de l'Immigration britannique et français en février – est de battre à leur propre jeu les demandeurs d'asile et les passeurs qui les amènent dans le nord de la France. A l'heure actuelle, les immigrants rassemblés à Calais, pour la plupart originaires d'Afghanistan, du Kurdistan et de la corne de l'Afrique, profitent des contradictions et des zones d'ombre dans les législations européenne et internationale sur l'immigration et l'asile pour éviter d'être expulsés de l'Hexagone. Peu importe qu'ils se fassent prendre à de multiples reprises ; à chaque fois, ils sont libérés et tentent de nouveau d'entrer illégalement au Royaume-Uni.

Si le projet se concrétise, il ne manquera pas d'attirer l'attention des organisations de défense des droits de l'homme et des libertés civiles. Celles-ci pourraient établir un parallèle entre la création de ce centre doté d'un statut extraterritorial en territoire français et la prison de Guantanamo (sise en territoire cubain, sous juridiction américaine, mais dont l'"exterritorialité" lui a permis d'éviter pendant des années d'appliquer la justice ordinaire des Etats-Unis). Même si les demandeurs d'asile ne

devraient y séjourner que pour une courte période et y recevraient un traitement humain, ils se retrouveraient dans un vide juridique.

L'existence de discussions franco-britanniques sur ce sujet a été révélée par le ministre de l'Immigration britannique Phil Woolas. Selon lui, les clandestins seraient gardés dans ce nouveau "centre de détention (sic), après être passés par les services d'immigration britanniques" sur les docks de Calais. Déboutés, ils seraient alors renvoyés vers leurs pays d'origine sur des vols charters. Londres et Paris comptent ainsi "adresser un message" aux immigrants et à leurs passeurs, pour reprendre les termes de Woolas. "Nous voulons braquer les projecteurs sur les expulsions, pour qu'il soit bien clair en Afghanistan et en Irak que le Royaume-Uni n'est pas la Terre promise."

La presse britannique a tourné en ridicule les commentaires du ministre, après qu'il eut essuyé le soir même une rebuffade de son homologue français Eric Besson. En réalité, Besson n'a pas démenti les propos de Woolas. Il a simplement expliqué que la France n'avait pas l'intention de construire un nouveau Sangatte – ce qui n'est pas la même chose. Le gouvernement français est furieux et embarrassé, parce que l'expression "centre de détention" a une sinistre connotation historique à l'oreille des Français. Paris préfère parler de "centre de rétention". Les termes les plus importants employés par Woolas sont passés inaperçus au milieu des railleries dont il a fait l'objet. Le nouveau centre – de détention ou de rétention – serait construit au-delà de la ligne délimitant les services d'immigration britanniques sur les quais de Calais.

Changer la règle du jeu

La UK Border Agency, l'agence des frontières britannique, a également fait allusion au projet. "Nous sommes décidés à travailler avec les Français pour faire en sorte que nos frontières soient parmi les plus difficiles à franchir dans le monde, et nous envisageons toutes les possibilités", a déclaré l'agence. "Le ministre de l'Immigration a rencontré le mois dernier son homologue français pour réfléchir aux différentes options, et des discussions sont en cours sur les infrastructures à bâtir dans le port de Calais."

En 2003, la France et le Royaume-Uni ont conclu un traité sur des "contrôles frontaliers juxtaposés", dans le cadre d'un accord permettant la fermeture du camp de Sangatte. La police des frontières française opère, armée, à Douvres dans une "zone de contrôle" qui reste partie intégrante du Royaume-Uni mais qui est pour certains aspects sous juridiction française. Les agents de l'immigration britannique, eux, ont la haute main sur une "zone de contrôle" similaire sur les quais de Calais, où s'appliquent certains aspects de la loi britannique mais sur laquelle la France continue d'exercer sa souveraineté.

Les négociations portent donc sur le statut binational ambigu de cette zone "britannique" à Calais, première "incursion" britannique dans cette ville depuis près de cinq cents ans. (Calais a été repris à l'Angleterre en 1558.)

A l'heure actuelle, les tribunaux français refusent de renvoyer les clandestins dans leurs pays, où ils risquent la persécution. Ceux qui cherchent à entrer au Royaume-Uni ne veulent surtout pas demander l'asile en France. Car, en cas de refus de l'administration – et en vertu des traités internationaux et européens –, ils n'auraient plus le droit de déposer une demande au Royaume-Uni. Or ces candidats à l'immigration restent convaincus que ce dernier leur offre de bien meilleures perspectives que la France.

Généralement, les candidats à l'immigration arrivent sur les docks de Calais et se font arrêter avant ou après avoir pu se cacher dans un camion. Relâchés par les autorités françaises au bout de quelques jours, ils reviennent à Calais et tentent leur chance une nouvelle fois. Le plan franco-britannique permettra, espère-t-on officiellement, de changer la règle du jeu. Reste à savoir dans quelle mesure. Les illégaux pourraient être renvoyés dans leur pays sans relever de la loi française ou britannique – mais une telle éventualité sera contestée par les défenseurs des droits de l'homme. Par ailleurs, un centre de rétention dans les docks permettrait aux autorités de faire pression sur les immigrants pour qu'ils demandent l'asile en France, faute de quoi on les renverrait directement d'où ils viennent. Londres et Paris espèrent avoir suffisamment avancé sur ce dossier pour faire une déclaration commune quand le président Sarkozy et le Premier ministre Brown se rencontreront, en mai.

John Lichfield et Ben Russell [The Independent](#)
[Source](#)

Et PAF, le Préfet vient remonter le moral

Par salam, vendredi 27 mars 2009 à 11:38 :: [infos salam](#) :: #42 ::

Un petit tour et puis s'en va, le Préfet du Pas-de-Calais est venu consoler ses ouailles de la PAF de Coquelles.

Article de 20 Minutes Lille.

Ils étaient « un peu chagrins » depuis quelques semaines. Alors hier, le préfet du Pas-de-Calais a rendu visite aux agents de la police aux frontières (PAF) de Coquelles. Histoire de regonfler les troupes après la sortie de Welcome, le film de Philippe Lioret, qui dépeint le quotidien des migrants à Calais.

« Il raconte une belle histoire, concède Pierre de Bousquet de Florian, le préfet. Mais l'action de la police y est caricaturée, traitée de façon partielle et partiale... » Dans le petit bureau fouetté par les vents, les policiers bombent le torse. La campagne médiatique de ces dernières semaines a été « injuste et inadmissible », poursuit le préfet. Nouveaux sourires dans l'assemblée.

Il faut dire que sur le littoral calaisien, le travail ne manque pas. Les candidats au passage vers l'Angleterre sont plus de cinq cents. Et les flics ne sont pas bêtes et méchants. Les arrestations aux abords de l'hôpital ? « Il n'y a eu aucune bavure. » Les responsables associatifs inquiétés par la justice pour aide à personne en situation irrégulière ? « Ils avaient franchi la ligne jaune. » Le quota de clandestins à reconduire à la frontière chaque année ? « Nous n'avons pas d'objectifs précis sur Calais. »

En une petite demi-heure, Pierre de Bousquet de Florian remet les choses au clair. Les forces de police agissent avec « éthique et discernement ». Avant d'aller servir le repas du soir aux migrants, Sylvie Copyans de Salam réagit. « On est très méfiants. On est même plus prudents que jamais en ce moment. »

Vincent Vantighem

[Source](#)

Welcome - Un film militant sur les clandestins de Calais

Par salam, vendredi 27 mars 2009 à 11:46 :: [infos salam](#) :: #43 ::

Sur la web-Tv du Parti Socialiste, interview de Philippe Lioret, réalisateur du film Welcome. Un film militant sur les sans-papiers bloqués autour en Calais avant de tenter la traversée vers l'Angleterre.

[Welcome : un film militant](#)

par [PartiSocialiste](#)

Source: <http://libertespubliques.parti-socialiste.fr/2009/03/26/welcome-un-film-militant-sur-les-clandestins-de-calais/>

Délit de solidarité ? Solidarité dans le délit !

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 00:12 :: [infos salam](#) :: #45 ::

OBJECTIF CHIFFRE POUR 2010 DE RECONDUITES A LA FRONTIERE : 28000 OBJECTIF CHIFFRE POUR 2010 D'INTERPELLATIONS D'AIDANTS : 5500 SOURCE : PROJET DE LOI DE FINANCES 2009

Nous sommes tous concernés par ces objectifs chiffrés, parce qu' avant d'être « sans-papiers », ces hommes, ces femmes et ces enfants sont des personnes en difficulté, isolées et démunies et il est de notre devoir de citoyen de les aider dans la dignité et le respect dû à chaque être humain.

Mercredi 8 avril 2009, à 10h00, devant les palais de Justice de Paris, Lille, Marseille, Strasbourg, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes et ailleurs en France, nous serons 5 500 au moins à nous

présenter comme prisonniers volontaires, affirmant avoir, un jour, aidé un homme ou une femme sans-papiers en difficulté. Nous serons 5 500 citoyens décidés à rester des « aidants » !

Inscrivez-vous sur le site : <http://www.delinquants-solidaires.org/>

VENDREDI 27 MARS 2009

De nombreuses organisations ont rejoint la mobilisation au fil des jours. En voici la liste complète : Emmaüs France / Association Emmaüs / La Cimade / Gisti / Comede / Fédération entraide protestante / UNIOPSS / RESF / FASTI / Secours Catholique / FNARS / Syndicat des avocats de France / SOS Racisme / Dom'Asile / Ligue des Droits de l'Homme / MRAP / Association Toits du monde – Orléans / **SALAM Nord/Pas-de-Calais** / ACASEA / Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme / France Terre d'asile / Fédération Sud Education / Médecins du Monde
POURQUOI 5500 ?

Si le Gouvernement a largement communiqué sur les objectifs de reconduites à la frontière, les chiffres concernant les interpellations d'aidant sont restés quant à eux dans l'ombre des annexes aux Projets de lois de finances. Pourtant ils existent : ils sont de 5000 pour 2009 et 5 500 pour 2011.

Ces chiffres sont téléchargeables à cette adresse : HTTP://WWW.PERFORMANCE-PUBLIQUE.GOUV.FR/FARANDOLE/2009/EXERCICE2009_IMMIGRATION.HTM TÉLÉCHARGER
PLF2009_BG_IMMIGRATION.PDF

APRÈS LA MOBILISATION CITOYENNE, PLACE À LA MOBILISATION POLITIQUE !

La mobilisation citoyenne nationale ne sera qu'une première étape. Quelques jours plus tard, une proposition de loi rédigée par le collectif associatif sera portée devant le Parlement. Cette proposition visera à réaffirmer le principe de l'accueil inconditionnel dans les structures associatives susceptibles d'accueillir et d'accompagner des migrants ; à dépénaliser les « aidants » et à interdire les interpellations de personnes en situation irrégulière dans les lieux d'accompagnement et d'accès aux droits (éducation, santé....)

Cette proposition de Loi prolongerait les intentions exprimées par le Président de la République alors Ministre de l'Intérieur qui en 2003 répondait au Manifeste des délinquants de la solidarité publié à l'époque : « Pour ma part, je n'ai nullement l'intention de poursuivre celui de nos compatriotes qui tend la main à la personne en situation de détresse, quelle que soit sa situation au regard de la législation sur le séjour. » Il s'agit à présent de passer des intentions aux actes. TÉLÉCHARGER
LETTRE_030620.PDF

INTERPELLATION D'UNE BÉNÉVOLE AUX RESTOS DU COEUR

Le 18 février 2009, à 7 h 45 du matin, la police frappe à la porte de Monique Pouille, 59 ans, bénévole aux Restos du cœur et à l'association Terre d'errance. Depuis deux ans et demi, cette femme organise les dons de nourriture et d'habits pour les migrants qui errent autour de Calais dans l'espoir de passer en Angleterre. Elle recharge aussi leurs portables. Les policiers « m'ont dit "on vient vous chercher pour vous mettre en garde à vue, pour flagrant délit d'aide aux personnes en situation irrégulière", raconte-t-elle. Je pense qu'ils croyaient trouver des réfugiés chez moi ». Les forces de l'ordre emportent trois portables en charge sur la table du salon. A Coquelles (Pas-de-Calais), Monique Pouille est placée en garde à vue. « Ils ont dit que j'avais eu de la chance de ne pas être menottée. » Ils posent des questions à chaque migrant. Comment s'appelle-t-il ? Depuis combien de temps est-il là ? « Ils m'ont dit que je pouvais continuer à recharger les portables, mais pas ceux des passeurs, ceux qui sont bien habillés et qui sont là depuis longtemps. Moi je ne m'occupe pas de ça. J'aide les gens sans poser de questions. » Vers 17 heures, Monique Pouille est libre. Sans charges, ni mise en examen pour l'instant. A la police aux frontières, on indique que la garde à vue a eu lieu dans le cadre d'une commission rogatoire « pour aide au séjour irrégulier en bande organisée ». Peine encourue : jusqu'à dix ans de prison.

INTERPELLATION D'UN RESPONSABLE DE COMMUNAUTÉ EMMAÜS À MARSEILLE

L'interpellation le 16 février 2009 d'Hamid, un sans-papier accueilli par la communauté de Marseille Pointe-Rouge, s'est transformée le 17 février 2009, en opération policière dans cette communauté. Ainsi, sur décision du parquet de Marseille une perquisition a eu lieu dans la dite communauté Emmaüs aux fins de recenser la présence d'éventuels compagnons sans papiers. Dans le même cadre, Kamel un responsable de la communauté a été mis en garde à vue pendant 6 heures le 17 février.

De plus en plus de migrants à Calais, selon les associations

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 00:18 :: [infos salam](#) :: [#46](#) ::

Par Reuters, publié le 30/03/2009 à 19:09

CALAIS, Pas-de-Calais - Les migrants qui cherchent à passer clandestinement en Grande-Bretagne sont de plus en plus nombreux dans la région de Calais, observent les bénévoles des associations humanitaires qui leur viennent en aide.

"Leur nombre a beaucoup augmenté ces derniers jours, aujourd'hui ils sont entre 600 et 700 au minimum si l'on se fie au nombre de repas distribués", note Joël Loeuilleux, le responsable de la Ligue des droits de l'homme à Calais.

Sylvie Copyans, bénévole de l'association Salam qui vient en aide aux migrants, confirme cette tendance.

"Tous les jours, il y a de nouvelles arrivées, de nouvelles têtes, de très jeunes Afghans notamment et comme d'habitude beaucoup d'Erythréens et de Kurdes Irakiens", dit-elle.

Dans le bois qu'occupent les migrants à la sortie de la ville, les cabanes se multiplient depuis une quinzaine de jours. Des dizaines de constructions de fortune font de ce lieu de regroupement "un petit Kaboul", note Sylvie Copyans.

C'est dans ce bois que le ministre de l'immigration, Eric Besson, était venu rendre visite aux migrants lors de sa dernière venue à Calais pour dénoncer la présence de passeurs. Il a promis de revenir à Calais avant le 1er mai pour annoncer sa politique de lutte contre les passeurs.

Dans ce bois, les migrants s'organisent. Avec les moyens du bord, des grilles de chantiers, des palettes de bois, des cartons et un tapis de prières, les musulmans ont aménagé un lieu de prière, sorte de "cabane-mosquée".

"C'est le seul endroit où ils peuvent s'organiser, vivre ensemble", observe Joël Loeuilleux, qui s'attend à un nombre en augmentation constante jusqu'au début de l'été.

Pour Sylvie Copyans, "leur quotidien ne change pas, les forces de l'ordre les contrôlent toujours autant et leur nombre augmente encore, c'est le même quotidien effrayant depuis la fermeture du centre de Sangatte".

Le centre de la Croix-Rouge de Sangatte avait été fermé en 2002 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur.

Calais - les défenseurs des migrants poursuivis

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 00:32 :: [infos salam](#) :: [#47](#) ::

Article paru dans l'hebdo LUTTE OUVRIERE n°2121 du 27 mars 2009

Militants et sympathisants associatifs, syndicaux et politiques, sont venus nombreux au tribunal de Boulogne-sur-Mer, le mercredi 18 mars, soutenir Jean-Claude Lenoir qui risque la prison ferme pour de supposés faits d'outrages à l'encontre de CRS.

Mais le juge ayant argué que le dossier serait plus complexe qu'il n'y paraît, et qu'il nécessite l'assistance de deux autres juges, son procès a été reporté pour la deuxième fois, alors qu'il s'agit d'une procédure pour des faits datant de quatre mois. Jean-Claude Lenoir était bien décidé à transformer son procès en tribune contre la politique inhumaine du gouvernement à l'égard des migrants, comme il l'a déjà fait dans le passé.

Son dossier est vide. Il a été arrêté en novembre dernier, lorsque la préfecture orchestrait des rafles contre les Afghans, sur injonction du ministère de l'Immigration qui avait prévu leur renvoi par charter vers leur pays. Les manifestations quotidiennes organisées par Salam, organisation de défense des migrants, devant le Centre de rétention de Coquelles, relayées par les médias, avaient obligé le ministre à renoncer à son projet. Il ne fait aucun doute que ce militant est victime de la répression qui s'exerce contre une association de bénévoles qui assistent les migrants en leur fournissant notamment de la nourriture.

Ce procès allait se dérouler alors que la loi condamnant les personnes qui ont un geste de solidarité envers les réfugiés - comme de recharger un téléphone portable - suscite une polémique publique. En effet, cette loi est dénoncée sur grand écran par un film émouvant, Welcome, qui montre

concrètement le sort souvent tragique qui attend les réfugiés tentant de rejoindre l'Angleterre, et dont l'auteur, Philippe Lioret, a manifesté sa solidarité envers la cause humanitaire défendue par Jean-Claude Lenoir et Salam. Du coup, le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a réagi en exprimant sa colère contre les auteurs de ce film, en proclamant que le gouvernement cherche à s'attaquer seulement aux passeurs ! Au vu des rafles organisées à Calais par la police, il faut donc croire que tous les migrants sont des passeurs aux yeux de Besson et de la police de Sarkozy...

Le procès de Jean-Claude Lenoir est maintenant reporté au 23 juin, peut-être dans l'espoir qu'il fasse moins de bruit. Mais beaucoup sont décidés à ce que ce procès ne se passe pas en catimini !

Correspondant LO

[Source](#)

Jacques Barrot et les clandestins de Calais : « Il faut que l'Europe s'engage »

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 08:58 :: [infos salam](#) :: #48 ::

Jacques Barrot, commissaire européen chargé de la Justice, des Libertés et de la Sécurité, n'a pas de « recette miracle » face au problème des réfugiés qui affluent tous les jours à Calais. Mais il plaide pour une action à l'échelle de l'Union européenne.

- Pour vous, le traitement du problème ne doit plus seulement concerner la France et la Grande-Bretagne ? « La coopération franco-anglaise demeure nécessaire. J'ai rencontré récemment la ministre britannique de l'Intérieur, Mme Smith, et j'ai plaidé pour qu'il y ait une action auprès des migrants en situation irrégulière à Calais afin de les informer sur les procédures d'asile et leur réforme. La règle de Dublin voulait que seul le pays d'accueil qui reçoit la demande d'asile instruisse cette demande. Aujourd'hui on peut admettre un transfert du dossier de la France à la Grande-Bretagne si le demandeur a fait état de la présence de sa famille de l'autre côté de la Manche. Pour ces migrants qui viennent pour la plupart de la Corne de l'Afrique, Érythrée et Somalie, il y a un besoin de protection internationale légitime puisqu'ils ne peuvent pas rentrer dans leurs pays. »

- Avez-vous senti chez les Britanniques la volonté d'ouvrir plus la porte aux demandeurs d'asile ? « Les Britanniques comprennent qu'ils doivent partager le fardeau mais il faut aussi que l'Europe s'engage. Au prochain conseil des ministres européens, je lancerai l'idée d'un plan de réinstallation en Europe des réfugiés. Les États membres doivent prendre une part de l'effort sinon on n'en sortira pas. Malte succombe aujourd'hui sous le nombre des demandeurs d'asile. Et le problème empire après un bref répit. On ne l'observe pas seulement à Calais. Ce que j'ai vu à Lampedusa et à Malte est effrayant. »

- Concrètement, qu'allez-vous faire en direction des réfugiés clandestins bloqués sur notre littoral ? « J'ai fait adopter par la Commission la création d'un bureau d'appui. Il s'agit d'une agence européenne qui disposera à terme d'une centaine de personnes très spécialisées qui pourront aller sur les sites très difficiles comme Malte ou Calais et apporter leur expérience dans le traitement des demandes d'asile. »

- Quand cette structure d'appui sera-t-elle en place à Calais ? « Il faut que le Conseil des ministres et le Parlement l'adoptent. J'ai bon espoir que cet accord intervienne avant que le Parlement se sépare en juin. Le bureau d'appui serait ainsi en mesure de fonctionner dès 2010. »

- L'urgence n'est-elle pas d'abord de donner un toit provisoire à ces migrants ? « Si on commence à installer des structures d'accueil, on recommencera les errements de Sangatte. Ce qui est souhaitable, et je pense que le gouvernement français en est d'accord, c'est de faciliter le travail des associations qui viennent en aide aux migrants. Une fois le climat de confiance rétabli pour susciter de vraies demandes d'asile, je pense qu'il faudrait prévoir l'installation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) à Calais comme à Douvres. Les gens ont toujours peur que ces CADA créent un appel d'air. Mais c'est une erreur. Quand un tel centre est créé, les passeurs ne peuvent plus faire miroiter toute une série de solutions aux migrants en situation irrégulière. Je ne suis pas sûr que l'on ait encore tout à fait saisi cela à Paris. » •

CALAIS: Un troisième bungalow pour les migrants

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 14:23 :: [infos salam](#) :: [#49](#) ::

Les revendications portées par l'association SALAM au Conseil des Migrants portent leurs fruits: deux bungalows avec des douches et un troisième avec lave-linge et sèche linge seront installés sur l'aire d'accueil des gens du voyage. Le Secours catholique réserve sa réponse pour gérer l'équipement.

« Nous sommes dans le dialogue. » Coordonnateur départemental du Secours catholique, Mickaël Boude attend l'aval de sa hiérarchie pour signer la convention qui permettra à son association de gérer les douches pour les migrants.

La ville de Calais a en effet acquis deux bungalows - sur financement de l'État - et un troisième sur fond propre. Ils seront placés sur l'aire d'accueil intercommunale des gens du voyage, sise entre Calais et Marck. Hier, en début d'après-midi, une réunion quadripartite s'est tenue entre l'association, la ville de Calais et Cap Calais (ex-Cac) et l'entreprise qui gère l'aire d'accueil des gens du voyage.

« Nous avons défini la convention qui sera rédigée dans les jours à venir, confirme Marcel Pidou (conseiller municipal délégué à la sécurité, vice-président de la communauté d'agglomération). Le conseil municipal doit adopter une délibération qui sera présentée le 6 mai. » Ce que n'aura pas à faire le conseil communautaire. Un troisième modulaire s'est ajouté au projet initial. « On y installera une salle d'accueil, un lave-linge et un sèche-linge », promet Marcel Pidou qui précise d'emblée : « Pour les serviettes de toilette, pas pour les vêtements des migrants. » La viabilisation du terrain où seront installés les éléments a débuté. « Les raccordements d'eau et d'électricité ont été effectués », confirme Marcel Pidou.

Quelle capacité en eau chaude ?

La capacité en eau chaude a été augmentée. Tels qu'ils avaient été présentés au Secours catholique en février dernier (lire notre édition du 26 février 2009), les modulaires contenaient sept douches alimentées en eau chaude par trois ballons de 100 litres. De quoi faire une trentaine de douches. Mickaël Boude rappelle alors : « Les quatre douches dont nous disposons dans notre maison située rue Anatole-France nous permettaient de passer une cinquantaine de personnes par après-midi. » Trop peu. Un quatrième ballon a été installé. « On ne sait pas encore si ça suffira, reconnaît Mickaël Boude. Il nous faut connaître la capacité de l'installation à produire de l'eau chaude entre deux douches pour savoir combien est-ce qu'on pourra faire passer de personnes en une journée. » D'autres rencontres sont programmées entre les différents intervenants. Le conseil des migrants de ce mois a lieu vendredi. « Je pense que Natacha Bouchart nous parlera de ces douches », avance Mickaël Boude.

A.TH.

La ville et l'État achètent

L'achat de deux bungalows par la mairie a été pris en charge par l'État. L'achat et le fonctionnement (eau et électricité) du troisième est financièrement assumé par la ville de Calais.

La ville de Calais signera prochainement avec la communauté d'agglomérations du Calais une convention pour la mise à disposition d'un terrain situé sur l'aire d'accueil intercommunale des gens du voyage. Une convention entre la ville le Secours catholique devrait également être ratifiée pour la mise à disposition des bungalows à l'association.

Un troisième bungalow pour les migrants

L'un des deux bungalows propose trois douches, deux WC, une table à langer, plusieurs robinets et lavabos pour une surface de 15 m². Le deuxième propose quatre douches, plusieurs robinets et lavabos, également sur une surface de 15 m². Un troisième bungalow a été acquis. Il contiendra une salle d'accueil, les lave-linge et sèche-linge qui permettront de nettoyer le linge de toilette utilisé par les migrants (uniquement les serviettes, pas les vêtements des migrants).

Un terrain partagé en quatre

Le terrain destiné aux gens du voyage aménagé par la communauté d'agglomération du Calaisis est d'une surface de 20 300 m². Il se compose de trois aires distinctes à destination de publics différents ; chacune ayant ses propres sanitaires. Une première, dite de court et moyen séjour (13 emplacements), est réservée aux séjours d'une durée de trois mois maximum ; 11 caravanes y étaient stationnées hier. La deuxième, dite de long séjour (15 emplacements), permet un stationnement d'une durée de neuf mois ; 13 caravanes y étaient hier stationnées. La troisième, dite de grand passage (200 places de caravane), est réservée aux rassemblements religieux. Le stationnement de chaque caravane n'est bien entendu pas gratuit et est soumis à la signature d'un contrat d'engagement (comme le versement d'une avance sur le paiement de la location ou le respect du règlement intérieur). 1 900 m² pour les douches Une quatrième partie de cette aire, d'une surface de 1 900 m², est entièrement délimitée par des barrières. Elle accueillera les modulaires avec douches, etc. Nomades et migrants ne partageront aucune installation

[Source](#)

Pas de frontière pour SALAM

Par salam, mardi 31 mars 2009 à 23:29 :: [infos salam](#) :: #51 ::

C'est sur l'invitation de Serge KOLLWETTER, Président de ASTI Luxembourg (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés) que Sylvie et Agostina se sont rendues dans le Grand Duché. Le public était nombreux au Cinéma UTOPIA où était projeté le film Welcome. Le débat qui suivit fut animé et les questions nombreuses à propos des conditions de vie des Migrants sur notre littoral, de l'action des bénévoles ainsi que de l'action des pouvoirs publics. Le lendemain matin un déjeuner de presse était organisé dans les locaux d'ASTI. Merci à tout ceux qui ont permis que cette rencontre se réalise.



Le public a prolongé longtemps le débat à l'issue de la projection.

SALAM au Fonds Régional d'Art Contemporain

Par salam, samedi 4 avril 2009 à 22:43 :: [infos salam](#) :: #53 ::

Le FRAC a proposé au public un rendez-vous dans le cadre de l'exposition People & Places. Deux photographies de Bruno Serralongue, représentant les abris des Migrants à Calais en 2007 étaient présentées au public et une rencontre a pu avoir lieu.

David a pris la parole pour évoquer les rapports des artistes avec leur temps, et leurs témoignages sur les événements à travers l'histoire de l'art: GERICAULT et le radeau de la méduse, PICASSO et Guernica, et, plus près de nous, l'homme-canon qui a franchi, son passeport à la main, le barrage de fer qui sépare le Mexique des Etats Unis.

Quelques élèves et professeurs de l'ERBA, ainsi que des journalistes et une bonne vingtaine de personnes ont posé aux bénévoles de SALAM des questions sur les conditions de vie des migrants à l'heure actuelle, le tout dans une ambiance sympathique et bienveillante.



Bruno SERRALONGUE

www.associationsalam.org

Abri #5, 2007 Crédit : Bruno Serralongue - Air de Paris

Un des clichés présentés

Invitation à la projection de No Comment à Calais, samedi 11 avril

Par salam, samedi 4 avril 2009 à 23:54 :: [infos salam](#) :: [#55](#) ::

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais organise la projection de "NO COMMENT", excellent documentaire de Nathalie Loubeyre et de Joël LABAT, Samedi 11 avril au cinéma Alhambra de Calais.

Programme :

- 20h : représentation de "No Fuckin' England today" par la Compagnie du diable à un sabot
- 20h30 : projection du documentaire No Comment, suivi d'un temps d'échanges avec les réalisateurs, en présence du sociologue Smaïn Laacher et de bénévoles de l'association SALAM.

Les réservations se font au cinéma Alhambra, rue Jean-Jaurès à Calais.

A propos de NO COMMENT, par Smaïn LAACHER:

On ne compte plus les reportages et les documentaires sur les clandestins de Calais. Par centaines et dans tous les formats. Et il y a une constance dans la manière de filmer ces populations, qui, en attente d'un passage vers l'Angleterre, survivent à l'écart, en marge, au bord, juste à côté du monde des hommes, oubliées des puissants et des Etats mais pas des caméras. Tantôt objet de souffrance et de misère, sans histoire et sans parole ou alors des paroles mille fois entendues avec les mêmes mots et sur le même ton ; tantôt héroïsation et hyper esthétisation de celui qui ne demande rien d'autre qu'à être considéré comme un homme ou une femme ordinaire.

No Comment de Nathalie Loubeyre et Joël Labat évite ces deux écueils. La réalisatrice et son co-auteur parviennent avec une rare finesse et sans sollicitation déplacée à se frayer une voie qui renvoie dos-à-dos misérabilisme et populisme. Deux postures qui, faut-il le rappeler, ont été une catastrophe pour la compréhension historique et sociologique des causes des déplacements forcés de populations.

Dans No Comment, de la première à la dernière image, sans interprétation ni analyse faussement savante, bref sans commentaire, nous sommes transportés au cœur du premier et de l'ultime enjeu lorsqu'il s'agit d'hommes et de femmes qui sont là alors qu'ils devraient être ailleurs (chez eux, dans leur nation, sur leur territoire, etc.) : que faire de ces populations qui embarrassent tout le monde ? A ces êtres sans nom, innommables (dans toutes les acceptions du terme), il ne leur reste plus qu'un bien, un unique bien, un corps, leurs corps devenue propriété légitime que seule la mort peut leur soustraire. Ces visages, ces mains, ces pieds, montrés séparément ou dans leur articulation dans la surface totale du corps, bref, ces corps encore robustes ou mutilés, venus de partout et de nulle part trahissent un défaut d'appartenance : leur présence est illégitime. C'est leur absence qui est considérée comme normale, parce qu'elle est inscrite noir sur blanc dans le droit des États et défendue par la morale publique. Ces corps dépolitisés parce que sans identité civile ni revendications officielles, si ce n'est seulement vouloir être traité avec dignité, No Comment nous les montre avec une sensibilité si peu fréquente, à la fois proche et à bonne distance.

Le documentaire se termine sur une image saisissante : celui d'un visage silencieux presque ordinaire qui hésite l'espace d'une seconde à regarder la caméra ; il baisse les yeux puis les relève aussitôt et regarde enfin dignement la caméra sans pour autant que disparaisse totalement un imperceptible désarroi. Il sait qu'il regarde le monde ; il sait qu'il est regardé par ceux qui ont le pouvoir de comprendre et de modifier le sens de son existence et celle de ses compagnons d'infortune. Les auteurs ne cherchent nullement à susciter de la pitié, cette tristesse à distance, ou une mauvaise compassion. Ils nous disent que le départ de chez soi c'est d'abord une ligne droite qui se brise. Plus encore, lorsqu'on laisse derrière soi, souvent à jamais, sa maison et son territoire, autrement dit quand on quitte sa place et qu'on ne peut en trouver une autre, alors le monde devient une vaste prison.



L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais organise la projection de "NO COMMENT"

Documentaire de Nathalie Loubeyre et de Joël LABAT

Samedi 11 avril au cinéma Alhambra de Calais

Programme :

20h : représentation de "No Fuckin' England today" par la *Compagnie du diable à un sabot*

20h30 : projection du documentaire No Comment, suivi d'un temps d'échanges avec les réalisateurs, en présence du sociologue Smaïn Laacher et de bénévoles de l'association SALAM.

*Les réservations se font au cinéma Alhambra, rue Jean-Jaurès à Calais
www.associationsalam.org*

Une délégation de députés socialistes à Calais pour préparer l'"amendement Welcome"

Par salam, dimanche 5 avril 2009 à 00:32 :: [infos salam](#) :: #56 ::

Jeudi, une délégation de députés PS était à Calais afin de rencontrer les acteurs au contact des migrants dans le cadre de la proposition de loi dite "loi Welcome".

La délégation a notamment auditionné Jean-Claude Lenoir, vice-président de l'association SALAM, et a également assisté à la distribution du repas du soir assurée par les bénévoles de l'association SALAM. Les députés ont ainsi pu se rendre compte des conditions dans lesquelles les repas sont servis, mais ce fut surtout pour eux l'occasion de dialoguer avec les Migrants ainsi qu'avec l'ensemble des bénévoles présents sur le terrain jour après jour.



Gilles Cocquempot, député PS du Calaisis



Catherine Coutelle (à dr.), députée PS de la Vienne

Article du Nord Littoral du 3 Avril 2009

Le film « Welcome » a fait naître chez les députés socialistes un sentiment de révolte quant au sort réservés aux bénévoles quelquefois placés en garde à vue pour un seul crime : préserver la dignité des migrants

Sangatte fermé en 2002, il aura fallu sept ans et le succès presque inattendu de Welcome pour voir débarquer à Calais, sept députés chargés d'un projet de loi pour supprimer ce qu'on appelle le délit de solidarité.

Face à la misère d'un migrant, blessé ou en butte à une guerre entre ethnies qu'il ne maîtrise peut-être pas, où commence la non-assistance à personne en danger et où finit l'aide à l'entrée et au

séjour irrégulier, passible si l'on se réfère stricto sensu à la loi, à une peine de prison. C'est à ça qu'est chargée de répondre la commission Welcome, décidée après un visionnage du film de Philippe Lioret à l'Assemblée nationale.

Le maire de Calais assez sceptique

« Nous voulons aboutir à une proposition de loi qui supprimerait ce qu'on appelle désormais le délit de solidarité », souligne Daniel Goldberg, député de la troisième circonscription de Seine-Saint-Denis. Pour toute proposition de loi, il faut au préalable un examen de la commission des lois. « Un rapport doit être réalisé et c'est dans ce cadre que nous avons mis en place cette journée à Calais », continue Daniel Goldberg. Avec lui, six autres députés, tous PS : Gilles Cocquempot, Georges Pau-Langevin, Catherine Coutelle, Sandrine Mazetier, Jacqueline Maquet, Frédéric Cuvillier.

Au programme de cette folle journée sur les bords du détroit du Pas-de-Calais, une audition des grands réseaux administratifs ainsi que des autorités étatiques. Natacha Bouchart, maire de Calais, les a reçus dans l'après-midi d'hier. Qu'en pense-t-elle ? « Je suis très réservée par rapport à cette visite. Ce n'est pas utile et pas nécessaire », souligne le premier magistrat.

Car l'idée première des députés est d'enlever une épée de Damoclès posée consciemment ou inconsciemment au-dessus de la tête des bénévoles qui viennent en aide aux migrants ou aux personnes en situation irrégulière. « La difficulté c'est qu'il y a de nombreuses personnes qui sont placées en garde-à-vue parce qu'ils viennent en aide à ces personnes, grince Catherine Coutelle, députée de Vienne. Alors qu'ils protègent l'intégrité ou la dignité de ces personnes. C'est quand même inconcevable. On a l'impression à Calais d'une certaine schyzophrénie. Que serait Calais sans ces bénévoles ? » Il faut aussi rappeler que peu de gardes-à-vue débouchent sur des poursuites pénales, s'il n'y a pas de contreparties.

Il s'agit d'ailleurs du point nodal du projet de loi. « Il faut que les gens qui aident les migrants en péril imminent soient exemptés de poursuites. Quand on agit par solidarité, il ne doit pas y avoir de poursuites. Par contre, il faut lutter contre les passeurs. Il ne faut pas qu'il y ait la moindre contrepartie, de quelle que nature que ce soit ». Pécunière, sexuelle ou autre. Cette aide comprendrait également l'hébergement sans toutefois donner un blanc seing aux marchands de sommeil qui profiteraient de la misère des autres pour s'enrichir. Prochain épisode, le 8 avril avec l'examen de la commission des lois.

Vincent DEPECKER

Reportage de CalaisTV:

[Une délégation parlementaire à Calais](#)

par [calaistv](#)

L'amendement WELCOME, vite!

Par salam, dimanche 5 avril 2009 à 00:37 :: [infos salam](#) :: [#57](#) ::

Tribune de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais publiée dans l'hebdomadaire L'Express n°3013 du 2 au 8 avril 2009

La sortie au mois mars du film Welcome de Philippe Lioret, et le retentissement de la polémique suscitée à cette occasion, ont eu l'immense mérite de poser en termes très clairs la question de l'aide apportée aux Migrants sans-papiers.

L'article L 622.1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), rappelons-le, fait encourir 5 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende à tout citoyen qui apporte une aide, y compris humanitaire, à une personne sans-papiers. C'est à ce titre que deux bénévoles de l'association SALAM ont été condamnés en 2004. S'ils furent dispensés de peine, leur

condamnation n'en fut pas moins prononcée et inscrite au casier judiciaire. Par ailleurs les longs mois d'enquête assortis d'un contrôle judiciaire strict, la confiscation de leurs documents d'identité, les perquisitions et placements en garde à vue constituaient déjà, bien avant le procès, des sanctions particulièrement lourdes.

De nombreuses autres associations de soutien aux Migrants sans-papiers rapportent elles aussi des poursuites engagées contre certains de leurs adhérents.

Le film Welcome a su illustrer de fort belle manière la façon dont un simple citoyen peut un jour se retrouver confronté à un dilemme : porter assistance à une personne en situation irrégulière dans la difficulté ou y renoncer afin de ne pas contrevenir au fameux article L 622.1.

Ce dilemme est celui de nombreux calaisiens, militants associatifs ou non, qui chaque jour sont tentés d'apporter aux Migrants un peu d'humanité, de les rétablir dans leur condition d'êtres humains, en leur permettant de se vêtir, de se laver, de manger, et parfois de passer un nuit à l'abri.

L'article L 622.1 est trop souvent utilisé à des fins d'intimidation, pour briser l'essor humanitaire naissant à mesure que s'ouvrent les consciences sur l'indignité dans laquelle les personnes sans-papiers sont maintenues. Il est grand temps de supprimer explicitement toute disposition législative permettant de poursuivre un citoyen pour délit de solidarité, que celui-ci agisse sous couvert d'une association ou de sa propre initiative, dès lors qu'il s'agit d'une aide désintéressée.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle donc à l'adoption d'un « amendement Welcome » afin de ne plus incriminer les citoyens solidaires.

Deux migrants sans papiers meurent, à Paris et sous la Manche

Par salam, lundi 6 avril 2009 à 00:28 :: [infos salam](#) :: [#58](#) ::

Par Reuters, publié le 05/04/2009 à 17:26

Deux migrants, dont un apparemment afghan, sont morts en France, l'un dans le tunnel sous la Manche et l'autre dans un parc public de Paris, apprend-on dimanche auprès des autorités.

Le premier a été retrouvé mort à 03H00 du matin dans le tunnel par des ouvriers de maintenance, dit-on à la préfecture du Pas-de-Calais.

L'hypothèse la plus probable est qu'il ait été tué dans une chute après avoir embarqué clandestinement sur une navette ferroviaire, estime-t-on. Le parquet a ouvert une enquête et ne fait aucun commentaire.

A Paris, un autre homme est mort dimanche matin poignardé dans une rixe opposant deux hommes dans le square Villemin, un lieu où se regroupent les exilés, a dit la municipalité. Il était connu dans la communauté afghane pour être originaire de ce pays.

La fermeture du centre d'accueil de la Croix-rouge à Sangatte en 2002, voulue par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, n'a pas tari l'afflux de réfugiés en provenance notamment d'Afghanistan, souhaitant émigrer vers l'Angleterre.

Ce flux a même grossi ces derniers temps, et les réfugiés s'entassent désormais dans la nature, un bois situé dans la zone près de Calais étant même surnommé la "jungle" ou le "petit Kaboul", avec des structures d'habitation précaires.

Le phénomène est semblable à Paris et la mairie socialiste a mis en rapport le décès survenu dimanche et la politique du gouvernement.

Depuis la fermeture du centre de Sangatte, de nombreux exilés séjournent "dans des conditions indignes" aux abords de la gare de l'Est et dans les jardins du 10ème arrondissement, dit-elle.

La rixe de dimanche souligne "la nécessité absolue que le gouvernement se saisisse enfin de la situation, afin que ces personnes soient prises en charge et hébergées dans des conditions humaines et respectueuses", dit la municipalité.

Pierre Savary et Thierry Lévêque

Un Migrant trouve la mort dans le tunnel sous la Manche

Par salam, lundi 6 avril 2009 à 00:30 :: [infos salam](#) :: #59 ::

AFP 5 avril 2009

Un clandestin sans papiers, probablement tombé d'un camion, a été découvert mort vers 3 heures du matin dans le tunnel sous la Manche par des techniciens de maintenance.

"A 2h40 ce matin, des techniciens qui travaillaient à la maintenance dans l'intervale cinq du tunnel sud, ont découvert une personne inanimée. Ils ont appelé immédiatement la police et les pompiers qui ont constaté le décès", a indiqué un porte parole d'Eurotunnel.

L'homme, qui n'avait pas de papiers sur lui, n'a pas encore pu être identifié, selon le parquet de Boulogne-sur-Mer.

"On imagine qu'il est tombé d'une navette parce qu'il n'a pas été écrasé", a précisé le parquet qui a demandé une autopsie.

Une information judiciaire a été ouverte, selon la police de Calais.

L'intervale cinq du tunnel sud se trouve dans le sens France-Angleterre à 8 km de l'entrée française, selon Eurotunnel qui indique que le tunnel est fermé toutes les nuits de samedi à dimanche pour pouvoir effectuer des travaux de maintenance.

Depuis la fermeture en novembre 2002 du centre de la Croix-Rouge à Sangatte, des centaines de migrants (entre 300 et 700, Afghans, Erythréens, Somaliens, Soudanais, Iraniens, Nigériens, Kurdes...) errent dans le Calais dans l'espoir de gagner l'Angleterre, notamment en montant à bord de camions.

Calais: Des familles Roms expulsées de la rue du Gaz, hier, au petit matin

Par salam, mercredi 8 avril 2009 à 08:58 :: [infos salam](#) :: #60 ::

À la demande de la mairie et sur ordre du préfet, la police a évacué des Roms installés dans un ancien cash & carry, rue du Gaz, à Calais, hier matin. Une évacuation sans incident. Des dépanneuses ont emmené les caravanes, le service propreté de la ville a fait place nette.

Article La Voix du Nord, édition de Calais, du 8/04/2009

Il n'était pas tout à fait 7 h, quand les policiers sont venus frapper à la porte des Roms, et sans doute les réveiller. Depuis début mars, les familles, 15 adultes et 18 enfants, s'étaient fait une maison de ce vieux hangar désaffecté. Un lieu de misère, sale et encombré où elles avaient garé leurs caravanes verdies. Sous les yeux ébahis de leurs enfants, elles ont vu leurs roulottes embarquées sur les dépanneuses. Direction l'aire d'accueil des gens du voyage, sur la zone Marcel-Doret. « Le préfet avait été saisi dès le 19 mars par le maire de Calais qui demandait de mettre fin à cette occupation illicite, explique le sous-préfet de Calais, Gérard Gavory sur le plan juridique, une procédure nous permet de les inviter à retourner dans leur pays, mais il faut pouvoir apporter la preuve qu'ils sont sur le territoire depuis plus de trois mois et qu'ils n'ont pas les moyens suffisants de rester. Cette procédure n'a pu être engagée. » Le préfet avait pris un arrêté de mise en demeure, vendredi. Mais les familles n'en ont pas tenu compte.

Les forces de l'ordre ont bloqué la rue du Gaz toute la matinée, le temps de l'évacuation qui s'est déroulée dans le calme. De lourds cailloux condamnent désormais l'entrée du site aux véhicules.

ANNE-SOPHIE HACHE

L'effet Welcome ne faiblit pas... les bénévoles de Salam non plus !

Par salam, mercredi 8 avril 2009 à 23:13 :: [infos salam](#) :: #61 ::

Une bénévole de Salam s'est rendue dernièrement à Tournon et à Romans pour animer un débat qui suivait la projection de "Welcome".

Les spectateurs étaient très nombreux.

Pendant le débat, les questions portèrent aussi bien sur la vie des migrants calaisiens que sur les poursuites engagées contre les bénévoles de Salam. Un merci tout particulier à Michel et à Paulette nos sympathiques et efficaces "ambassadeurs" dans le Sud.



Sylvie et Michel ont fait part de leur expérience aux côtés des Migrants dans le Calais.



Le public avait répondu en nombre à l'invitation.

L'accueil des réfugiés se construit à Calais... avec le soutien de l'Etat

Par salam, mercredi 8 avril 2009 à 23:21 :: [infos salam](#) :: [#62](#) ::

Par Mathieu Olivier, publié le 08/04/2009 par L'Express.fr

Les réfugiés à Calais pourraient voir leur situation évoluer alors que se multiplient, un peu partout en France, les manifestations contre la loi concernant l'aide au séjour irrégulier. La surprise viendrait du soutien de l'Etat. Alors que les manifestations battaient leur plein aujourd'hui à Paris, Lyon, Lille ou

encore Boulogne-sur-Mer pour réclamer une modification de la loi concernant l'aide au séjour irrégulier, l'effet Welcome semble faire évoluer la situation des réfugiés à Calais. Selon nos informations, deux projets pourraient en tout cas changer la donne.

Un emplacement pour les repas, un autre pour le sanitaire

Les associations devraient bientôt disposer d'un emplacement sur le port de Calais. "Il y actuellement deux lieux de distribution de repas qui ne sont pas très pratiques à nettoyer. Dans le chantier à venir, la Ville s'engagerait à faire l'enrobé et à construire un préau pour abriter les demandeurs, et la Région mettrait à disposition le terrain et un bungalow pour distribuer les repas", confie le maire de Calais, Natacha Bouchart (UMP).

De l'autre côté de la ville, c'est une installation sanitaire qui devrait voir le jour sous forme d'un nouveau bungalow équipé de douches, lavabos, lave-linge... Une proposition portée par la municipalité. En contrepartie, Natacha Bouchart avoue attendre de l'Etat qu'il examine l'éventualité d'une structure d'accueil pour les réfugiés "fragiles", après hospitalisation par exemple, à condition qu'elle se situe "à l'extérieur de la ville." Car l'enjeu est également de minimiser l'ampleur du problème aux yeux de la population.

Soutien de l'Etat, une première depuis 2002

Il n'est cependant pas question, selon le maire de Calais, de revenir à un accueil de nuit, ou même de jour : "Au lieu d'avoir 500 migrants, on en aurait le double, voire le triple." Quant à une évolution de la loi relative à l'aide au séjour irrégulier: "Il me semble qu'il faut la laisser en l'état. Les problèmes constatés concernent très peu de gens. On peut se tromper en voulant secourir un migrant et ainsi aider un passeur." Justification qui ne devrait pas satisfaire les associations. Jean-Claude Lenoir, vice-président de l'association Salam*, constate toutefois: "Tout cela est très constructif, on ne peut-être que positif. Il y a une communication qui ne se faisait pas avant."

Bien que ces projets ne soient officiellement pas validés, ils ont d'ores et déjà reçu le soutien de l'Etat. Une première depuis la fermeture du centre de Sangatte en 2002. Et la ville de Calais recevra avant le mois prochain la deuxième visite d'Eric Besson, ministre de l'Immigration, en trois mois, peu avant le débat qui aura lieu le 30 avril à l'Assemblée nationale sur le projet de loi "Welcome". Eric Besson, ne manquera alors pas de mettre en avant le rôle de l'Etat dans la mise en place des projets calaisiens. Effet "Welcome" ou pas, on ne peut s'empêcher de penser à un retour en arrière.

- Sauvons Aidons Luttons Agissons pour les Migrants

Calais : voie sans issue

Par salam, mercredi 8 avril 2009 à 23:26 :: [infos salam](#) :: #63 ::

Article publié par LeMonde.fr le 8/04/2009

Il s'imaginerait volontiers ailleurs. A Londres, évidemment. Ou dans son squat, sur le port. Avec d'autres Erythréens, déserteurs de l'armée, comme lui. Mais il est là, les mains tremblantes, et il répond aux questions d'un policier visiblement las. Awet Alem dit avoir 21 ans, il raconte son périple depuis l'Erythrée, le transit par la Libye, le bateau où l'on s'entasse, le débarquement sur une plage italienne et puis les heures de train, à éviter de croiser les regards, avant de rejoindre Calais. Il est comme tous les autres, qui défilent dans ce poste de police, il veut rejoindre l'Angleterre. Il y parviendra, forcément.

Ses amis l'attendent dans le couloir, assis sur un banc, d'où pend une paire de menottes. Ils seront eux aussi interrogés par un enquêteur, avant d'être relâchés, juste à temps pour rejoindre le quai Paul-Devot, et s'intégrer dans la file des miséreux, en quête d'un repas chaud. Ce banc, au poste de police, fait partie de l'histoire. Ils sont si nombreux à s'y être posés, un peu hagards. Il raconte le destin de Calais, cette ville où le sous-préfet est surnommé "Papon", et les policiers sont traités de gestapistes par certains militants. Parce que les clandestins affluent, que les policiers tentent d'endiguer le flot. En s'en prenant, parfois, à des bénévoles coupables d'avoir aidé des clandestins. Mercredi 8 avril, des manifestations devaient avoir lieu dans plus de 70 villes, pour protester contre ce "délit de solidarité".

Agostina F., 26 ans, a fréquenté ce banc. Et pourtant, elle n'a rien d'une clandestine. C'est une bénévole qui vient en aide aux réfugiés de Calais. Mais elle a été gardée à vue, en février. Elle raconte. "Il neigeait, deux étrangers avaient besoin d'aller à l'hôpital, ils avaient la gale, ils m'ont

demandé de les y emmener. Je n'avais pas vu le véhicule de la police de l'air et des frontières, qui était derrière moi. On s'est fait arrêter. Ils m'ont mise en garde à vue, traitée comme une criminelle. Ils m'ont pris mon téléphone portable, ils m'ont dit que c'était illégal d'aider des étrangers en séjour irrégulier. Mais je ne les emmenais pas en Angleterre, on partait à l'hôpital !"

L'histoire s'est arrangée. Agostina a été libérée, sans poursuites judiciaires. Mais cet épisode raconte un climat. Celui restitué par le film *Welcome*, de Philippe Lioret, dans lequel Vincent Lindon fait fi de l'article de loi L 622-1 qui réprime toute aide au séjour d'un clandestin. Il assiste et héberge un jeune réfugié. Dans le film, Vincent Lindon est dénoncé, mis en examen. On voit des chiens policiers aux crocs saillants, des policiers aux allures de robots, des voisins aux tendances collaborationnistes. Une vision trop cauchemardesque pour être tout à fait réelle.

Dans le département, en six ans, neuf bénévoles ont été mis en cause sur le fondement de l'article L 622-1, selon la préfecture du Pas-de-Calais. Deux d'entre eux ont été condamnés, mais dispensés de peine. Dernière polémique en date, le 25 février : Monique Pouille, membre de l'association Terre d'errance, est interpellée par les policiers. On lui reproche d'avoir rechargé les batteries de téléphones portables de clandestins, selon la version de l'affaire qu'elle a livrée aux médias. Les policiers, eux, notent que d'après les écoutes téléphoniques pratiquées sur son téléphone, elle aurait accepté, à la demande de passeurs notoires, de transporter des clandestins vers des parkings, afin qu'ils puissent grimper dans les camions en partance pour l'Angleterre. Mme Pouille a été remise en liberté, à l'issue de son audition.

"La chasse aux associatifs que l'on nous reproche est une polémique mal intentionnée, dénonce Jean-Philippe Jobert, le procureur de Boulogne-sur-Mer, le réalisateur de *Welcome* s'est fait une publicité facile. En vérité, aucune consigne n'a été donnée aux services de police pour poursuivre les bénévoles. D'ailleurs, nous avons besoin de ces associations. Et il n'y aurait aucun sens à poursuivre quelqu'un parce qu'il héberge des clandestins en situation difficile. C'est une question de bon sens. En revanche, s'il s'agit d'aider un étranger en séjour irrégulier à passer en Angleterre, c'est différent..."

Etablir une telle distinction relève parfois de l'exploit. C'est tout le problème de l'administration française, qui gère au cas par cas, gênée aux entournures, coincée entre ces bénévoles, parfois naïfs mais indispensables, et des criminels, professionnels du trafic d'êtres humains. Ceux-là existent, prospèrent, en particulier à Calais. L'article L 622-1 a été invoqué par la justice française à 4 800 reprises en 2008, mais uniquement, assure le ministère de l'immigration, pour lutter contre ces passeurs.

A Calais, 500 clandestins vivent dans les environs du port. Les Erythréens dans des maisons qu'ils squattent, les Afghans dans la "jungle", ces baraques de fortune construites sur des terrains vagues, en plein vent, près de la zone industrielle des Dunes. Les effectifs se renouvellent chaque mois. On ne vieillit pas ici. Quelques dizaines de clandestins passent en Angleterre chaque nuit. Le Royaume-Uni, destination chimérique, où l'on peut se fondre dans le décor, sans craindre les contrôles des bobbies.

A Londres, ils pourront travailler, on ne leur demandera pas de papiers, tant la législation anglaise est encore permissive. Calais, c'est donc la promesse d'un monde meilleur. Mais avant, il faut trouver le moyen de survivre. Sans les bénévoles, pas de salut. C'est l'association Salam qui organise le repas du soir, prévu pour plusieurs centaines de clandestins, des hommes pour la plupart. Aux alentours de 18 heures, on peut voir Sylvie Copyans, 50 ans, remplir le bol des migrants. "La police nous laisse faire, même si on est dans l'illégalité, puisque l'on aide des clandestins, dit-elle. Mais rien n'est prévu pour les assister, on les fatigue, en espérant les effacer du paysage, mais ça ne marche pas comme ça." Elle a servi de guide à Philippe Lioret, le réalisateur de *Welcome*, et lui a donné sa vision de la situation. "Tout ce qui est dans le film est vrai, la pression s'est accentuée, assure-t-elle. On se méfie des policiers, ils sont prêts à tout pour nous faire tomber."

Jean-Claude Lenoir sera jugé en juin, pour outrages à un policier. Il avait déjà été condamné, en 2004, cette fois au titre de l'article L 622-1. Membre de Salam, c'est un récidiviste. Ce prof de techno a tout connu : les gardes à vue, les écoutes téléphoniques, les filatures. "Je devenais même parano, à un moment, raconte-t-il, je changeais de parcours, j'avais la hantise de me faire tabasser." Il a hébergé dans son petit pavillon nombre de clandestins, il a même joué les prête-noms, via Western Union, pour que ses hôtes puissent faire transiter leur argent. "Les policiers savent bien que je n'ai jamais touché un seul euro, que je n'emmène pas les migrants en Angleterre. Mais voyez l'état dans lequel sont les clandestins ! Quand nos enfants jugeront l'histoire, quel regard porteront-ils sur tout ça

" Il se dit de gauche, admet "crier un peu fort", mais il veut désamorcer toute polémique purement politique : "Je n'ai jamais pensé qu'Eric Besson, le ministre de l'immigration, était un fasciste, ni même que Nicolas Sarkozy était un dictateur. Mais voir en 2009, en France, des gens gazés, des femmes enceintes arrêtées, des militants harcelés, eh bien, c'est surprenant..."

Il s'entend bien avec la maire UMP, Natacha Bouchard. Des douches devraient bientôt être installées, et c'est la municipalité qui a mis à disposition, cet hiver, une salle d'hébergement. Mais Mme Bouchard est agacée. "Le film Welcome a exacerbé les tensions dans la ville, alors que cette population fait preuve d'une incroyable discipline, dit-elle. Mais depuis dix jours, on sent monter une tension, des voitures ont été caillassées. Je reçois des plaintes tous les jours. La situation peut dégénérer à tout moment." Mme Bouchard ne veut pas créer les conditions "d'un accueil trop confortable, sinon ce sera l'afflux". Elle déplore, surtout, cette économie souterraine qui gangrène la ville, ces "passeurs" qui profitent de la misère des migrants. Les bénévoles n'en parlent pas trop, ils ne cherchent pas à savoir. Les policiers, eux, s'en soucient. Et s'agacent que Philippe Lioret ait comparé les migrants aux "juifs, en 1943". Sans cesse, ils tentent de démonter les filières. Sans illusion.

Il faut voir, vers 2 heures du matin, ces clandestins, fantômes d'un soir, douchés par la pluie glaciale, se faufiler sur un parking d'autoroute, cornaqués par les passeurs cagoulés de noir. Cette nuit, ils sont 42 à marcher l'un derrière l'autre, à attendre de monter dans un poids lourd, destination le port de Calais. Le parking est "tenu" par des Afghans. Ça vaut cher, un lieu stratégique de ce type, cela peut se revendre à une bande rivale jusqu'à 300 000 euros, dit-on de source policière. Les réfugiés ont payé leur passeur, entre 300 et 400 euros, ils ont pris leurs maigres affaires. Quand un chauffeur de poids lourd est complice, les tarifs augmentent : 1 000 euros le passage.

Dans un recoin du parking, une équipe de la police aux frontières (PAF) tente de ne pas se faire repérer. Les clandestins, ce n'est pas vraiment leur souci. Ils savent bien qu'une fois arrêtés, ils seront remis en liberté. Les chiffres ? En 2008, 7 964 procédures concernant des étrangers en situation irrégulière ont été lancées, seules 248 ont trouvé une suite judiciaire...

Ces policiers s'intéressent aux passeurs, à ces filières structurées, avec têtes pensantes à l'étranger, rabatteurs dans les gares, passeurs et guetteurs sur les parkings. Ils seraient presque admiratifs de leur savoir-faire. "Ils se promènent avec la mallette du parfait bricoleur, détaille le lieutenant Muriel Leclercq, ils savent péter des scellés de douane et le reconditionner en un rien de temps." Tous les trois ou quatre mois, le passeur - souvent lui-même ancien migrant - va se refaire une santé en Angleterre, puis revient. Ces temps-ci, le climat s'est tendu, poignards et gourdins ne sont même plus dissimulés. "Tu vois la haine dans leurs yeux, témoigne le brigadier-chef Sandra Ruckebusch. Pour eux, la vie des clandestins ne vaut rien, ce sont des marchandises, ils les font même monter dans des camions frigorifiques. Et si tu essaies de grimper tout seul dans un camion, tu te fais planter." La planque dure toute la nuit. L'occasion de discuter. Ces policiers n'aiment pas Welcome, d'ailleurs ils ne sont pas allés le voir. Ils disent ne pas traquer les associations d'aide aux clandestins. "Dire qu'on se fait traiter de fascistes, soupire Muriel Leclercq. Moi, j'admire ces bénévoles, ce serait inhumain de les harceler. Vous savez, quand on voit des enfants en bas âge chez les clandestins, on est touchés, nous aussi. On sait très bien qu'ils sont hébergés par des militants associatifs, on ne va jamais les arrêter. C'est dommage que le grand public ait une vision aussi minimaliste de la situation..."

La pluie finit par calmer les ardeurs des passeurs, qui disparaissent dans l'obscurité. Une vingtaine de clandestins ont pu monter dans trois remorques pendant que les chauffeurs dormaient. Peut-être sont-ils déjà passés en Angleterre, après avoir bravé les détecteurs de gaz carbonique, les chiens policiers. Ou bien les retrouvera-t-on le lendemain, sur le banc du poste de police de Coquelles, prêts à recommencer dès la nuit venue. Les policiers, à Calais, ont l'impression de faire leur travail. "On n'a vraiment pas le sentiment de se comporter en gestapistes, s'insurge la commissaire divisionnaire Marie-Hélène Justo, patronne de la PAF. On fait au mieux pour les migrants. On leur propose systématiquement un hébergement, ils n'en veulent pas. En tout cas, on laisse tranquilles ceux qui les prennent chez eux, tant que c'est du secours humanitaire."

Le préfet du Pas-de-Calais, Pierre de Bousquet de Florian, assure n'avoir relevé aucun excès.

"L'équilibre est difficile à trouver, reconnaît-il. Je respecte la posture de ceux qui agissent par pure solidarité, mais je n'accepte pas que l'on fasse référence à la police de Vichy. A Calais, on ne fait pas la chasse aux bénévoles. Le problème, c'est que les passeurs abusent des militants associatifs, en se confondant avec les clandestins. On a constaté la cécité volontaire de certains bénévoles,

devenus des professionnels très engagés, alors nous sommes intervenus..." Une méfiance mutuelle s'est installée. Malsaine, teintée de paranoïa. Même si Jean-Claude Lenoir, de l'association Salam, tient à relativiser : "95 % des policiers sont honnêtes, il y a juste quelques excités parmi eux. Surtout, ce n'est pas une guerre opposant migrants et bénévoles d'un côté, et policiers de l'autre. C'est d'abord un problème humain à régler."

Fin avril, Eric Besson, le ministre de l'immigration, doit annoncer un renforcement des contrôles à la frontière. Le message adressé aux migrants sera encore plus clair : quittez Calais.

Gérard Davet

Conseil des Migrants à Calais: reportage de CalaisTV

Par salam, mercredi 8 avril 2009 à 23:31 :: [infos salam](#) :: #64 ::

Reportage de CalaisTV suite au 4ème conseil des Migrants

[4ème conseil des migrants](#)

par [calaistv](#)

Assemblée Générale de SALAM: les adhérents sont gonflés à bloc!

Par salam, jeudi 9 avril 2009 à 00:05 :: [infos salam](#) :: #65 ::

Ce mardi 7 avril, les adhérents de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais se sont réunis à Calais pour l'assemblée générale de l'association.

Réunis autour du président Jean-Pierre Leclercq, les bénévoles ont largement participé à ce moment important de la vie de l'association.

Ainsi le bilan financier, présenté par le trésorier Jean-Claude Lenoir, a-t-il été approuvé à l'unanimité, tout comme le budget prévisionnel. Puis des bénévoles de chacun des 3 sites où SALAM intervient ont fait le bilan des actions au cours de l'année écoulée: Françoise Lavoisier a tout d'abord pris la parole pour évoquer les activités dans le Dunkerquois où les bénévoles de SALAM interviennent sur 3 sites et organisent un service de douches, tandis que Germain Pauwels a ensuite évoqué la situation vécue dans l'Audomarois où le nombre moins important de Migrants permet notamment d'assurer une aide efficace dans les diverses démarches administratives, avec de bons résultats dans l'obtention de titres de séjour.

Sylvie Copyans a énuméré les différentes conférences et interventions auxquelles l'association SALAM a été invitée, rappelant également le planning à venir, toujours très chargé suite à la médiatisation autour du film Welcome.

L'association SALAM a depuis maintenant plus de 6 ans su tisser des partenariats solides avec de nombreuses structures comme les Communautés Emmaüs de Grande Synthe ou d'Echinghen, l'ABAL de Boulogne sur mer, les associations ANRJ à Roubaix, Mosaïque à Saint Omer, 100% Tolérance à Lille... Marcel Copyans a évoqué tous ces partenariats et rappelé l'aide précieuse également apportée par la Plateforme d'Insertion par l'Humanitaire à Romans, qui a réalisé plusieurs chantiers pour l'équipement du local de SALAM à Calais. Il a également fait part de discussions avancées avec Solidarités Jeunesses pour une action commune dans un futur très proche.

Ce fut ensuite le tour de Vincent Lenoir d'intervenir pour présenter aux adhérents le bilan du dernier Conseil des Migrants en mairie. Il fut rappelé que l'association SALAM reste à ce jour la seule structure ayant rendu publiques ses revendications dans le cadre de ce conseil. Les avancées, certes encore modestes mais toutefois bien réelles, obtenues par le dialogue avec la municipalité ont conforté les adhérents dans cette démarche. Les bénévoles du Dunkerquois ont fait aux Maires de leur secteur la proposition de mettre également en place un Conseil des Migrants, à l'instar de ce qui se pratique à Calais.

Malgré un ordre du jour bien rempli, cette assemblée générale fut également l'occasion de discussions très enrichissantes et de propositions pour améliorer encore le fonctionnement de l'association et d'amplifier ainsi nos actions envers les Migrants.



Le Président Jean-Pierre Leclercq a dressé le bilan de l'année écoulée



Les adhérents sont venus en nombre de toute la région pour participer à cette assemblée générale



Françoise Lavoisier a évoqué la situation dans le Dunkerquois

SALAM s'est mobilisée pour protester contre les arrestations d'aidants

Par salam, jeudi 9 avril 2009 à 00:24 :: [infos salam](#) :: #66 ::

Ce 8 avril était une journée de mobilisation nationale pour dénoncer la criminalisation des personnes venant en aide aux migrants sans papiers, également appelés délinquants de la solidarité.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais a été l'une des premières à se joindre à ce mouvement (voir le [site national](#)) en appelant ses adhérents et soutiens à se mobiliser devant les tribunaux de Lille et Boulogne-sur-mer.

Coordonné par la LDH, le rassemblement à Boulogne-sur-mer fut un succès.

Jean-Claude Lenoir, vice-président de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais, qui fut **condamné en 2004 pour délit de solidarité** prit la parole au nom de l'association.

L'association a publié dans l'hebdomadaire l'Express [une tribune](#) appelant à l'adoption d'un "amendement Welcome" destiné à exclure explicitement du champ de l'application de l'article L 622-1 du CESEDA toute personne apportant une assistance humanitaire à un migrant sans papiers.



L'appel au rassemblement à Boulogne a largement porté.



Jean-Claude Lenoir, vice-président de SALAM, a pris la parole.

NO COMMENT

Par salam, mercredi 15 avril 2009 à 13:11 :: [infos salam](#) :: #67 ::

Une bien belle soirée ce samedi soir à l'Alhambra de Calais.

A l'initiative de Salam, c'est en effet devant une salle pleine que Nathalie Loubeyre et Joël Labat ont présenté leur documentaire réalisé pendant les deux hivers précédents sur la vie des migrants de Calais.

Comme son nom l'indique, le film laisse la place à l'image, aux commentaires de ses acteurs bien involontaires, femmes et hommes coincés dans notre cité dans leur quête d'un avenir meilleur et dont la survie quotidienne est filmée sans misérabilisme ni voyeurisme, au plus près des visages et des corps, qui réduit à néant l'anonymat habituel et atteint et interpelle le spectateur.

A la fin du film, on est un peu sonné, plein de questions et d'images fortes dans la tête et il faut un moment pour enfin pouvoir discuter et débattre avec les réalisateurs pour des échanges qui ont été très riches.

On ne peut que recommander ce film qui est un support de très grande qualité pour celles et ceux qui s'intéressent au sujet ou veulent le faire connaître. **Ce documentaire a d'ailleurs obtenu le Grand Prix du Documentaire de création au Festival International du Film des Droits de l'Homme de Paris 2009.**

Le DVD sera bientôt en vente et disponible auprès de Salam en version bilingue (français et anglais). Nous vous tiendrons bien sûr informés.

Encore merci à Nathalie & Joël



Joël Labat



Nathalie Loubeyre

Photos: Caroline Blanquart-Bayet

Intervention d'une bénévole de SALAM sur la radio RESF

Par salam, mercredi 15 avril 2009 à 13:22 :: [infos salam](#) :: [#68](#) ::

Sylvie Copyans était l'invitée de l'émission RESF sur la radio Frequence Paris Plurielle. [Téléchargez l'émission](#), ou écoutez-la en streaming [à partir de cette page](#).

Une bénévole de SALAM à St Ouen

Par salam, lundi 20 avril 2009 à 22:36 :: [infos salam](#) :: [#69](#) ::

L'association TERRE DES HOMMES FRANCE a invité une bénévole de SALAM à participer à une soirée spéciale autour du film Welcome à l'Espace 1789 de St Ouen. La projection a été suivie d'un débat sur les migrations internationale animé par Alexandra de Terre des Hommes. Etaient également présents : Xavier RENOU des Désobéissants et Jean Pierre Cavalié de la Cimade. La salle était comble et le débat fut très animé.

SALAM au HAVRE

Par salam, lundi 20 avril 2009 à 22:48 :: [infos salam](#) :: [#70](#) ::

Une projection rencontre organisée par RESF, AHSETI et la LDH a eu lieu le 14 avril au Havre. Deux bénévoles de Salam étaient présentes ainsi qu'un avocat rouennais. Le débat qui suivit fut riche en questions tant sur la situation calaisienne, sur les poursuites engagées contre les militants mais aussi sur le droit d'asile en France. SALAM remercie tout ceux qui ont permis de faire de cette soirée une réussite.

Deux bénévoles de Salam à Hellemmes.

Par salam, lundi 20 avril 2009 à 23:15 :: [infos salam](#) :: #71 ::

C'est à l'initiative de l'association Partages que deux bénévoles de Salam se sont rendues ce week end à l'Eglise Saint Denis d'Hellemmes. Deux militants de Terre d'Errance étaient également présents. Ce fut l'occasion d'évoquer le film Welcome, la situation des Erythréens à Stenvoorde et le quotidien de nos amis migrants sur Calais et le Littoral. Une collecte de vêtements et de nourriture avaient été organisés. Les sympathisants étaient nombreux et SALAM tient à remercier tous les organisateurs de cette après-midi qui fut une réussite.

Communiqué de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Par salam, jeudi 23 avril 2009 à 21:21 :: [infos salam](#) :: #72 ::

SALAM, bien que n'approuvant pas la création d'un Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire avait rencontré Eric Besson qui lui avait demandé de donner des pistes pour améliorer le sort des migrants.

L'immigration est un problème très important et les migrants ne doivent pas pâtir des différences politiques si le résultat améliore leurs conditions de vie.

SALAM a donc gardé le contact avec le secrétariat de M. BESSON et a été très surprise par l'intervention policière du mardi 21 avril qui une fois de plus a été inutile et démesurée alors que le lundi soir SALAM était en conversation avec les services de M. BESSON.

La traditionnelle mascarade qui consiste à faire croire à une action contre les passeurs lors de ces arrestations massives n'est plus crédible aujourd'hui, sinon le nombre d'arrestations pourrait faire penser qu'il y a plus de passeurs que de migrants... Ces passeurs ne sont pas le problème de Salam car s'il n'y avait pas de migrants il n'y aurait pas de passeurs et d'autre part, si la police voulait vraiment démanteler les réseaux, elle commencerait par arrêter les passeurs qui ont "pignon sur rue".

Vouloir détruire les campements des migrants sans avoir mis en place au préalable des solutions à l'instar de celles préconisées par Salam, ne fera que répéter les conséquences de la fermeture de Sangatte avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui: davantage encore de migrants dans les rues de CALAIS, dans des conditions inhumaines.

SALAM souhaite rappeler qu'aider à mettre en place une vraie politique d'immigration est le seul gage de paix pour les générations à venir, notamment pour les relations Nord Sud.

Visite de M. BESSON

Par salam, samedi 25 avril 2009 à 13:47 :: [infos salam](#) :: #75 ::

Communiqué de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Nous avons été très déçus de la visite du ministre Besson. Nous avons assisté simplement à un conseil des Migrants ni plus ni moins simplement présidé par monsieur le ministre alors que nous aurions souhaité débattre aussi de la politique migratoire. Nous n'épiloguerons pas sur l'ambiance de la réunion sachant dissocier le caractère de l'Homme que l'ambiance de la réunion confirma et le Ministre de la République présent pour une réunion de travail.

Tout d'abord félicitons-nous du retour de la possibilité d'entamer les procédures de demandes d'asile sur Calais et apprécions le désaveu de monsieur Besson à ses prédécesseurs qui en avaient supprimé la possibilité! C'est un point très important que nous réclamions et que nous souhaiterions voir accompagner de la possibilité de domicilier les demandeurs au nom de l'association SALAM. Le transfert du lieu de distribution au quai Fournier est aussi un point positif notamment pour la tranquillité des riverains. Nous nous devons de dénoncer les mensonges et interprétations des situations: la jungle n'est pas une zone de non droit ... la police y intervient jour et nuit, le climat n'est pas tendu avec les Migrants, les passeurs ne font pas régner la terreur, etc.

De même, nous regrettons fortement le tout répressif prôné par le ministre Besson à l'image des centaines de représentants des forces de l'ordre qui avaient envahi la ville: une place de la mairie muselée par les forces de l'ordre, l'interdiction faite aux manifestants de disposer de pancartes revendicatives, le quadrillage de la jungle pour immobiliser les Migrants dans la zone.

Enfin nous remercions l'ensemble des militants qui étaient venus soutenir les Migrants à l'image de SOS soutien aux SP, RESF, Salam, étudiants de Calais et de Lille, Droit devant de Paris et autres soutiens individuels, la presse et les télévisions.

Cependant nous étions très peu nombreux ! Et ne parlons pas de l'absence devenue rituelle des Politiques !

Pour conclure , regrettons le manque de solidarité des associations calaisiennes tellement criant que le ministre Besson en professionnel de la division en profita dès le début de la réunion s'offrant ainsi une paisible séance qui nous a pour le moins laissés sur notre faim !

LES MIGRANTS MANIFESTENT

Par salam, samedi 25 avril 2009 à 13:58 :: [infos salam](#) :: [#76](#) ::

Après avoir été raflés ce mardi et encerclés dans la jungle ce jeudi pendant la visite du ministre Besson, les Migrants avaient décidé de manifester dans les rues calaisiennes pour dénoncer Le tout répressif de la politique de l'immigration en France Le non respect des Droits de l'Homme en France L'absence de point d'eau ce qui nuit à leur santé La destruction programmée de la jungle Nos amis Migrants ont sollicité SALAM pour les aider à l'organisation de cette manifestation notamment au niveau du service d'ordre ainsi qu'une possibilité de filmer pour prévenir tout dérapage Plus de 600 Migrants ont donc rejoint le centre ville dans un calme exemplaire Nous leur avons servi le repas face au jardin Richelieu en cette soirée estivale où les promeneurs étaient très nombreux La presse et FR3 ont pu couvrir cette manifestation Une fois de plus nos amis Migrants nous ont donné une leçon de dignité , de respect des Droits de L'Homme et de démocratie !

SOLIDARITE CALAIS ET BAILLEUL

Par salam, mardi 28 avril 2009 à 16:10 :: [infos salam](#) :: [#77](#) ::

C'est accompagnée de Farah, notre sympathique bénévole hollandaise, que Sylvie s'est rendue à l'invitation de "SOLIDARITE CALAIS" à Bailleul, pour animer en collaboration avec Terre d'Errance Stenvoorde et un bénévole du Secours Catholique, le débat qui suivit la projection de Welcome. La salle était comble et il a été programmé une seconde soirée le Mardi 12. Le public était chaleureux et les questions nombreuses tant en ce qui concernait le film, les migrants, que les poursuites engagées envers les militants.

La récolte de nourriture et de vêtements ont été emmenés le lendemain à Salam, l'équipe de Bailleul venant renforcer l'équipe du samedi.

Merci du fond du coeur à l'ensemble des personnes qui ont permis que cette soirée soit une réussite et à leur solidarité sans faille.

Rafle de migrants sur le camp de Saint Omer

Par salam, lundi 4 mai 2009 à 21:42 :: [infos salam](#) :: #79 ::

Ce matin, la police est passé au camp et a arrêté les 45 personnes qui étaient présentes. Ce soir, 9 ne sont pas revenues.

Dans l'après midi, la police est repassée. Les migrants ont été gazés. L'un d'entre eux raconte qu'il voulait sauver son sac, dans lequel, outre son téléphone et des papiers, il y avait un article de la presse de Kaboul évoquant le massacre de ses parents. Le sac a été jeté au feu devant lui.

Tout a été brûlé consciencieusement, la place est nette.

Ce soir, ça se réinstalle lentement, mais le coeur n'y est pas... Ne reviendront-ils pas demain?



Amendement Welcome: intervention du député du Calais Gilles Cocquempot

Par salam, lundi 4 mai 2009 à 21:53 :: [infos salam](#) :: #80 ::

La proposition de loi pour supprimer le délit de solidarité sera soumise à un vote solennel ce mardi 5 mai 2009.

Nous publions ci-dessous l'intervention de Gilles Cocquempot, député de la 7ème circonscription du Pas-de-Calais, lors de la séance à l'Assemblée Nationale du jeudi 30 avril.

"Merci Monsieur le Président.

Je voudrais associer à cette intervention tous mes collègues du Pas-de-Calais et en autres Jacqueline MAQUET et Odette DURIEZ.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Rapporteur, Monsieur le Président de la Commission, Mes chers Collègues,

Si le Député de Calais intervient à cette tribune, ce n'est pas pour dire que le délit de solidarité ne concerne que la situation exceptionnelle due à l'arrivée massive et régulière de migrants qui ont un seul but : rejoindre l'Angleterre.

Oui le délit de solidarité concerne tout le territoire national.

Et la présente proposition de loi qui vise à le supprimer n'a qu'un but : celui de la clarification.

La loi du 26 novembre 2003 de maîtrise de l'immigration met en évidence le choix volontairement restrictif du Gouvernement Français dans la transposition de la Directive européenne du 28 novembre 2002. Alors, Monsieur le Ministre, vous dites que depuis 65 ans, aucun humanitaire n'a été condamné pour avoir aidé, donné à manger, pris en voiture en auto stop, une personne en situation irrégulière.

Pour autant vous ne dites pas qu'aucun humanitaire n'a été inquiété, voire poursuivi. Si j'en crois le figaro magazine du 18 avril 2009, vous dites aussi et je cite :

« l'an dernier 4500 personnes ont été interpellées sur le base de l'article L622-1. Des passeurs, trafiquants et complices : 1000 d'entre eux ont été condamnés. Et aucun humanitaire car la loi ne les vise pas. »

Ceux sont les chiffres que vous avancez, mais même pris tels quels, je me dis qu'il y a eu 3500 personnes qui ont été inquiétées pour rien, mises en garde à vue, je suppose, pas toujours avec l'humanité nécessaire, au nom du délit de solidarité.

C'est à ces 3 500 personnes que notre proposition de loi s'intéresse.

Parmi toutes ces personnes, dont je ne connais pas la qualité, ni la fonction, mais je suppose qu'il doit y avoir quelques bénévoles.

Parmi ces bénévoles, j'en connais deux, dont Jean-Claude LENOIR à qui vous avez rendu hommage à Calais, ces deux-là, par contre ont été condamnés ces dernières années.

Mais le tribunal a considéré qu'il y avait une forme de compassion dans le délit commis et ils ont été dispensés de peine.

Mais ce qu'on ne dit pas, mais comme dit Anne Roumanoff « On ne vous dit pas tout », c'est que **pendant 18 mois de l'instruction de leur affaire, on leur a retiré carte d'identité et passeport et plus fort, il leur a fallu, après le jugement attendre 18 mois pour récupérer leurs papiers. Ainsi pendant ces 36 mois, ils ont été placés dans une situation ubuesque : ils étaient des sans papiers en France et des interdits de séjour à l'étranger.**

Donc, Monsieur le Ministre, je vous confirme que notre proposition concerne les 3 500 personnes qui n'ont eu rien à voir avec la chaîne des passeurs.

Cette proposition de loi concerne ceux qui subissent ce climat d'intimidation qui ne se justifie pas, par la nécessité de lutter contre les réseaux de l'immigration clandestine.

Notre texte concerne des milliers de gens qui agissent pour des raisons humanitaires ; qu'ils soient simples citoyens, bénévoles dans des associations reconnues puisque déclarées ou des travailleurs sociaux.

C'est donc bien un texte d'ouverture et de clarification parce qu'il veut supprimer l'amalgame.

C'est aussi un texte qui se veut de transparence entre l'application de la loi et la pratique de cette application sur l'ensemble du territoire national.

C'est enfin un texte qui est la jonction exacte entre ce que vous appelez, Monsieur le Ministre, « les Droits de l'homme et les sécuritaires », car quand on le regarde de près et avec objectivité, il ne pose à aucun moment le problème de « l'angélisme » qui n'est pas de notre ressort.

Ce qui est de notre ressort, c'est de rassurer ces milliers de gens qui avec beaucoup de cœur, donnent beaucoup de leur temps à ceux qui arrivent en nombre, dans l'espoir d'une vie meilleure, mais dans une détresse totale.

Imaginons un instant que ces gens démissionnent et cessent d'agir dans cette compassion ; alors comment l'Etat pourra gérer le relatif calme social malgré le déferlement de migrants que jusqu'ici personne n'a empêché de venir ?

Alors, Monsieur le Ministre, je pense que les Français comprennent cette démarche et c'est pourquoi, ils sont 8 sur 10 à condamner le délit de solidarité.

C'est pourquoi ce qui vous est proposé, c'est simplement de répondre à l'attente des français et de permettre à celles et ceux qui veulent agir, puissent le faire sans avoir la peur au ventre d'être inquiété.

La police a tous les moyens de faire son travail contre les passeurs et ce texte ne réduit en rien ces moyens."

Amendement Welcome: interview du rapporteur Daniel Goldberg

Par salam, lundi 4 mai 2009 à 21:55 :: [infos salam](#) :: #81 ::

Daniel Goldberg, député de Seine Saint Denis, rapporteur de la proposition de loi pour la suppression du "délit de solidarité" est interrogé par 9trois.fr

Rejet du texte socialiste supprimant le "délit de solidarité"

Par salam, mardi 5 mai 2009 à 18:01 :: [infos salam](#) :: #82 ::

Les députés français ont rejeté par 326 voix contre 225 une proposition de loi socialiste qui visait à supprimer le "délit de solidarité" envers les immigrés en situation irrégulière.

Les groupes UMP et du Nouveau centre (NC) ont voté contre ce texte examiné jeudi dernier en séance publique. Les groupes socialiste, radical et citoyen (SRC) et de la gauche démocrate et républicaine (GDR, PC et Verts) ont voté pour.

Cette proposition de loi, appelée proposition de loi "Welcome", proposait de dépénaliser toute aide (entrée, séjour, transit) lorsque la sauvegarde de la vie ou l'intégrité physique de l'étranger est en jeu.

Emile Picy, édité par Yves Clarisse

REUTERS

Et l'eau arriva à la jungle...

Par salam, mardi 5 mai 2009 à 23:14 :: [infos salam](#) :: #83 ::

Depuis lundi les migrants et plus précisément les Afghans ont enfin à leur disposition un point d'eau situé juste à l'entrée de la jungle. La ville de Calais a en effet répondu à une demande de l'association SALAM en installant une fontaine publique.

La bataille fut longue et difficile mais elle était indispensable pour la santé de tous et les sourires et remerciements des migrants faisaient plaisir à voir lorsque le dispositif fut enfin opérationnel.

Un autre combat reste à mener: celui qui permettra de reprendre le service de douches suspendu depuis l'arrêt de novembre dernier. Il n'y a toujours qu'une seule douche ouverte aux migrants à la Permanence d'Accès aux Soins de Santé. **Une seule douche pour plus de 700 personnes!!!**

Il est urgentissime de trouver une solution, il y va de la santé de tous.

Laisser 700 personnes sans un minimum d'hygiène, les expose à des épidémies, des infections, voire à des opérations chirurgicales qui pourraient être facilement évitées.



A Calais, des migrants sauvés in extremis d'une citerne d'acide

Par salam, jeudi 7 mai 2009 à 01:03 :: [infos salam](#) :: #84 ::

Ils s'étaient cachés dans la citerne d'un camion pour tenter de passer en Angleterre. Le chauffeur routier les a découverts alors qu'il s'apprêtait à remplir la citerne d'acide sulfurique

Un chauffeur routier a découvert aujourd'hui douze migrants cachés dans la citerne de son camion qu'il s'apprêtait à remplir d'acide sulfurique, dans une usine chimique de Calais.

«Le chauffeur est allé au poste de chargement mais il a entendu du bruit provenant de la citerne. Il a compris qu'il y avait des personnes dedans. On a appelé la police qui a fait sortir les 12 personnes. On est passé à deux doigts de la catastrophe», a expliqué le directeur du site, Dominique Vanneste. Le camion-citerne devait être rempli d'acide sulfurique, un des composants de l'oxyde de titane produit par Tioxide, filiale du groupe américain Huntsman. «Des personnes dans de l'acide à 94%, c'était la mort assurée», a dit le directeur, qui souligne que l'ensemble des procédures de contrôle de son entreprise ont été modifiées et renforcées suite à cet incident. Les migrants ont tous été libérés, selon lui.

En 2006 déjà, des migrants s'étaient introduits dans des camions contenant de l'oxyde de titane et en 2007 dans une cuve de magnésie de l'usine, située à proximité du port de Calais, d'où les migrants tentent de gagner clandestinement l'Angleterre à bord des camions embarquant sur les ferries. (Source AFP)

Des Lillois sont venus prêter main forte aux bénévoles de SALAM

Par salam, jeudi 7 mai 2009 à 01:29 :: [infos salam](#) :: #85 ::

Venus à l'initiative du GRIAM, des renforts sont arrivés de Lille pour aider en cuisine et à la distribution des repas. Ils ont réalisé une vidéo à cette occasion.

Reportage sur les bénévoles et SALAM sur France3 NPC

Par salam, jeudi 7 mai 2009 à 01:38 :: [infos salam](#) :: [#86](#) ::

L'émission "C'est mieux le matin" a diffusé un reportage destiné à illustrer notamment le quotidien des bénévoles.

[Voir la video à partir de cette page](#) (lien en bas de page)

SALAM, la main tendue aux migrants

Depuis 6 ans, SALAM s'investit auprès des migrants du Calais. Un peu d'humanité dans leur parcours d'exil.

Avec la fermeture du centre de Sangatte le 5 novembre 2002, des dizaines de candidats à l'exil en Angleterre se retrouvent condamnés à errer dans les rues de Calais. En ce début d'hiver, des Calaisiens se mobilisent pour leur fournir des repas et des vêtements chauds. L'association SALAM - qui veut dire paix en arabe - est née.

Depuis 6 ans, 7 jours sur 7, à 18h30, les bénévoles de SALAM sont sur le pont...ou plutôt sur le quai d'un entrepot de la zone portuaire, non loin du phare. Ils y servent un repas chaud aux migrants, s'enquière de leur état de santé, soignent ici ou là une blessure, distribuent chaussures et vêtements, au gré de ce qu'ils ont pu récupérer ou acheter.

«On exerce notre rôle de citoyen, tout simplement». Lorsqu'on demande à ces bénévoles ce qui les porte, la réponse fuse toujours avec la même évidence. Pour ces hommes et ces femmes de tous âges, de tous milieux, de toutes origines géographiques, cette fraternité qui s'affiche aux frontons de nos édifices républicains a un sens, et elle les porte naturellement à venir en aide à leurs frères du bout du monde, «nos amis migrants» comme ils les appellent.

Bénévole de la première heure, Sylvie Copyans est fidèle au poste, «7 jours sur 7 depuis 6 ans», dit-elle, et si la fatigue se fait sentir parfois, le découragement n'est pas pour cette militante inépuisable.

«On n'a pas le choix, ils sont là alors qu'est-ce qu'on fait ? On tourne la tête? Non, on ne peut pas, alors on continue ». Car les humanitaires sont les seuls à prendre en charge les candidats à l'exil en Angleterre, démunis et privés de tout, depuis la fermeture du centre de Sangatte fin 2002.

Depuis, les autorités ont toujours refusé toute amélioration de leur conditions de vie - de survie ?- , au prétexte que cela entraînerait inmanquablement « un appel d'air », comme au temps du centre dont l'Etat avait confié la gestion à la Croix Rouge. Prévu initialement pour accueillir 800 personnes, il en avait compté jusqu'à 1800, avant d'être fermé par celui qui était alors Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Mais l'absence d'aide « institutionnalisée » n'a pas tari le flux, au contraire !

Il s'est simplement « dilué » sur toute la côte, de Caen à Zeebrugge, et le long de certaines autoroutes qui mènent aux liaisons transmanche, comme à Norrent-Fontes, près de Béthune. Aujourd'hui, on estime qu'ils sont environ 1500 exilés en quête d'eldorado britannique, dont 800 en ce moment sur la seule ville de Calais, ce qui s'explique par une raison simple : avec 1,8 millions de camions par an, c'est le premier port européen pour les liaisons transmanche.

Malgré le renforcement drastique des contrôles et l'arsenal technologique déployé— 500 policiers affectés uniquement à la lutte contre l'immigration illégale, scanners, détecteurs de CO2 ou de battements cardiaques-, les migrants affluent toujours, et finissent par passer, même s'ils doivent aujourd'hui compter 3 ou 4 mois contre 3 ou 4 semaines l'an passé à la même époque. « Ce n'est quand même pas une soupe qui crée l'appel d'air ! », s'insurge Sylvie. Avec elle, ils sont une quarantaine de bénévoles « actifs » à se relayer pour assurer la préparation et la distribution des repas quotidiens. La plupart sont Calaisiens, mais certains viennent de beaucoup plus loin. Michel, bénévole aux Restos du Coeur de Valence, vient aider « un mois tous les 6 mois », depuis qu'il a connu l'association, en convoyant des vêtements collectés dans la Drôme pour les exilés du Calais. Farah, la jeune hollandaise, est là pour 3 mois, dans le cadre de ses études d'anthropologie, mais aussi pour « donner un coup de main ». Philippe, le Breton, n'a pris qu'un aller simple pour Calais pour l'instant « parce que ce qu'on fait ici, ça a du sens »...

Dans les locaux de l'association SALAM à Calais, 8 lits permettent d'héberger ceux qui viennent de loin pour renforcer les effectifs de l'association, et avec eux, contribuer à apporter un peu d'humanité à ces exilés qui ont souvent fui la guerre, les persécutions ou la dictature dans leur pays, et à qui l'Europe se refuse à tendre les bras.

ABRIS SACCAGES

Par salam, jeudi 14 mai 2009 à 09:45 :: [infos salam](#) :: [#87](#) ::

Une nouvelle fois des migrants qui se trouvent derrière le quai où Salam distribue chaque soir un repas chaud, nous ont expliqué que des CRS ont saccagés leurs abris de fortune. Quel peut-être l'intérêt de ce genre d'intervention ???

Calais : pas de collège cet été pour les CRS

Par salam, mardi 19 mai 2009 à 11:31 :: [infos salam](#) :: [#88](#) ::

Le président PS du conseil général du Pas-de-Calais, Dominique Dupilet, a annoncé lundi son refus de mettre un collège de Calais à disposition des CRS pendant l'été. Raison invoquée : son opposition «à la politique de répression» des migrants.

Dans un communiqué, Dominique Dupilet a précisé que le conseil général « en sa qualité de propriétaire » de l'établissement ne signerait pas de convention avec l'Etat permettant aux CRS d'utiliser le réfectoire et les salles de réunion du collège Martin Luther King de Calais pendant les vacances scolaires d'été.

« Outre la surveillance des plages, les CRS hébergés à Calais, ont maintenant pour mission de faire "la chasse" aux migrants (...). Le conseil général ne peut l'accepter », a-t-il écrit. « La pression de l'Etat sur les candidats à l'immigration s'est lourdement renforcée depuis la nomination de Brice Hortefeux puis Eric Besson (au poste de ministre de l'Immigration, ndlr). Le département refuse donc, en accueillant des CRS dans ses locaux, de s'associer à cette politique de répression », a-t-il ajouté. La convention avait été approuvée par le conseil d'administration du collège le 14 avril. Depuis plusieurs années, les renforts de CRS présents à Calais en juillet et août bénéficiaient des locaux d'un établissement voisin, le collège Davez, mais celui-ci sera en travaux pendant la trêve estivale. Le Snes-FSU, principal syndicat d'enseignants des collèges et lycées, s'est également dit, dans un communiqué, opposé à l'utilisation d'un établissement scolaire, dans le contexte calaisien, comme un poste avancé de la chasse aux migrants ».

lundi 18.05.2009, 18:21 - La Voix du Nord avec AFP

Le collège Martin-Luther-King, victime locale de la politique

Par salam, mardi 19 mai 2009 à 11:33 :: [infos salam](#) :: [#89](#) ::

La semaine dernière, le principal du collège Martin-Luther-King faisait le point sur une polémique née entre les syndicats d'enseignants et le fait que le conseil d'administration ait donné son accord pour accueillir, l'été, des CRS dans son réfectoire. De polémique, il n'y en a plus. Du moins à ce niveau : le président du conseil général refuse d'accueillir « ces chasseurs de migrants » dans ses collèges (lire en page Région). PAR LAURENT RENAULT, La Voix du Nord

Revenons un peu au début de cette affaire devenue « nationale » depuis hier. Le collège Lucien-Vadez louait sa cantine aux CRS logés pas loin de là, dans la tour étudiante du Beau Marais. Sauf que, cet été, l'établissement est en travaux. L'État s'est donc rapproché du collège voisin Martin-Luther-King et a demandé au principal d'accepter la même convention. Le conseil d'administration a suivi et, selon nos sources, il s'agirait d'environ 8 000 E en contrepartie pour l'occupation du réfectoire durant une quarantaine de jours.

La semaine passée, le principal Michel Lossent, sans dévoiler cette somme, s'était satisfait de cet accord « qui aurait permis d'acheter du matériel, de réaliser des économies sur des voyages de classe... » Mais ça, c'était il y a une semaine. Quand les syndicats d'enseignants avaient, dans les mêmes termes que le communiqué de presse du conseil général, dénoncé la présence de « chasseurs de migrants » l'été. Depuis, le principal n'a plus besoin de s'exprimer sur cette affaire et peut revoir ses projets pédagogiques à la baisse.

En effet, le président Dupilet, propriétaire des collèges, ne l'a pas suivi dans sa démarche et l'a fait savoir à l'Agence France presse. On veut donc donner à cette affaire une ampleur « nationale ». Et ça marche, puisque déjà l'UMP réagit en estimant « qu'il est irresponsable de la part des élus socialistes d'essayer d'empêcher les forces de l'ordre de faire leur travail à Calais où les filières d'immigration clandestines pourrissent la vie des habitants, de droite ou de gauche ! » Mais qui est victime dans cette affaire ? Si ce n'est un simple collègue calaisien installé dans la zone de la Mi-Voix à qui l'État avait proposé de l'argent pour des locaux, comme ça se fait depuis toujours. Le comble, c'est que la préfecture pourrait - histoire de bien enfoncer le clou de la polémique - réquisitionner ces mêmes locaux pour les CRS cet été ! On n'y est pas et d'autres solutions existent.

SALAM, WELCOME et CINE ITINERANT

Par salam, jeudi 21 mai 2009 à 22:43 :: [infos salam](#) :: [#91](#) ::

Salam était invité le vendredi 15 mai à Annoeulin.

C'est dans les locaux de la médiathèque d'ANNOEULIN qu'était organisée une projection de Welcome.

La salle était comble.

Les questions furent nombreuses et la soirée s'acheva très tard.

Merci à tout ceux qui ont permis que cette manifestation soit un succès et à Cinéligue.

Réseau de cinéma itinérant, Cinéligue NPDC organise des séances dans les territoires éloignés d'équipements culturels de la région.

Le printemps de Politis 62 et Salam

Par salam, jeudi 21 mai 2009 à 22:54 :: [infos salam](#) :: [#92](#) ::

Agostina et Sylvie se sont rendues à la rencontre organisée par Politis 62 à Mericourt.

Cette manifestation regroupait une trentaine d'associations.

Toutes, inventent d'autre façon de se nourrir, d'épargner, de s'informer, de vivre ensemble, d'autres modes de déplacement, d'autres échanges, cultures.

Salam y avait installé un stand avec entre autre les superbes photos de François LEGEAIT (<http://www.prioriteouverture.com/>).

Outre le public présent qui se montra très intéressé par la situation calaisienne, ce fut aussi un moment d'échanges entre associations.

BAILLEUL SUITE ET NON FIN...

Par salam, jeudi 21 mai 2009 à 23:05 :: [infos salam](#) :: [#93](#) ::

Agostina et Sylvie se sont rendues une nouvelle fois à Bailleul.

Les sympathiques et actifs membres de l'association "Solidarité Calais" avaient en effet organisé une projection de Welcome suivi d'un débat.

La salle était à nouveau comble et une trentaine de personnes n'ont pu y accéder.

Un "mini débat" impromptu a d'ailleurs eut lieu dans le hall du Cinéma.

L'association "Terre d'Errance" de Stenwoorde était également présente.

A noter que l'aire d'autoroute proche de Stenwoorde étant fermée pour travaux pour une durée approximative de 1 mois, les migrants ont quitté le lieu vers d'autres "jungles". Une troisième projection de Welcome aura lieu dans les semaines à venir.

Le dégoût et la honte...

Par salam, lundi 1 juin 2009 à 13:17 :: [infos salam](#) :: #94 ::

Hier soir, juste après le repas du soir un jeune afghan a été attaqué par les forces de l'ordre. Youssef nous a expliqué qu'il était avec des amis, près de la jungle, lorsqu'il a été pris à partie par des CRS. Ils l'ont jeté au sol et matraqué sur tout le corps en s'acharnant sur son visage. Une bénévole l'a rejoint à l'hôpital. 7 points ont été nécessaires pour suturer la plaie qu'il avait au crâne. Il a dû rester en observation au service des urgences car sous les coups il avait perdu connaissance.

Une nouvelle fois, la violence se déchaîne. Tous les jours nos amis migrants nous expliquent avoir été gazés, matraqués. Dernièrement les forces de l'ordre les poursuivaient même jusqu'au quai où le repas est distribué chaque soir.

Faudra-t-il un mort pour faire cesser ce déchaînement complètement gratuit et inutile???

Faudra-t-il une autre Louwham, ou un autre Ali, tous deux morts sur l'autoroute alors qu'ils essayaient d'échapper aux forces de l'ordre ?

Youssef a expliqué qu'il avait fuit les bombes et les talibans et que sa vie était menacée en Afghanistan. Il ne comprend pas pourquoi les policiers français se conduisent de cette manière révoltante dans un pays qui se dit être un pays démocrate et le berceau des droits de l'Homme. Pour nous, français, que lui répondre ?





SALAM à Haffreingue

Par salam, samedi 6 juin 2009 à 10:03 :: [infos salam](#) :: [#95](#) ::

Le collège Haffreingue de Boulogne/mer avait demandé à l'association SALAM d'intervenir lors du Forum des Associations organisé pour les élèves de 4ème de l'établissement. Deux bénévoles ont donc présenté à une bonne centaine d'élèves les conditions de vie des migrants et l'activité de l'association auprès d'eux. Elles ont aussi pu répondre aux nombreuses questions qu'ils se posaient. Ceux qui avaient eu l'occasion de voir le film Welcome ont parfois été surpris de voir que la réalité du terrain était en tout point identique. Encore merci aux organisateurs (et notamment Monsieur Immuni) de cette démarche qui permet aux élèves de se rendre compte de la réalité du monde qui les entoure.



A Calais: la police joue-t-elle contre le ministre Besson?

Par salam, samedi 6 juin 2009 à 10:08 :: [infos salam](#) :: [#96](#) ::

Alors que le HCR arrive sur Calais à grand renfort de communication dans les médias, les CRS adoptent une attitude pour le moins surprenante...

Jeudi soir, une bénévole, comme maintenant chaque jour, recueillait des demandes d'asile, sur le parking, près du lieu de distribution du repas du soir. Une première voiture banalisée immatriculée en 78 est passée près du groupe de migrants qui étaient une quinzaine. Quelques minutes plus tard 2 cars de CRS sont arrivés à toute allure, des policiers ont jailli des véhicules et ont coursé les migrants.

L'un des policiers a demandé à la bénévole pourquoi les migrants étaient là avec elle. Le policier a demandé les imprimés de demande d'asile, que la bénévole a refusé de lui donner. Ils ont ensuite menottés et emmenés 6 afghans.

Remplir une demande d'asile est déjà très compliquée mais si en plus les policiers interviennent, comment compléter sereinement les imprimés nécessaires???

Monsieur BESSON souhaite vider la jungle grâce aux retours volontaires et à des demandes d'asile. Encore faudrait-il laisser libres les migrants...

Un migrant meurt noyé

Par salam, dimanche 14 juin 2009 à 13:26 :: [infos salam](#) :: [#97](#) ::

Aman est décédé hier en fin d'après-midi. Il voulait juste profiter d'une température plus clémente et nager avec ses amis... Il s'est mis à l'eau dans le canal juste en face des maisons où se trouvent les migrants africains. Pris d'un malaise, il a coulé. Ses amis et les secours qui sont intervenus très rapidement n'ont rien pu faire. Il était déjà trop tard. Toute la communauté africaine est sous le choc. Un de ses frères était avec lui à Calais. Le corps d'Aman sera rapatrié en Erythrée.

Destruction des camps de migrants dans le Dunkerquois

Par salam, mardi 16 juin 2009 à 00:52 :: [infos salam](#) :: [#98](#) ::

Un à un les campements des Migrants semblent promis à la destruction.

Le Préfet du Nord a ordonné la fermeture de l'aire de repos sur autoroute à Teteghem et la campement des Migrants tout proche a été détruit dans le même temps.

Le Port Autonome de Dunkerque (PAD) a de son côté annoncé la fermeture dans le courant de la semaine du campement de Loon-Plage, situé sur des terrains dépendant de son autorité.

Depuis quelques jours les Migrants chassés du Dunkerquois viennent grossir les rangs des Migrants à Calais...



Le campement de Teteghem après sa destruction.

Communiqué de presse 15 juin 2009

Par salam, mardi 16 juin 2009 à 13:30 :: [infos salam](#) :: #99 ::

Communiqué de presse relatif à la tenue à Calais du camp No Border

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais considère que la tenue à Calais du camp No Border offre une opportunité de dialogue et d'échanges sur la question de l'immigration d'autant plus intéressante que depuis près de 7 ans l'Etat s'est toujours refusé à admettre la singularité de la situation dans notre région, cherchant systématiquement à minimiser le nombre de migrants présents et laissant croire que la répression ne pouvait être que la seule réponse à apporter.

Citoyens, organisations associatives, syndicales et politiques auront donc la possibilité de débattre sur le fond sur la question de l'immigration.

Si l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais ne cautionne aucune forme de violence, elle ne comprend pas la campagne de dénigrement menée a priori à l'encontre des militants NO Border. Comme les organisateurs du campement No Border eux-mêmes, l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais souhaite que ce forum se déroule dans un climat pacifique et n'acceptera pas que la tenue de ce rassemblement puisse servir d'alibi à une répression accrue vis-à-vis des Migrants ni à une destruction de la Jungle.

Respectant ses objectifs essentiellement humanitaires, et attentive au respect des droits fondamentaux de l'Être Humain, l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais laisse à ses adhérents le libre choix de prendre part ou non au campement No Border.

Calais, le 15 juin 2009,

Association SALAM Nord/Pas-de-Calais

www.associationsalam.org

Cérémonie en hommage à Aman, mercredi 17 juin à 17h

Par salam, mardi 16 juin 2009 à 23:45 :: [infos salam](#) :: #100 ::

Aman, migrant Erythréen est mort par noyade samedi dernier à Calais.

En accord avec la communauté des Migrants Erythréens, **l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais invite ses adhérents et tous ceux qui soutiennent les Migrants à se rassembler ce mercredi 17 juin à 17h sur le terrain du quai de la Moselle pour rendre hommage à Aman.**

Danses et jeux pour la Journée mondiale des réfugiés

Par salam, lundi 22 juin 2009 à 09:58 :: [infos salam](#) :: #101 ::

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, l'association Salam organisait hier (samedi 20 juin 2009) une fête pour les migrants. Meilleurs repas, danses et jeux étaient au programme.

Des drapeaux de leurs pays flottent au vent, des sons orientaux réchauffent les coeurs quai de la Moselle. Et la foule est au rendez-vous. « Cela fait six mois que je suis ici, mon ami, lui, est là depuis quatre mois. Et pendant tout ce temps, pas un seul moment de détente. Alors, oui, bien sûr qu'on est contents ! », confie Gulab, un Afghan.

Hier, les migrants ont eu un repas amélioré le midi et un goûter, en plus du repas habituel du soir. C'était jour de fête, jour de soutien mondial aussi pour les réfugiés. « On est heureux qu'on pense un peu à nous, commente Hassan, Irakien ; moi, comme tous les jours, j'ai une pensée pour ma famille, restée au pays. » Les bénévoles associatifs ont fourni des ballons, de la musique, et même organisé un chamboulou, avec des produits d'hygiène à gagner. « Malheureusement, il n'y en aura pas pour tout le monde, alors c'est aussi un moyen pour nous de les distribuer quand même », raconte une bénévole. Des jeunes hommes sont repartis avec des rasoirs, du savon, et le sourire aux lèvres.

A. F.

Jugé pour outrages, Jean-Claude Lenoir sera fixé le 21 juillet

Par salam, mercredi 24 juin 2009 à 09:24 :: [infos salam](#) :: [#102](#) ::

Hier matin, le vice-président de Salam, Jean-Claude Lenoir, comparait devant le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer, pour outrages. Le délibéré sera rendu le 21 juillet.

Jean-Claude Lenoir a comparu hier matin devant une salle d'audience pleine de sympathisants. Les journalistes étaient aussi très nombreux, les CRS encore plus. Les faits qui lui sont reprochés remontent au 8 novembre 2008.

À cette époque, l'atmosphère est tendue à Calais : il est prévu que la France participe à l'affrètement d'un charter destiné à expulser des Afghans dans leur pays. Tous les soirs, les militants associatifs sont sur le front, tandis que des forces de l'ordre procèdent à de nombreuses interpellations autour de la zone des Dunes. À la tête d'un groupe d'une dizaine de personnes, Jean-Claude Lenoir se retrouve ainsi face aux CRS, dans la nuit, sur le site de l'hoverport. Que s'est-il passé ? Deux versions s'affrontent. Celle des policiers, qui reprochent à Jean-Claude Lenoir de les avoir insultés (« Allez vous faire voir », ou « Allez vous faire f.. », selon les versions), de s'être volontairement jeté à terre et déshabillé, afin de faire croire à une bavure. Celle de Jean-Claude Lenoir, qui explique avoir répondu simplement, obéi aux ordres des policiers, puis avoir été jeté et traîné à terre. Comment se fait-il que de tels faits se terminent devant la barre du tribunal correctionnel ? Personne ne semble bien le comprendre. Pas Jean-Claude Lenoir, lui-même : « Je trouve tellement triste de me retrouver ici, je n'en reviens pas. Je me retrouve comme un grand délinquant. Eh bien tant mieux, si la France a des grands délinquants comme moi, c'est qu'elle va bien », ironise-t-il.

Thierry Normand, avocat des trois CRS outragés : « C'est votre attitude générale qui est poursuivie ici », estime le bâtonnier, qui semble lui-même ne pas y croire, évitant de s'attarder sur les faits. Maître Normand place le procès sur le terrain du principe : « Il doit y avoir des gardes-fous contre le manque de respect à l'égard des forces de l'ordre, qui font un métier difficile. » Le procureur ne semble pas y croire non plus, qui pense que « si on ne considérait que les insultes, Monsieur Lenoir ne serait pas là. Le plus grave, c'est de vouloir faire croire que les policiers se sont rendus coupables de violences. » Reste que rien, à l'audience, n'est venu étayer l'accusation, hormis les procès verbaux d'audition des trois victimes, d'ailleurs absentes à la barre.

Antoine Deguînes, avocat de Jean-Claude Lenoir, jouait donc sur du velours. « Cette procédure ne tient pas la route. On parle d'insultes.

Lesquelles ? Est-ce « allez vous faire voir » ? « Allez-vous faire foutre » ? « Bande de cons » ? a-t-il énuméré avec gourmandise. Personne n'est en mesure de le dire. Dans quelles circonstances mon client se serait-il jeté par terre, et déshabillé ? Aucun des trois plaignants n'apporte la même réponse... Et puisqu'on en est aux témoignages, pourquoi ceux des deux autres CRS impliqués n'a-t-il pas été recueilli, pas plus que ceux des dix autres témoins de la scène ? » Pour Antoine Deguînes, « tout cela sent le bricolage, pour le principe. On vient le poursuivre en s'excusant presque, on demande de le condamner, mais juste un peu... Tout cela ne repose sur rien. » Ce sera au tribunal de décider. Il a un mois pour le faire. •

B. M

Article paru dans La Voix Du Nord, édition du 24 juin 2009

Le CRA de Coquelles jugé trop cher par la Cour des Comptes

Par salam, vendredi 3 juillet 2009 à 18:11 :: [infos salam](#) :: [#103](#) ::

Article paru sur Liberation.fr

Les coûts tordus de la rétention

Par CATHERINE COROLLER sur Liberation.fr

C'est dit poliment, mais le constat est là. Après avoir enquêté pendant huit mois, la Cour des comptes n'a pas réussi à évaluer précisément le coût global de la rétention administrative, cette étape de la politique d'immigration pendant laquelle les étrangers en situation irrégulière sont placés dans un centre de rétention administrative (CRA) ou un local de rétention administrative (LRA). En cause, «d'importantes lacunes dans le suivi des coûts», pointent les magistrats dans une enquête réalisée à la demande de la commission des finances du Sénat, et rendue publique hier.

Calcul. D'après leurs estimations, «le coût total de la rétention en CRA en métropole, hors dépenses d'interpellation, d'éloignement et de justice, s'élève en 2008 à environ 190,5 millions d'euros, soit 5 550 euros par retenu». Mais, souligne la Cour des comptes, 58,3 % de ces retenus ne seront finalement pas expulsés, soit que la justice les remette en liberté, soit que leur consulat refuse de délivrer le laissez-passer permettant le rapatriement dans leur pays d'origine. Du coup, cet argent est souvent dépensé en vain. Conséquence ? Si l'on ne prend en compte que les retenus «effectivement reconduits», le coût de la rétention «se monte à 13 220 euros» par personne.

Pour les LRA, le même calcul est quasiment impossible, les étrangers n'étant censés qu'y passer avant d'être transférés dans un CRA, beaucoup de ces locaux sont sommairement aménagés dans des commissariats ou des gendarmeries, et une grande partie des dépenses est prise en charge par les budgets de la sécurité publique.

«Fardeau». **Après ces considérations générales, la Cour des comptes s'est intéressée au cas particulier du CRA de Coquelles (Pas-de-Calais). Ce centre, situé près de Calais, n'existe qu'«en raison des exigences des Anglais qui demandent à la France de retenir les gens qui brûlent d'envie de venir chez eux», a relevé l'un des représentants de la juridiction administrative lors de la présentation de l'enquête aux sénateurs, hier, en présence d'Eric Besson. «Ne pourrait-on négocier pour inciter les Britanniques à prendre une part du fardeau ?» a-t-il demandé au ministre de l'Immigration.**

Dans leur enquête, les magistrats consacrent également un chapitre aux CRA et LRA d'outre-mer. Leur jugement sur celui de Mayotte est particulièrement sévère. «Les actions d'information, de soutien moral et l'exercice des droits des retenus ne sont pas dispensés», les «conditions matérielles sont dégradantes», le «taux d'occupation est souvent en très net dépassement».

Si la Cour des comptes n'a pas réussi à chiffrer au centime près le coût de la politique de rétention, il ne lui a pas échappé que le nombre de retenus est en constante augmentation. De 24 502 en 2002 à 34 592 en 2008 pour la métropole. Le nombre de places en CRA a crû dans les mêmes proportions. De 1 070 en 2005, il devrait passer à 1 959 fin 2010.

Depuis quelques années, le gouvernement tente donc de favoriser les retours volontaires, beaucoup moins onéreux. Dans son enquête, la Cour ne chiffre pas cette différence, mais publie les principales nationalités concernées. Surprise ? Les Roms arrivent en tête, de très loin. Les Roumains représentent 6 413 des 7 293 étrangers reconduits en 2008 par l'intermédiaire de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrants.

«Incertain». Les magistrats donnent également leur avis sur une querelle opposant le ministère de l'Immigration et la Cimade. En août 2008, Brice Hortefeux, alors à l'Immigration, a décidé de détrôner cette association, seule autorisée jusqu'à aujourd'hui à assister les étrangers dans les CRA. Décision a été prise de diviser la France en huit lots, chacun pouvant être attribué à un intervenant différent. Les magistrats se sont penchés sur la justification économique de cette décision. Leurs conclusions sont sévères pour le ministère de l'Immigration : «Le choix de l'allotissement géographique, censé améliorer l'efficacité de la dépense, n'a pas fait l'objet d'une analyse détaillée préalable de ses coûts et de ses avantages au regard des objectifs fixés.» Et «il est incertain qu'un dispositif éclaté entre plusieurs intervenants par grandes régions puisse être plus efficace et moins coûteux qu'un dispositif national». Bref, le choix de remplacer la Cimade par plusieurs associations est politique, pas économique.

Démantèlement du squat des Soudanais

Par salam, vendredi 3 juillet 2009 à 18:15 :: [infos salam](#) :: [#104](#) ::

Onze migrants ont été interpellés hier après-midi face au Channel.
Article Nord Littoral du 3 juillet 2009.

Il n'était pas rare de les voir improviser une partie de football avec de jeunes calaisiens longeant la voie ferrée pour rejoindre à pied le lycée Coubertin.

Hier, les migrants qui avaient élu domicile dans d'anciens préfabriqués boulevard Gambetta, en face du Channel, ont été délogés par un impressionnant dispositif policier. Le concours de la force publique a été octroyé en application de l'ordonnance d'expulsion prise le 5 juin dernier par le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer à la demande de l'entreprise Réseau Ferré de France (RFF), propriétaire des bâtiments squattés. « Cette opération a ainsi mis fin à une occupation illégale qui s'est prolongée durant plusieurs mois dans des conditions particulièrement préoccupantes d'insalubrité et de danger, ce site se trouvant à proximité des voies ferrées », a expliqué dans un communiqué Pierre de Bousquet, préfet du Pas-de-Calais. À l'issue de l'intervention qui a mobilisé une vingtaine d'hommes, le site sera remis en état et rendu à RFF.

Prochaine étape, la jungle ?

Les 11 migrants présents sur place hier après-midi ont pu rassembler leurs effets personnels avant d'être interpellés. Ils ont ensuite été orientés vers des centres d'hébergement dédiés à l'accueil des étrangers. « Les services de l'État leur proposeront dès demain (ndlr : aujourd'hui) de déposer une demande d'asile ou de bénéficier d'une aide au retour volontaire dans leur pays », assure la préfecture. Pour Jean-Pierre Boutoille, porte-parole de C'Sur, l'intervention d'hier préfigure à coup sûr le démantèlement futur de "la jungle" de la zone industrielle des Dunes. « Je m'attendais à une telle intervention. Depuis quelques semaines, les autorités ont commencé à démanteler les camps autour de Calais. Maintenant, elles s'attaquent aux squats du centre-ville. Bientôt, ça sera au tour des maisons des éclusiers près du port puis de la jungle. Le ministre Besson avait promis de la démanteler avant la fin de l'année sans préciser à quel moment exactement. J'ai le sentiment que les choses s'accélèrent. Les forces de l'ordre vont profiter de l'été pour agir. »

De son côté, Jean-Claude Lenoir, vice-président de Salam, regrette une nouvelle fois « l'absence de coopération avec les associations. » Une réunion en sous-préfecture devait bien avoir lieu hier matin en présence d'une délégation de parlementaires mais elle a été annulée au dernier moment. « On continue de marcher sur la tête en démolissant des squats avant même de trouver des solutions pour tous ces gens. J'ai l'impression que les politiques n'ont toujours pas retenu les leçons de la fermeture de Sangatte. » Le prochain conseil des migrants, programmé le 11 juillet, s'annonce une nouvelle fois tendu.

T.S-M.

HAMAN

Par salam, vendredi 3 juillet 2009 à 22:03 :: [infos salam](#) :: [#105](#) ::

Le corps d'Haman a été rapatrié en Erythrée.

C'est jeudi dernier que la dépouille d'Haman a été rapatriée à Asmara. Haman repose maintenant dans le cimetière de la ville. Sa famille a contacté une bénévole de SALAM et tient à remercier tout ceux qui ont permis qu'HAMAN retourne dans ce pays qu'il avait du fuir. La souscription continue car la somme nécessaire n'a pas encore été atteinte. Vous pouvez adresser un chèque bancaire à l'ordre de SALAM en précisant au dos "pour Haman".

Un squat de Soudanais détruit à Calais

Par salam, samedi 4 juillet 2009 à 09:27 :: [infos salam](#) :: [#106](#) ::

Une fois encore, la politique de la terre brûlée a été mise en oeuvre.

Pour préciser les choses : en face du Channel, ce ne sont pas des Erythréens, ce sont des Soudanais.

Le squat a été évacué et détruit dans la plus parfaite illégalité, puisqu'aucun permis de démolir n'a été affiché ni aucun avis d'expulsion signifié aux intéressés.

La dizaine de migrants qui ont été arrêtés n'ont pas été conduits dans un centre d'hébergement, mais au poste de police d'où ils ont été libérés le lendemain, comme d'hab'.

Ils campent maintenant cinquante mètres en contrebas, là où ils avaient l'habitude de prendre leur repas, dans les tentes que des bénévoles de Salam leur ont fournies.

D'après leurs témoignages les soudanais ont été réveillés samedi matin par les forces de l'ordre à coups de pied et de lacrymo.

Ils n'ont pas pu prendre leurs effets personnels, et les ferrailleurs leur ont rendu des passeports qu'ils ont trouvés dans les décombres.



Les Britanniques financent de nouveaux outils pour lutter contre les clandestins

Par salam, mardi 7 juillet 2009 à 14:44 :: [infos salam](#) :: [#108](#) ::

Article paru dans Nord Littoral le 7 juillet 2009

L'accord a été signé hier par les ministres français et britannique de l'Immigration. De nouveaux outils pour lutter contre l'immigration clandestine seront installés à Calais, financés par le Royaume-Uni

Nouveaux appareils de détection, agents britanniques en France, partage des charges, charters... Le sommet franco-britannique qui s'est tenu hier à Evian a été l'occasion pour les deux nations de renforcer leur coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine.

Comme on pouvait s'y attendre aucune décision révolutionnaire n'a pointé le bout de son nez. Les accords prévoient simplement le renforcement de la politique répressive déjà appliquée depuis des années avec le succès que l'on sait à Calais...

Un centre de coordination à Calais

Seule nouveauté du sommet : la création d'un « centre de coordination conjoint chargé de recueillir et partager toutes les informations nécessaires au contrôle des biens et de personnes circulant entre la France et le Royaume-Uni ». Ce centre est censé « faciliter la prise de décision opérationnelle » et « (faire) office de point de contact pour le personnel du port en charge de la sécurité » et « (permettre) de communiquer immédiatement toute information sur les menaces et les risques ». Ce centre devrait être opérationnel au plus tard d'ici la fin 2009.

L'arrangement administratif signé par Éric Besson et Phil Woolas, les ministres français et britannique en charge de l'Immigration prévoit que les Britanniques assumeront la charge financière des coûts d'investissement directement liés à la création du centre, les coûts de fonctionnement, hors personnel, du centre, et les salaires des agents britanniques déployés. Les Français s'engagent à

fournir et obtenir les autorisations nécessaires à la création du centre et prendre en charge les salaires de ses agents.

Les deux ministres ont en outre décidé de « mettre en oeuvre un projet pilote conjoint doté des dernières technologies de détection » et d'organiser « des opérations relatives à la sécurité et aux contrôles d'immigration aux postes de contrôle juxtaposés de Calais ». La partie britannique s'engage à « acheter, livrer et installer le matériel de détection », « financer la maintenance du matériel de détection », « former tout le personnel qui sera déployé et amené à utiliser le matériel de détection » et « prendre en charge les coûts liés à l'utilisation du matériel de détection ».

Du personnel anglais à Calais

La partie française s'engage quant à elle à fournir les autorisations nécessaires à l'installation et l'utilisation du matériel de détection et assurer ou garantir la prise en charge des coûts liés aux transformations de la zone environnante, notamment les routes d'accès. Sans que la nature de ces nouveaux outils n'ait été précisée, on songe évidemment au système "fast track" et aux portiques à rayons X. Il y a plusieurs mois déjà, les Britanniques avaient demandé aux autorités françaises d'installer ces nouveaux outils. Le "fast track" permet aux camions équipés d'un système de détection électronique des intrusions de bénéficier de contrôles allégés. Les insulaires souhaitent également installer cinq machines à rayons X (quatre pour Calais et une pour Boulogne).

De nouveaux outils

L'impact sanitaire de ces machines à rayons X n'a pas été abordé. Jusqu'à présent, l'autorité de sûreté nucléaire déconseillait l'usage de ces engins pour la détection des personnes intruses à bord de camions. L'ASN estimait qu'ils pouvaient être dangereux pour ces éventuels clandestins. Les rayons X sont donc pour le moment utilisés pour le repérage de matières illicites, dès lors que les contrôleurs ont acquis la certitude qu'aucun être humain n'est à bord. En avril dernier, Éric Besson reconnaissait ne pas connaître les éventuels dangers de l'usage de ces portiques à rayons X : « J'attendrais d'avoir connaissance de différents rapports avant de les mettre en place. »

La France affrétera des charters

Éric Besson conserve un même leitmotiv : « Diminuer le nombre d'étrangers en situation irrégulière à la frontière commune et à ses alentours. » A cette fin la France et le Royaume-Uni se sont engagés à « participer à des activités conjointes en matière de retour, notamment les retours conjoints par voie aérienne ». Neuf mois après que nous révélions la décision des autorités françaises et britanniques de coaffréter un charter, le ministère français de l'Immigration ne conteste donc plus cette volonté. Bien au contraire. Éric Besson et Phil Woolas l'assument : « Des retours forcés seront mis en oeuvre lorsque les individus concernés ne demandent pas l'asile ou ne sont pas éligibles à l'asile sur le territoire respectif de la France et du Royaume-Uni où ils se trouvent, et lorsqu'ils refusent une offre de retour volontaire. Les opérations de retour seront conduites en tenant compte de la situation dans les pays concernés. » Les deux ministres assument également la politique répressive qui s'annonce en s'engageant à « mettre en oeuvre, au niveau national, le retour forcé vers leur pays d'origine d'étrangers en situation irrégulière de nationalités clés et agir afin d'éviter les concentrations d'immigrés irréguliers à la frontière commune et alentours ».

A.TH.

A Calais, l'éradication de la " jungle " se prépare déjà

Par salam, mardi 7 juillet 2009 à 15:04 :: [infos salam](#) :: [#109](#) ::

Article paru sur LeMonde.fr le 7/07/2009

Début juin, au no 5 de la rue de Vicq, à deux pas de l'hôtel de ville, le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR) et l'association France Terre d'asile (FTDA) ont ouvert un bureau... presque incognito : à la demande de la mairie de Calais, soucieuse d'éviter que des groupes de migrants se forment dans la rue, il n'y a ni nom ni sigle sur la porte. On y travaille, mais on n'y reçoit pas.

L'arrivée du HCR coïncide avec la promesse faite, le 23 avril, par le ministre de l'immigration, Eric Besson, de " démanteler " et " faire disparaître ", d'ici à la fin de l'année, ce vaste campement informel - que les migrants appellent la " jungle " - où s'entassent, à la lisière de la ville, entre six cents et huit cents migrants - originaires d'Afghanistan pour l'essentiel.

D'autres " jungles " de plus petite taille, et parfois des squats, existent autour de Calais comme sur toute la côte française et belge, où l'on rencontre aussi des Erythréens, des Irakiens, des Soudanais et des Iraniens... toutes personnes susceptibles de demander l'asile, mais confrontées " à un manque notoire d'informations sur la procédure en France " : c'est ce que relevait, il y a un an, la Coordination française pour le droit d'asile, dans une étude de référence, La Loi des " jungles ".

" INFORMER LES MIGRANTS "

Ce manque d'informations serait-il en passe d'être comblé ? Après une prise de contacts avec les institutions et les associations calaisiennes, une première équipe mixte, formée d'experts du HCR et de FTDA, a commencé à sillonner le littoral, de Loon-Plage à Grande-Synthe (près de Dunkerque), en passant par la petite " jungle " de Norrent-Fontes (près de Béthune) et celles de Calais. L'idée est d'" informer et de sensibiliser les migrants " sur la question du droit d'asile, explique l'envoyée du HCR, Marie-Noëlle Thérode, qui se félicite du " feu vert " accordé à cette mission d'information. Pour l'heure, seul le Secours catholique calaisien est habilité à domicilier les migrants - formalité indispensable pour pouvoir déposer une demande d'asile. La sous-préfecture de Calais, où un " guichet-asile " a été installé fin mai, indique que cent quatorze migrants - majoritairement des Africains - ont été reçus en un peu plus d'un mois. Vingt d'entre eux ont obtenu une autorisation provisoire de séjour, parmi lesquels " dix-huit ont été placés en Centre d'accueil des demandeurs d'asile - CADA - , hors du département du Pas-de-Calais ", précise le sous-préfet de Calais, Gérard Gavory.

Autre moyen utilisé pour réduire le nombre des migrants : l'incitation au " retour volontaire " dans le pays d'origine, par des aides financières à la " réinsertion ". Ce dispositif, piloté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), marche " du feu de Dieu ", se réjouit-on à la sous-préfecture : en un mois, vingt-neuf dossiers de " retour volontaire " ont pu être établis - vingt pour l'Irak, six pour l'Afghanistan et trois pour l'Iran.

Des " retours forcés ", il y en aura aussi. " Ne serait-ce que pour envoyer un signal fort aux passeurs que la frontière ne peut plus être franchie depuis Calais ", justifie-t-on dans l'entourage du ministre Eric Besson. C'est d'ailleurs un des points-clés du renforcement de la coopération franco-britannique décidé au sommet bilatéral d'Evian, lundi 6 juillet. Les deux gouvernements se sont engagés à " augmenter de manière significative le nombre de retours forcés ", par le biais de " programmes nationaux " et d'" activités communes " " en fonction des besoins ". Cette entente pourrait ainsi déboucher sur l'organisation de " vols groupés " permettant de rapatrier des Afghans sans papiers notamment. Partant de Londres, ces vols feraient escale à Lille avant de gagner Bakou (Azerbaïdjan), puis Kaboul.

Reste à savoir quand se produira l'évacuation en tant que telle de la " jungle ". " Nous espérons qu'ils ne vont pas précipiter le mouvement et nous laisser travailler. Car une réponse policière seule serait d'une totale inefficacité ", relève Pierre Henri, de FTDA, qui craint comme tout le milieu associatif que l'administration n'organise l'opération au plus creux de l'été, quand tout le monde aura la tête en vacances.

La maire (UMP) de Calais, Natacha Bouchart, sait elle-même qu'il ne suffira pas de " nettoyer la zone et la désinfecter " : il faudra aussi la " sécuriser ", c'est-à-dire faire en sorte que les migrants " ne reviennent pas s'y installer ".

Catherine Simon et Laetitia Van Eeckhout

[Source](#)

Bientôt 60 policiers de plus à la PAF de Calais

Par salam, jeudi 9 juillet 2009 à 09:27 :: [infos salam](#) :: [#110](#) ::

Publié le mardi 07 juillet 2009 à 14h13 sur NordEclair.fr

La police aux frontières de Calais va voir son effectif grimper de 60 personnes dans les prochaines semaines, a annoncé ce matin à l'hôtel de police de Lille-sud Frédéric Péchenard, directeur général de la police nationale (DGPN).

En visite aujourd'hui à Lille, l'ancien patron de la PJ, promu DGPN en 2007, a expliqué que les effectifs actuels de la PAF de Calais étaient "sous-dimensionnés" par rapport à l'ampleur de la tâche

à accomplir. "On cherche à intensifier la lutte contre les passeurs en liaison avec nos homologues britanniques, explique Frédéric Péchenard. Si on détruit les réseaux qui promettent monts et merveilles aux migrants, il n'y aura plus d'Afghans à Calais."

Le chef de la police française a effectué une visite dans toutes les directions policières lilloises : au Renseignement intérieur (ex-RG), à la PAF, à la DDSP (direction départementale de la sécurité publique), à la PJ et chez les CRS.

L'occasion de louer les "bons résultats" enregistrés dans le Nord en matière de lutte contre la délinquance, et d'ériger en exemple l'organisation de la police métropolitaine, regroupée en une circonscription unique Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières. Un modèle de "police d'agglomération" qui sera étendu prochainement à Paris, Lyon et Marseille. A Lille, le dispositif doit encore être précisé dans le courant de l'été.

Bruno Renoul

DESTRUCTION DE LA JUNGLE LE MARDI 21 JUILLET 2009

Par salam, jeudi 16 juillet 2009 à 00:08 :: [infos salam](#) :: [#111](#) ::

Selon des sources sûres nous savons que la destruction de la jungle annoncée par Mr BESSON pour avant la fin de l'année 2009 aura lieu le mardi 21 Juillet.

La jungle des Afghans Pachtous sera la première visée mais les autres jungles risquent également d'être détruites. 800 places ont été « réservées » dans différents foyers d'hébergement.

SALAM a d'ores et déjà averti les migrants et continuera chaque jour sa présence à leurs côtés.

Tout sera mis en œuvre pour que les migrants puissent exercer leur droit et éviter un charter pour Kaboul.

Car la menace est malheureusement là : après le sommet d'Evian du 6 Juillet des accords ont été signés avec le gouvernement britannique qui décident notamment d'organiser des retours forcés entre la France et l'Angleterre (qui organise régulièrement des charters vers Kaboul).

En Novembre dernier deux charters vers l'Afghanistan ont été annulés grâce à la mobilisation de tous. SALAM lance un appel à tous : NE LAISSONS PAS PARTIR CE CHARTER DE LA MORT.

Pour toutes infos: Sylvie COPYANS 06.26.38.66.19 Vincent LENOIR 06.12.52.53.72

**NON aux CHARTERS
de la HONTE**



Association SALAM

Eric Besson fait des concessions sur le «délit de solidarité»

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 00:20 :: [infos salam](#) :: [#112](#) ::

Article paru sur Liberation.fr

Ce vendredi, le ministre de l'Immigration a rassemblé 24 associations humanitaires venant en aide aux sans-papiers. La brûlante question du «délit de solidarité» était à l'ordre du jour.

DELPHINE LEGOUTÉ

Eric Besson le dit et le répète: «Non, le délit de solidarité n'existe pas.» Ce vendredi, il a pourtant accepté d'en discuter avec les représentants de 24 associations humanitaires, parmi lesquelles la Cimade, Emmaüs ou encore Terre d'Asile. Démarche intéressante de la part du ministre de l'Immigration qui continue, malgré ses concessions, à nier à corps et à cri l'existence de ce délit. La polémique concerne l'article L622-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers, en vertu duquel « toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 Euros ». Selon Eric Besson, cet article s'adresse uniquement aux personnes participant activement aux filières d'immigration clandestine. Il ne vise donc nullement les militants associatifs ou les citoyens lambda qui voudraient aider un sans-papiers en situation de détresse.

Dans les textes, le ministre n'a pas tort. L'article L622-4 vient préciser le L622-1 et assure que «face à un danger actuel ou imminent», toute personne physique ou morale est en droit d'agir. Il faut, dans ce cas, que son acte soit «nécessaire à la sauvegarde de la vie ou de l'intégrité physique de l'étranger». Autrement dit, un individu peut aider un sans-papiers en toute liberté ... si celui-ci est en danger de mort.

Des bénévoles régulièrement contrôlés

Dans les faits, la loi ne permet pas de protéger les citoyens venant en aide à des sans-papiers, dont les membres d'associations humanitaires. Selon le président d'Emmaüs, Christophe Deltombe, ces derniers «sont très régulièrement convoqués par la police» et vivent dans un climat de crainte. «En l'espace de deux mois, une quinzaine de responsables de structures Emmaüs ont subi des interrogatoires» précise-t-il.

Une situation pourtant niée par Eric Besson qui soutient qu'«aucun aidant n'a jamais été inquiété». La liste des «aidants» condamnés, publiée par le Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), ne l'a pas fait revenir sur ses déclarations. Le cas de Salimou Fofana non plus, pourtant jugé le 17 juin pour «pour avoir, à Rodez, le 3 février, par aide directe ou indirecte, en l'espèce en hébergeant, nourrissant et conservant des documents personnels et administratifs, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation, ou le séjour irrégulier en France de Namingui Baya, étranger».

Les 3 propositions d'Eric Besson

Face à ces incohérences, et afin d'apaiser le sentiment de «pression policière», Eric Besson a finalement accepté de revenir sur les articles contestés. Ce vendredi midi, il a ainsi promis aux associations présentes de «compléter l'article 622-4 afin de protéger les actes humanitaires. Concrètement, les «travailleurs sociaux et médico-sociaux» devraient être exemptés de poursuite en cas d'aide aux sans-papiers dans le cadre de leur mission.

Le ministre de l'Immigration a également annoncé qu'il souhaitait «préparer une circulaire qui encadrera les conditions d'intervention des forces de l'ordre». Certains lieux, comme les écoles et les préfectures, sont en effet censés être exclus des contrôles de police et de gendarmerie. Cette circulaire devrait préciser et allonger la liste. Enfin, un «guide des bonnes pratiques» censé marquer la frontière entre aide humanitaire et aide à la filière clandestine devrait être élaboré et distribué aux bénévoles.

«C'est la reconnaissance du délit de solidarité»

Du côté des associations, le bilan est globalement positif. «Pour nous, cette réunion est la reconnaissance pure et simple de l'existence du délit de solidarité, s'est félicité le président d'Emmaüs France. Dès lors qu'il était possible d'engager des poursuites, et même si elles n'aboutissaient pas, cet article était une menace pour nos actions». L'article 622-4 n'est pourtant que la partie visible de l'iceberg et l'inquiétude persiste: «Le ministre n'a pas inclus le terme de "bénévole". Il n'a parlé que des travailleurs sociaux et médico sociaux, or nos structures vont bien au delà de ça et les salariés ne doivent pas être les seuls protégés».

Toujours très virulent dans sa lutte contre le «délit de solidarité», le Gisti a préféré décliner l'invitation du ministre. «Nous voulons l'abrogation pure et simple de l'article 622-1 et non une simple modification, a-t-il déclaré. De plus la circulaire ne nous intéresse pas car elle n'a pas valeur de loi». Pour tous les autres, trois groupes de travail devraient être organisés «le plus rapidement possible» afin de plancher sur les trois positions du ministre.

SALAM obtient le nettoyage d'un refuge trouvé par les Migrants à Calais

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 00:31 :: [infos salam](#) :: [#113](#) ::

Si la situation sanitaire dans laquelle se trouvent les Migrants s'est largement dégradée depuis l'arrêt des douches du Secours Catholique, une petite victoire vient d'être obtenue par l'association SALAM en ce qui concerne l'un des refuges occupés par les Migrants.

Mercredi 15 juillet, lors d'une réunion en Mairie de Calais regroupant plusieurs associations autour des services techniques de la Ville de Calais et de la Région Nord/Pas-de-Calais, les représentants de SALAM ont demandé qu'une benne soit mise à la disposition des bénévoles et des Migrants pour déblayer les maisons éclusières qui servent d'abris aux migrants Erythréens depuis plusieurs mois, et dont les jardins sont très largement souillés par des déchets de toutes natures.

Dès vendredi, la Région a fait procéder au nettoyage de ces lieux, dont elle est propriétaire, par une entreprise spécialisée. Cette opération se poursuivra lundi.

Si ces maisons n'ont ni eau courante, ni WC, et n'offrent donc des conditions d'hygiène que très en-deçà de l'acceptable, nous ne pouvons que nous réjouir de voir les déchets enfin évacués, améliorant ainsi les conditions de vie des quelques 150 migrants Erythréens qui y vivent.

Rappelons que la Région a déposé une demande permis de démolir des ces maisons, actuellement en cours d'étude par les services de la Ville de Calais. L'association SALAM demande qu'aucune démolition ne soit entreprise sans qu'une solution acceptable de relogement soit proposée au préalable.



Bientôt des douches à nouveau pour les Migrants à Calais?

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 00:57 :: [infos salam](#) :: [#114](#) ::

Si l'action coordonnée des bénévoles de SALAM et d'EMMAUS permet aux migrants du Dunkerquois de bénéficier de douches, il n'en est pas de même à Calais où un bras de fer oppose la Mairie et le Secours Catholique sur cette question. Le dernier Conseil des Migrants a laissé apparaître une possible résolution possible de ce dossier.

En effet, si tout le monde admet l'urgence sanitaire pour les Migrants privés de douches depuis plusieurs mois, la situation semblait bloquée jusqu'à récemment. Lundi 13 juillet, la question a de nouveau été évoquée lors du Conseil des Migrants et la position du Secours Catholique a évolué. Ainsi, après avoir obtenu un engagement explicite de la municipalité à autoriser le Secours Catholique à recevoir des Migrants dans ses locaux dans leur configuration actuelle, les représentants départementaux ont déclaré qu'ils allaient demander à leur autorité nationale de

renoncer à leur demande de permis de construire, condition posée par la municipalité pour mettre en service -sous 72 heures- les douches situées à l'aire d'accueil des gens du voyage.

Le représentant de Médecins du Monde a quant à lui fait part de la mise en place très prochaine d'une opération destinée à soigner les Migrants atteints de gale

"JUNGLE DE CALAIS" : Éric Besson dément la destruction imminente du site

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 01:08 :: [infos salam](#) :: [#115](#) ::

Dépêche AFP 17/07/2009

Éric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Intégration, a démenti vendredi l'imminence d'une destruction de la "jungle de Calais" où vivent des centaines de migrants illégaux, en marge d'un point presse consacré au délit de solidarité.

Plusieurs associations s'étaient alarmées de la fermeture avant la fin du mois de ce territoire en périphérie de Calais. Le ministre a rappelé ses propos antérieurs selon lesquels la "jungle" serait démantelée "avant la fin de l'année".

Avant la fermeture, a-t-il précisé, il faut "répondre aux cas individuels et régler toutes sortes de problèmes". "Il est facile de fermer ce territoire, c'est plus difficile de le fermer dignement", a-t-il insisté.

Le ministre a dit avoir demandé au préfet d'organiser une "répétition générale, une fermeture à blanc" de la jungle de Calais un mois avant sa fermeture effective pour vérifier que le dispositif est adéquat. Interrogé également sur un prochain "charter d'Afghans", Éric Besson a dit "ne pas savoir de quoi il s'agit".

Calais: Besson a demandé une "répétition générale" du démantèlement de la "jungle"

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 01:11 :: [d'autres infos](#) :: [#116](#) ::

AP | 17.07.2009 | 16:39

Le ministre de l'Immigration Eric Besson a annoncé vendredi que le démantèlement de la "jungle", cette zone boisée proche du port de Calais qui abrite des centaines de migrants espérant rejoindre la Grande-Bretagne, sera précédé d'une "répétition générale près d'un mois avant" afin que tout se fasse "dignement" le jour venu.

"Cela ne se fera pas avant la fin de l'année", a-t-il précisé. "Il faut pour réussir cette opération de démantèlement de la jungle que quantité de conditions soient requises", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse. "Cela demande beaucoup de travail".

"J'ai demandé au préfet du Pas-de-Calais de faire sur le plan logistique une espèce de répétition générale près d'un mois avant le démantèlement", a précisé Eric Besson. "Comme il faut des interprètes, des CRS, des associations humanitaires, des cars pour emmener les personnes, cela demande beaucoup de logistique".

Le ministre de l'Immigration démentait ainsi des informations d'un communiqué du MRAP évoquant "la destruction imminente" de la jungle, "qui pourrait être suivie rapidement de charters franco-britanniques notamment vers l'Afghanistan".

Cette "opération de grande envergure à blanc (...) va se faire dans la transparence", a assuré Eric Besson. "Il y aura mobilisation de tous les moyens pour vérifier que nous sommes capables de le faire dignement". "Fermer la jungle, c'est facile. La fermer dignement, c'est plus complexe", a conclu le ministre de l'Immigration.

Les migrants qui transitent à Calais vers l'Angleterre se réfugient soit dans les abris de fortune de la "jungle", soit dans des squats de la ville. Le ministère reconnaît que le nombre de migrants sur place

à Calais a doublé depuis un an, atteignait les 800, un chiffre qui n'a jamais été aussi important depuis la fermeture du centre de Sangatte il y a six ans. AP

SALAM et la période estivale

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 01:26 :: [infos salam](#) :: [#117](#) ::

Si SALAM arrête la distribution des repas cuisinés du soir jusque la fin Août, les bénévoles continuent leurs actions.

Des distributions de nourriture ont ainsi lieu 3 fois par semaine dans les différentes jungles et refuges occupés par les Migrants (entrepôts, maisons...): on recense actuellement 7 lieux majeurs pour environ 1000 migrants.

Les demandes d'asile continuent à être traitées (dossier, photos d'identité...) et les Migrants sont conduits à la sous-préfecture.

Les soins de santé sont assurés sur le terrain ainsi que les divers besoins concernant nos amis, comme par exemple les vêtements.

Par ailleurs, dans le contexte de forte présomption d'une action de destruction des Jungles et de la reconduite par charter, notamment vers l'Afghanistan, les bénévoles de SALAM informent chaque jour les Migrants des recours possibles en cas d'arrestation et des conduites à tenir, et distribuent les documents élaborés par les membres du réseau "Jungles" dont SALAM fait partie.

Une présence quotidienne est donc assurée aux côtés des Migrants.

Enfin, dans le Dunkerquois, les équipes de bénévoles continuent à assurer leur présence dans les différents squats pour assurer les distributions de nourriture, les soins, les démarches administratives et le service de douches en coopération avec Emmaüs Grande Synthe.

Destruction de la Jungle: le Préfet du Pas-de-Calais contredit le Ministre

Par salam, lundi 20 juillet 2009 à 12:53 :: [d'autres infos](#) :: [#118](#) ::

L'association SALAM siégeait ce lundi matin en sous-préfecture de Calais pour une réunion autour du Préfet du Pas-de-Calais.

Interrogé sur la destruction de la principale "jungle", dont un large faisceau d'informations laisse présager qu'elle pourrait être mise en oeuvre dès ce mardi, le Préfet n'a ni confirmé **ni infirmé** cette information, alors que le ministre Besson avait lui-même démenti ([dépêche AFP](#)).

Le Préfet a par ailleurs refusé d'expliquer le concept de "répétition générale" qui devrait précéder le démantèlement de la Jungle. ([Article NouvelObs.com](#))

Enfin, le Préfet a également démenti les propos du Ministre Eric Besson qui avait indiqué vendredi dernier que des associations humanitaires seraient concertées pour le démantèlement de la Jungle. Selon le Préfet, il n'est pas question que les associations humanitaires soient informées de la destruction de la Jungle.

A l'issue de cette réunion, l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle plus que jamais à la vigilance et réitère sa condamnation sans équivoque du plan de retour forcé programmé par le Gouvernement.

Relaxe pour le vice-président de SALAM

Par salam, mardi 21 juillet 2009 à 13:17 :: [d'autres infos](#) :: [#119](#) ::

Jean-Claude Lenoir a été relaxé des poursuites pour outrages dont il faisait l'objet.

Nous nous réjouissons tous de cette nouvelle et remercions les 3662 personnes qui ont manifesté leur soutien et leur confiance à Jean-Claude en signant la pétition demandant le retrait des charges retenues contre lui.

Reprise des distributions de repas chauds par les bénévoles de SALAM

Par salam, lundi 7 septembre 2009 à 10:50 :: [d'autres infos](#) :: [#122](#) ::

Après un été marqué au quotidien par une forte présence auprès des migrants des bénévoles de Salam et de l'Auberge des Migrants (avec entre autres actions une distribution quotidienne de nourriture sur les sites ou au quai), les distributions de repas chauds ont repris depuis le lundi 31 août.

Pour l'association Salam, le rythme sera le même que les années précédentes: distribution chaque soir au quai du hangar Paul Devot (rue Margollé) en attendant la fin des travaux du nouveau lieu rue de Moscou.

Tous les bénévoles sont les bienvenus pour aider aux distributions. Le service débutant à 18h30, il est souhaitable d'être présent dès 18h.

Pour ceux qui souhaitent participer à la cuisine durant l'après-midi, n'hésitez pas à prendre contact avec Jean-Pierre: 06.70.55.14.55

Saluons également les réseaux de bénévoles de Bailleul, Lille... qui se sont déjà mobilisés pour renforcer les équipes de Salam.

En ce qui concerne le Dunkerquois, les bénévoles ont poursuivi tout l'été leur soutien aux migrants.





Démantèlement d'un campement de migrants à CALAIS

Par salam, vendredi 11 septembre 2009 à 14:03 :: [d'autres infos](#) :: [#123](#) ::

La Préfecture du Pas-de-Calais indique dans un communiqué que depuis 9 heures ce matin est menée « une opération coordonnée de démantèlement d'un campement de migrants d'origine kurde irakienne et vietnamienne » installé illégalement à Calais, rue Edmond Rostand.

Quinze migrants en situation illégale interpellés à Calais

vendredi 11.09.2009, 10:14 - La Voix du Nord

L'opération est menée « sur la base d'un dépôt de plainte de la ville de Calais ».

Deux cabanes et cinq tentes ont été démontées.

« Quinze étrangers en situation irrégulière ont été interpellés et placés en garde à vue à l'hôtel de police de Coquelles. Des propositions de retour volontaire dans leur pays et d'orientation vers des centres d'hébergement dédiés à l'accueil des étrangers seront faites à chacun. »

Le communiqué précise qu'à l'issue de l'intervention, « le terrain sera remis à la ville, qui procédera à une remise en état du site. »

La Jungle de Calais détruite avant la fin de la semaine prochaine selon BESSON

Par salam, mercredi 16 septembre 2009 à 21:02 :: [d'autres infos](#) :: [#124](#) ::

Le ministre de l'Immigration Eric Besson a annoncé le démantèlement "avant la fin de la semaine prochaine" de la "jungle", cette zone boisée proche du port de Calais qui abrite des centaines de migrants espérant rejoindre la Grande-Bretagne.

"Ce démantèlement de la jungle, ce n'est pas la fin de la lutte contre les filières clandestines à Calais. C'est une étape importante, parce nous allons casser le principal outil de travail des filières clandestines dans la région", déclare M. Besson dans un communiqué.

Le ministre de l'Immigration indique également que "d'autres opérations suivront, partout où les réseaux clandestins chercheront à se réinstaller". Dimanche, il avait affirmé que "la jungle" serait "détruite avant la fin de cette année".

AFP 16/09/2009

Interview de Besson sur TF1

Par salam, mercredi 16 septembre 2009 à 23:02 :: [d'autres infos](#) :: [#125](#) ::

Extrait du JT de 20h du 16/09/2009

[Voir l'extrait](#)

Voir aussi [cette autre video](#) qui illustre bien le genre de personnage qu'est Eric Besson.

La Jungle de Calais encerclée par la police

Par salam, mercredi 16 septembre 2009 à 23:41 :: [d'autres infos](#) :: [#126](#) ::

A peine quelques heures après l'annonce par Besson d'une destruction de la Jungle de Calais "avant la fin de la semaine prochaine", la police est dès ce soir à pied d'oeuvre et la jungle est actuellement encerclée.

Il est encore trop tôt pour dire si la destruction totale a déjà commencé.

Il est urgent de mobiliser l'ensemble de nos réseaux.

Au moins un vingtaine de migrants arrêtés à la jungle dans l'opération d'hier soir

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 09:03 :: [d'autres infos](#) :: [#127](#) ::

Hier soir vers 22h des policiers ont encerclé la jungle des Afghans. Selon les Migrants, au moins 20 ont été arrêtés et déportés.

La plupart des Migrants a néanmoins réussi à s'enfuir.

Bernard Kouchner approuve la décision de démanteler la "jungle" à Calais

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 10:05 :: [d'autres infos](#) :: [#128](#) ::

Le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner a défendu jeudi la décision d'Eric Besson de démanteler "avant la fin de la semaine prochaine" la "jungle", cette zone boisée proche du port de Calais qui abrite des centaines de migrants espérant rejoindre la Grande-Bretagne.

"Se regrouper de cette façon extraordinairement malsaine d'un point de vue de l'hygiène et d'un point de vue de l'ordre public, ne peut pas être toléré sur notre territoire", a-t-il observé sur France-Info, promettant qu'ils seront traités "humainement".

Il a rappelé que les migrants qui se regroupent dans ce village clandestin depuis la fermeture du centre de Sangatte en 2002 ne voulaient "pas rester chez nous". "Ils veulent aller en Angleterre où ils pourront travailler. Avec nos amis anglais, nous tenterons de leur trouver une façon de revenir qui leur convienne", a poursuivi Bernard Kouchner, tout en reconnaissant qu'il faudrait "faire très attention" avec les Afghans car leur pays est en guerre. AP

Dépêche AP 17/09/2009

Villepin sur la fermeture de la "jungle" : "Sarkozy avait déjà fermé Sangatte..."

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 11:49 :: [d'autres infos](#) :: [#129](#) ::

Article NouvelObs.com



Eric Besson, ministre de l'Immigration annonce le

démantèlement de la jungle de Calais. (Sipa)

L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a mis en doute jeudi 17 septembre l'efficacité de la fermeture prévue de la "jungle" de Calais, qu'il a qualifiée d'"effet d'annonce", sur LCI.

"On ne peut pas espérer mettre fin à ces situations, à la fois si douloureuses sur le plan humanitaire, et si inacceptables, sans avoir une véritable politique, un véritable accompagnement qui rendent ce type de mesures efficaces", a déclaré Dominique de Villepin.

"Cela me rappelle quelque chose", a indiqué Dominique de Villepin : "Nicolas Sarkozy avait déjà fermé Sangatte", le centre de la Croix-Rouge démantelé en 2002. "Donc on ferme la jungle. On aura sans doute le même résultat", a-t-il dit.

"Les effets d'annonce je m'en méfie dans ce domaine", a-t-il conclu.

(Nouvelobs.com avec AP et AFP)

Communiqué des Verts de Calais

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 23:47 :: [d'autres infos](#) :: [#130](#) ::

Calais, c'est pas la jungle !

Nous sommes opposés au démantèlement de la « jungle » -les réfugiés prononcent à l'anglaise- sans être pour autant satisfaits de la situation actuelle des migrants à Calais.

Certes, les conditions dans lesquelles des hommes, des femmes et des enfants survivent dans le froid, la pluie, la boue, au mieux sous des bâches de fortune, est scandaleuse.

Que va être le résultat d'une destruction de plus d'un nième campement mis en place tant bien que mal par les migrants ? Une plus grande précarité, un éloignement très provisoire de certains, et une nouvelle installation un peu plus loin... ou au même endroit, comme d'habitude.

Il est vrai que les conditions de vie dans la « jungle » sont innommables. Il est au moins partiellement faux d'en accuser « les passeurs » : c'est en effet pour se rendre en Angleterre que certains traversent l'Europe et se terrent à Calais de longs mois, mais ils sont là de leur plein gré. Les causes de cela nous dépassent en partie : chaque guerre, chaque catastrophe, chaque famine chasse sur les chemins de nouveaux candidats à l'attente à Calais.

Nous pouvons agir à quatre niveaux :

- localement, ne pas justement laisser sans défense les migrants qui sont venus chez nous : les collectivités locales aident déjà les personnes ou les associations ; certaines comme le Conseil Général le clament pour réclamer à juste titre l'aide de l'Etat, dont ce devrait être la mission ; d'autres, comme le Conseil Régional et dans une moindre mesure – mais c'est tout de même important- la municipalité de Calais, donnent des subventions sans médiatiser leur soutien. Est-ce aux collectivités locales de gérer seules ce problème ? Nous ne le pensons pas. Est-ce aux bénévoles de tenter de gérer cette catastrophe humanitaire ? Nous ne le pensons pas non plus, du

moins pas en tant que force principale. Il faut que l'Etat mette en place ce qui dans n'importe quel autre type de catastrophe serait fait depuis longtemps : de quoi s'abriter, manger, se laver, se soigner, se renseigner sur ses droits, se faire aider dans ses démarches juridiques...

L'épouvantail brandi par presque toutes les forces politiques : « pas de nouveau Sangatte » , - sans jamais le justifier : était-ce si horrible ?- repose sur une ambiguïté et une erreur pas toujours faite de façon involontaire : non les réfugiés ne viennent pas à Calais parce qu'ils bénéficieraient d'aides diverses, mais de par notre situation de fait de seule frontière intérieure à l'Europe non terrestre donc difficilement perméable. Harceler les réfugiés, les laisser mourir de faim, de soif, de maladies (les possibilités sont nombreuses) n'y changera rien.

Nous réclamons une fois de plus une prise en charge humanitaire digne de ce nom des réfugiés qui arrivent à Calais. Des possibilités existent, des dossiers sont déjà montés, il manque le courage au plus haut niveau.

Au niveau national, justement : en plus d'accepter de ne pas traiter tout le monde a priori comme un délinquant qui vient manger notre pain, nous pourrions assouplir les autorisations de séjour, répondre positivement à plus de demandes d'asiles ... et nous demander si la France n'aurait pas intérêt, ne serait-ce que du point de vue économique- à ouvrir les bras à ces gens courageux et volontaires. Nous avons l'impression que le gouvernement actuel ne veut surtout pas avouer ses difficultés à Calais et veut faire croire qu'il maîtrise la situation. Nous demandons solennellement au gouvernement d'accepter de ne pas faire de Calais une question de fierté personnelle, de ne pas faire semblant que tout est simple alors que c'est faux, et de faire du sur mesure pour gérer au mieux la situation en s'appuyant sur toutes les forces, collectivités locales et associations y compris, pour faire le moins (de) mal possible.

Au niveau européen, nous ne voulons pas nous terroriser égoïstement en barricadant les frontières extérieures à l'Europe, voire en demandant à d'autres pays de le faire pour nous. Il faut accepter de changer les lois lorsqu'elles se révèlent nuisibles : c'est le cas de la convention de Dublin, qui a pour effet pervers que les Etats européens se repassent les réfugiés comme des patates chaudes.

- au niveau international, ce ne sera que par des rapports Nord Sud moins inégalitaires, par une protection de l'environnement plus efficace, que tous ceux qui, croyez-le, préféreraient de beaucoup rester chez eux et ne venir chez nous qu'en touristes, pourront l'envisager pour eux et leurs enfants. Les Verts se battent, avec leurs élus et leurs militants, à ces quatre niveaux. Tout est lié, certes. Est-ce une raison pour ne pas essayer ? Nous ne le croyons pas. Aucun de ceux qui sont allés dans la « jungle » ne le croient.

Alors, un toit, du pain, des soins : même si la formule est déjà prise : yes we can !

Pour les Verts du Calais Mireille Gest

http://npdc.lesverts.fr/spip.php?page=article&id_article=581

Communiqué de la FASTI

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 23:49 :: [d'autres infos](#) :: [#131](#) ::

Destruction de la "Jungle" ou comment Besson conjugue violence et misère

La décision de fermer sous dix jours « la Jungle » de Calais met de nouveau en lumière la politique xénophobe voulue par M. Sarkozy et mise en œuvre par M. Besson. Une politique raciste qui ne dit pas son nom et contre laquelle la FASTI ne cesse de se battre.

Sept ans après la fermeture du camp de Sangatte, le constat est unanimement partagé : la décision du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, n'a eu que des effets désastreux. En effet, fermer Sangatte a eu comme conséquences de renvoyer sur les routes et les plages du littoral des centaines d'Irakiens et d'Afghans fuyant leurs pays et risquant chaque semaine leur vie pour traverser la Manche, d'amplifier leur précarité, de placer les associations locales de solidarité dans des situations inextricables et même de criminaliser l'action des militants intervenant auprès de ces migrants.

Fermeture de Sangatte, fermeture de la Jungle: l'histoire bégaie. Et les migrants devront affronter les mêmes maux. S'il est vrai que les conditions d'existence dans cette bande de terre sont inhumaines, la décision d'Eric Besson de la fermer l'est tout autant, le Ministre de l'Immigration ne proposant

comme unique solution que les rafles et les expulsions que vont inmanquablement entraîner cette destruction.

La FASTI rappelle qu'un autre épilogue plus humain, est possible tant pour les habitants de cette "Jungle", que pour l'ensemble des Sans-Papiers en France : leur régularisation !

La FASTI s'insurge également contre la méthode employée par le ministre et le peu de considération qu'il a pour les associations de solidarité avec les personnes migrantes. En effet, l'annonce, dans la même semaine, de son refus de signer le décret d'application des tests ADN dans le cadre du regroupement familial apparaît comme une diversion. Et une tentative de diviser le monde associatif solidaire des personnes migrantes.

La FASTI appelle ses partenaires à ne pas tomber dans un piège aussi grossier et réaffirme qu'elle continuera à combattre tous les textes et toutes les décisions ministérielles allant à l'encontre de ses principes d'égalité des droits pour toutes et tous, de libre circulation, de libre installation et continuera de lutter pour la régularisation de toutes les personnes sans papiers.

Le Bureau Fédéral de la FASTI

pour le Mouvement des ASTI

Le 17/09/2009

-- FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleur-euse-s Immigré-e-s) - 58, rue des Amandiers - 75020 PARIS Tél : 01.58.53.58.53. - Fax : 01.58.53.58.43. courriels : solidarite@fasti.org ou coordination@fasti.org Site : www.fasti.org

Communiqué du député Gilles Cocquempot (7ème circonscription du Pas-de-Calais)

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 23:51 :: [d'autres infos](#) :: [#132](#) ::

Eric Besson propose le remake de Sangatte

A l'écoute des propos du Ministre de l'Immigration Eric Besson, à la lecture des différents médias ce matin, je n'ai pu m'empêcher de penser à la fermeture du camp de Sangatte et aux événements qui ont suivi : le déplacement du problème et non sa résolution.

Nous vivons aujourd'hui des événements similaires, avec de l'action et surtout des effets d'annonce. Comment croire que les quelque 300 migrants de la jungle de Calais se verront proposer des solutions ? Demande d'asile ? on sait le temps que cela va prendre, car il faut bien appliquer la loi, et on sait surtout que ces pauvres âmes attendront la réponse dans nos rues et nos bosquets. Retour au pays ? Qui peut croire sérieusement à cette solution ? Eviction du territoire national ? Nous les reverrons d'ici quelques semaines sur la Côte d'Opale.

Il serait temps d'arrêter de prendre les habitants de notre territoire pour des idiots et les migrants pour des animaux. Ce nouvel écran de fumée ne règlera rien. La seule vraie solution est que l'Etat Français demande le soutien de l'Union Européenne pour la mise en place d'un règlement européen digne, mais surtout pour faire évoluer le dispositif Schengen.

Par contre, à court terme, la situation n'est plus acceptable et l'Etat ne peut plus compter seulement sur le travail des bénévoles et l'attitude bienveillante des Calaisiens. Il est donc nécessaire de mettre en place plusieurs structures légères d'accueil sur le territoire national en attendant qu'enfin la France et l'Union Européenne prennent en main ce problème. Je tiens à rappeler que Jacques Barrot, commissaire européen, a donné quelques interviews intéressantes en ce sens au début de l'été. Enfin, les renforts annoncés pour lutter contre les filières de passeur sont pour ma part largement insuffisants.

Gilles COCQUEMPOT

Député du Pas de Calais

Communiqué de la CFDA cosigné par SALAM

Par salam, jeudi 17 septembre 2009 à 23:54 :: [d'autres infos](#) :: [#133](#) ::

La Coordination Française pour le Droit d'Asile rassemble une vingtaine d'associations.

En annonçant, hier 16 septembre, la « fermeture » des 'Jungles' pour la semaine prochaine, le ministre de l'Immigration Eric Besson ferme les yeux sur les violations des droits de l'homme massives dans les pays dont sont originaires les migrants et l'extrême précarité de leurs conditions de vie.

Le ministre ne doit pas se leurrer : annoncer la « fermeture » de la 'Jungle' signifie simplement tenter de rendre invisible un problème qui perdurera, se renouvellera et se déplacera. L'incapacité des autorités françaises et européennes à appréhender correctement et de façon coordonnée cette situation aura un coût : les conditions indignes dans lesquelles sont contraints de vivre les migrants et demandeurs d'asile malgré l'aide au quotidien de nombreux bénévoles.

Le ministre a d'ailleurs déjà marqué des points avec ses annonces des derniers mois : en effet, comme il l'affirme aujourd'hui « il y avait environ 700 personnes il y a trois mois, il en reste environ 300 ». Des centaines de ces personnes, bien réelles, hommes, femmes, enfants, effrayés, ont poursuivi leur errance vers de nouveaux lieux, de nouveaux pays et font alors face à de nouveaux obstacles et de nouvelles violations de leurs droits.

Pour se justifier, le ministre met en avant la « remontée très forte de la délinquance dans le Calais », « les agressions des habitants de Calais » et « les entreprises qui ne peuvent plus travailler normalement ». Cela ne correspond pas aux observations des associations qui sont sur le terrain. Plutôt que d'apporter des solutions aux causes mêmes de cette situation, le ministre opte pour la facilité de la stigmatisation du « migrant-demandeur d'asile », présenté comme une personne délinquante et dangereuse, cela sous couvert de s'attaquer aux passeurs.

Aujourd'hui, comme à chaque annonce, le ministre cache que ces migrants qu'il veut déloger viennent de pays où les violations des droits de l'homme sont massives, ce qui explique leur fuite désespérée et leur acceptation de conditions de vie aussi précaires.

Alors qu'en juillet le ministre parlait de 36 demandeurs d'asile « admis au séjour », il affirme aujourd'hui que 170 demandes ont été enregistrées depuis le 1er janvier « avec titres de séjour et hébergement ». Ce ne sont pas les chiffres des associations : beaucoup de ces personnes, passées par la Grèce ou l'Italie et contraintes de brûler leurs empreintes pour éviter d'y être renvoyées, ne reçoivent ni l'un, ni l'autre.

Comment des Erythréens peuvent-ils accepter un retour « volontaire » dans leur pays ? Pourquoi des Soudanais ou des Afghans accepteraient-ils, en application d'un texte européen, Dublin II, leur transfert vers la Grèce, régulièrement condamnée et dénoncée pour les mauvais traitements caractérisés et répétés à l'encontre des demandeurs d'asile et des migrants en général ?

Demain, Eric Besson va en Grèce, mais ce n'est malheureusement pas pour se mettre d'accord sur la suspension des transferts vers ce pays où la situation de l'asile est régulièrement dénoncée par le HCR et le Conseil de l'Europe. En fait, ce déplacement est annoncé « dans le cadre des efforts de la France pour renforcer la politique de lutte contre l'immigration irrégulière ».

Une politique respectueuse des droits doit avoir le courage de constater que la politique européenne est défailante. Les autorités françaises perdent une occasion d'ouvrir et de faire ouvrir les yeux sur les drames humains qui se cachent derrière ces situations. Nos associations demandent à nouveau le retrait ou à défaut la révision du règlement Dublin II qui cause plus de victimes qu'il n'apporte de solutions.

Pour sortir de la loi de la 'jungle', il faut remettre le système d'asile européen sur ses pieds en arrêtant de dénier les besoins de protection des personnes et en prévoyant un mécanisme leur permettant de demander asile dans le pays de leur choix ou là où elles ont des liens familiaux, linguistiques ou culturels. Quelque soit leur choix, il faut également leur assurer des conditions d'accueil conformes à la dignité des personnes en prévoyant des structures d'hébergement ouvertes à tous.

Interview du maire de Calais: "Déplacer le problème, ça me va très bien !"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:12 :: [d'autres infos](#) :: [#134](#) ::

Parue dans Metro le 17/09/2009, par Alexandra Bogaert

Natacha Bouchart, maire UMP de Calais, est satisfaite du démantèlement imminent de la jungle.

Etes-vous satisfaite de l'annonce du démantèlement de la jungle ?

J'ai été très surprise de l'engagement du ministre à l'occasion de ses deux visites à Calais. A vrai dire, la fermeture, on n'y croyait pas trop. Dans le contexte calaisien qui a évolué de façon assez négative ces dernières semaines, et notamment ces derniers jours, je suis très satisfaite. Le démantèlement est annoncé la semaine prochaine. Je ne suis pas informée de la date ni des conditions dans lesquelles cela va se passer. La Ville n'est pas impliquée dans ce dispositif. Ce sont les services de l'Etat qui interviennent.

De quel contexte parlez-vous ?

Du comportement de plus en plus agressif des migrants envers la population calaisienne. Ces huit derniers jours, on a volé son sac à main une maman et son portable à une jeune fille qui allait en cours. Ces agressions ont fait l'objet d'un dépôt de plainte et d'une main courante.

C'est un fait nouveau ?

Ces quinze derniers jours, on a vu s'installer une nouvelle population migrante qui se considère dans une zone de non droit et commence à se croire tout permis que ce soit en direction des biens comme de la population. Je ne peux pas expliquer pourquoi, je n'en ai aucune idée. Mais il faut savoir dire stop. J'ai vu le ministre en début de semaine pour lui déposer l'ensemble des éléments, des plaintes et mains courantes recueillis ces trois derniers mois pour lui indiquer que la situation se dégrade de jour en jour. Je crains le jour de trop, soit en direction de la population, soit en direction des migrants.

Combien de plaintes lui avez-vous transmises ?

Je ne sais. Mais ça représentait un volume de cinq centimètres.

Comment les services de l'Etat vont-ils empêcher que les migrants ne viennent se réinstaller sur la jungle ? Vont-ils ériger des murs tout autour ?

Une fois le terrain récupéré, la ville peut l'encercler de barrières. Il ne s'agit pas simplement de déménager la jungle mais de mettre en place une stratégie pour démonter tous les squats de la ville, les uns après les autres.

Mais ce n'est pas parce que squats vont être démontés que les migrants ne vont pas continuer à affluer...

Dans le dispositif mis en place par l'Etat, chaque migrant se verra proposer une demande d'asile ou un retour volontaire. Et pour ceux qui refusent, et qui sont expulsables, ils le seront. Les autres, on leur proposera des logements dans d'autres communes que celle de Calais.

N'est-ce pas déplacer le problème sans le régler ?

Mais déplacer le problème, ça me va très bien ! Après tout ce qu'on subit depuis huit ans !

Aujourd'hui, parmi tous les maires et les parlementaires qui nous donnent des leçons, pas un n'accepte de partager la solidarité. C'est un peu facile. Au moins, déplacer les problèmes, ça nous soulagera pendant quelques mois ou quelques années. Ce ne sera plus chez nous. D'autres le subiront à leur tour. On n'est pas à vie parqués à Calais pour accueillir les migrants ! On a 15% de chômeurs, l'aide aux migrants nous coûte entre 400 000 et 500 000 euros par an, ça nous pénalise. S'il s'agit de déplacer le problème, eh bien qu'on déplace le problème. Ça nous soulagera pendant quelques mois.

Le démantèlement répond à une attente des Calaisiens ?

Oui, c'est un soulagement. Psychologique d'abord, car ça veut dire que le ministre a compris la problématique des Calaisiens comme celles des migrants. Il a annoncé qu'il ferait des propositions à chaque migrant. Dire que Calais n'est plus une zone de non droit : c'est un message important vis-à-vis des passeurs.

[Lien source](#)

Fermeture de "la jungle": le maire du Xe craint un afflux d'exilés à Paris

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:18 :: [d'autres infos](#) :: #135 ::

AFP 17.09.09

Le maire PS du Xe arrondissement de Paris, Rémi Féraud, a estimé jeudi que la fermeture annoncée de "la jungle de Calais" risquait d'entraîner "un afflux d'exilés dans d'autres lieux", en particulier dans la capitale. "Je crains que cette fermeture annoncée, si elle se réalisait, n'amène un afflux d'exilés dans d'autres lieux du territoire, en particulier dans la capitale à Paris", a affirmé M. Féraud sur i-télé. L'élu est concerné au premier chef puisque de nombreux réfugiés afghans y sont installés. "Chaque fois que la répression est plus forte, notamment dans le Calaisis, il n'y a aucune magie qui s'opère", a poursuivi M. Féraud. "Comme au moment de Sangatte" où un centre d'accueil avait été fermé, "on déplace le problème, et l'afflux d'exilés est de plus en plus important à Paris", a-t-il estimé. Pour M. Féraud, "il s'agit d'une responsabilité de l'Etat". "Quand il y a des gens comme eux sur notre territoire, même s'ils viennent d'Afghanistan, il faut prévoir leur hébergement, c'est quand même la moindre des choses pour un pays comme la France", a-t-il estimé. Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a annoncé mercredi la fermeture "avant la fin de la semaine prochaine" de la zone proche du port de Calais, surnommée "la jungle", où se trouvent des centaines de migrants prêts à tout pour gagner la Grande Bretagne.

Jack Lang "ne comprend pas" la fermeture de la "jungle de Calais"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:23 :: [d'autres infos](#) :: #136 ::

Article paru sur Metrofrance.com 17/09/2009

Jack Lang, député PS du Pas-de-Calais, a affirmé jeudi ne pas comprendre la décision de fermer "la jungle de Calais" qui est contraire à "des considérations d'humanité" et il a proposé la mise en place d'un système "comparable au Samu social" pour aider les migrants de la région.

"Que l'on veuille établir des conditions d'hygiène et de sécurité à Calais ou sur la côte oui, mais je ne comprends pas ce qui est engagé là : on va détruire les installations et ces personnes vont se retrouver encore plus démunies", a déclaré M. Lang sur France Inter.

"On sait que d'ores et déjà les conditions d'hygiène, de protection ne sont pas assurées, le froid va arriver, des enfants, des familles vont se trouver dans une grande difficulté", a souligné l'ancien ministre.

"Je crois qu'on ne peut pas se contenter de dire : je détruis des installations (...) Eric Besson (ministre de l'Immigration, ndlr) dit qu'il va accorder le droit d'asile" mais "concrètement c'est très long", a-t-il ajouté.

Hostile à la réouverture d'un centre comme celui de Sangatte qui créerait "un foyer de fixation" bénéficiant à "toutes les mafias", M. Lang a préconisé "un système comparable à un Samu social".

Celui-ci serait installé "à Calais" ou "sur d'autres points de la côte parce qu'aujourd'hui il y a des réfugiés, pas seulement à Calais mais un peu partout le long de la côte".

Eric Besson a annoncé mercredi la fermeture "avant la fin de la semaine prochaine" de la zone proche du port de Calais, baptisée "la jungle" où se trouvent des centaines de migrants prêts à tout pour gagner la Grande Bretagne.

[Lien source](#)

De Sangatte aux "jungles", "les migrants finissent toujours par revenir"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:31 :: [d'autres infos](#) :: #137 ::

Article du Monde.fr 17/09/2009

Sylvie Copyans en est convaincue : "Les mêmes causes produiront les mêmes effets." Pour cette membre active de l'association Salam d'aide aux étrangers, les migrants resteront malgré le démantèlement de la "jungle" de Calais annoncée, jeudi 17 septembre, par le ministre de l'immigration Eric Besson. Peu importe les déclarations des autorités, "il se produira la même chose qu'avec la fermeture de Sangatte". "Loin de disparaître, les exilés vont simplement se disperser", explique-t-elle.

Frontière de l'espace Schengen, le littoral français est un passage obligé pour les étrangers – Afghans, Irakiens, mais aussi Erythréens, Soudanais et Iraniens... – en partance pour l'Angleterre. D'après la Croix-Rouge, ils sont plus de 67 000 à avoir transité par le camp de Sangatte d'octobre 1999 à décembre 2002. Conçu pour accueillir 200 personnes, l'immense hangar échoué au bord de la mer en comptait 1 600 avant sa fermeture.

Mais contrairement aux déclarations de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, la destruction du camp n'a pas "régulé" le problème des exilés. Ils ont essaimé à travers le Calais dans des camps de fortune situés à Dunkerque, Cherbourg, Dieppe ou à proximité des aires d'autoroutes de Norrent-Fontes et Grand-Synthe. "Ces endroits existaient déjà à l'époque de Sangatte, mais après 2002, ils se sont multipliés", explique Gérard Sadik, de la Cimade.

Organisés par nationalité, les migrants se sont entassés dans ces "jungles" ou dans des squats en centre-ville. Dans la zone industrielle des Dunes de Calais où s'alignent les camions en attente de chargement, sur des terrains boisés, laissés à l'abandon, ils se sont construit des abris : de petites cabanes faites de palettes, de bâches et de couvertures. La zone est jonchée de sacs plastique, de bouteilles et de débris. Les conditions d'hygiène y sont excécrables.

[Migrants - Clandestins](#)

par [docabilly](#)

Migrants-Clandestins, documentaire de l'association Docabilly, sur les exilés de Calais (février 2007)

Au même moment à Paris, les quartiers de la gare du Nord et de la gare de l'Est sont devenus d'importants lieux de transit. Des parcs, comme le square Villemin, sur les bords du canal Saint-Martin, surnommé le "petit Kaboul", se transforment en dortoirs à ciel ouvert. L'endroit a été officiellement évacué à la mi-août, mais les Afghans continuent de s'y retrouver.

Les autorités ont tout fait pour éloigner les étrangers du Calais. "Dès 2002, les contrôles migratoires ont été renforcés à Coquelles et dans plusieurs ports du littoral", explique Gérard Sadik. De source policière, 35 500 personnes ont été interpellées dans la région en 2008, dont 11 000 ont été placées en garde à vue. Mais cette "traque", selon les mots de M. Sadik, n'a pas eu plus d'effet qu'un coup d'épée dans l'eau. La plupart des étrangers interpellés ne sont, de droit ou de fait, pas reconductibles à la frontière. Ils sont relâchés 24 heures après leur arrestation, une injonction à quitter le territoire en main, et sont, en principe, acheminés par bus vers un centre d'accueil pour demandeurs d'asile ou un centre d'hébergement et de réinsertion sociale.

"Mais ils finissent toujours par revenir. Il ne partent pas d'Afghanistan parce qu'il fait meilleur à Calais. S'ils restent, c'est parce que beaucoup réussissent à traverser la Manche", observe Sylvie Copyans. "Sortis de la jungle, les Afghans partiront à 100 ou 200 mètres de là. Depuis la fermeture de Sangatte, les squats sont régulièrement vidés et fermés, ça ne change strictement rien", conclut Jean-Pierre Boutoille, du collectif d'associations humanitaires C-Sur.

Elise Barthet

Cimade: "La jungle va se déplacer"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:38 :: [d'autres infos](#) :: #138 ::

Article leJDD.fr par Alice Pouyat le 17/09/2009

La "jungle", campement de Calais où se retrouvent des centaines de migrants va être fermée avant la fin de la semaine prochaine, a annoncé le ministre de l'Immigration, Eric Besson. Une décision contestée par les associations d'aide aux migrants comme la Cimade. Son responsable de l'asile, Gérard Sadik, revient sur la situation.

Eric Besson a justifié la fermeture de la "jungle" par la montée de la délinquance. Peut-on maintenir ces campement de fortune?

Cette "zone de non-droit" dont parle le ministre est aussi organisée par l'Etat. Les migrants y sont malmenés par les forces de l'ordre, harcelés, parfois attachés à des poteaux lors des contrôles. Il y règne une situation d'exception générale. Certes, Eric Besson a le mérite de s'attaquer à un problème que son prédécesseur avait nié. Mais cette fermeture n'est pas la bonne solution. On annonce fermer "la" jungle de Calais, mais il y a en fait des dizaines de "jungles" en Calaisie et ailleurs. Il y a un camp à Cergy, il y en avait un dans le centre de Paris. C'est aujourd'hui une réalité humaine, qui va perdurer tant que l'on ne répond pas au fond du problème. Demain ces gens iront s'installer un peu plus loin, s'éparpiller, et il sera plus difficile de les aider. C'est déjà ce qui s'est passé avec la fermeture de Sangatte. Nicolas Sarkozy s'était vanté d'avoir réglé le problème. Il s'est juste déplacé. L'an passé, on estimait à 1500 le nombre de personnes vivant dans des camps sur tout le littoral de la Manche...soit autant que dans le camp de Sangatte.

Quel est le "fond du problème" selon vous?

Ces gens sont dans des camps car ils manquent de protection et d'hébergement, alors que la Convention du Conseil de l'Europe recommande la mise à l'abri des demandeurs d'asile, dès le début de cette procédure qui peut durer longtemps. Il y a aussi des mineurs, des victimes de la traite, qui devraient être protégés. Voilà pourquoi ces gens se retrouvent dans des camps. Parce qu'ils ne trouvent pas de logement, parce qu'ils sont refoulés des lieux d'hébergement d'urgence, parce qu'ils craignent d'être arrêtés à l'entrée des hôpitaux. On ne peut pas régler un problème global à coup de bulldozer ou de gendarmerie mobile.

Mais tous ne sont pas des demandeurs d'asile...

Non. En Calaisie uniquement, il y aurait environ 800 personnes. Depuis le 1er janvier, environ 170 demandes d'asile ont été déposées. Les autres sont ce que j'appelle des "migrerrants", refoulés d'un pays à l'autre de l'UE. Certains souhaitent faire une demande d'asile mais en Grande-Bretagne car ils ont entendu dire qu'ils y seront bien traités, demande compliquée à faire depuis la France. Or la Grande-Bretagne a fermé sa frontière. D'autres demandeurs d'asile ne peuvent pas déposer de dossier en France. Ils doivent le faire là où leurs empreintes digitales ont été relevées, souvent en Grèce ou en Italie, portes d'entrée de l'Europe. Or les migrants refusent d'y retourner car ils savent que les conditions d'accueil y sont déplorables et qu'ils n'ont aucune chance de voir leur dossier aboutir. La France - où le droit d'asile reste plus souple qu'ailleurs - est prise en sandwich entre des pays qui se renvoient la balle.

Que proposez-vous?

Offrir des conditions d'accueil dignes à ces gens et leur permettre de déposer leur demande d'asile en France ou dans le pays qu'ils souhaitent. Sinon, le problème va perdurer. Demain, avec les contrôles policiers aux frontières que le ministre compte renforcer, ces migrants seront peut-être moins nombreux chez nous, mais ils iront alors chez nos voisins, qui les renverront dans des pays où ils peuvent être en danger. L'Italie n'hésite pas à refouler les Érythréens en Libye qui n'est pas vraiment une démocratie.

Corinne Lepage: "Le problème de la jungle ne va pas disparaître"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:40 :: [d'autres infos](#) :: #139 ::

Article leJDD.fr par Vivien Vergnaud le 17/09/2009

La décision d'Eric Besson, ministre de l'Immigration, de fermer la "jungle" de Calais, "avant la fin de la semaine prochaine" ne cesse de susciter la colère des associations. Corinne Lepage, députée européenne de la circonscription nord-ouest et vice-présidente du Modem connaît bien cette zone, où se retrouvent des centaines de migrants désirant "passer" en Angleterre. Elle explique au JDD.fr qu'il faut "sortir de ce système".

Vous vous êtes rendue dans la "jungle" au cours de la campagne pour les élections européennes. Qu'avez-vous découvert là-bas?

Je suis allée sur place, non pas dans la "jungle", mais à Loon-Plage, à proximité. J'ai eu un choc. Ce n'est pas le tiers-monde, c'est le 'quint-monde': on ne peut pas croire que des choses comme ça existe en France. Il y a là-bas des gens qui vivent dans des tentes, à côté de tas d'immondices, qui n'ont ni eau, ni nourriture. Il faut un minimum de décence dans l'accueil de ces personnes et il n'y est pas. Ce sont des traitements bestiaux, on se croirait dans un des endroits les plus pauvres du monde.

D'où vient le problème, selon vous?

Ce sont des gens, pour ceux que j'ai vu, qui ont droit au statut de réfugiés politiques, puisqu'ils sont originaires d'Irak ou d'Afghanistan. Le problème est qu'ils ne veulent pas rester en France mais plutôt aller au Royaume-Uni, car là-bas on leur donne une certaine somme d'argent, un toit et un travail. Forcément, la France les intéresse moins. C'est pour ça qu'ils sont installés sur Calais, Loon-Plage et bientôt vers Dunkerque. Et ce n'est pas parce que l'on va fermer un camp que le problème va disparaître. Concernant la sécurité publique, c'est mieux qu'il soit ensemble plutôt qu'ils soient isolés, sans avoir de quoi manger. Dans ce cas de figure, ils ne sont pas pris en charge par les associations.

Que proposez-vous pour sortir de cette situation?

Il faut traiter le problème à la base: au niveau communautaire. Si on reçoit des gens venant de ces contrées, c'est dû à des choix qui sont concertés par les Etats de l'Union. Il faut également revoir nos accords avec Londres. Nous ne pouvons pas avoir des obligations vis-à-vis du Royaume-Uni en empêchant ces personnes de s'y rendre et, dans le même temps, laisser la loi anglaise être un tel aspirateur à espoirs. De plus, ce qui est fait est inefficace: il y a toujours à peu près autant de gens dans les camps et il en arrive tout le temps. Il y en a donc qui s'en vont obligatoirement. Il faut sortir de ce système. L'Etat ferme la jungle, très bien, mais il faut une solution de remplacement. La période hivernale va arriver, qu'allons-nous faire de ces gens? Si le gouvernement pense qu'ils vont retourner en Irak ou en Afghanistan, ils n'ont aucune chance. Ils n'ont pas fait tout ce chemin pour retourner au pays.

Fermeture de la "jungle" : Jack Lang "ne comprend pas"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:51 :: [d'autres infos](#) :: [#140](#) ::

Article paru sur NouvelObs.com 17/09/2009

"Je crois qu'on ne peut pas se contenter de dire : je détruis des installations", estime le député PS du Pas-de-Calais, qui préconise "un système comparable à un Samu social".

Le député PS du Pas-de-Calais Jack Lang a affirmé jeudi 17 septembre ne pas comprendre la décision de fermer "la jungle de Calais" qui est contraire à "des considérations d'humanité". Il a proposé la mise en place d'un système "comparable au Samu social" pour aider les migrants de la région.

"Que l'on veuille établir des conditions d'hygiène et de sécurité à Calais ou sur la côte oui, mais je ne comprends pas ce qui est engagé là : on va détruire les installations et ces personnes vont se retrouver encore plus démunies", a déclaré Jack Lang sur France Inter.

Le droit d'asile, "concrètement c'est très long"

"On sait que d'ores et déjà les conditions d'hygiène, de protection ne sont pas assurées, le froid va arriver, des enfants, des familles vont se trouver dans une grande difficulté", a souligné l'ancien ministre.

"Je crois qu'on ne peut pas se contenter de dire : je détruis des installations (...) Eric Besson (ministre de l'Immigration, nldr) dit qu'il va accorder le droit d'asile" mais "concrètement c'est très long", a-t-il ajouté.

Hostile à la réouverture d'un centre comme celui de Sangatte qui créerait "un foyer de fixation" bénéficiant à "toutes les mafias", Jack Lang a préconisé "un système comparable à un Samu social". Celui-ci serait installé "à Calais" ou "sur d'autres points de la côte parce qu'aujourd'hui il y a des réfugiés, pas seulement à Calais mais un peu partout le long de la côte". Eric Besson a annoncé mercredi la fermeture "avant la fin de la semaine prochaine" de la zone proche du port de Calais, baptisée "la jungle" où se trouvent des centaines de migrants prêts à tout pour gagner la Grande Bretagne.
(Nouvelobs.com)

Destruction de la jungle mardi 22 septembre?

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:54 :: [d'autres infos](#) :: [#141](#) ::

Le quotidien local Nord Littoral annonce en Une de son édition du 18 septembre la destruction de la Jungle pour mardi le 22 septembre
Voir la [Une de Nord Littoral du 18/09/2009](#)

Parti Socialiste: Fermeture de la jungle de Calais : encore une preuve de l'inefficacité et de l'inhumanité de la politique de Nicolas Sarkozy

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 00:59 :: [d'autres infos](#) :: [#142](#) ::

Communiqué du PS du 17/09/2009

La politique de Nicolas Sarkozy, de Brice Hortefeux et d'Eric Besson, n'a pas réduit l'immigration clandestine. Mais elle a rendu inhumaine la vie des exilés qui dorment à même le sol dans des campements de fortune appelés jungles.

La fermeture de Sangatte, loin de casser les filières clandestines, a jeté entre les mains de mafieux de toutes sortes des milliers d'exilés qui relèvent pour l'écrasante majorité d'entre eux du droit d'asile. Quand il prétend proposer une solution individuelle à chacun des migrants de Calais, Monsieur Besson ment. Partout les Centres d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile (CADA) sont saturés. Seul un tiers des demandeurs d'asile qui devraient y avoir droit y sont accueillis. Les crédits consacrés à l'asile sont chroniquement sous dotés et ont même diminué en 2008 et 2009.

Avec la fermeture de la « jungle », les exilés de Calais seront renvoyés à une clandestinité encore plus grande, et exposés davantage aux violences.

Le Parti socialiste exige la création d'urgence des places de CADA nécessaires.

Communiqué de Sandrine Mazetier, Secrétaire nationale à l'Immigration

Philippe Blet: "Nettoyage de la Jungle: un coup de communication"

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 01:05 :: [d'autres infos](#) :: [#143](#) ::

Philippe Blet est président de la Communauté d'agglomération du Calaisis (Cap Calaisis Terre d'Opale).

Le démantèlement de la Jungle, voici tout juste 6 mois, n'a abouti qu'à la déplacer de 500 mètres. Cette fois encore l'annonce tonitruante du Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire ne servira que sa communication.

De nouveau, il s'attaque aux conséquences et non aux causes. Il oublie le drame humain que symbolise ce campement.

Détruire la jungle revient à vouloir cacher un problème en espérant qu'il disparaisse. Benjamin Franklin disait « l'aberration c'est de refaire sans cesse la même chose tout en espérant un résultat différent. »

Le ministre pourra détruire autant de fois la jungle qu'il le souhaite, il ne réglera pas le problème des migrants. Il ne fera que le déplacer de quelques mètres. Un tour de passe-passe qui signe l'échec de la politique de son ministère.

Le monde a franchi en 2009 le cap « historique » du milliard de personnes sous-alimentées, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Combattre, par la coopération, la misère serait sans aucun doute plus efficace. Ces hommes, ces femmes, ces enfants fuient la guerre, la terreur et la famine.

Aujourd'hui, nous vivons à Calais et dans le Calaisis une situation humaine et sanitaire difficile. Les calaisiens font preuve d'une exemplaire et remarquable tolérance. Les associations locales soutiennent les migrants autant que possible. Pour autant, la situation qui dure depuis plus de dix ans ne peut continuer à s'éterniser.

Il faut revenir sur les accords du Touquet, signés à l'époque par Nicolas Sarkozy, Ministre de l'Intérieur, qui déplacent la frontière anglaise de Douvres à Calais. A nous donc de régler l'immigration britannique ! Drôle de conception de la coopération.

Il est nécessaire que cette question soit traitée au niveau européen. Il est indispensable qu'une politique globale, négociée, acceptée par tous les pays de l'union soit mise en œuvre. Il n'y a pas d'autre alternative.

[Source](#)

Dunkerque, solution de repli des migrants du Calaisis ?

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 09:15 :: [d'autres infos](#) :: [#144](#) ::

Article La Voix du Nord 18/09/2009

Le démantèlement de la « jungle » calaisienne peut-il avoir des répercussions pour les clandestins dans le Dunkerquois ? « Je ne crois pas qu'il puisse y avoir une incidence sur les campements de Loon-Plage, Grande-Synthe et Steenvoorde. Le Dunkerquois n'a jamais été la base arrière des migrants du Calais, ni une solution de repli. Calais a sa "clientèle", Dunkerque la sienne. À chaque fois qu'il y a eu des grosses opérations à Calais, nous n'avons jamais constaté de répercussions », affirme le commandant de la police aux frontières (PAF) de Dunkerque. Les annonces d'Éric Besson ont-elles changé la donne pour la PAF ? « Pas du tout. Nous n'attendons pas les instructions du ministre pour faire notre travail, qui est régulier et quotidien. » Dans le Dunkerquois, chaque jour ou presque, la PAF effectue un recensement. Il y aurait à ce jour un maximum de 120 migrants répartis entre Loon-Plage, Grande-Synthe et par époque Steenvoorde. « Par rapport à l'année dernière, le flux s'est considérablement tari. Depuis plusieurs mois, la situation est très calme. »

Dans l'**Audomarois**, un éparpillement. - S'éloignant petit à petit de Calais, les migrants se sont installés progressivement dans l'Audomarois. Leurs premiers refuges ont été les abords des aires d'autoroute de l'A26 (Reims - Calais), notamment celle de Nortkerque. Trente-deux réfugiés ont ainsi été interpellés dans le bois du Rossignol en mai 2006. Un an plus tard, l'aire était fermée sur décision préfectorale.

Les migrants s'étaient aussi installés dans une maison abandonnée à Wisques, le long de la RN 42. En mai 2004, trente-deux personnes y étaient interpellées par la PAF de Coquelles, des policiers et gendarmes de Saint-Omer. Enfin, en mai, le camp des migrants installé depuis deux ans dans les environs de Longuenesse était démantelé lors d'une opération policière menée par la PAF de Calais. Trente-neuf migrants y avaient été interpellés. Dès le lendemain de l'intervention, le camp était remonté...

À **Norrent-Fontes**, un propriétaire récalcitrant. - Peu après la fermeture de Sangatte, un camp de migrants d'origine érythréenne s'est établi à quelques encablures du village de Norrent-Fontes, près de Lillers. Il héberge en permanence une trentaine de clandestins, qui se relayent au gré des passages par les camions en escale sur l'A26, toute proche. Ce campement de fortune, encadré par l'association Terre d'errance, a connu plusieurs vagues d'interpellations, y compris celle - très médiatisée - de Monique Pouille, bénévole de 59 ans, en février. Il a aussi survécu à différents

démantèlements, dont le dernier en date remonte à décembre 2007. Depuis, il s'est reconstruit sur un terrain communal, avec la bénédiction du maire, Marc Boulnois. Ce qui poserait un problème juridique à son démantèlement. « Les autorités ont le droit d'interpeller les migrants. Toute la difficulté pour elles serait de démonter des biens sur notre terrain sans notre autorisation », explique l'élu prêt à étudier les voies de recours si le cas se présentait.

Steenvoorde délaissé, la Flandre terre de transit. - Soixante-trois Érythréens ont été interpellés à Steenvoorde, en août 2008. Le camp de fortune qu'ils avaient établi sur un terrain privé, au lieu-dit La Becque, a été démantelé. Il n'y a pas eu d'opération d'une telle envergure, ni de nouveau camp sauvage dans le secteur depuis. Cet hiver, un terrain communal a été mis à disposition à Steenvoorde afin d'abriter des migrants. Une initiative de l'association Terre d'errance qui a pris fin en mai, avec le début des travaux de l'A25, à hauteur de l'aire de Saint-Laurent. Depuis, aucune « jungle » durable n'a été localisée dans le secteur, même si la Flandre intérieure demeure une terre de transit pour les candidats au passage vers l'Angleterre.

Natacha Bouchart: « S'ils s'éparpillent, cela ne me pose aucun problème »

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 09:18 :: [d'autres infos](#) :: [#145](#) ::

Article La Voix Du Nord 18/09/2009

Natacha Bouchart, maire UMP de Calais, ne veut plus que la ville assume « seule » le poids des migrants. Elle se dit satisfaite de l'opération de démantèlement de la « jungle », « pour les Calaisiens d'abord ».

- De quel oeil voyez-vous les opérations menées dans votre ville ?

« Je n'étais pas au courant, j'ai appris la nouvelle comme tout le monde, en regardant la télévision. On se demandait même si le ministre allait aller au bout de son annonce de mai... Mais je suis satisfaite : une action est en cours, on ne peut que s'en réjouir. » - Pourtant, les migrants ne disparaissent pas, ils s'éparpillent dans la région... « Si on ne fait rien, on est sûrs de rester dans nos problèmes. L'objectif est de diminuer le plus possible le nombre de migrants. Dans la ville, les squats se multiplient, et aux abords de la "jungle", la situation est devenue intolérable pour les riverains. Calais ne doit pas être une zone de non-droit. Le démantèlement de la "jungle" est un acte fort, mais ce n'est pas que ça : la stratégie est de continuer les démantèlements régulièrement. »

- N'est-ce pas un peu radical sur le plan humanitaire ?

« Nous ne négligeons pas l'aspect humanitaire, les distributions de nourriture se font toujours, et moins il y aura de migrants, plus il sera facile de s'en occuper humainement. »

- S'ils sont disséminés sur le territoire, l'aide est pourtant moins facile à mettre en oeuvre ?

« Les maires des autres communes doivent aussi prendre le problème en charge, ce n'est pas au maire de Calais de tout assumer. Si les migrants s'éparpillent ailleurs, cela ne me pose aucun problème. » •

PROPOS RECUEILLIS PAR AMANDINE FARAUD

Calais : La « jungle » fermée, les migrants dans la nature ?

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 09:19 :: [d'autres infos](#) :: [#146](#) ::

Article La Voix Du Nord 18/09/2009

Éric Besson l'a annoncé mercredi soir : « la jungle de Calais » sera fermée avant la fin de la semaine prochaine. Unanimement, les associations estiment que ça ne fera que déplacer le problème. Les migrants ont commencé à quitter le camp, mais pour où ? Le ministre mise sur l'aide au retour et la demande d'asile.

PAR LAURENT DECOTTE

Éric Besson ne voulait pas voir à la télé de camions de CRS encerclant et interpellant des migrants démunis dans un camp d'infortune. Question d'image... Alors mercredi soir, sur TF1, il les a comme

prévenus : la « jungle », en fait la plus grande et symbolique, celle des Afghans - prononcée et baptisée « djungle » par les habitants mêmes de ce petit village épouvantable de cabanons de bois et de plastique - sera fermée avant la fin de la semaine prochaine.

Depuis quelques semaines, les migrants sont déjà beaucoup moins nombreux. Quelque 250, selon les dernières estimations, alors qu'ils ont été plus de 700 au coeur de l'été. Et on peut imaginer que ceux qui restent vont aller dans la nature avant l'opération programmée. En revanche, sur place, hier matin, le discours était le même qu'en avril, lorsque le ministre avait annoncé cette fermeture d'ici à la fin de l'année. « Where will we go ? » « On va aller où ? », répètent les plus désespérés. « On va aller dans d'autres bois, construire une autre "jungle" », reprend un autre. « On dormira tous sur l'autoroute pour la bloquer », avance même ce jeune homme.

Éric Besson énumère de son côté trois options : l'asile, l'aide au retour, ou pour les réfractaires l'expulsion - tout en garantissant qu'elle ne se ferait pas en Afghanistan si la situation ne le permet pas. Dans les faits, depuis mai, une permanence pour les demandes d'asile est ouverte à Calais. Il y aurait 170 dossiers en cours et aucun refus à ce stade, selon le ministère. Mais Sylvie Copyans, de l'association Salam, raconte le parcours du combattant qu'est cette demande d'asile. Le délai d'attente est long. Et si pendant ce temps, l'État propose des hébergements, ils seraient souvent refusés car plus loin du port ou des axes routiers que la « jungle ». Ainsi, selon les autorités, quelque 80 logements resteraient chaque soir vides. À se demander ce que vaudra dans ce contexte le doublement des solutions d'hébergement prévu à l'occasion de la fermeture de la « jungle ».

« Le pire camp que j'aie jamais vu »

Par ailleurs, en vertu du règlement Dublin 2, les migrants sont censés faire leur demande d'asile dans le premier pays où leurs empreintes digitales ont été prises. Souvent, c'est la Grèce, pays que les migrants redoutent. « Nous demandons aux autorités françaises de ne pas les renvoyer dans ce pays où seulement 1 % des demandes d'asile sont acceptées. La France le peut, le règlement Dublin 2 prévoit une clause de souveraineté », insistait hier, sur place, un porte-parole du Haut Commissariat aux réfugiés pour les Nations unies (HCR). Stupéfié d'ailleurs de voir cet homme avec son interprète, habillés d'un gilet bleu siglé qu'on a davantage l'habitude de voir sur les conflits internationaux. D'autant qu'il confiait : « C'est le pire camp que j'aie jamais vu... » Ce diagnostic est partagé par tous, sachant que cet été de nombreux cas de gale ont été constatés. Mais les avis divergent. Les associations réclament des mesures humanitaires quand le gouvernement annonce le démantèlement. Pour elles, en plus, cette mesure ne réglera rien. « Les migrants se cachent, puis ils reviendront », résumait hier l'abbé Boutoille, de C'Sur.

Les opérations policières se multiplieront, a prévenu Éric Besson. Sans vraiment croire à la portée « révolutionnaire » de sa démarche. « Ce n'est pas la fin de la lutte contre les filières clandestines dans le Calais », lâchait-il sur TF1. Traduction elle aussi officielle du propos ministériel : « Ne pas croire que du jour au lendemain il n'y aura plus de migrants à Calais. »

Bien d'autres chemins mènent à Londres

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 09:21 :: [d'autres infos](#) :: [#147](#) ::

Article La Voix Du Nord 18/09/2009

La pression sur le port de Calais et le tunnel sous la Manche est maximale. Des deux côtés de la Manche, ils restent des symboles politiques incontournables. Pourtant, les « routes » des migrants et des filières vers la Grande-Bretagne ont beaucoup évolué.

Depuis l'arrivée, il y a deux ans, des douaniers britanniques sur nos terres, la montée en puissance des contrôles humains et technologiques dans les ports de Calais et Douvres, aux abords du tunnel, les migrants ne passent plus qu'au compte-gouttes. La porte s'est refermée brutalement, allongeant le transit dans le Nord - Pas-de-Calais des candidats au « british paradise ».

Petit à petit, migrants et filières ont redéfini leur trajectoire européenne qui menait invariablement à Paris, puis Calais. Un policier français en poste à Londres, qui travaille avec la police de l'immigration britannique, assure que le port de Newcastle, au nord-est de l'Angleterre, est devenu la cible majeure des réfugiés en situation irrégulière.

Calais quasiment bouclé, la pression migratoire s'est diluée en une tache d'huile sur les côtes du nord de l'Europe. « Il y a un transfert léger mais bien réel vers les Pays-Bas et la Belgique », a concédé hier le ministre de l'Immigration, Éric Besson.

De Bodrum à Bergen !

Le phénomène va en réalité beaucoup plus loin. Il concerne les ports français voisins (Dunkerque, Boulogne mais aussi Caen, Dieppe, Cherbourg, Le Havre), la Belgique (Ostende, Zeebrugge), les Pays-Bas (Amsterdam Ijmuiden, Hook of Holland, Rotterdam), le Danemark (Ejsberg), jusqu'à la Suède (Göteborg) et la Norvège (Stavanger, Bergen, Haugesund, Kristiansand) !

Tous ces ports ont une liaison ferry directe avec Newcastle ou des débarcadères un peu moins connus de la côte est anglaise et écossaise : Ramsgate, Harwich, Hull, Rosyth. Or, selon l'officier de police français, les dispositifs en place ne sont pas aussi colossaux qu'à Calais et Douvres. Toujours d'après cette même source londonienne, un nouveau mode opératoire se développe depuis un an.

L'immigration britannique estime (sans chiffres précis, et pour cause) que la moitié des arrivées des migrants irréguliers se déroule désormais dans les aéroports, à l'aide de faux passeports de pays européens, notamment français, grecs, italiens. Plutôt que de faire payer les passages, les filières se rémunèrent désormais en vendant des papiers falsifiés. Elles visent les aéroports de deuxième plan, alimentés par les compagnies low cost qui arrosent l'Europe à moindres frais.

Ryanair, Flybe, Monarch, Virgin atterrissent avec leurs flots de touristes en provenance de Turquie, Grèce, Italie, Espagne (Canaries), Croatie... Sur cette quinzaine d'aéroports secondaires, comme l'improbable Durham Tees Valley (entre Darlington et Middlesbrough), la présence douanière est moins intense, les moyens technologiques plus sommaires. La lutte du chat et de la souris continue, plus forcément à Calais. •

OLIVIER BERGER

Évacuation « normale » du squat Pagniez

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 09:23 :: [d'autres infos](#) :: [#148](#) ::

Article La Voix Du Nord 18/09/2009

Les services municipaux, avec la collaboration de la police aux frontières et des CRS, ont évacué le squat Pagniez hier matin.

Rien à voir avec le démantèlement de la jungle annoncé par Éric Besson, assure le maire, Natacha Bouchart. Le squat Pagniez, rue des Quatre-Coins, a déjà été vidé de ses occupants à plusieurs reprises. L'évacuation et le nettoyage des lieux, opérés hier sur les coups de 8 h 30, étaient prévus de longue date. Et « fait partie de la politique de suppression des squats de la ville ».

Seule une quinzaine de migrants étaient présents dans cette ancienne scierie, qui a déjà été occupée par une centaine de personnes à la fois. Ils ont été interpellés par les forces de l'ordre. • A. F.

UK 'must accept jungle migrants'

Par salam, vendredi 18 septembre 2009 à 14:30 :: [d'autres infos](#) :: [#149](#) ::

BBC News publie un article intéressant dans lequel on lit que l'ONU recommande que le Royaume Uni accepte une partie des Migrants de la Jungle (notamment sur regroupement familial) et dénonce le système d'asile "à la carte" en Europe. On dirait que nous ne sommes plus les seuls à plaider pour une refonte européenne du système de protection.

Britain should be prepared to accept some migrants from the illegal camp in Calais known as "the jungle", a senior United Nations official has said.

High Commissioner for Refugees Antonio Guterres said the government should consider granting entry to those who already have large families in the UK.

He spoke after French officials said the camp would be shut down imminently.

The UK Border Agency said details of the closure were "matters for the French government".

The camp has replaced official centres like Sangatte as a gathering point for migrants hoping to cross to Britain.

Some 1,500 people, many of them from Iraq and Afghanistan, are now living in insanitary settlements close to the port.

'Granted protection'

France's Immigration Minister Eric Besson told French television that imminent closure of the 'jungle' would send a strong message that people traffickers could no longer use Calais.

The minister was due to hold talks on the issue with Mr Guterres on Thursday, but in the meantime, the high commissioner told the BBC the UK should be prepared to help France handle the closure.

"There will be situations in which we would recommend the British authorities consider the possibility, within reason, of receiving, for instance, people who have large families in Britain and things of this sort," he said.

"What I believe is important is that everybody that is in need of protection should be granted protection."

Mr Besson said it would be the local Calais authorities who would set the exact date for clearing the tents and makeshift shelters, but regardless, it would be closed before the end of next week.

He promised that the operation would be carried out humanely and that each illegal immigrant would be offered the chance to apply for asylum or to return voluntarily to their country of origin.

None would be forcibly returned, he added.

'Asylum a la carte'

A spokesman for the UK Border Agency said: "The decision to close illegal encampments in and around Calais, and the timing of these operations, are matters for the French government.

"The UK supports all action to tackle illegal immigration and to break up trafficking routes."

Mr Guterres also called on all European countries to work more effectively together to standardise their asylum policies.

"The problem is that we have freedom of movement among European countries, but we have different asylum systems with different rates of recognition," he said.

"You might be easily recognised as a refugee in one of the European countries and not so easily in another.

"You have a kind of asylum a la carte and this doesn't make sense at all."

[Source](#)

COMMUNIQUE DE PRESSE

Par salam, samedi 19 septembre 2009 à 11:46 :: [d'autres infos](#) :: [#152](#) ::

Communiqué relatif à la destruction annoncée de la jungle

L'annonce de la destruction de la Jungle est un aveu d'échec du gouvernement !

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais voit en l'annonce de la destruction de la Jungle un aveu d'impuissance de notre gouvernement à prendre en charge les Migrants du Calais dans le respect de leurs droits et en apportant une réponse aux cas individuels comme le ministre Besson s'y était pourtant engagé (AFP 17/07/2009).

En effet, alors que le Préfet du Pas-de-Calais avait annoncé en juillet que la date de la destruction de la Jungle serait gardée secrète, Eric Besson nous a fait part de son imminence dans le JT de ses amis de TF1. L'hypocrisie consiste à ainsi faire disparaître d'eux-mêmes les Migrants du Calais. En effet, le gouvernement aurait tout simplement été incapable de traiter individuellement le cas de plusieurs centaines de Migrants. Depuis de nombreux mois nous signalons le manque de places dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile. Ces derniers jours, c'est ainsi une famille de 8 personnes originaire d'Arménie que l'association SALAM a dû loger à l'hôtel, en l'absence de réponse des services de l'Etat. Agissant de la sorte, le gouvernement renvoie les Migrants à davantage de clandestinité et ne fait ainsi que renforcer l'emprise des passeurs.

En 2 semaines, 900 migrants en moins dans la Jungle... passés en Grande Bretagne !

Plus encore, nous prétendons que le gouvernement a sciemment, toujours avec la même hypocrisie, fermé les yeux ces dernières semaines sur les passages clandestins vers la Grande Bretagne afin de

diminuer les effectifs de Migrants dans la Jungle de Calais en vue de faciliter sa destruction. Le gouvernement prétend combattre les passeurs, mais se comporte de la même façon quand il s'agit de servir ses intérêts médiatiques. Si nous nous trompons, alors qu'on nous explique où sont passés les plus de 1200 migrants présents jusque fin août dans la Jungle... Nous nous réjouissons qu'ils aient pu rejoindre la Grande Bretagne comme ils le souhaitaient.

Non, la population Calaisienne ne vit pas dans la peur !

L'association SALAM dénonce également avec la plus grande force les accusations de délinquance formulées à l'encontre des Migrants. Si des difficultés ont pu certes être rencontrées ça et là, il est malhonnête de stigmatiser ainsi toute une population et de proférer des mensonges uniquement pour tenter de justifier une injustifiable répression. Si la population Calaisienne, solidaire et compréhensive dans son immense majorité, est excédée, c'est à force de voir la répression qui s'abat depuis 7 ans sur des Migrants démunis: une gabegie financière qui ne s'explique que par l'inconséquence des gouvernements qui se sont succédé.

Calais, le 19 septembre 2009,
Association SALAM Nord/Pas-de-Calais
www.associationsalam.org

Destruction de la Jungle mardi dès 5h30

Par salam, lundi 21 septembre 2009 à 22:54 :: [d'autres infos](#) :: [#153](#) ::

Selon toute vraisemblance, la destruction de la Jungle de Calais aura lieu demain matin dès 5h30. Dès ce soir des cohortes de CRS sont arrivées dans le Calaisis. Le sous préfet de Calais est venu lui-même à la jungle vers 19h. Il semble que les CRS seront mobilisés demain jusque 18h et que leur présence sera massive dans le Calaisis jusque vendredi.

Les médias ont également confirmé l'arrivée du ministre Besson demain dans la matinée à Calais (il sera le matin l'invité de RTL pour expliquer qu'il sauve les migrants des griffes des passeurs...). Toute la journée les bénévoles de différentes organisations se sont relayés auprès des migrants pour leur expliquer ce à quoi il fallait s'attendre. Certains ont décidé de partir, mais beaucoup sont encore actuellement dans la jungle, attendant avec fatalisme l'arrivée des policiers. Leur choix et leur courage nous inspirent beaucoup de respect.

Ce matin et cet après-midi des représentants de l'association SALAM ont participé à des réunions de coordination réunissant toutes les organisations intervenant en faveur des Migrants. Cela a notamment donné lieu à une conférence de presse commune au cours de laquelle nous avons pu faire valoir que la fermeture médiatisée de la Jungle sonne comme un aveu de l'échec de la politique de Nicolas Sarkozy depuis 2002, lui qui prétendait alors "adresser un message au monde entier" en fermant le centre de Sangatte.

Des militants de plusieurs organisations, dont SALAM, ont choisi de rester toute la nuit avec les Migrants, pour d'une part manifester leur soutien et d'autre part pour assister en tant que témoin à l'intervention policière et tenter de garantir ainsi que les interpellations se dérouleront sans débordements de la part de la police.

Enfin, si tous les regards se tournent vers la Jungle des Afghans à Calais, il est plus que probable que d'autres campements à Calais et ailleurs seront démantelés demain ou dans les jours qui suivront.

A chaque fois que nous en aurons l'occasion, nous rappellerons que renvoyer les Migrants à davantage de clandestinité en détruisant les campements, c'est les précipiter dans les mains des passeurs et renforcer ainsi les pouvoirs des mafias.

Association SALAM Nord/Pas-de-Calais

la jungle détruite

Par salam, mardi 22 septembre 2009 à 11:11 :: [d'autres infos](#) :: [#154](#) ::

la jungle principale a été envahie par la police ce matin peu après 7h30. A l'heure actuelle tous les migrants qui s'y trouvaient ont été arrêtés et déportés.

Nous reproduisons ci-dessous une dépêche d'agence, le temps nous manquant pour écrire un compte-rendu de l'opération qui s'est déroulée avec brutalité et parfois de la violence injustifiée de la part de certains policiers.

Les Afghans arrêtés ce sont montrés très choqués.

Immigration clandestine: la "jungle" démantelée à Calais; 146 majeurs et 132 mineurs interpellés

L'opération de démantèlement de la "jungle", annoncée la semaine passée par le ministre de l'Immigration Eric Besson, s'est déroulée ce mardi matin à Calais. Plusieurs dizaines de CRS ont investi vers 7h30 cette zone boisée proche du port, où depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002, des centaines de migrants Afghans et Kurdes étaient installés en permanence dans des abris de fortune. Lire la suite l'article Le préfet du Pas-de-Calais Pierre de Bousquet de Florian a dressé un premier bilan de cette opération qui, selon lui, s'est "très bien passée" et précisé que 146 majeurs et 132 mineurs clandestins ont été interpellés.

Au cours de cette opération, une quarantaine de journalistes, caméramen et photographes ont été brièvement bloqués sans raison apparente avant d'être autorisés à reprendre leur travail peu après 9h40 alors que le ministre de l'Immigration Eric Besson, arrivé sur place, devait donner une conférence de presse en fin de matinée à Calais.

L'opération, qui a duré deux heures, s'est déroulée sous tension mais sans incidents majeurs. Depuis le milieu de la nuit, une petite centaine de migrants s'étaient rassemblés autour d'un feu, entourés de très nombreux membres d'associations locales, qui leur viennent habituellement en aide. Tous attendaient l'arrivée des policiers derrière des banderoles où l'on pouvait lire, écrits en anglais, des messages tel que "Nous voulons l'asile en Europe où nous pouvons bénéficier des Droits de l'Homme" ou "Nous ne voulons pas rentrer chez nous, même si on doit mourir".

Au moment de pénétrer dans la "jungle", les CRS ont dû faire face à une poignée de militants du collectif international "No Border", qui leur ont barré le passage en formant une chaîne humaine tout en criant "Ne faites pas ça" ou "C'est ça la France?". Après de longues minutes face à face tendus, les premières interpellations de migrants ont débuté. Un à un, les migrants, souvent mineurs, ont été extraits de la foule compacte, sous l'oeil des caméras, présentes en nombre. La plupart étaient de jeunes mineurs, et se sont laissé faire. Beaucoup pleuraient. En moins d'une demi-heure, plusieurs dizaines de migrants ont ainsi été rassemblés par petits groupes, où les forces de l'ordre, aidées d'une trentaine de tracteurs (lire "traducteurs", note de SALAM) dépêchés sur place, ont commencé à procéder à leur identification.

Aussitôt les interpellations terminées, les membres des associations venant en aide aux migrants, qui ont tout au long de l'opération tentaient de s'opposer aux policiers, ont dénoncé "la violence de l'opération". "Ils ont fait preuve d'une violence inutile sur des gamins déjà très fragiles psychologiquement", a commenté en pleurs Sylvie Copyans, de l'association Salam, estimant que "dans le pays des droits de l'Homme, c'est inacceptable qu'on les traite de cette manière". "Je crois que les policiers ont été surpris par le nombre plus important que prévu des migrants", analyse Vincent Lenoir, secrétaire de la même association. "En tout cas, poursuit-il, je croyais qu'on allait leur proposer plusieurs solutions, et on voit bien que ce sont des solutions imposées par la force".

Pour Jean-Claude Lenoir, un des porte-parole du collectif C-Sûr (ce n'est pas le cas, note de SALAM), qui fédère les associations venant en aide aux migrants, "cette opération n'apporte rien et ne règle rien". Selon lui, plus de 800 migrants avaient devancé l'arrivée de la police et avaient quitté le camps ces derniers jours: "Les voilà tous dans la nature, encore plus sous la main mise des passeurs, estime-t-il". "Tous reviendront au compte-goutte dans les prochaines jours et prochaines semaines, parie Marcel Copyans, un autre bénévole du collectif qui suit les migrants depuis près de dix ans. Si l'on se fie on nombre de repas qu'on distribue chaque jour, on estime qu'ils sont encore environ 1.500 présents en permanence, dans le Calaisis".

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, avait justifié en avril dernier lors d'une visite sur place que la fermeture de la "Jungle" "avait pour objectif de "restaurer l'Etat de droit" à Calais et de "démanteler les filières clandestines". La semaine passée, il a assuré que plusieurs solutions seront proposées à chaque migrant interpellé: le retour volontaire au pays accompagné une aide financière (2.500 euros), la demande d'asile avec hébergement avec autorisation de séjour provisoire à la clé, ou la reconduite pure et simple en cas de refus des deux propositions précédentes. AP

"Il faut arrêter de traiter les clandestins comme du bétail"

Par salam, mardi 22 septembre 2009 à 15:54 :: [d'autres infos](#) :: [#155](#) ::

La "jungle", le principal campement de migrants sans-papiers, près de Calais, a été démantelé en à peine deux heures, malgré la résistance de militants associatifs. Parmi eux, Sylvie Copyans, membre de l'association Salam d'aide aux étrangers, se dit très choquée des méthodes employées par les autorités.

Vous étiez présente aux côtés des sans-papiers expulsés des campements de Calais ce matin. Comment ça s'est passé?

C'était une scène vraiment surréaliste à laquelle on ne s'attendait pas. Nous avons assisté à une opération de démantèlement vraiment horrible, avec une violence inutile et démesurée. Il y avait des pleurs, des évanouissements. Des mineurs ont été embarqués et envoyés de force vers Metz. Les majeurs ont été placés en garde à vue pour être auditionnés avant d'être placés dans des centres de rétention s'ils refusent les propositions d'Eric Besson. Nous avons vraiment honte pour le gouvernement. Ça fait huit ans que je travaille pour cette association et je suis encore choquée par ce que j'ai vu.

Le ministre de l'Immigration a déclaré qu'il entendait procéder à d'autres opérations de démantèlement comme celle de Calais dans les semaines à venir. Que pensez-vous de cette annonce?

Eric Besson en est bien capable. Mais ça ne va rien changer. Tout ça n'est qu'un coup médiatique. Il est inutile d'imaginer que la situation va se résorber de cette façon. Les exilés ne vont pas disparaître en fermant des jungles comme celles de Calais. On l'a bien vu avec Sangatte, qui fut un échec cuisant. Les migrants vont disparaître et se disperser pour revenir après.

Quelles solutions pour ces réfugiés?

La loi sur l'immigration française doit changer. Les migrants sont devenus des patates chaudes que l'on transfère d'un pays européen à l'autre. Ça ne règle en aucun cas le problème. Il est impératif de créer des structures adaptées, pas comme celle de Sangatte. Aujourd'hui, un sans-papier ne peut déposer de demande d'asile et n'a d'autre choix que de retourner vivre dans des jungles comme Calais. Il faut arrêter de traiter les migrants comme du bétail et des sous-hommes.

Paru sur Lexpress.fr

Aubry juge le démantèlement « totalement inhumain »

Par salam, mardi 22 septembre 2009 à 18:02 :: [d'autres infos](#) :: [#156](#) ::

La première secrétaire du PS Martine Aubry a estimé mardi que le démantèlement de la « jungle » de Calais était un « acte totalement inhumain qui ne règlera pas le problème », jugeant que cette décision revenait à « faire semblant, comme quand on a détruit Sangatte ».

Comme promis par le ministre de l'Immigration et de l'identité nationale Eric Besson, la « jungle », principal campement d'immigrants clandestins près de Calais, a été démantelée mardi matin en à peine deux heures, malgré la résistance de militants associatifs.

« La situation à Sangatte était tellement catastrophique que, lorsque j'étais ministre, avec le ministre de l'Intérieur, nous avons décidé pour des raisons humanitaires d'implanter Sangatte qui a été ensuite détruit dans les conditions que vous savez », a déclaré Mme Aubry lors d'une conférence de presse à la Cité de la bande dessinée à Angoulême, au premier jour de son « tour de France du projet » pour 2012.

« Ces hommes et ces femmes se sont installés dans "la jungle" », a-t-elle poursuivi. « Il y avait une organisation, une fraternité, une installation pas dignes de notre pays mais qui leur permettait d'attendre avec le soutien des associations ». « Aujourd'hui, on casse "la jungle" », a ajouté la maire de Lille qui souligne recevoir dans sa ville « en permanence, des familles afghanes, beaucoup de jeunes » venus « se reposer un peu ».

Mais « inquiétez-vous, ils vont rester », a-t-elle lancé, car « retourner de là d'où ils viennent c'est l'enfer ». Démanteler la « jungle », « c'est faire semblant comme quand on a détruit Sangatte », a-t-elle souligné. « Ils iront ailleurs, il re-crèeront dans des situations encore plus précaires un petit chez eux pour essayer de survivre ». C'est « un acte totalement inhumain qui ne règlera pas le problème », selon Mme Aubry.

Nord Eclair Publié le mardi 22 septembre 2009 à 13h34

BESSON CONTINUE SON SHOW

Par salam, samedi 3 octobre 2009 à 00:11 :: [d'autres infos](#) :: [#157](#) ::

Après la destruction de la jungle des afghans

suivie d'un petit retour accompagné en exclusivité avec une équipe de TF1, le ministre a aujourd'hui honoré Calais d'une 3ème visite.

La révolution de 1789 n'a rien changé. Monsieur BESSON a sa cour et sa nuée de photographes, de journalistes qui le suivent. Démocratie vous avez dit démocratie ? Un petit tour devant les maisons des éclusiers qui étaient détruites ce matin grâce à l'accord du conseil régional, un petit tour devant la tente qui servait d'abri aux Soudanais et hop le programme est bouclé. Qu'a t il vu ou plutôt que n'a t il pas vu ?

Il n'a pas rencontré les afghans qui sont revenus des centres de rétention de Lyon, Marseille, Nîmes, Toulouse, Rennes, Vincennes, Maisnil Amelot... Il n'a pas non plus parlé avec les mineurs qui sont dans les rues, sous les ponts, disséminés dans Calais.

Hier, il était à Senlis. Des mineurs y sont dans un foyer d'adultes. Ce n'est pas leur place ils devraient être dans des foyers pour jeunes et accueillis dans des familles d'accueil. Combien accepteront de rester en France ?

Tous les soirs, nous essayons d'avoir un hébergement pour plusieurs afghans et africains qui n'en peuvent plus de traîner dans Calais, d'être sans arrêt harcelés par les forces de l'ordre. Nous appelons le 115. Pas de place. Du moins il y a des places mais comme l'a dit une personne du foyer Bethel à Calais : "la sous préfecture nous a donné des instructions pour ne pas accepter des personnes sans papiers." Une question nous a également fort étonnés venant de l'interlocutrice du 115 : "quel projet à ce monsieur ?" Je ne pense pas que les SDF français pour être pris en charge doivent avoir un projet...

Un jeune afghan qui est revenu après avoir fugué d'un foyer nous a dit. " In Afghanistan Papa et Maman sont morts. Quand les policiers m'ont emmené vers un foyer quand la jungle a été détruite, l'un d'entre eux m'a giflé. Pourquoi ? Je n'avais rien fait de mal je te jure ». Que lui répondre ?

Comment un gosse de 15 ans peut il envisager de rester en France quand il est maltraité de cette façon. Monsieur BESSON peut continuer son cirque, visiter autant de tentes, de maisons détruites qu'il lui plaira, la réalité le rejoindra bien vite. Les migrants reviendront tous et comme un afghan m'a dit l'autre soir : "tu sais mamy ils ont peut être détruit la jungle, mais ils n'ont pas détruit les afghans..."

En rendant les migrants encore plus vulnérables il les jette encore plus dans les mains des passeurs. Lui qui affirme vouloir démanteler tous les réseaux mafieux. C'est vrai qu'annoncer avec moult précisions la destruction des jungles est sûrement la meilleure façon d'arrêter les passeurs !!!

Madame le Maire de Calais s'est félicitée que le "problème avait été déplacé". Effectivement, Madame, le "problème" est sous les fenêtres de l'hôtel de ville à quelques pas du beffroi...

Le préfet s'insurge contre un canular de Canal Plus qui mettait en scène de faux migrants. Nous aimerions qu'il puisse aussi s'indigner quand nos amis migrants sont expulsés des jungles, à coups de rangers, de matraques, en les tirant par les pieds en les humiliant, en les "triant" les mineurs d'un côté, les majeurs de l'autre, quand nos amis sont poursuivis, harcelés, gazés, menacés. Hier matin au Tribunal de Coquelles le même préfet a demandé le renvoi vers l'Afghanistan pour 2 prisonniers. Mais l'Afghanistan bien sur est pacifié n'est -il pas vrai ???

Urgent: Charter vers l'Afghanistan

Par salam, lundi 5 octobre 2009 à 17:11 :: [d'autres infos](#) :: [#158](#) ::

33 organisations dénoncent!

Après Calais, les autorités franco-britanniques préparent un charter pour Kaboul

Un « charter » franco-britannique serait prévu pour le 6 octobre à destination de Kaboul. Alors que les conditions humanitaires et de sécurité ne cessent de se dégrader en Afghanistan, que les ONG comme le Secrétaire général des Nations unies se déclarent particulièrement préoccupés par la situation, la France et la Grande-Bretagne tentent, comme au mois de novembre 2008, une opération conjointe. L'Afghanistan est un pays en guerre. Il est inacceptable d'y renvoyer ceux qui s'en sont enfuis à la recherche d'une protection en Europe.

En France, le ministère de l'Immigration se moque des décisions des tribunaux de différentes régions qui ont remis en liberté 130 des 138 Afghans qui avaient été interpellés le 22 septembre, en vue de leur éloignement, lors de la « fermeture » spectaculaire de la plus grande « jungle » de Calais. Ces juridictions ont mis en évidence l'inanité de cette opération médiatique et ont rappelé le respect du droit et des libertés fondamentales des personnes. Plusieurs tribunaux administratifs ont par ailleurs annulé des arrêtés de reconduite à la frontière au motif du non-respect du droit de demander l'asile. Le gouvernement n'en a cure et reste enfermé dans sa rhétorique de l'« appel d'air », selon laquelle Afghans, Erythréens, Irakiens, Iraniens, Soudanais, etc. ne viendraient pas en Europe pour sauver leur vie et leurs libertés, mais pour des raisons d'agrément et de confort : les rafles actuelles seraient supposées porter des messages dissuasifs dans les pays d'origine. C'est ainsi que sont pris en otages des Afghans du Calais pour tenter de dissuader leurs compatriotes victimes des violences au pays.

Les « opérations de nettoyage » se poursuivent et plus d'une cinquantaine d'Afghans ont été à nouveau placés en rétention la semaine dernière. Les « charters conjoints », qui sont contraires au principe d'interdiction des expulsions collectives, conduisent à des pratiques arbitraires, discriminatoires et inhumaines, au mépris des droits fondamentaux des personnes.

Nous appelons instamment les autorités françaises et britanniques à renoncer à tout projet d'expulsion vers l'Afghanistan et insistons sur la nécessaire mobilisation de tous pour empêcher cette expulsion collective qui mettrait sérieusement en danger la vie de ces exilés.

Nous réaffirmons qu'il est urgent de rendre son sens au droit d'asile en Europe en prévoyant un mécanisme permettant à tout réfugié de solliciter une protection dans le pays de son choix. En l'attente, la France peut, et doit, suspendre l'application du règlement de Dublin afin d'accueillir sur son sol les personnes qui continueront à fuir les conflits pour trouver refuge en Europe.

Le 5 octobre 2009

- Organisations signataires :

ACAT France (Action des chrétiens contre la torture), ADDE (Avocats pour la défense des droits des étrangers), ANAFE (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers), APSR (Association d'Accueil aux médecins et Personnels de Santé Réfugiés en France), Association Primo Levi, Auberge des migrants (Calais), CAAR (Comité d'aide aux réfugiés – Bois-Colombes), Calais Migrant Solidarity, C'SUR (Calais), Cimade, Collectif Migrants (Dunkerque), Collectif Solidarité Migrants (Angres), Collectif de soutien des exilés (Paris), COMEDE (Comité médical d'aide aux exilés), ELENA (European Legal Network on Asylum), Emmaüs-France, Fédération de l'Entraide Protestante, Flandre Terre Solidaire, GAS (Groupe Accueil et Solidarité), GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), Itinérance (Cherbourg), LDH (Ligue des droits de l'homme), MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), PCF (Parti communiste français), RESF (Réseau Education sans frontières), SAF (Syndicat des avocats de France), SALAM (Calais), SALAM (Dunkerque), Secours catholique, Syndicat de la magistrature (SM), Terre d'errance (Norrent-Fontes), Terre d'Errance (Steenvoorde), Toits du Monde (Orléans) Association SALAM Nord/Pas-de-Calais www.associationsalam.org Sylvie Copyans 06.26.38.66.19

Charter vers Kaboul: précisions et MOBILISATION

Par salam, mardi 6 octobre 2009 à 12:26 :: [d'autres infos](#) :: [#159](#) ::

Des précisions ont été apportées concernant le charter vers l'Afghanistan. Selon Europe1, l'avion partirait de l'aéroport de Lille-Lesquin ce soir vers 23h30 avec à son bord des Afghans actuellement retenus dans les centres de rétention du Mesnil-Amelot et de Lesquin. Une escale serait prévue à Bakou (Azerbaïdjan) pour ravitaillement en carburant, avant d'atteindre Kaboul.

Le ministère de l'immigration prétend "n'avoir aucune information à ce sujet".

En novembre 2008, un projet de charter vers Kaboul, conjoint avec le Royaume-Uni, a pu être déjoué grâce à une mobilisation importante, dans les réseaux militants comme dans l'opinion publique. Le ministère et les préfetures avaient apporté des démentis pendant plusieurs jours avant d'avouer qu'ils avaient dû renoncer à la mise en pratique.

La préparation en catimini de ce charter est la preuve que le gouvernement a bien conscience de l'immoralité de cette action.

Il est URGENT de mobiliser tous nos réseaux: militants, médias, élus, intellectuels, artistes... Un rassemblement est prévu ce soir, à partir de 20h devant l'aéroport de Lille-Lesquin.

IMPORTANT:

- le **repas chaud** servi par l'association SALAM à 18h30 quai Paul Devot à Calais est maintenu ce soir, comme tous les autres soirs.

- des **covoiturages pour Lille-Lesquin** seront organisés lors de la distribution du repas avec un départ groupé sitôt la distribution terminée.

- les soutiens qui souhaitent faire **acheminer à Calais des vêtements, bâches, tentes...** pourront les apporter ce soir à Lesquin où la fourgonnette de SALAM pourra récupérer le tout.

A lire et écouter: [http://www.europe1.fr/Info/Actualite-France/Societe/Des-immigres-expulses-en-douce-dans-un-charter-franco-britannique/\(qid\)/246629](http://www.europe1.fr/Info/Actualite-France/Societe/Des-immigres-expulses-en-douce-dans-un-charter-franco-britannique/(qid)/246629)

Rapide mobilisation hier soir à Lesquin contre un projet de charter d'Afghans

Par salam, mercredi 7 octobre 2009 à 08:50 :: [d'autres infos](#) :: [#160](#) ::

mercredi 07.10.2009, 05:02 - La Voix du Nord

Un projet de charter pour ramener dans leur pays des réfugiés afghans a provoqué hier un tollé et a déclenché une mobilisation rapide des défenseurs des droits de l'homme...

En quelques heures, associations, syndicats et partis de gauche ont réussi à mobiliser quelque 150 personnes qui se sont retrouvées à 20 heures devant l'aérogare de Lille-Lesquin. La rumeur faisait état d'un charter franco-britannique devant faire escale à Lille pour embarquer dix réfugiés. L'avion aurait ensuite rejoint Kaboul, via Bakou. Le ministère de l'Immigration, en début de soirée, n'a pas démenti ce projet, signalant qu'il n'était pas prévu pour hier.

« **Logique mortifère** »



Si l'appel à manifester a été lancé par le collectif No Border, il a été rapidement relayé parmi les militants de la Ligue des droits de l'homme, de Salam (aide aux migrants), des Verts, du Parti socialiste... Gilles Pargneaux, patron des socialistes nordistes, était ceint de son écharpe bleue de député européen. Autre représentante du Parlement de Strasbourg et spécialiste des droits de l'homme, la Verte Hélène Flautre a estimé que « la logique du gouvernement est une logique

mortifère » et qu'elle « va à l'encontre du rapport des Nations unies sorti (lundi) qui recommande le droit à la mobilité et d'installation pour tous ». L'élue écologiste a conclu que « la France et la Grande-Bretagne ne comprennent pas dans quel monde on vit ! »

Jean-Claude Lenoir, de Salam, estime que « la mobilisation paye parce que le gouvernement n'a que des visées électoralistes ». Il pense que le mouvement va s'amplifier parce que « personne ne peut accepter qu'on reconduise des gamins vers la mort ».

Les manifestants se sont ensuite dirigés, en cortège, vers le centre de rétention, à quelques centaines de mètres de l'aéroport, sous le regard d'importantes forces de police. •

FRANCK BAZIN

Communiqué de presse du 16 octobre 2009

Par salam, vendredi 16 octobre 2009 à 17:55 :: [d'autres infos](#) :: [#161](#) ::

Ce vendredi 16 octobre 2009 se tient le 1er Conseil des Migrants depuis la destruction hyper médiatisée du principal campement de Migrants du Calais (la « jungle »). Réuni sous l'égide du Maire de Calais, le Conseil des Migrants a pour objectif de traiter, modestement, des questions strictement humanitaires et matérielles et au plan purement local. C'est dans ce cadre que les adhérents de l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais ont décidé de la participation de leur organisation à cette instance.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais ne partage rien des convictions du Maire de Calais sur la question des Migrants, notamment telles qu'elles ont été exprimées ces dernières semaines dans les médias. C'est ainsi que l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais continue à dénoncer avec la plus grande force les accusations de délinquance formulées à l'encontre des Migrants. Il nous semble en effet hautement dangereux d'user de formules provocatrices destinées à mettre en opposition la population Calaisienne d'une part et les Migrants et les associations qui les soutiennent d'autre part. Si la population Calaisienne, solidaire et compréhensive dans son immense majorité, est excédée, c'est à force de voir la répression qui s'abat depuis 7 ans sur des Migrants démunis de tout.

La présence des Migrants dans notre Ville ne nuit à son image qu'en raison des conditions inhumaines dans lesquelles ils sont maintenus de la propre volonté des pouvoirs publics. Il ne tient qu'aux élus de prendre la vraie mesure de la situation en admettant enfin que celle-ci ne découle pas de problèmes conjoncturels et donc provisoires, mais de la position géographique de notre ville. Une vision à moyen et long terme est donc nécessaire.

Calais, le 16 octobre 2009,

Association SALAM Nord/Pas-de-Calais

www.associationsalam.org

La réponse humanitaire d'un maire UMP face aux migrants

Par salam, samedi 17 octobre 2009 à 01:05 :: [d'autres infos](#) :: [#162](#) ::

Tandis qu'à Calais les forces de l'ordre ne relâchent pas la pression, démantelant squats et campements, l'association Terre d'errance et le maire UMP de Steenvoorde, à 60 km de là, font fi de cette stratégie gouvernementale.

Depuis jeudi 15 octobre, deux grandes tentes ont été installées sur un terrain mis à la disposition par la mairie pour héberger les quelque vingt-cinq migrants érythréens errant dans la commune. Et ce, jusqu'à fin mars 2010. "C'est un dispositif hivernal. Nous ne souhaitons pas être dans le durable et laisser s'installer des réseaux mafieux", précise d'emblée le maire, Jean-Pierre Bataille.

Celui-ci sait parfaitement être hors des "lois de la République". Mais "tant qu'on se détournera du vrai problème et qu'une réponse européenne ne sera pas trouvée, il nous faudra bien gérer le quotidien", argue-t-il, confronté depuis deux ans à l'errance de migrants sur sa commune.

M. Bataille ne "tient pas à fanfaronner". "Ce sont, insiste-t-il, des considérations humanitaires qui nous animent." Ni plus ni moins. Il se montre d'autant plus serein que ce campement est mis en

place pour la deuxième année consécutive. Et que l'an passé, grâce à un "vrai partenariat" établi avec des bénévoles "responsables", il n'y a eu aucun débordement. Le flux des migrants ne s'est pas accru. "Même les forces de l'ordre l'ont reconnu."

Les bénévoles confirment. "Ce ne sont pas les conditions d'accueil qui les attirent, mais l'aire d'autoroute à proximité, d'où ils peuvent tenter d'embarquer clandestinement à bord d'un camion, relève Damien Defrance de Terre d'errance. Lorsqu'au printemps dernier nous avons démonté les tentes, ils se sont réinstallés dans les bosquets. Qu'il y ait un camp ou pas, les migrants sont là." Le maire comme les bénévoles sont bien conscients qu'ils ne sont pas soumis à la même pression migratoire que Calais. M. Bataille s'interroge cependant : "Vingt petits camps répartis dans le Calais ne permettraient-ils pas de répondre aux besoins humanitaires sans favoriser l'implantation de réseaux mafieux ?" En juin, M. Bataille a rencontré le ministre de l'immigration, Eric Besson, et lui a présenté l'expérience humanitaire steenvoordoise. "J'ai senti chez lui, dit-il, une curiosité positive."

Laetitia Van Eeckhout
LE MONDE | 16.10.09

Le gouvernement veut-il vraiment aider les Afghans de Calais ?

Par salam, samedi 17 octobre 2009 à 19:10 :: [d'autres infos](#) :: #163 ::

Le gouvernement veut-il vraiment aider les Afghans de Calais ? Sur les 276 migrants interpellés lors de l'évacuation de la "jungle" par les forces de police, 19 sont toujours à Nîmes. Montpellier journal a passé une journée avec eux. Ils racontent leurs parcours. Aujourd'hui, ils espèrent obtenir l'asile mais la Cimade dénonce "l'acharnement de la préfecture" à leur rencontre.

Ils étaient à Calais, la pointe nord de la France et, par la volonté d'un ministre, ils ont été conduits, de force, 1000 km plus bas. Suite à la décision d'Éric Besson, ministre de l'immigration, la "jungle" de Calais est évacuée le 22 septembre. 276 étrangers "en situation irrégulière" sont interpellés. Le jour même, 40 d'entre eux, réfugiés afghans, sont transférés, après une quinzaine d'heures de car, au centre de rétention administrative de Nîmes où ils sont arrivés le lendemain. Comme s'ils étaient des délinquants : menottés et avec un fonctionnaire de police pour chaque personne. Uriner avec les menottes. Et pour le "gros besoin" ? "Non, non, patientez." Nawid (1) raconte : "Je ne pensais pas qu'en France - on parle de la France, la France, l'humanité, les droits de l'homme, etc. - on pouvait traiter les gens comme des chiens. ... Le jour où ils m'ont pris, c'était l'Aïd, après le ramadan (NDA: c'était le 20, deux jours avant en fait). Chez nous, ce jour-là, on libère les prisonniers pour qu'ils soient avec leur famille. En France, ils nous ont emprisonné le jour de notre grande fête. Comme des chiens. Je n'ai vu aucune personne traitée comme un être humain." (2)

La menace des talibans

Malgré cela, ils disent souvent que la France est le pays où ils ont été le mieux traités. Ou le moins mal. Il faut dire qu'ils en ont vu des pays. D'abord il y a la situation en Afghanistan. Ils racontent qu'ils avaient le choix entre partir ou mourir. La menace qui revient souvent, ce sont les talibans. Khazan est journaliste. Il publiait des textes d'étudiantes, il voulait "aider les gens simples, rendre service". Mais selon lui, pour les talibans, "écrire dans un journal, c'est pire que d'aller à l'école". Alors ils l'ont menacé : "On va t'enterrer vivant, on va étrangler les filles avec des lacets de chaussures." Ils sont venus dans sa maison et ont dit à sa mère : "Votre fils, on ne le laissera pas vivant."

Fahrid, lui, avait les cheveux trop longs. À la tombée de la nuit, armés de mitraillettes, les talibans lui ont rasé la tête par trois fois. Et ont fini par lui dire : "Rejoins-nous et on ne t'embêtera plus. Si tu ne viens pas, on va te prendre de force." Il y aussi Jawed qui voulait se marier. Mais la famille de celle qu'il aimait n'a pas voulu. Ils sont partis pour se marier ailleurs. Quand ils sont revenus, sa femme est morte brûlée vive. Selon sa famille, elle se serait suicidée. Fahrid pense que ce sont les frères de sa femme qui l'ont tuée. Ils l'ont menacé et il a dû fuir. Pour ne pas mourir.

Le calvaire commence

Partir. Prendre contact avec un passeur. Rassembler environ 15 000 €. La famille vend ses biens, s'endette. Et le calvaire commence. L'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Italie puis la France. Certains mettent parfois 8 mois pour parvenir à destination. Car les retours en arrière sont nombreux. Fahrid,

22 ans se souvient qu'on lui a demandé de se mettre debout dans un camion pour mieux tasser les personnes avant de leur dire de s'asseoir. Comme ils pouvaient. Il a voyagé comme ça, pendant deux fois 24 heures, sans boire, sans manger. Il a passé aussi un mois et demi dans une cave à Istanbul. Puis à 21 personnes dans une voiture à peine plus grande qu'une Kangoo (il montre une voiture garée). Et la prison aussi en Turquie, en Iran, en Grèce. Au total au moins 55 jours. En Iran, il y a passé 21 jours avec comme seule pitance, du pain et de l'eau, deux fois par jour. Certains sont aussi pris en otage en Iran, on demande une rançon à leurs familles, on les mutile parfois. Puis il y a la traversée d'environ 10h d'Izmir jusqu'en Grèce, en Zodiac. Nawid raconte que les passeurs lui avaient dit : "Dès que vous arriverez en Grèce, vous verrez les maisons toutes blanches et la verdure. Il y a des gens qui ont besoin de vous. Ils se bagarrent pour vous. Vous gagnerez 80 000 roupies par mois (NDA:environ 1000 €). J'ai commencé à rêver : 80 000 roupies ? Ce sera trop pour moi, j'en donnerai à ma famille. Et aussi aux pauvres." Puis la côte est arrivée : "On cherchait les maisons blanches et la verdure. On est tombé sur des gros policiers qui nous ont menottés et nous ont parlé comme des chiens." Nawid a eu le bras amoché par les policiers. On prend leurs empreintes et ils ont quelques jours pour quitter le pays. Il a dormi dans une chambre, entassés à 25. Et le lendemain on leur a demandé 6 € pour la nuit ! Pendant la traversée, certains tombent sur les policiers grecs. Armés de baïonnettes, ils crèvent le Zodiac. Celui de Nawid n'a eu que trois trous et ils ont pu gagner la côte.

Ils sont tout le temps mouillés

Évidemment ils ne rentrent pas chez eux. Ils continuent. Et quand ils arrivent à Calais, la galère continue. Les policiers qui font des rafles en permanence. Nawid raconte l'histoire d'un réfugié qui s'est fait prendre 3 fois dans la même journée. Dans la "jungle", il n'y a pas d'électricité, ils doivent parfois se laver dans les eaux polluées par une cimenterie voisine qui leur brûle la peau. Il y a la pluie. Ils sont tout le temps mouillés. Pour manger il faut faire deux heures de marche aller et retour. La "jungle" est à l'écart, "pour ne pas être une charge pour la population des villes". Mais pourquoi Calais ? "On va où tout le monde se réunit."

Nawid résume : "Chez moi, je mangeais 3 fois par jour. Ici, il faut se casser la tête et le bras pour avoir deux repas. Là on a compris que l'Europe est beaucoup plus pauvre que chez nous." Alors, un jour, Nawid appelle son passeur en Afghanistan : "J'ai une vie de merde ici. Je suis devenu mendiant. Je demande de l'argent à tout le monde, je ne sais pas où dormir." Et aussi son frère qui lui dit : "Tu fais comme tu veux mais tu ne rentres pas. Si tu retournes ici, on n'a plus rien." Il plaisante même : "Je suis venu de chez moi en bonne santé. Et maintenant, si je rentre ce sera avec un bras amoché et des problèmes de reins !" Il conclut : "Si j'avais su toutes les difficultés, j'aurais accepté que les talibans me pendent. Et j'aurais mis moi-même la corde autour de mon cou."

Aide des bénévoles

Alors Nîmes, maintenant, c'est forcément beaucoup mieux. Car la justice les a libérés. Notamment pour des vices de forme dans la procédure. Bien sûr ils ne sont logés que sur des lits de camps et mangent sous une tente qui fait office de réfectoire. Mais ils ont un toit, des sanitaires. Des soins leur sont prodigués par un médecin. Un coiffeur est même venu leur couper les cheveux. Les bénévoles se relaient pour leur venir en aide et confectionner les repas à tour de rôle. La communauté afghane de la région est très présente. Mais ils doivent encore bouger car leur présence n'est pas sans perturber la vie de la paroisse protestante de "La fraternité". Le soir, ils seront donc répartis sur deux nouveaux lieux qu'ils devront rejoindre vers 20h. La précarité et l'errance toujours.

Et puis il y a surtout l'avenir. La demande d'asile. Des salariés de la Cimade qui travaillent la semaine dans les Centres de rétention, sont présents bénévolement le week-end pour préparer les dossiers. Et ça prend beaucoup de temps. Il faut donner un maximum de détails. Mais pour ça, la culture afghane aide. Car là-bas, on ne connaît pas la synthèse ou le résumé. La réponse à une seule question peut prendre plusieurs heures. Et puis comment demander à ces gens d'aller plus vite pour raconter les horreurs qu'ils ont vécues ?

Plusieurs réunions avec des militants

Du côté de l'État, c'est le flou. Éric Besson, le ministre de l'immigration, de l'intégration et - ne l'oublions pas - de l'identité nationale, semblait vouloir donner une image compatissante pour ces victimes des passeurs. Mais à l'en croire, "leur obsession c'est, par exemple, de passer en Angleterre. Donc, ils ne veulent pas des solutions d'hébergement que nous leur proposons. Ils veulent dormir à proximité du port de Calais pour pouvoir essayer de passer clandestinement ; et c'est ça que nous refusons." (RTL, 22/09) Ils sont sans doute nombreux dans ce cas. Parce qu'ils ont

de la famille là-bas mais aussi parce qu'ils pensent que ce sera plus facile d'y demander l'asile. Ainsi, sur les 40 qui ont été transférés arbitrairement à Nîmes, seuls 19 ont décidé de rester et de tenter le coup de la demande d'asile ici. Et encore, après plusieurs heures de réunion avec des militants de la Cimade et des Afghans de la région qui ont tenté de les convaincre que c'était la moins mauvaise solution pour eux. Les autres sont repartis. Sans doute tenter leur chance près de Calais. Reste à savoir si l'État va leur permettre de faire leur demande dans les meilleures conditions. La Cimade aimerait que cela se fasse par la procédure "normale". Elle leur donne 21 jours pour faire leur demande. Mais aussi des droits en contre partie : un titre de séjour et des droits sociaux (hébergement, allocation,...) et cela, dès le début de la demande. À la préfecture du Gard, on précisait, lundi : "Ils seront reçus en préfecture dans la semaine pour avoir un entretien. A priori, ce seront des procédures prioritaires mais en fait c'est du cas par cas. La décision de procédure ne sera prise qu'en fonction de l'étude du dossier."

Statistiques d'admission très différentes

Qu'est-ce que la procédure dite "prioritaire" ? C'est une procédure qui laisse moins de temps pour constituer la demande (15 jours au lieu de 21 jours) et qui ne donne pas accès à un titre de séjour et aux droits sociaux. Et surtout les statistiques d'admission sont très différentes : environ 2 % contre 30 % pour la procédure "normale", selon la Cimade. Selon France terre d'asile, ce taux monterait même à 60 % en cas d'hébergement en centre d'accueil (3). Montpellier journal a donc demandé à la préfecture du Gard, selon quels critères serait choisie la procédure. Nous n'avons, pour l'instant, obtenu aucune réponse. Idem pour la préfecture de région dont le préfet, Claude Baland, disait en début d'année vouloir être "loyal" avec les sans-papiers.

Il semblerait que la procédure prioritaire soit justifiée par l'État par le fait que les demandeurs font l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. Et que leur demande d'asile ne viserait qu'à gagner du temps. Problème, cet arrêté s'il est, pour l'instant, juridiquement valide est contestable au moins moralement et peut-être, à plus long terme, juridiquement. En effet, l'interprète commis lors de l'audience au tribunal administratif qui a prononcé l'arrêté de reconduite, parlait très mal le pachtou, la langue des migrants ! Selon Jean-Paul Nuñez de la Cimade, il aurait même été récusé par la cours d'appel lors de la procédure relative au Juge de la liberté et de la détention. De plus, on peut douter qu'avant leur accueil à "La fraternité", ces migrants ont disposé de toutes les informations nécessaires pour étudier calmement les possibilités et choisir la meilleure. Enfin, on ne voit pas trop comment on pourrait justifier de renvoyer ces personnes en Afghanistan alors que ce pays est en guerre et que la situation ne semble pas vraiment s'améliorer.

Scandalisé par l'attitude de l'État, Jean-Paul Nuñez dénonce un "acharnement de la préfecture". D'abord il demande que le rendez-vous soit envoyé par écrit aux Afghans. Ensuite, selon lui, "le préfet ne veut pas entendre que ces gens fassent enfin une demande normale. Il y a tout qui est fait pour qu'en gros, ils disparaissent dans la nature et qu'ils reviennent vers les passeurs et l'exploitation en Angleterre ou ailleurs." Cela ne semble pas entamer la détermination des militants. Bien au contraire puisqu'ils ont déjà prévu "une grande soirée de soutien aux Afghans de Nîmes", le 20 octobre à 18h30, à l'auditorium du conseil général du Gard.

Source: [Montpellier Journal](#)

Charter pour Kaboul ce mardi

Par salam, mardi 20 octobre 2009 à 00:05 :: [d'autres infos](#) :: [#164](#) ::

à nouveau, les migrants Afghans en rétention sont sous la menace d'un charter vers Kaboul dont le départ est prévu ce mardi 20 octobre.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle à se joindre au rassemblement à partir de 20h à l'aéroport de Lille-Lesquin.

Merci de diffuser largement ce message dans tous vos réseaux.

Association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Un charter d'immigrés afghans serait programmé mardi soir LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 19.10.09 | 19h07 • Mis à jour le 19.10.09 | 19h52

Le départ d'un charter franco-britannique d'immigrés afghans serait programmé pour mardi 20 octobre soir après une étape à Lille-Lesquin, a déclaré lundi un responsable de la Cimade. L'information a été confirmée de source policière. Ce vol groupé serait le premier depuis 2005. Selon Damien Nantes, responsable de la Cimade, seule association présente dans les centres de rétention (CRA), le vol charter partirait d'Angleterre avec un certain nombre de ressortissants afghans interpellés en Grande-Bretagne et ferait escale à Lille pour embarquer une quinzaine de ressortissants afghans actuellement placés en rétention à Lille-Lesquin. Au lendemain du démantèlement de la "jungle" de Calais, le 22 septembre dernier, le président Nicolas Sarkozy avait annoncé l'organisation de retours forcés en Afghanistan en coopération avec le Royaume-Uni, conformément à un accord franco-britannique en date du 6 juillet 2009. L'association France Terre d'Asile (FTA) a par ailleurs annoncé lundi que près de 10 000 citoyens avaient signé la pétition lancée jeudi dernier sur son site par une trentaine d'organisations européennes pour protester contre la mise en place de ces retours forcés.

LE CHARTER EST PARTI !!!

Par salam, mercredi 21 octobre 2009 à 10:20 :: [d'autres infos](#) :: #165 :: (AFP)

PARIS — Trois Afghans, en situation irrégulière en France, sont en cours de reconduite par avion vers l'Afghanistan où ils devraient arriver "dans l'après-midi", a annoncé sur Europe 1 le ministre de l'Immigration Eric Besson.

L'avion, en provenance de Londres, a fait escale à Roissy pour embarquer les trois personnes, a précisé le ministère à l'AFP.

Ces trois ressortissants afghans, a précisé M. Besson, avaient été interpellés près de Vintimille (frontière franco-italienne), dans le square Villemin à Paris (Xe) et dans la "jungle" de Calais (Pas-de-Calais). Ils sont originaires de la région de Kaboul où il "n'y a pas de risque pour eux", a assuré le ministre.

"Un fonctionnaire français se trouve à Kaboul" pour les accueillir et ils bénéficieront "d'un accompagnement individualisé", a précisé M. Besson qui a qualifié ce retour forcé de "signal".

Associations et partis de gauche s'étaient mobilisés mardi contre l'organisation programmée dans la soirée d'un vol pour expulser des migrants afghans en situation irrégulière vers Kaboul mais à minuit, aucune confirmation d'un tel vol n'avait eu lieu.

Dans la soirée de mardi, Etienne Pinte, député UMP des Yvelines, avait affirmé à l'AFP avoir reçu l'assurance du ministère de l'Immigration qu'il n'y aurait pas de retours forcés d'immigrés illégaux afghans vers Kaboul mardi soir.

Lundi soir, la Cimade, seule association présente dans les centres de rétention, avait fait état de la programmation d'un vol groupé franco-britannique à destination de Kaboul mais tout au long de la journée de mardi, des incertitudes ont persisté autour de ce projet.

KABOUL SECURISEE ???

Par salam, mercredi 21 octobre 2009 à 11:57 :: [d'autres infos](#) :: #166 ::

Mr BESSON affirme que KABOUL est sécurisée et que les 3 afghans qui ont été expulsés ne courent aucun risque. Quelques chiffres...

En 2009 à KABOUL :

17 janvier : attentat dans le centre de Kaboul 5 civils tués, 30 blessés

11 février : attentat près du ministère de la justice 26 morts, des dizaines de blessés

1er juin : attentat dans un minibus, 1 mort, 5 blessés

7 juillet : attentat devant l'ambassade d'Inde 41 morts, 139 blessés

15 août : attentat contre un convoi de l'otan dans le centre ville 26 morts, des dizaines de blessés

18 août : attentat contre un convoi de l'otan 9 civils tués, 1 soldat étranger

8 septembre : attentat aéroport de Kaboul 3 morts

17 septembre : attentat contre un convoi de l'Otan en plein coeur de la ville 10 civils morts, 55 blessés, 6 soldats italiens tués

8 octobre : voiture piégée centre de Kaboul devant Ambassade Inde 12 morts, 83 blessés

Soit 140 morts et plus 320 blessés

Cette liste n'est malheureusement pas exhaustive et pourra s'allonger dans les jours et les mois qui viennent.

ALORS NON KABOUL N'EST PAS SECURISEE et renvoyer des afghans dans cette ville ne peut que les mettre en danger de mort...

TEMOIGNAGE DU PRESIDENT DE "ENSEMBLE POUR L AFGHANISTAN"

Par salam, mercredi 21 octobre 2009 à 13:44 :: [d'autres infos](#) :: [#167](#) ::

Je suis le président de l'association Ensemble Pour l'Afghanistan (EPA) et je rentre tout juste d'une mission sur Kaboul

ayant eu pour objet d'évaluer le programme d'Aide au Développement que nous y menons depuis 7 ans. En parallèle à notre action sur Kaboul nous collaborons étroitement avec les associations présentes sur Calais, la dernière action ayant été de solliciter l'aide de MdM pour traiter l'épidémie de gale.

Pour ce qui est de l'Afghanistan, notre réseau afghan et 'kabouli' nous permet d'avoir une connaissance détaillée de la situation politique, économique, sociale et sécuritaire. Nous savons malheureusement tous que la situation dans l'ensemble des domaines mentionnés est tout simplement catastrophique et qu'elle n'a cessé de se dégrader fortement au cours des 4 dernières années.

Dans ce pays gangrené par le narcotrafic, la mafia et la corruption il n'y a aucun embryon d'un État de Droit ni de capacité à assurer la sécurité de la population. Cette déliquescence est surtout marquée dans les régions de l'Est et du Sud de l'Afghanistan, pashtoune pour l'essentiel, et d'où sont originaires la plupart des migrants de Calais. Ce sont aussi les zones de conflits les plus violents où les morts civils se comptent par milliers au cours des 3-4 dernières années: victimes des frappes de l'Otan, des talibans, des seigneurs de la guerre et des trafiquants en tout genre.

Même Kaboul et sa périphérie ne sont plus épargnés comme en témoignent les récents attentats qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, dont celui de ce matin qui aurait fait 12 morts et plus de 80 blessés.

La description ci-dessus n'est malheureusement que la face visible de l'iceberg et elle ne rend pas compte des crimes à caractère politico crapuleux dont sont victimes des individus et leur famille. Il n'y a pas un jour sans que l'on entende parler d'exécution de personnes décrites par les talibans comme collaborateur du gouvernement ou par les forces et milices gouvernementales comme talibans. A ces cas il faut rajouter les crimes purement mafieux liés aux nombreux trafics (drogue, être humain, organes, pièces archéologiques) et aux difficultés de remboursement d'un emprunt.

Lors de mon récent passage à Kaboul, j'ai pris des contacts informels avec deux fonctionnaires de l'ONU, dont un du HCR, sur le risque encouru par les afghans ayant été renvoyés de force par les pays de l'UE. Selon ces sources l'antenne de l'OIM à Kaboul dispose d'information sur les cas multiples d'ex migrants ayant été exécutés à leur retour au foyer familial. Alors qu'il n'appartiennent pas à l'OIM ils ont fait état de 2 cas d'assassinat dont l'un récemment à Paghman (25 kms de Kaboul), fief du 'seigneur de guerre' Rasoul Sayaf. Selon ces personnes, les motifs d'exécution sont soit l'étiquette de collaborateurs avec tel ou tel protagoniste du conflit ou bien l'incapacité de rembourser les emprunts (15-25000 \$) contractés auprès des trafiquants.

En bref, les migrants ayant fui la misère pour se construire un avenir meilleur sont désormais aussi exposés à la mort que les cas politiques. Dans ces circonstances les États européens qui procèdent (GB) aux retours forcés ou ceux qui envisageraient de le faire (la France), au-delà du fait qu'ils bafouent le droit d'asile, portent une responsabilité pénale directe pour chaque cas de migrant assassiné ou subissant des violences à son retour en Afghanistan.

Dans le chaos absolue qui caractérise l'Afghanistan d'aujourd'hui personne ne peut garantir la sécurité de qui que ce soit. Tout État ou Institution internationale prétendant le contraire aurait ainsi recours aux mensonges et le propos ne serait qu'une pure propagande destiné à servir ses intérêts. Les pays de l'OTAN reconnaissent désormais leur échec total tant sur le plan sécuritaire que sur celui de la reconstruction, en parlant de borbier afghan, mais ils refusent d'admettre que ces migrants sont le triste résultat d'une stratégie défailante déployée au cours de ces huit dernières années. C'est à ce titre que nous avons une entière responsabilité envers ces migrants qui sont sur notre sol et à qui l'on doit une protection.

Il est toutefois intéressant de noter le contraste saisissant dans le traitement des réfugiés afghans entre la période de l'occupation soviétique et maintenant. Lorsque les russes menaient la guerre en Afghanistan, l'Occident accueillait les migrants afghans (300 à 400 000) à bras ouverts. Lorsque des afghans fuient la guerre et la violence alors que l'Otan est aux commandes des opérations militaires on leur rétorque qu'ils sont indésirables et que la situation sécuritaire est suffisamment bonne chez eux pour qu'ils y restent.

La destruction de la 'jungle' a été retransmise à Kaboul à 2 reprises et l'homme de la rue a retenu le caractère violent de l'intervention de l'État français. Les propos d'un chauffeur de taxi résumaient assez bien le ressenti local: 1) Kaboul= Calais, nous subissons le même traitement à savoir la misère et la violence ; 2) pour les migrants cherchant uniquement l'Eldorado les gros bonnets du trafic sont dans les plus hautes sphères de l'État afghan et les diplomates et généraux occidentaux les fréquentent quotidiennement. S'il veulent vraiment envoyer un message aux trafiquants ce n'est pas en s'en prenant aux victimes et aux second couteaux mais en neutralisant les chefs ; 3) que cesse la guerre et que l'on redonne un espoir de vie et de dignité dans ce pays et le problème de migration disparaîtra.

La complexité et l'ampleur croissante des flux migratoires Sud- Nord, qu'il soient au motif politique ou économique, nécessite une approche globale, humaine et responsable du problème. On ne traite pas l'un des défis du 21ème siècle par des actions brutales et purement médiatiques, contraire à nos valeurs républicaines et démocratiques, et en se barricadant derrière le Traité de Dublin.

Nous soutenons l'appel des 33 associations demandant l'arrêt des expulsions et souhaiterions évaluer avec les signataires la possibilité de lancer un appel au ministre de l'immigration pour une table ronde. Cette concertation aurait pour but de : 1) définir les modalités de protection pour les migrants se trouvant en France ; 2) d'identifier les actions à court terme que l'on peut mener dans les pays d'origine, pour les potentiels migrants 'économiques' : ex. campagne d'information dans les médias ; sensibilisation dans les écoles....

COMMUNIQUE DE PRESSE RDV PREFET 27 OCTOBRE

Par salam, lundi 26 octobre 2009 à 17:51 :: [d'autres infos](#) :: [#169](#) ::

L'association SALAM ne participera pas à la réunion, organisée le mardi 27 octobre par monsieur le Préfet sur le volet « soi-disant » humanitaire de la politique d'immigration de monsieur Besson.

La préfecture est l'entité déclinée directement du gouvernement qu'elle a pour mission de représenter.

La politique de répression et de chasse des migrants à des fins de pure communication politicienne commencée lors de l'évacuation de la jungle des afghans le 22 septembre s'est poursuivie le mois suivant par la destruction systématique du moindre abri dans et aux alentours de Calais, poussant les migrants à dormir sous les ponts dans des conditions de survie dramatiques.

L'association SALAM ne peut admettre le traitement inhumain réservé quotidiennement à ces femmes, ces enfants et à ces hommes qui pour tout délit ont fui la misère et la guerre.

Aujourd'hui la répression est plus forte que jamais et l'on voit même les forces de l'ordre venir arrêter les migrants durant le repas y compris dans l'enceinte réservée à cet effet et mise en place par la région et la mairie !

L'association SALAM ne peut admettre les mensonges répétés de monsieur Besson lors de la triste journée du mardi 20 octobre, jour de l'expulsion de trois jeunes afghans vers Kaboul.

L'association SALAM ne peut admettre de voir ainsi les associations et les citoyens trompés par monsieur Besson.

L'association SALAM ne peut admettre le retour forcé vers la mort par le biais de charter de la honte de réfugiés afghans.

D'autre part l'association SALAM rappelle à Monsieur le Préfet son engagement toujours sans effet à ce jour sur l'attribution du droit de domiciliation pour accompagner les migrants dans leur démarche de demande d'asile. Cela devait être un premier pas pour une nouvelle politique de l'immigration. Cela devait démontrer une réelle volonté de ne pas limiter la politique de l'immigration au tout répressif.

L'association SALAM avait toujours souhaité maintenir le dialogue. Force est de constater aujourd'hui que le climat de confiance est rompu avec le ministère de l'immigration.

L'association SALAM ne sera jamais complice d'une politique qui envoie à la mort les migrants venus chercher la PAIX.

Association SALAM NORD PAS DE CALAIS www.associationsalam.org

DRAME A CALAIS

Par salam, vendredi 30 octobre 2009 à 17:14 :: [d'autres infos](#) :: [#170](#) ::

Un jeune indien a été retrouvé

mort ce matin dans un camion près du port de Calais. Une enquête est en cours.

SALAM et FTS mettent en place à Bailleul un hébergement d'urgence pour les Migrants

Par salam, vendredi 27 novembre 2009 à 14:50 :: [Infos-salam](#) :: [#172](#) ::

Depuis plusieurs mois, l'Association SALAM s'est rapprochée d'un certain nombre de structures en Région Nord/Pas de Calais pour essayer de mettre en place un hébergement temporaire à destination :

- des migrants convalescents ne pouvant être laissés dehors ou dont l'état de fatigue physique ou psychologique nécessiterait une mise à l'abri.
- des personnes fragiles, femmes ou/et enfants dans l'attente de leur prise en charge.
- des migrants en attente de place en CADA.

Des discussions multiples avec l'Association Flandre Terre Solidaire (FTS) ont abouti sur le projet d'implantation d'une structure d'accueil légère et temporaire sur Bailleul en partenariat avec l'association SALAM et avec le soutien de la mairie de Bailleul. Elle sera nommée l'Intermède et devrait être opérationnelle avant la fin novembre.

Le projet est très avancé et une conférence de presse a donc eu lieu samedi 14 novembre en mairie de Bailleul afin d'en expliquer la teneur aux médias ainsi qu'à la population.

La structure sera composée de 3 grandes tentes (une pour les femmes, une pour les hommes et une servant à la vie commune et à la préparation de repas) qui pourront accueillir au total 15 à 20 Migrants au maximum. Toutes les facilités seront mises à disposition : wc, douches, espace repas, lave-linge et sèche-linge ainsi que le matériel qui équipera les tentes (lits, vaisselle, linge, chauffage...)

Les migrants seront accueillis et suivis par des référents des différentes équipes de l'association Flandre Terre Solidaire, renforcées de médecins et infirmières bénévoles pour le suivi médical et le soutien psychologique éventuel. Rapidement un accompagnement juridique et administratif pourraient être mis en place.

Concrètement les bénévoles de l'association SALAM à Calais et Dunkerque identifieront sur le terrain les Migrants susceptibles de bénéficier de ce dispositif et les signaleront au référent de l'association. Ces personnes seront ensuite conduites à Bailleul où l'association Flandre Terre Solidaire les prendra en charge pour une période déterminée.

L'implantation distante de l'Intermède sera propice à une mise au vert des personnes concernées qui pourront se ressourcer, se soigner et, au-delà, prendre le temps d'une pause salutaire ainsi que de la réflexion sur leur parcours d'exil.

L'association Salam se réjouit de cette avancée significative pour la prise en charge des populations fragiles et en danger, rendue possible par la coopération entre les associations ainsi que par l'implication de la mairie de Bailleul.

Nous saluons la solidarité et la fraternité des bénévoles de Bailleul et remercions le conseil municipal de son soutien actif et sans réserve dans la réalisation de ce projet.

Le centre d'hébergement des Migrants à Bailleul est lancé!

Par salam, dimanche 29 novembre 2009 à 23:40 :: [Infos-salam](#) :: #173 ::

Si l'installation a dû être retardée en raison d'une manifestation d'opposition dirigée par l'extrême droite régionaliste, les bénévoles de l'association Flandre Terre Solidaire ont commencé la mise en place en fin d'après-midi dans la plus grande sérénité.

En début de soirée, les 6 premiers Migrants à bénéficier de ce dispositif et des bénévoles de SALAM ont pris le repas sur place en compagnie des bénévoles de Bailleul. Ce soir les Migrants dormiront à l'hôtel, avant de rejoindre le centre Intermed demain.

Nous nous réjouissons du démarrage du centre Intermed qui offre notamment une solution d'hébergement aux Migrants convalescents.

Hébergement Grand Froid

D'un jour à l'autre, en fonction de l'évolution des températures, le dispositif d'hébergement d'urgence Grand Froid pourrait être relancé pour les Migrants, à Calais. L'an dernier les bénévoles de SALAM avaient ainsi pu mettre à l'abri jusqu'à 300 Migrants dans un gymnase pendant 18 nuits, grâce à un accord entre la Ville et la Région. Le dispositif sera reconduit cette année. Si le pilotage sera encore confié à l'association SALAM, l'association La Belle Etoile a cette année accepté d'y participer.

Nous lançons dès à présent un appel aux dons de couvertures afin de constituer un stock en prévision de l'ouverture du gymnase. Des matelas de camping en mousse seraient également utiles.

Merci à tous les soutiens qui se sont manifestés ces derniers jours pour le centre d'hébergement de Bailleul et bravo aux Bailleulois qui ont su démontrer leur solidarité et le sérieux du projet Intermed.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Bailleul : les premiers migrants arrivés au camp d'accueil médical dimanche 29.11.2009, 21:46 - La Voix du Nord

| Littoral | Depuis l'aube, à Bailleul, une cinquantaine de membres du collectif Bailleulois en colère bloquait l'entrée du site destiné à accueillir le camp d'accueil médical pour migrants.

Toute confrontation entre les bénévoles de l'association Flandre terre solidaire et les opposants au camp a pu être évitée. Vers 17 h 30, une demi-heure après le déblocage du terrain, la première tente a été installée.

Et une heure plus tard, six migrants sont arrivés, accompagnés par l'association calaisienne SALAM. Ils ont entre 19 et 25 ans, sont originaires d'Afghanistan et ont débarqué à Calais il y a plusieurs mois pour certains. Ce soir, ils dormiront à l'hôtel. Les bénévoles souhaitent terminer l'installation du camp - trois tentes chauffées - afin de les "accueillir dignement".

Installation perturbée d'un camp de soins aux migrants à Bailleul LEMONDE.FR avec AFP | 29.11.09 | 20h15

L'installation d'un lieu d'accueil à Bailleul, dans le Nord, pour dispenser des soins à des migrants "fragilisés" de Calais a été perturbée, dimanche 29 novembre, par des manifestants qui ont bloqué l'accès au site jusqu'en fin d'après-midi. Une trentaine de manifestants, membres d'un collectif appelé "Bailleulois en colère", ont bloqué l'accès au site toute la journée pour manifester leur opposition à cette installation.

Pour éviter toute confrontation, les bénévoles de l'association Flandre terre solidaire, à l'origine du projet, ont retardé l'installation du camp jusqu'au départ des manifestants, à la nuit tombée. Le camp,

nommé "Intermed" et composé d'une grande, d'une moyenne et d'une petite tente, a été rapidement mis en place après le départ des manifestants. Il doit accueillir un maximum de quinze à vingt migrants simultanément dans des tentes chauffées.

A 18 h 30, arrivaient déjà six migrants, orientés vers Bailleul par l'association Salam, qui étaient rapidement pris en charge par un médecin, selon l'adjoint aux affaires sociales de la mairie de Bailleul, Joël Decat. "L'important c'est que tout cela se soit passé sans violences, sans agressivité", a déclaré M. Decat.

La vice-présidente du Front national, Marine Le Pen, avait dénoncé vendredi de Bailleul la mise à disposition par le maire UMP de Steenvorde d'un terrain pour l'association Terre d'errance et avait reproché au maire socialiste de Bailleul d'avoir mis ses administrés devant le fait accompli. La candidate frontiste aux élections régionales avait estimé que le Nord-Pas-de-Calais ne pouvait pas "devenir l'hôpital sans frontières du monde". Elle avait également parlé de l'immigration clandestine comme d'un "cancer" risquant de se "métastaser" à l'ensemble de la France.

Bailleul : première journée de vie au camp d'accueil des migrants

Par salam, mercredi 2 décembre 2009 à 09:55 :: [Infos-salam](#) :: [#175](#) ::

Hier (lundi), 9 h. Les bénévoles sont à pied d'oeuvre depuis l'aube au camp d'accueil médical bailleulois. Pendant ce temps, les six jeunes Afghans arrivés la veille au soir se réveillent dans un hôtel à quelques kilomètres. Une nuit sans peur, des repas chauds autour d'une table d'où fusent des rires... Longtemps qu'ils n'avaient pas vécu ça. Parfois même jamais.

Article La Voix du Nord

PAR VIRGINIE DUBOIS

Comme la veille, Mustafa affiche son large sourire lorsqu'il arrive au camp avec ses cinq « amis », hier. Un sourire masquant un état de fatigue et de stress alarmant. Dimanche soir, examiné par un médecin, le jeune homme n'avait que 8 de tension. C'est extrêmement bas. Le poids de mois de périples, de peurs, de privations... S'il a passé une bonne nuit ? « Yes ! », sourit-il encore. Des mois qu'il n'avait pas trouvé le sommeil à Calais... Pendant que des bénévoles s'affairent au camp, les migrants quittent l'hôtel où ils ont finalement couché : l'installation des tentes avait été retardée par le blocage du site dimanche (notre édition d'hier). Puis, les jeunes hommes - entre 19 et 25 ans - sont conduits chez Claire Cleenewerck, présidente de Flandre terre solidaire, pour le petit-déjeuner. Et au camp, en fin de matinée. Mustafa est le plus bavard, il parle bien anglais. Et n'hésite pas à utiliser ses quelques rudiments de français. Il a demandé l'asile ici. Mais toujours pas de papiers. « J'ai, tu as, il a, nous avons... », récite-t-il, à l'aide des feuilles bristol soigneusement rangées dans le petit classeur qu'il vient de sortir de son sac. « Je veux apprendre le français. » Ses amis aussi. Des enseignants se sont proposés de les y aider durant leur séjour à Bailleul. Ils resteront ici une ou deux semaines, « selon leur état, indique Sylvie Copyans, de SALAM (association d'aide aux migrants) Mais c'est une pause ici, après ils repartent. » Vers Calais. Mustafa ne préfère « pas y penser ». Vers 12 h 30, retour chez Claire Cleenewerck pour le déjeuner. Une bénévole réchauffe la soupe. Une autre distribue chaussures et vêtements aux migrants installés sur le canapé. Ils rient. Discutent en pachtou. Certains sont plus introvertis, plus pensifs. Mateeullah a les écouteurs sur les oreilles. De la musique afghane. « J'aimerais bien écouter de la chanson française, mais je ne comprendrais pas les paroles ! »

Jeunesse volée

Autour de la table, le pain frais a du succès ! Un déjeuner convivial, familial. « J'ai jamais connu une situation comme ça de ma vie. Ensemble, avec des Français, des organisations qui nous aident, qui discutent avec nous, on est heureux. » Mais la réalité n'est jamais loin. Peu après, dans le jardin, Mustafa montre ses convocations à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Plus de patrie, « plus de famille », une mère, un père, une fratrie « assassinés par les Talibans ».

Vers 15 h, retour au camp. Les petites tentes montées à l'intérieur de la grande comprennent lits, couvertures et la chaleur du chauffage à bain d'huile. Les migrants se dirigent vers une chaise, où sont posés des jeux de tarot, d'échecs... Comme si cette soudaine insouciance leur rendait leur

jeunesse volée. Dehors, silence des bénévoles. « Content, ému », lâche Pierre, la gorge nouée. Les migrants allaient passer leur première nuit ici.

mardi 01.12.2009, 05:03 - La Voix du Nord

À Steenvoorde, les premières tentes faisaient leur apparition il y a un an

Par salam, mercredi 2 décembre 2009 à 09:58 :: [Infos-salam](#) :: #176 ::

À Steenvoorde, l'expérience a commencé il y a tout juste un an. Deux chapiteaux, une poignée de bénévoles, et les premiers migrants accueillis, rue de Watou, derrière les jardins ouvriers. Aujourd'hui constitués en association - Terre d'errance Steenvoorde -, les bénévoles semblent avoir trouvé leur rythme de croisière. Et le camp, sa place dans le paysage steenvoordoï.

Article La Voix du Nord

PAR AMÉLIE VERMEULEN

« Les migrants, c'est comme s'ils étaient maintenant intégrés dans le village. Ils sont charmants, polis, discrets. Et puis d'ailleurs, on ne les voit presque pas. » Chez les commerçants steenvoordoï, beaucoup partagent l'opinion de cette patronne de café.

Il y a un an, le 30 novembre, un camp d'accueil à destination des migrants voyait le jour, rue de Watou, derrière l'église. Deux petits chapiteaux montés par une poignée de bénévoles, avec le soutien de la mairie... Aujourd'hui, le dispositif n'a pas fondamentalement changé : trois tentes au total ont été réinstallées, à l'approche de l'hiver, près de la salle paroissiale. Les sympathisants se sont, eux, manifestés. Au mois de février, cent cinquante familles adhéraient à l'association Terre d'errance Steenvoorde, créée juste après l'installation des premières tentes. « On compte désormais plus de deux cents adhérents, et une cinquantaine de membres actifs », indique Damien Defrance, président de l'association.

Les dons de particuliers continuent d'arriver régulièrement, et « les maires qui nous entourent nous soutiennent ». Une certaine émulation donc, et en tout cas, pas d'opposition farouche, comme celle à laquelle l'association Flandre terre solidaire a pu être confrontée ces derniers jours au moment de mettre en place son camp d'accueil médical, à Bailleul (lire nos éditions précédentes). Même si, comme le résumait certains habitants de Steenvoorde, « il y a et il y aura toujours des "pour" et des "contre" ». « Ce qui se passe à Bailleul, c'est tout à fait différent, analyse Damien Defrance. À Steenvoorde, les habitants avaient l'habitude de voir des migrants sur le territoire, ils s'en étaient émus. Les Bailleulois ont besoin d'être informés. »

« **Une autorégulation** »

La crainte d'un appel d'air ? « Certainement pas !, avance l'abbé Lener, pièce maîtresse de Terre d'errance. À Bailleul, il n'y a pas d'endroits, pas de camions pour repartir vers l'Angleterre. » Pas de raison de s'engouffrer, donc... contrairement à Steenvoorde, où il y a l'aire de Saint-Laurent. Car cette crainte d'un appel d'air, Damien Defrance confie l'avoir lui-même partagée, au moment d'installer les tentes, la première fois. « On a des inquiétudes au début », avoue-t-il. Et même récemment encore, avec le démantèlement de la jungle de Calais. « Mais curieusement, ça n'a pas provoqué d'afflux chez nous. »

Continuer si besoin

Combien de migrants accueillis depuis un an à Steenvoorde ? « On se refuse à faire un pointage, répond l'abbé Lener.

On n'a jamais eu plus de vingt-cinq personnes en même temps. Il y a une sorte d'autorégulation qui se fait. » Installé une première fois en novembre 2008, le camp steenvoordoï avait fermé ses portes en mai 2009, avec l'arrivée des jours meilleurs. Rouvert en octobre, il devrait se poursuivre cette fois jusqu'au 15 avril. Et après ? « Tant qu'il y aura des migrants en train d'errer sur le territoire, on poursuivra notre action », conclut Damien Defrance, pour qui cette première année fut « très riche d'expériences et de relations ». •

Un accueil d'hiver pour les migrants va ouvrir en fin de semaine à Tatinghem

Par salam, vendredi 4 décembre 2009 à 00:14 :: [Infos-salam](#) :: #177 ::

Article paru dans La Voix du Nord le 2 décembre 2009

par Jean-Marc Szuba

Installés jusqu'à présent dans un terrain vague aux Chartreux à Longuenesse, les migrants disposeront, à partir de vendredi, d'un point d'accueil, à Tatinghem.

L'hiver dernier, à l'occasion d'une baisse sévère des températures, la communauté d'agglomération de Saint-Omer (CASO) avait ouvert une salle près de la mairie d'Arques. Il s'agissait d'un accueil de nuit, pas forcément adapté aux mouvements des migrants qui, souvent, profitent de l'obscurité pour essayer de rejoindre l'Angleterre.

C'est en tant qu'élu de la CASO qu'Alain Strobbe, lundi, a présenté ce qu'il ne faut pas appeler un « camp », le terme étant négativement connoté, mais un « accueil hivernal ».

Après avoir étudié plusieurs sites, la CASO a porté son choix sur une parcelle de quarante mètres sur quinze à côté de la déchetterie de Tatinghem. Il appartient au syndicat mixte Lys Audomarois (SMLA) ce qui constitue quasiment un symbole pour Alain Strobbe qui note que « C'est le pays de Saint-Omer qui accueille ».

« Ce qu'on va faire est parfaitement connu de la sous-préfecture, de la police, de la gendarmerie. C'est discret et ça ne doit pas apporter un trouble à l'ordre public. On ne les loge pas, on les abrite », précise Nicolas Pierrard. Dans le choix de ses mots, le président de la section audomaroise de la Croix-Rouge illustre bien la subtilité et la prudence dont doivent faire preuve ceux qui vont aider les migrants.

« Il y a un aspect humain auquel on ne peut pas échapper, même si parfois on peut être considéré hors-la-loi. Les membres des associations ont le devoir de se protéger tout en portant aide », note Jean-François Chaumette, le directeur d'Emmaüs.

« L'action de terrain de tous les jours a fait bouger les lignes, notamment du côté de M. Besson. Quand on fait une action clairement, on ne doit pas être inquiété », pense le président de la Croix-Rouge. « Ce ne sera pas un Hilton, mais ça sera moins mal pratique. On ne veut pas que les gens restent aux Chartreux mais on ne veut pas un Sangatte bis », précise-t-il.

L'équipement du terrain à côté de la déchetterie se fera en fonction du matériel dont pourront disposer les associations humanitaires du secteur. « On n'ira pas au-delà de vingt personnes », note Gilles Louf, le maire de Tatinghem. « Cet accueil est prévu jusqu'au 15 avril, après, on verra », ajoute Alain Strobbe.

La maison d'accueil et d'hébergement de la région audomaroise (MAHRA) pourra aussi apporter sa contribution. En cas de déclenchement de ce qu'on appelle le niveau 2 (température égale ou inférieure à - 6°). Par le biais d'un accueil d'urgence de quatre places pour les demandeurs d'asile.

« Quelle que soit la situation, les personnes dehors seront mises à l'abri », précise son directeur.

L'avenir de cet accueil dépendra aussi de ce qui pourrait voir le jour dans les ports de la région pour les migrants, en fonction notamment d'accords avec l'Angleterre. Sans compter sur une hypothétique amélioration de la situation en Afghanistan d'où viennent la plupart des migrants qu'on trouve dans l'Audomarois.

[Source](#)

Après 1 an d'interruption, à nouveau un accès aux douches pour les Migrants de Calais

Par salam, vendredi 4 décembre 2009 à 14:10 :: [Infos-salam](#) :: #178 ::

La mairie de Calais a indiqué ce jeudi qu'un accord était intervenu avec le Secours Catholique, ouvrant la voie à une reprise imminente du service des douches par les salariés et bénévoles de l'association caritative, un peu plus d'1 an après que cette dernière a décidé de fermer le service de douches qu'elle assurait pour les Migrants.

Le Secours Catholique et la Ville s'opposaient sur la question d'un permis de construire destiné à offrir aux Migrants des douches plus nombreuses et fonctionnelles, ainsi qu'un accueil de jour pour les enfants et les femmes. La Ville souhaitait qu'un autre lieu soit retenu.

Après 12 mois de blocage, le Secours Catholique a donc fini par accepter la proposition de la Ville d'implanter ce centre en un endroit différent de celui prévu : il s'établira donc dans la zone dite du Colombier.

L'association SALAM se réjouit de voir ce dossier enfin résolu : les Migrants pourront à nouveau avoir accès aux douches et l'accueil de jour pour les Migrants vulnérables répond également à un besoin manifeste.

Après l'annonce de la réouverture de l'accueil hivernal à Tatinghem (région de Saint Omer) et à Steenvoorde, et la mise en place du centre d'accueil Intermed pour les Migrants malades, blessés ou fragiles à Bailleul, il s'agit d'une bonne nouvelle supplémentaire. Cela ne doit cependant pas nous faire oublier le quotidien particulièrement rude pour les Migrants qui, à Calais comme dans le Dunkerquois, subissent chaque jour une implacable répression policière et notamment la destruction méthodique des abris et la mise hors d'usage des couvertures, tentes, bâches...

Nous vous rappelons qu'un appel urgent au don de couvertures a été lancé par l'association SALAM. A Calais, elles peuvent être déposées à l'accueil de la Maison Pour Tous.

Article du Nord Littoral du 4/12/2009

Un accueil de jour sera implanté dans la zone du Colombier

La Ville de Calais et le Secours Catholique ont trouvé un terrain d'entente

vendredi 04.12.2009, 14:00

Le bras de fer dure depuis l'ancienne municipalité. Hier matin, le conseil d'administration du Secours Catholique, en acceptant les propositions de la Ville de Calais, a permis de sortir de l'impasse.

L'enjeu est important, pour les migrants. L'ouverture de douches et la création d'un centre d'accueil de jour pour les migrants malades, les femmes et les enfants. Natacha Bouchart confirme l'accord :

« Comme nous nous y étions engagés, nous ouvrirons les douches. Avant la fin de l'année... » Et pour répondre aux inquiétudes du Secours Catholique sur la capacité de cette installation, les premiers jours serviront de test : « Nous jugerons s'il faut rajouter un deuxième ballon d'eau chaude » explique le maire.

L'implantation de ces douches sur l'aire d'accueil des nomades, zone Marcel-Doret, était tributaire du retrait du permis de construire des locaux de la route de Saint-Omer. Sur ce point, le maire de Calais était intransigeant. « Dans le protocole d'accord, le Secours Catholique accepte de retirer son permis de construire après l'installation des douches. » souligne Natacha Bouchart. L'association caritative se serait aussi engagée à mettre en vente l'ancienne boucherie de la route de Saint-Omer quand le centre d'accueil de jour sera en fonction. « Nous allons implanter sur la zone du Colombier, les modulaires de l'ancienne base de voile. Ce sont des terrains qui appartiennent à la communauté de communes. Sans l'accord des maires de Cap Calais, nous n'aurions pas trouvé de solution... » avoue le maire.

Comme le précise Philippe Blet, le président de Cap Calais, sur ce dossier les élus du Calais ont répondu à l'urgence de la situation et entendu les riverains de la route de Saint-Omer, opposés au projet d'implantation de l'accueil de jour dans leur quartier. Les membres du Secours Catholique ont su aussi entendre. Titulaires d'un permis de construire, confirmé par le tribunal administratif de Lille, ils n'ont jamais tenté un passage en force, même si les négociations avec les élus se sont avérées musclées. Ils ont aussi tenté d'expliquer leur projet à leurs voisins. En vain... L'Etat a aussi joué un rôle dans ces négociations. Il continuera son action en prenant en charge une partie importante des frais d'installation.

Philippe HENON

Vu l'heure tardive de cette information, nous n'avons pu joindre un responsable du Secours Catholique.

Cap Calais propose un de ses terrains

Cap Calais a voté en réunion de bureau, hier soir, à l'unanimité la délibération concernant le prêt d'un terrain d'un peu plus de 800 m² à la Ville de Calais pour l'installation de modulaires : « L'accueil de jour va être créé et les migrants auront des douches. Nous répondons aux demandes des associations tout en écoutant les Calaisiens. » se félicite Philippe Blet, président de Cap Calais.

Qui se cache réellement derrière le collectif des Bailleulois en colère ?

Par salam, lundi 7 décembre 2009 à 22:02 :: [Infos-salam](#) :: [#179](#) ::

Des Bailleulois en colère à l'approche de l'installation d'un camp de migrants dans leur ville, cela peut éventuellement s'entendre. La France reste un pays de droit et de liberté d'expression. Seulement, qui se cache réellement derrière le collectif des Bailleulois en colère - en passe de devenir une association - créé il y a deux semaines ? Riverains inquiets ou extrémistes de droite ?

LA VOIX DU NORD édition de Hazebrouck 5 décembre 2009

PAR VIRGINIE DUBOIS

hazebrouck@lavoixdunord.fr

Cela commence par l'intrusion d'une vingtaine de perturbateurs à une réunion de bénévoles le 19 novembre, dix jours avant l'ouverture du camp d'accueil sanitaire des migrants. Ce soir-là, Claire Cleenewerck, présidente de Flandre terre solidaire (FTS), tente de nouer le dialogue. En vain. Le groupe quitte la salle Yourcenar, à Bailleul, en hissant un drapeau flamand. Un geste lourd de sens : ce détournement régionaliste d'un symbole des Flandres marque les esprits et provoque déjà des questions. Qui sont ces gens ? Une mouvance politique ? Si c'est le cas, qui téléguides ces prétendus Bailleulois ?

« Prétendus » car en réalité, ce groupe très vite devenu collectif des Bailleulois en colère ne compte pas tant d'habitants de Bailleul que ça... Des Bailleulois pur souche ne reconnaissent pas grand monde parmi les membres du collectif bloquant l'entrée du camp, dimanche, jour de l'ouverture (retardée d'une dizaine d'heures par trente à cinquante personnes selon les moments de la journée). En réalité, ces opposants viennent surtout de communes alentour, de la métropole lilloise aussi. Et portent tous ou presque l'image du skinhead. Cheveux courts ou très courts, blousons noirs ou vestes militaires...

La Maison du peuple flamand à Lambersart

Autre bizarrerie : c'est précisément vers Lambersart que renvoie la « pétition pour un référendum local » du collectif. Un bulletin distribué depuis une quinzaine de jours en porte-à-porte, sur le marché... et à retourner à l'adresse suivante : CBC (collectif des Bailleulois en colère, on présume), 144, rue Flament-Rebout à Lambersart. Une adresse pas anodine. C'est celle de la Maison du peuple flamand (Vlaams Huis). Une association et un lieu de rencontres clairement identitaires, régionalistes. Sur le site Internet de la Vlaams Huis, étonnamment, pas l'ombre d'une allusion au collectif. Aux camps de migrants en Flandre, oui, mais pas aux Bailleulois en colère... C'est pourtant leur adresse !

Il suffit de quelques clics pour faire le lien avec l'extrême droite. Le site de la Maison du peuple flamand, comme certains communiqués du collectif - qui inonde les boîtes mail des médias - propose des liens sans équivoque. Vers l'Association de lutte contre l'émigration clandestine (ALCEC) par exemple. Ne reste plus qu'à dérouler le fil... « Vlaams Belang - ALCEC, même combat ! », prône l'ALCEC sur le Web. Le Vlaams Belang ? Le parti nationaliste flamand d'extrême droite surtout connu en Belgique.

Sur le site de la Vlaams Huis toujours, des vidéos prônant « la démystification de la violence », des élans de soutien aux Serbes du Kosovo...

En marge du FN ?

Des liens troublants avec l'extrême droite donc. Mais lorsque Marine Le Pen annonce sa venue à Bailleul le 27 novembre pour dénoncer le camp - à quatre mois des élections régionales -, le collectif insiste dans ses communiqués : il veut se démarquer du FN, « le Front national et Marine Le Pen viennent semer le trouble en s'invitant dans le débat deux jours avant (l'ouverture du camp) ». Le 27 novembre, pas l'ombre d'un membre du collectif dans les rues de Bailleul.

Les Bailleulois en colère en marge du FN, peut-être. Mais leurs communiqués sont allégrement diffusés par d'autres mouvances, extrémistes de droite, identitaires ou régionalistes. Cela se passe notamment sur Internet. On citera par exemple le site de la prétendue agence de presse Novopress ou le blog de la conseillère régionale Marie-Paule Darchicourt (ex-FN aujourd'hui membre du groupe de Carl Lang, le Rassemblement des élus pour l'unité nationale et l'intérêt régional).

Malgré tout, le collectif continue de nier tout lien avec l'extrême droite. Malgré l'image qui lui colle à la peau, malgré ces mails aux argumentaires venimeux : « Les personnes accueillies sont loin d'être en détresse sanitaire » « Les migrants amènent de l'insécurité »... Les idées de ce collectif ne font en tout cas plus aucune équivoque. « Je suis parfaitement informé de la situation, indique Ludovic Duprey, procureur de la République au tribunal d'Hazebrouck. Et je ne suis pas dupe du caractère idéologique de l'intervention de ce collectif de Bailleulois en colère. Je serai donc particulièrement attentif à donner une réponse pénale à chacun de leurs éventuels dérapages. » Mais, et il est essentiel de le préciser, rien n'est reproché au collectif sur le plan légal : « La situation est calme. J'ai confiance dans la police de Bailleul pour garantir l'ordre public », souligne le procureur.

Le maire a reçu le collectif samedi 05.12.2009 - La Voix du Nord

Le maire de Bailleul, Michel Gilloen, et quelques autres élus du conseil municipal ...

(dont un membre de l'association Flandre terre solidaire) ont reçu deux représentants des Bailleulois en colère, mercredi, à la mairie. Julien Cnockaert, Bailleulois responsable du collectif, ainsi qu'un autre membre, « un Hazebrouckois », précise le maire. « La rencontre a été courtoise, il n'y a pas eu de mots entre nous », indique d'emblée Michel Gilloen.

Depuis le début de la polémique, le collectif réclame un référendum local : « Je leur ai répondu que si à chaque décision à prendre, il fallait organiser un référendum, les communes seraient ingouvernables ! », rapporte Michel Gilloen. Autre argument : « J'ai été élu sur la confiance des Bailleulois, je peux donc prendre des décisions. En plus, ce n'est pas une décision municipale mais celle d'une association », insiste-il. On soutient Flandre terre solidaire et on met un terrain à disposition. » Sans surprise, la discussion « sur le fond » a tourné court : « Ils n'acceptent pas ce qu'on fait... » Et c'est peu dire.

Dans un communiqué, le collectif, lui, estime : « Nous avons été très vite extrêmement déçus (...). Le maire a rejeté toute idée de référendum local. »

VI. D.

Deuxième semaine à Bailleul pour les migrants

Par salam, jeudi 10 décembre 2009 à 12:16 :: [Infos-salam](#) :: [#180](#) ::

Le centre d'accueil Intermed, ouvert par l'association Flandre Terre Solidaire à Bailleul, concentre l'attention de beaucoup de bénévoles.

Article publié par l'Indicateur le 9/12/2009

Soins médicaux, cours de français, gestion des repas, du vestiaire ou encore des douches, l'organisation se structure. La présidente, Claire Cleenwerck, se repose sur un référent par service pour coordonner le bon fonctionnement du centre d'accueil.

Les six Afghans arrivés dimanche 29 novembre sont encore à Bailleul. Comme le prévoit le fonctionnement d'Intermed, leur séjour a été prolongé d'une semaine pour des raisons médicales. "A Calais, ils étaient dans la survie. Ici, ils ont l'occasion de réfléchir et de voir leur situation", indique Claire Cleenwerck. "Ils prennent sur eux mais ils sont encore fragiles. Leur tension baisse à nouveau. Il y a quelque chose qui ne va pas", poursuit-elle. L'équipe médicale et les responsables de l'association vont donc essayer de savoir ce qui ne va pas. Leur état psychologique est très fragile.

Tous ont demandé l'asile en France, certains attendent une réponse de l'OFPPRA, d'autres sont déjà dans une procédure prioritaire. Pour le moment, aucun autre migrant n'a rejoint le centre d'accueil et aucun problème n'a été signalé, ce que craint le collectif "Bailleulois en colère". Le collectif agite des chiffons rouges. Il déclare : " Nous ne voulons pas mettre en danger la vie des Bailleulois". Des mots très forts alors que le sentiment d'insécurité ne se développe pas parmi la population bailleuloise. Le maire, qui a reçu Julien Cnockaert du collectif, accompagné d'un jeune homme se disant Hazebrouckois mais étant de la métropole lilloise, déclare : "Personne ne m'a reproché mon action". Des questions se posent sur le collectif et sur son action. Julien Cnockaert affirme qu'il s'agit de défendre les intérêts des Bailleulois et que le mouvement est bailleulois. Pourtant une moitié des membres du collectif n'est pas identifiée comme étant bailleuloise. Michel Gilloen déclare : "Je ne peux pas adhérer à leurs idées. Si je devais faire un référendum à chaque fois que je prends une

décision ! L'association vient en aide à des êtres humains. Le collectif ne représente pas les Bailleulois".

A. R.M.

[Source](#)

L'indicateur

Concert de solidarité à Montreuil sur mer samedi 12 décembre

Par salam, jeudi 10 décembre 2009 à 23:38 :: [Infos-salam](#) :: [#181](#) ::

L'association Blind2son et le Shaker Bar de Montreuil-sur-mer organisent un concert de solidarité au profit des Migrants le samedi 12 décembre à partir de 22 heures.

Blind2son Association et le Shaker Bar Présentent :

BLIND2SON

**Pour les Migrants et les pays en difficulté
Au Profit de L'association SALAM**

**Samedi 12 Décembre 2009
Shaker Bar - Montreuil/Mer (62)**

LATELY <Folk acoustique>

+

F2K Sound System
<Reggae dub dancehall>

+

Groupe Reggae

Débuts des concerts 22H00

Esprit Positif et Solidaire

Charter vers Kaboul le mardi 15 décembre

Par salam, samedi 12 décembre 2009 à 14:35 :: [Infos-salam](#) :: [#182](#) ::

la Cimade nous alerte sur l'organisation en cours d'un charter vers l'Afghanistan qui partirait mardi prochain, le 15 décembre 2010.

9 Afghans détenus au CRA de Coquelles, et 3 autres détenus à Lesquin, sont concernés. Ils ont déjà été présentés à l'ambassade d'Afghanistan.

Nous les avons joints par téléphone: ils sont incrédules et ne croient pas que la France, "pays des Droits de l'Homme", ira jusqu'au bout et les renverra vers Kaboul: ils n'ont ainsi pas voulu exercer leur recours devant le Tribunal Administratif et ne veulent pas saisir la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Nous appelons à une mobilisation nationale de tous les réseaux.

NON AUX CHARTERS DE LA HONTE

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

Mobilisation contre le charter vers Kaboul

Par salam, dimanche 13 décembre 2009 à 15:58 :: [Infos-salam](#) :: [#183](#) ::

L'Association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle à se rassembler devant le CRA de Coquelles dimanche 13 décembre et lundi 14 décembre à 19h pour dénoncer l'organisation d'un charter vers l'Afghanistan.

9 Migrants Afghans détenus à Coquelles et 3 autres détenus à Lesquin sont concernés par ce CHARTER DE LA HONTE.

Soyons nombreux à manifester notre écoeurement face à cette politique dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas. Interpellons les élus afin qu'ils dénoncent avec force et sans ambiguïté ce charter indigne de notre pays.

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais

1ere mobilisation à Coquelles contre le charter vers Kaboul

Par salam, dimanche 13 décembre 2009 à 22:14 :: [Infos-salam](#) :: [#184](#) ::

Ce dimanche 13 décembre, à l'initiative de SALAM, une quarantaine de personnes se sont réunies à 19h devant le Centre de Rétention Administrative de Coquelles pour montrer leur hostilité au charter vers Kaboul prévu mardi 15 décembre.

Relayé notamment par sur le réseau des Jungles, cet appel à protester a rassemblé des militants de SALAM, de Flandre Terre Solidaire, de la Belle Etoile, de la LDH de Dunkerque, de No Border ainsi que des élus apolitiques de la ville de Lens.

Une prise de parole a été mise en place afin d'expliquer l'objectif du rassemblement. Au cours de celle-ci les militants ont dû faire face à une véritable provocation verbale organisée par les policiers qui ont largement outrepassé leur devoir de réserve, mais les militants ne sont pas tombés dans le piège. L'absence des élus calaisiens a été déplorée.

Peu après les manifestants se sont dirigés vers l'arrière du CRA afin de s'approcher des cellules et ainsi exprimer par des slogans leur soutien aux détenus. Les policiers ont bloqué l'accès à cet espace public sans aucune raison, certains d'entre eux s'étant d'ailleurs montrés assez proches de l'énervement...

La manifestation s'est dispersée après qu'un appel à se retrouver le lundi 14 décembre à 19h toujours devant le CRA de Coquelles a été donné.

Soyons encore plus nombreux pour refuser les charters de la honte.



Appel à une manifestation régionale contre le Charter de la Honte

Par salam, lundi 14 décembre 2009 à 22:15 :: [Infos-salam](#) :: #185 ::

L'association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle à la tenue d'un rassemblement régional contre le charter prévu vers l'Afghanistan. Nous invitons tous les militants à nous rejoindre le mardi 15 décembre à 20h devant l'aérogare de Lille-Lesquin.

2ème rassemblement à Coquelles contre le charter vers Kaboul

Par salam, lundi 14 décembre 2009 à 22:29 :: [Infos-salam](#) :: #186 ::

L'appel à protester contre le charter prévu vers l'Afghanistan a de nouveau été entendu et ce lundi la mobilisation s'est étendue.

Outre les soutiens déjà présents la veille, des militants de No Border, du NPA, de l'Auberge des Migrants et une élue Verts ont répondu à l'appel lancé par SALAM et relayé par plusieurs associations locales.

Une fois encore les militants ont dû essuyer les propos grossiers et les provocations vulgaires des policiers... c'est tragiquement banal et cela n'entame en rien notre détermination.

NON AUX CHARTERS DE LA HONTE

Rappel: l'association SALAM Nord/Pas-de-Calais appelle à la tenue d'un rassemblement régional contre le charter prévu vers l'Afghanistan. Nous invitons tous les militants à nous rejoindre le mardi 15 décembre à 20h devant l'aérogare de Lille-Lesquin. Un covoiturage depuis Calais sera organisé lors de la distribution du repas du soir par les bénévoles de SALAM à 18h, rue de Moscou.



Le PCF demande l'arrêt de toute expulsion de réfugiés afghans AFP 14.12.09 | 20h01

Le Parti communiste français a demandé lundi que les expulsions de réfugiés afghans vers leur pays "soient immédiatement stoppées" et que "toute procédure de renvoi soit suspendue". "Adepte des coups en douce et des expulsions après minuit, le petit ministre Besson récidive et s'apprête à renvoyer chez eux, dans un pays en guerre, 9 Afghans dans des charters de la honte!", affirme le PCF dans un communiqué. "Apparemment, le gouvernement ne comprend pas ce que +Droits de l'Homme+ signifie et persiste à renvoyer dans un pays en guerre, des hommes et des femmes susceptibles d'être torturés ou même tués", lit-on encore dans le communiqué. Le PCF "demande que les expulsions soient immédiatement stoppées et que toute procédure de renvoi soit suspendue". Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a refusé lundi de confirmer ou d'infirmer qu'un charter devait reconduire mardi dans leur pays une dizaine d'Afghans et indiqué qu'il s'expliquerait sur une telle reconduite "lorsqu'il y aura un vol avéré".

Aubry demande au gouvernement de "renoncer" à toute expulsion d'Afghans AFP 14.12.09 | 19h27

La première secrétaire du PS Martine Aubry a "condamné vigoureusement" lundi toute nouvelle expulsion de réfugiés afghans vers leur pays et appelé le gouvernement à "y renoncer". "Un nouveau charter devrait prochainement renvoyer plusieurs réfugiés afghans dans leur pays. Je condamne vigoureusement toute nouvelle expulsion et demande au gouvernement d'y renoncer", affirme la patronne du PS dans un communiqué. Selon elle, "les règles élémentaires du droit d'asile interdisent de renvoyer des réfugiés dont la sécurité n'est pas garantie. Qui peut aujourd'hui prétendre qu'elle l'est en Afghanistan?", demande-t-elle. "Avec ces expulsions de réfugiés vers des zones de combat, le gouvernement contrevient aux engagements de la France au regard du droit international des droits de l'Homme", souligne la maire de Lille. "Je demande au gouvernement de prendre toutes les dispositions nécessaires pour accueillir les victimes du conflit afghan dans la dignité", ajoute-t-elle. Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a refusé lundi de confirmer ou d'infirmer qu'un charter devait reconduire mardi dans leur pays une dizaine d'Afghans et indiqué qu'il s'expliquerait sur une telle reconduite "lorsqu'il y aura un vol avéré".

Plan grand froid activé dans le Pas-de-Calais: SALAM ouvre un gymnase pour les Migrants

Par salam, lundi 14 décembre 2009 à 22:59 :: [Infos-salam](#) :: [#187](#) ::

Le niveau 2 du plan Grand Froid a été déclenché ce lundi à 20h. Dès demain les bénévoles de SALAM ouvriront un gymnase à Calais.

Pour la 2ème année consécutive un accord a pu être trouvé avec la ville de Calais pour l'ouverture d'un gymnase pour les migrants pendant les périodes les plus froides de l'année. Un accord passé

entre la ville et la région permet en effet l'ouverture d'une salle régionale dès le niveau 2 du plan grand froid déclenché.

L'association SALAM a la responsabilité du pilotage de ce dispositif qui permet aux migrants de s'abriter dans une salle chauffée, de 19h à 10h.

Dès demain mardi 15 décembre à 19h, le gymnase sera donc ouvert. Il s'agit du local BCMO, plage de Norvège à Calais.

Les volontaires qui souhaitent participer peuvent se rapprocher de SALAM: les bénévoles seront utiles pour la mise en place de la salle, la surveillance de nuit, la préparation et la distribution du petit déjeuner, ainsi que pour le nettoyage quotidien de la salle.

Nous maintenons un appel au don de couvertures qui peuvent être déposées chaque jour à la Maison Pour Tous, Bd Jacquard à Calais.



Image d'archive: Hébergement Grand Froid en janvier 2009.

Expulsions d'Afghans : une députée UMP en appelle à Nicolas Sarkozy

Par salam, lundi 14 décembre 2009 à 23:44 :: [Infos-salam](#) :: #188 ::

LEMONDE.FR | 14.12.09 | 18h49 • Mis à jour le 14.12.09 | 19h09

Onze Afghans devraient être renvoyés vers leur pays par vol charter mardi 15 décembre, selon la Cimade, seule association encore habilitée à intervenir dans les centres de rétention. L'association en a appelé au chef du gouvernement, François Fillon, pour annuler ce vol. Une requête reprise par Françoise Hostalier, députée UMP du Nord, dans deux courriers adressés à Eric Besson, ministre de l'immigration, et au président de la République, que s'est procuré Le Monde.fr.

"Il semblerait qu'une nouvelle fois, vous ayez l'intention de faire participer la France à un charter de migrants vers l'Afghanistan", écrit l'élue au ministre. "Lors de la première opération similaire par laquelle vous aviez renvoyé dans ce pays trois jeunes Afghans, de nombreuses ONG et personnalités diverses avaient vigoureusement protesté. Il m'avait semblé que vous vous étiez alors engagé à ne plus procéder à ce genre d'action, au moins jusqu'au printemps. Aussi je suis très surprise de cette nouvelle et je vous demande instamment soit de la démentir, soit de surseoir à ce renvoi." Dans la lettre adressée à Nicolas Sarkozy, la députée demande au président de la République un moratoire sur le renvoi des Afghans "tant que la sécurité de ce pays ne sera pas assurée."

"RENOYER DES AFGHANS, C'EST CONTREPRODUCTIF"

Eric Besson n'a pour sa part pas démenti l'organisation d'un retour forcé d'immigrés afghans : "Le cadre a été fixé par le président de la République. Les déboutés du droit d'asile doivent être

reconduits (...) même en Afghanistan", a déclaré M. Besson. "Je ne crains rien à partir du moment où j'applique une politique de fermeté et d'humanité", a-t-il réaffirmé, en ajoutant : "Lorsqu'il y aura un vol avéré, je m'en expliquerai."

"Je trouve fou de renvoyer ces hommes dans leur pays contre leur gré", déclare Mme Hostalier. "Il s'agit d'un pays en guerre où la France a un engagement militaire opérationnel. Renvoyer des Afghans c'est contre-productif, c'est envoyer un mauvais message. Alors que la population estime que nos troupes ont amené et maintiennent le régime corrompu de Karzaï, nous travaillons, sur place, à prouver le contraire. Nous voulons démontrer que la présence militaire française est là pour assurer sécurité et développement. Nous voulons convaincre les Afghans que nous les respectons d'un côté du globe, et de l'autre on les renvoie de force et sans égards. Cela ne se fera pas sans conséquence sur place", prévient la députée. "Le ministère de l'immigration explique qu'il s'agit d'envoyer un message fort aux passeurs. Cela n'aura aucun effet sur eux, ils trafiqueront tant qu'il y aura des hommes pour les payer, et des hommes fuieront l'Afghanistan tant qu'il ne sera pas un Etat de droit", conclut Françoise Hostalier.

Eric Nunès

le PS demande une "protection temporaire" pour les Afghans

Par salam, mardi 15 décembre 2009 à 14:57 :: [Infos-salam](#) :: [#189](#) ::

LE MONDE | 15.12.09 | 13h50 • Mis à jour le 15.12.09 | 13h50

Au nom des groupes socialistes de l'Assemblée et du Sénat, la sénatrice Bariza Khiari et les députés Sandrine Mazetier et Christophe Caresche ont annoncé, le 14 décembre, le dépôt d'une résolution demandant la mise en place d'une "protection temporaire" pour les Afghans fuyant leur pays. Reprenant une proposition de France terre d'asile, les parlementaires PS font valoir que cette protection pourrait être mise en oeuvre par l'application d'une directive européenne de 2001 transposée en 2005 dans la législation française. Alors qu'un nouveau vol groupé à destination de Kaboul avec des exilés afghans pourrait décoller le 15 décembre, la première secrétaire du PS, Martine Aubry, a "condamné vigoureusement" toute nouvelle expulsion et appelé le gouvernement à "y renoncer". Françoise Hostalier, député UMP du Nord, a elle-aussi demandé un "moratoire" sur le renvoi d'Afghans dans leur pays.

Un charter vers Kaboul pas très légal ?

Par salam, mardi 15 décembre 2009 à 23:16 :: [Infos-salam](#) :: [#190](#) ::

Ce mardi à 17h, huit Afghans sont sortis menottés du centre de rétention de Coquelles (non loin de Calais) pour être conduits jusqu'à l'aéroport de Roissy. Là, un charter franco-britannique, le deuxième depuis fin octobre, devait les expulser dans la soirée vers leur pays. Un neuvième Afghan transféré de Lyon devait se joindre à eux.

A l'origine, ils devaient être dix mais la cour d'appel de Douai a libéré le dixième dimanche soir au motif que les autorités afghanes ont refusé de délivrer le laissez-passer qui, seul, permet aux autorités françaises de reconduire à Kaboul les ressortissants de ce pays. La légalité du renvoi a été jugée douteuse.

D'après Europe 1, l'ambassade d'Afghanistan en France a emboité le pas du juge ce mardi, réclamant la suspension des retours forcés de ses ressortissants vers Kaboul tant que ne sera pas établie la valeur légale des laissez-passer européens rédigés par Paris pour contrecarrer le refus de délivrance afghan. Ces laissez-passer européens ne sont normalement valables que dans des pays sous administration internationale ou en vacance d'Etat. Or l'Afghanistan est un Etat souverain.

Alexandra Bogaert

[Metrofrance.com](#)

L'expulsion des Afghans doit être "suspendue"

L'ambassade d'Afghanistan à Paris a demandé mardi la suspension des retours forcés des ressortissants afghans vers Kaboul en attendant la clarification de la procédure d'expulsion, selon les informations d'Europe 1. Les exilés doivent d'abord être reconnus par les autorités afghanes comme leurs ressortissants avant de donner le laissez-passer consulaire nécessaire au renvoi. Or, cela n'a pas été le cas. La France entend ici utiliser un "laissez-passer européen", procédure utilisée deux fois : pour des expulsions vers le Kosovo alors sous administration internationale ou vers la Somalie, pays considéré sans Etat. L'Afghanistan ne correspond donc à aucune de ces deux situations.

Lejdd.fr

Ouverture d'un gymnase à Calais par les bénévoles de SALAM

Par salam, mardi 15 décembre 2009 à 23:25 :: [Infos-salam](#) :: [#191](#) ::

L'association SALAM est responsable de l'ouverture d'un gymnase à Calais dans le cadre du plan grand froid.

Ouvert pour la première fois cette saison ce mardi 15 décembre, la salle de sport accueillait à 22 heures pas moins d'une soixantaine de Migrants venus chercher un abri pour la nuit.

Selon les termes d'un accord conclu avec la ville, le gymnase est ouvert de 19h à 10h.

L'association SALAM lance un appel urgent aux dons de couvertures afin de permettre de doter les Migrants qui souhaitent bénéficier du dortoir ainsi que ceux qui ont trouvé refuge dans d'autres abris. Ce mardi, des militants du réseau No Border ont apporté des matelas de camping en mousse pour équiper le gymnase.

A signaler que comme l'année dernière, des CRS sont venus interpellé des Migrants sur le parking situé juste devant la salle. Les mauvaises habitudes ont vraiment la vie dure...



Double polémique sur les charters vers Kaboul

Par salam, mardi 15 décembre 2009 à 23:34 :: [Infos-salam](#) :: [#192](#) ::

Des réfugiés afghans vont être expulsés vers leur pays, sans doute dans les heures qui viennent. Une expulsion qui suscite l'indignation, car le charter décollera pour un pays en guerre. De plus, deux juridictions ont constaté des irrégularités dans la procédure....

Un dossier à lire et écouter sur le site de [France Infos](#)

L'Afghanistan ne veut pas des charters français

L'Ambassade d'Afghanistan a réclamé au micro d'Europe 1 la suspension des retours forcés de ses ressortissants vers Kaboul.

Un vol groupé franco-britannique doit décoller de Roissy mardi à 22h30 avec à son bord neuf migrants clandestins afghans. Cette information a été confirmée hier par la Cimade Nors-Pas-de-Calais, seule association française habilitée à intervenir dans les centres de rétention.

Résistance de l'Afghanistan Des rappatriements qui ne sont pas du goût de l'Afghanistan. Son ambassade en France a réclamé mardi la suspension des retours forcés de ressortissants afghans vers Kaboul en l'absence de clarification des procédures d'expulsion, indique la radio Europe 1. Dans l'attente de cette clarification, l'ambassade a refusé d'accorder les laissez-passer consulaires indispensables au retour des clandestins vers Kaboul. Elle invoque le fait que ces migrants refusaient leur expulsion.

Laisser-passer européens En urgence, la France a décidé d'établir des laissez-passer européens pour permettre juridiquement les retours forcés des neuf clandestins qui doivent prendre un charter ce soir. Habituellement, ce type de laissez-passer n'est utilisé que pour permettre l'expulsion de clandestins vers des pays sous administration internationale ou des pays considérés en vacance d'Etat.

Florence Santrot Metrofrance.com

Manifestation à Roissy contre l'expulsion de réfugiés afghans

Par salam, mardi 15 décembre 2009 à 23:47 :: [Infos-salam](#) :: [#193](#) ::

Une dizaine de réfugiés afghans devaient être expulsés mardi soir de France vers leur pays d'origine. Un charter franco-britannique à destination de Kaboul devait décoller de Roissy, un peu avant 23 heures, alors qu'une vingtaine de militants manifestaient à l'aérogare 3 de l'aéroport.

Les manifestants, qui s'étaient approchés des postes de contrôle, tapaient sur les vitres des cabines, en criant «Liberté pour les sans-papiers !» devant une vingtaine de CRS en tenue anti-émeute.

Une banderole clamant «Non aux expulsions» avait été déployée, alors qu'une femme brandissait une pancarte sur laquelle elle avait écrit : «Honte - Shame».

Aucune source officielle n'avait, vers 22h30, accepté de confirmer ou d'infirmier l'expulsion de la dizaine d'Afghans dans la soirée de mardi. Le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, avait, lui, confirmé dans la matinée au micro de RTL qu'il y aurait bien un vol pour les Afghans expulsés dans les «prochains jours». Une source policière avait, elle, indiqué que des policiers français étaient «mobilisables» mardi soir en vue d'une possible expulsion à bord d'un avion venant de Londres, prévu pour se poser à Paris vers 21 heures - 21h30, pour repartir ensuite vers Kaboul.

La Cimade, seule association autorisée à pénétrer dans le centre de rétention administrative, a annoncé en fin d'après-midi que huit réfugiés afghans, en situation irrégulière, en rétention au centre de Coquelles (Nord), étaient en cours de transfèrement vers Paris en vue de leur expulsion dans la soirée. Ces réfugiés, menottes aux poignets, sont transportés à bord de plusieurs véhicules. Un neuvième Afghan avait été transféré auparavant de Lyon.

Cette reconduite forcée rappelle celle du 20 octobre dernier, où trois Afghans avaient embarqué de force sur un vol groupé franco-britannique, suscitant l'indignation car ces hommes sont renvoyés dans un pays en guerre. De surcroît, le ministre de l'Immigration, Eric Besson, avait assuré qu'ils étaient tous trois de Kaboul, où la sécurité est davantage assurée que dans certaines provinces. Hors, il s'est avéré par la suite, qu'aucun d'eux n'était originaire de la capitale afghane.

Une expulsion qui provoque un nouveau tollé

Alors que la Cimade avait annoncé cette deuxième expulsion, dimanche, des dizaines de personnes ont manifesté leur opposition devant le centre de rétention de Coquelles où sont retenus neuf Afghans menacés d'expulsion. France Terre d'Asile, le MRAP, se sont élevés contre tout renvoi d'Afghans dans leur pays ravagé par la guerre. Le Parti communiste français a demandé lundi que les expulsions de réfugiés afghans «soient immédiatement stoppées» et que «toute procédure de renvoi soit suspendue». Le parti socialiste s'est aussi élevé contre ces charters. Martine Aubry a notamment jugé «incompréhensible» le retour forcé d'immigrés illégaux afghans vers Kaboul.

15.12.2009, 08h40 | Mise à jour : 23h02

Leparisien.fr

Première nuit au chaud pour les migrants à Calais

Par salam, mercredi 16 décembre 2009 à 17:12 :: [Infos-salam](#) :: [#194](#) ::

mercredi 16.12.2009, 05:04 - La Voix du Nord

Depuis hier soir à Calais, les migrants ont un toit pour la nuit, après le déclenchement du plan grand froid par la préfecture lundi à 20 heures. ...

Alors que le thermomètre est passé en dessous de zéro depuis trois jours.

Hier, 19 heures. Les portes de l'ancien bureau d'embauche des dockers s'ouvrent devant des migrants transis. Juste après la distribution des repas. Couvertures et cartons à la main, les bénévoles de SALAM se sont activés tout l'après-midi pour préparer la salle. Une trentaine de migrants s'installent. Pour se reposer, le temps d'une nuit. Alors qu'actuellement, ils sont près de trois cents à errer dans les rues calaisiennes. « Ils seront une quarantaine ce soir, pour se refaire une santé », prédit Vincent Lenoir, de SALAM. Mais pas plus : les autres tenteront de se hisser dans un camion pour passer outre-Manche, comme tous les soirs.

À 23 heures, c'est l'extinction des feux. « Nous avons la responsabilité de la salle », explique Vincent Lenoir. Un « deal » décidé lors des conseils des migrants, qui ont réuni la mairie et les associations. Trois membres de SALAM resteront toute la nuit pour veiller. Dont Jean-Marie Chevreau, bénévole depuis cinq ans. « Je l'ai déjà fait l'année dernière, ça se passe bien. » Il a rapporté son matelas, et dormira avec les migrants. « Ils sont courageux . » À 9 heures ce matin, tout le monde aura quitté les lieux. Avant de revenir le soir même, peut-être. •

MÉLANIE HOCHART

REVEILLON DE NOEL

Par salam, vendredi 25 décembre 2009 à 11:05 :: [Infos-salam](#) :: [#195](#) ::

Chaque ambiance hier soir au repas.

Ce fut une soirée très réussie. Le repas servi par Salam avait été amélioré par des confiseries et des petits cadeaux à chacun de nos amis migrants. Les visages étaient certes fatigués mais heureux de cette intermède dans leur dur quotidien. La musique diffusée a permis à nos amis de renouer avec leurs danses traditionnelles. Certains ont pu ainsi montrer leurs dons de danseurs et de comédiens. L'équipe de bénévoles renforcés notamment par nos amis de Politis 62 a permis que tout se passe le mieux du monde et gageons que cette soirée restera gravée dans de nombreux esprits. Puis, les migrants se sont dirigés vers le BCMO pour y dormir et les conversations ont continué. L'un racontant son parcours, l'autre son mal du pays et de sa famille, un troisième demandant des informations sur l'asile. La salle ouverte chaque nuit pendant le plan grand froid est un « havre » où les échanges sont favorisés. SALAM tient à remercier chaudement ceux qui ont permis que cette soirée soit une réussite. Rendez-vous le 31 Décembre pour une autre soirée festive.

1er janvier: retour de la neige, le temps n'est plus à la fête

Par salam, vendredi 1 janvier 2010 à 22:44 :: [Infos-salam](#) :: [#196](#) ::

Un tapis de neige a recouvert Calais pendant la distribution aux Migrants du 1er repas de l'année.



Près de 300 Migrants étaient présents sur le terrain de la rue de Moscou où les bénévoles de l'association SALAM assuraient comme chaque soir la distribution d'un repas chaud et de vêtements. La plupart s'est ensuite dirigée vers le local du BCMO ouvert par l'association SALAM dans le cadre du plan grand froid.



Pour le réveillon du 31 décembre, l'association avait prévu un repas amélioré avec des confiseries, des sodas, mais également un spectacle de feux d'artifices et des musiques afghanes, kurdes et africaines qui ont donné lieu des danses traditionnelles.



31 décembre ou pas, les Migrants étaient ensuite accueillis par les bénévoles de SALAM au local du BCMO. Saluons les bénévoles qui se sont portés volontaires pour veiller auprès des Migrants en cette nuit un peu particulière.

CALAIS : La chasse à l'Homme reprend de plus belle...

Par salam, lundi 4 janvier 2010 à 00:54 :: [Infos-salam](#) :: [#197](#) ::

Samedi : 10 h du matin devant le gymnase où sont hébergés les migrants pour la nuit dans le cadre du plan grand froid. Un car de CRS force à toute allure vers un groupe de migrants et une bénévole de Salam. Dérapage (ouf: pas de plaque de verglas) et gestes envers les migrants. Puis demi-tour en direction de la "cabina" où plusieurs afghans transis ont fait un misérable feu de bois. La bénévole suit le car en voiture et les CRS, après un nouveau dérapage plus ou moins contrôlé, repartent... pour revenir une fois que la bénévole a rejoint les migrants qui étaient devant le BCMO.



Et la chasse à l'Homme reprend sur la "cabina"...

La plupart des migrants ont pu s'enfuir reste sur place Ali qui est handicapé et qui a perdu une jambe en Afghanistan. Une autre bénévole s'arrête et demande aux policiers de ne pas emmener Ali compte tenu de son infirmité. "Il sera au chaud à l'hôtel de police Madame" voilà la seule réponse obtenue. Ali va être emmené à Coquelles et devra surement revenir à Calais avec ses béquilles dans le froid et la neige.

"Humanité" vous avez dit Humanité ?

Quand le 115 recrute discrètement SALAM!

Par salam, lundi 4 janvier 2010 à 13:27 :: [Infos-salam](#) :: #198 ::

Pratiquement chaque nuit, des sans abri français sont hébergés au local du BCMO dont l'association SALAM s'occupe pour les Migrants dans le cadre du plan grand froid. Souvent, il s'agit de personnes qui souhaitent s'affranchir du cadre des structures d'accueil, qu'elles estiment trop rigide (horaires...). Samedi 2 janvier toutefois, les bénévoles de SALAM ont eu le surprise de voir arriver à 20h30 3 jeunes gens prétendant avoir été orientés par le 115. Un bénévole a alors composé le 115 et en a eu confirmation : l'interlocutrice a déclaré que tous les lits du Calaisis étaient occupés et qu'exceptionnellement elle dirigeait les demandeurs vers la salle du BCMO.

Plusieurs observations doivent être faites :

- Le dispositif 115 est supposé envoyer les personnes en difficulté vers des foyers où des travailleurs sociaux les prennent en charge et amorcent ainsi un travail de réinsertion.
- Lors des demandes répétées dans le passé pour obtenir un lieu d'accueil pour les migrants durant les périodes de froid, la préfecture s'est toujours bornée à répondre qu'il suffisait aux bénévoles d'appeler le 115 pour que les migrants soient pris en charge ! Désormais c'est le 115 qui compte sur l'association SALAM !
- Quand l'Eurostar est en panne, les autorités parviennent à mettre en place, en quelques heures, un dispositif d'accueil dans un gymnase chauffé, avec lits de camp, couvertures et buffet ! La France d'en bas, elle, n'a pas droit à tant d'égards.

Il n'en demeure pas moins que samedi soir, c'est bien SALAM qui s'est occupée de ces 3 jeunes gens. La salle du BCMO étant saturée, et l'une des personnes présentant des problèmes de santé graves incompatibles avec un hébergement collectif, l'association SALAM a financé une nuit d'hôtel. Dans la soirée du dimanche 3 janvier, la situation s'est répétée. Des représentants de l'association Le Toit sont venus au local du BCMO pour savoir s'il était possible d'héberger « exceptionnellement » 3 jeunes gens, sans savoir que nous leur avions déjà porté assistance la veille. Selon Le Toit, les foyers sont pleins et il y a bien des places disponibles à l'hôpital, mais l'association tarde à en demander la mise à disposition car il n'y aurait pas assez de demande ! SALAM a donc financé une 2ème nuit d'hôtel pour ces jeunes gens.

Salam demande à ce que cesse le harcèlement et qu'augmente la solidarité

Par salam, jeudi 7 janvier 2010 à 10:14 :: [Infos-salam](#) :: #199 ::

L'association SALAM a tenu mercredi 6 janvier une conférence de presse pour faire le point sur la situation actuelle des Migrants et également pour évoquer l'hébergement grand froid dont SALAM a la charge.

Ci-dessous, l'article paru dans La Voix Du Nord Edition de Calais le 7/01/2010.

L'association Salam est lasse. « Les bénévoles ne sont pas fatigués, ni physiquement, ni moralement, mais écoeurés », martèle Jean-Claude Lenoir. ...

Et d'illustrer ses propos après avoir rappelé que, « chaque soir, on frôle l'accident dans ces conditions climatiques très dures ».

Relais des pouvoirs publics. - « La salle du BCMO mise à disposition des migrants est saturée. En plus le 115 ainsi que des associations locales nous envoient des personnes en grande détresse.

Nous en avons reçu trois qui sortaient de prison par exemple. Est-ce que c'est à nous de courir la nuit les pharmacies, les commissariats, de frapper à toutes les portes, pour savoir quoi faire, où trouver du Subutex et des choses comme ça ? En 2010, il n'y a rien de fait pour la réinsertion. Il y a un problème », insiste le bénévole qui demande aux pouvoirs publics de prendre le relais. « Nous, on bouge, on fait, on va trouver des solutions quand la police nous appelle parce qu'elle ne sait pas où placer des migrants. On le fait. Mais en retour, il n'y a pas grand-chose. Bien sûr, quand un Eurostar reste coincé, on ouvre une salle et on trouve des lits de camp. Ça, ça se fait vite. On aimerait que l'État nous fournisse des couvertures par exemple... C'est peine perdue. »

Harcèlement. - Salam dénonce le harcèlement policier quotidien « et le manque de respect des valeurs de la République, avec des propos insultants, des considérations déplacées. Les agents attendent les migrants à la sortie de la salle, dans les camions chauffés tandis que ces personnes sont dans la neige. Et on les chasse. Les élus ne sont pas venus voir comment ça se passait, voir s'ils ne manquaient de rien. Les politiques, je pense aux plus haut placés, ne savent pas comment se déroule ce harcèlement. Sinon, ils ne l'accepteraient pas ! Ce n'est pas possible ! »

Soutien. - Les bénévoles recherchent des couvertures, des vêtements... « Les Calaisiens ont déjà beaucoup donné et continuent à montrer leur solidarité, estiment les bénévoles, « mais on est encore obligé de faire appel à cette générosité parce que les pouvoirs publics n'aident pas. On recherche aussi du bois pour alimenter les migrants qui squattent, ici et là, pour survivre ».

L. R.

L'association est notamment à la recherche de couvertures (les déposer à la Maison pour Tous, boulevard Jacquard) et de bois (téléphoner au 06 12 52 53 72).

Grand Froid: Appel national à manifester pour l'amélioration de l'hébergement des migrants et sans-abris

Par salam, vendredi 8 janvier 2010 à 23:43 :: [Infos-salam](#) :: [#201](#) ::

GRAND FROID ET INDIFFERENCE POLITIQUE EN FRANCE

HEBERGEMENT POUR LES MIGRANTS ET SANS ABRIS

RASSEMBLEMENTS:

DIMANCHE 10 JANVIER 2010: Paris : 17h30 Sur le pont. Entre le quai de Valmy et le quai de Jemmapes. Près du métro Jaurès.

LUNDI 11 JANVIER : CALAIS : 19h30 devant le BCMO, Place de Norvège.

A l'appel de: 9ème Collectif des sans-papiers, Association SALAM (Calais et Dunkerque), CDSL, DAL, Collectif Les Morts de la rue, Mouvement des Sociaux-Démocrates du Calais, Fédération Nationale des Artisans du Monde, Artisans du Monde Boulogne-sur-mer, Ligue des Droits de l'Homme Dunkerque...

Une nouvelle fois, la France connaît une vague de grand froid. Une nouvelle fois, des personnes meurent en France. Une nouvelle fois des vies sont menacées en France du fait du manquement de l'Etat à ses devoirs les plus élémentaires et son absence de réponse aux nécessités premières : porter assistance aux populations les plus stigmatisées, défavorisées, délaissées. Offrir un hébergement d'urgence.

Alors que le plan grand froid est déclenché, et qu'aucun gymnase n'a été réquisitionné pour elles, des centaines de personnes, majeures et mineures d'origines afghanes, kurdes, irakiennes... errent dans les rues de Paris à la recherche d'un refuge, d'un abri, d'un lieu. Et c'est par la « force des choses », loin des regards et donc si proche - comme en écho aux nouveaux camps qui se pérennisent dans les bois de Vincennes ou de Versailles, aux abords des périphériques des villes de France... – sous les ponts, quai de Jemmapes, quai de Valmy, que des campements de fortune ont été créés, des tentes installées, que des feux sont, jours après jours, allumés. Non seulement pour se réchauffer et se protéger du vent, de la neige, de la pluie, et du froid à pierre fendre, mais aussi pour lutter contre l'indifférence, le cynisme, le mépris de l'Etat. A cœur fendre.

Car cette froideur climatique ne peut que renvoyer à la « froideur » intolérable, insupportable du climat politique actuel. Plus encore, elle désigne l'irresponsabilité absolue des pouvoirs publics, l'inanité, la schizophrénie et les conséquences ubuesques et pathétiques sur le terrain des politiques

publiques misent en place aujourd'hui (immigration, logement...) : 115 qui amène des personnes sans abris dans le local ouvert pour cause de grand froid à Calais (A rappeler : grève du 115 le 21 janvier 2010 pour protester contre le manque de moyens); police des frontières qui demande à l'association Salam d'héberger dans le lieu d'accueil d'urgence situé à Bailleul, des dizaines de mineurs afghans dont elle ne sait que faire, faisant courir par là-même le risque à celle-ci de passer sous le coup de la loi et du délit de solidarité...

Nous appelons à ce que les pouvoirs publics fassent preuve de responsabilité politique et fournissent immédiatement un lieu où les migrants puissent trouver refuge et s'abriter du froid.

Nous appelons à ce que des gymnases, salles polyvalentes etc. soient ouverts dans les délais les plus brefs, de jour comme de nuit (Loi DALO !!!), partout où c'est nécessaire, de façon à ce que soient mis hors de danger les personnes exposées à une mort certaine.

Nous nous réservons le droit d'user de tous les moyens à notre disposition pour faire aboutir ces demandes légitimes et obtenir des rendez-vous auprès de la DDASS et institutions concernées.

Nous appelons toutes les associations, collectifs, citoyens à nous rejoindre rapidement, afin de nous aider à construire cette mobilisation aussi urgente que nécessaire.

Arrêt des rafles, chasses à l'Homme et expulsions. Respect du droit d'asile. Hébergement pour tous.

RASSEMBLEMENTS

Dimanche 10 janvier : **Paris** : 17h30 Sur le pont. Entre le quai de Valmy et le quai de Jemmapes. Près du métro Jaurès.

Lundi 11 janvier : **Calais** : 19h30 devant le BCMO, Place de Norvège

Premiers signataires : 9ème Collectif des sans-papiers, Association SALAM (Calais et Dunkerque), CDSL, DAL, Collectif Les Morts de la rue, Mouvement des Sociaux-Démocrates du Calais, Fédération Nationale des Artisans du Monde, Artisans du Monde Boulogne-sur-mer, Ligue des Droits de l'Homme Dunkerque...

Contacts :

9ème Collectif : 0613952207 /0603583959

Association Salam : 0626386619

CDSL : 0683662478

DAL : 0609591974

Collectif Les Morts de la rue : 06 82 86 28 94

Grand Froid: SALAM tire la sonnette d'alarme

Par salam, samedi 9 janvier 2010 à 00:04 :: [Infos-salam](#) :: [#202](#) ::

Reportage de CalaisisTV

[Salam tire la sonnette d'alarme](#)

par [calaistv](#)

"A Calais, des conditions encore plus dramatiques pour les migrants"

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 00:49 :: [Infos-salam](#) :: [#203](#) ::

Par Emilie Cailleau, publié le 12/01/2010 sur Lexpress.fr

La Jungle de Calais n'est plus un problème, affirme Eric Besson. Mais sur le terrain, la situation n'a pas changé, affirme Sylvie Copyans, membre de l'association Salam d'aide aux sans-papiers.

Eric Besson fait valoir une forte baisse du nombre de clandestins à Calais dans les colonnes du Parisien. Il s'appuie sur le rapport des services de la police nationale: de 1500 en mai, les clandestins ne seraient que 110 aujourd'hui...

Que le ministre vienne distribuer des repas avec nous, et il verra que ces chiffres sont inexacts. On compte environ 300 migrants ici à Calais.

Certes le nombre de migrants a diminué: en août, avant la destruction de la Jungle, on distribuait 1025 repas, contre 300 à 350 actuellement. Cependant, les clandestins de la Jungle se sont disséminés entre Calais et Dunkerque. Tout le monde s'est éparpillé, comme ce qui s'est passé après la fermeture de Sangatte.

La Jungle n'était pas satisfaisante mais elle permettait au moins d'offrir un abri aux clandestins. A présent, sur une même plage, on peut trouver de 60 à 70 sans-papiers. Le démantèlement de Calais ne les a pas dissuadés de venir en France pour tenter de rejoindre l'Angleterre.

Les conditions pour ces migrants ne se sont-elles pas améliorées?

Non, elles sont encore plus dramatiques qu'avant! Si les migrants sont moins visibles, ils sont plus vulnérables. Certains migrants sont contraints de se cacher sous des ponts, dans des fossés. La Jungle n'était pas satisfaisante mais elle permettait au moins de leur offrir un abri, des couvertures, de quoi faire à manger. A présent, ils sont confrontés à la rue, au froid, au manque d'hygiène et à des maladies comme la gale. Une situation de vulnérabilité dont profitent les passeurs....

A Calais, vous gérez une salle ouverte pour accueillir les sans- abri pendant l'hiver. N'êtes-vous pas débordés?

Non, on résiste car c'est notre mission de bénévoles que d'aider ces populations. Mais on en a marre de faire le travail à la place de l'Etat. Ca fait sept ans que ça dure. Au début, on devait pallier les carences provisoires. Puis le temporaire s'est institutionnalisé.

On est choqués de voir que dans la salle ouverte pour accueillir ces sans abri, un mineur de trois ans soit planqué sous des couvertures. Ou que des personnes dorment dans des cartons posés à même le carrelage.

Sans compter les mineurs étrangers que la police nous amène, faute de foyers suffisants. De plus, nous manquons cruellement de moyens ici: de matelas, de cartons pour isoler du froid, de sacs de couchage...

On en arrive à une situation ubuesque où le centre prévu pour les migrants sert aussi de refuge aux SDF français.

Eric Besson: « Le problème est résolu »

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 00:58 :: [Infos-salam](#) :: [#204](#) ::

Propos recueillis par Olivier Beaumont, publiés sur [Leparisien.fr](#)

Interrogé sur la reconstitution d'une « jungle » à Calais, Eric Besson maintient que les campements insalubres de clandestins n'existent plus.

Fin septembre, vous affirmiez que le problème de Calais était « résolu ». Pourtant, aujourd'hui, il resterait presque 400 migrants sur place...

Eric Besson. Le problème de la « jungle » de Calais est véritablement résolu.

Chacun peut aller sur place pour le constater. Ce campement insalubre, où se sont entassés jusqu'à 1 500 clandestins, dans des conditions sanitaires effroyables, n'existe plus. Les rapports de police montrent que le nombre de clandestins présents à Calais est passé de 1 500 en mai 2009 à 150 aujourd'hui. Bien sûr, l'immigration clandestine n'a pas disparu et il reste bien quelques petits groupes de clandestins, éparpillés et mobiles. Mais, globalement, la pression des filières clandestines a fortement diminué.

Les associations sur place se disent désemparées. Elles regrettent que l'Etat sous-traite la partie sociale de Calais...

L'Etat reste le premier acteur de l'aide humanitaire aux étrangers en situation irrégulière. C'est lui qui fournit l'aide médicale. C'est lui qui ouvre les portes d'un centre d'hébergement en cas de grand froid. C'est lui qui a mis en place à Calais un service de recueil des demandes d'asile. Et c'est lui qui finance les associations qui assistent les étrangers en situation irrégulière. L'Etat n'a donc pas de leçon à recevoir sur ce point. Et ceux qui veulent que l'Etat ouvre une structure permanente d'hébergement des clandestins aux abords du port de Calais font fausse route : on ne va pas héberger à proximité de la frontière ceux qu'il doit précisément empêcher de passer ! Ne soyons pas schizophrènes !

Avez-vous des regrets concernant le 22 septembre, jour du démantèlement ?

Oui, un seul : la façon dont les associations présentes dans la « jungle » ont travesti et caricaturé notre action. Elles ont fait croire que nous n'avions rien à proposer pour les personnes évacuées. Or nous avons débloqué 150 lits pour les mineurs et 200 pour les adultes. C'était une opération compliquée. Et, pourtant, il n'y a pas eu la moindre égratignure et pas le moindre débordement. **Augustin Legrand s'en prend à vous concernant le traitement des mineurs étrangers isolés...** Ses déclarations sont tonitruantes et surtout très loin de la vérité. Je lui lance un appel pour venir discuter avec moi. Je lui expliquerai ce que l'Etat a fait et est prêt à faire. La loi française nous oblige à les accueillir dans des foyers ou dans des familles d'accueil. C'est ce que nous faisons systématiquement. Mais la réalité, c'est aussi que beaucoup d'entre eux cherchent à repartir et prennent très souvent la fuite.

"L'emprise des passeurs s'est renforcée sur les migrants"

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 01:17 :: [Infos-salam](#) :: [#205](#) ::

Par Pascal Ceaux, publié le 12/01/2010 par Lexpress.fr

L'Angleterre reste leur rêve. Les étrangers en situation irrégulière se réinstallent autour de Calais, 4 mois après l'évacuation de leurs campements par la police. La réaction de Vincent Lenoir, de l'association Salam.

Salam vient en aide aux migrants en situation irrégulière sous la forme de distribution de repas ou de médicaments. Le 22 septembre 2009, une vaste opération de police avait abouti à la fermeture de la "jungle", lieu de concentration près de Calais de ces personnes en attente d'un passage vers l'Angleterre. "Le problème est résolu" estime Eric Besson, ministre de l'immigration et de l'identité nationale dans Le Parisien du 12 janvier. Faux, lui répond Vincent Lenoir.

Combien de migrants attendent aujourd'hui un passage vers l'Angleterre à Calais?

Selon nos estimations, ils sont environ 400. Nous distribuons un peu plus de 320 repas, mais nous savons que tous ne viennent pas s'approvisionner auprès de nous. Il y a un an, on comptait 600 migrants. Un pic à 1 400 a été enregistré au cours de l'été 2009. Mais le ministre Eric Besson choisit aujourd'hui les chiffres qui l'arrangent. Moi, je sais que le soir même de l'intervention de la police dans la "jungle", nous servions 200 repas, et que dès le lendemain de nouveaux arrivants se manifestaient auprès de nous. Les migrants veulent à tout prix gagner l'Angleterre, ce n'est pas une opération de police qui suffit à les décourager.

Est-ce que les lieux dans lesquels ils se regroupent sont les mêmes qu'auparavant?

Calais reste le lieu principal. Mais il est vrai que l'on a vu apparaître de plus en plus de petits campements dont personne ne connaît l'existence. J'ai un exemple : on vient de découvrir entre Calais et Boulogne à une vingtaine de kilomètres un nouvel endroit pres-que par hasard. Un différend entre résidents du lieu a provoqué l'intervention des gendarmes. La Belgique est à son tour touchée. Le plus grave? L'emprise des passeurs s'est renforcé sur les migrants. Le ministre avait pourtant assuré que son action allait les mettre à mal.

Quel était selon vous le sens de l'opération?

Elle était à mon avis d'abord destiné à l'opinion publique anglaise. C'était une sorte d'opération de communication sous-traitée à la France par l'Angleterre. Trois chaînes britanniques ont d'ailleurs diffusé en direct l'intervention de la police le 22 septembre 2009 avec l'appui d'hélicoptères! Les gouvernements mettent en scène leur fermeté. En 2002, le ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy avait fait la même chose à Sangatte (Pas-de-Calais) et avait promis qu'on en entendrait plus jamais parler!

Votre action humanitaire est-elle plus difficile à conduire?

Non. Nous avons passé des accords avec la ville de Calais et la région. Ils ont amélioré les conditions d'accueil. Ainsi un bâtiment a été construit où nous distribuons les repas. Le lieu sert également d'hébergement en cas de grand froid.

Levée du plan grand froid à Calais

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 01:44 :: [Infos-salam](#) :: #206 ::

La préfecture du Pas-de-Calais a annoncé ce lundi matin (18 janvier) la levée du plan grand froid de niveau 2 dans le département.

A Calais, cela signifie malheureusement la fermeture de la salle du BCMO, qui permettait la mise à l'abri des Migrants chaque nuit de 19h à 10h, sous la responsabilité de l'association SALAM.

Celle-ci était ouverte depuis le 15 décembre grâce aux bénévoles de diverses associations.

Toutefois, l'association SALAM a obtenu de la mairie de Calais l'autorisation d'ouvrir la salle pour une nuit supplémentaire (nuit de lundi à mardi) afin d'avoir le temps d'informer les Migrants de la fin du dispositif d'hébergement. Dès mardi, les bénévoles de SALAM doteront tous les Migrants de couvertures et mettront à leur disposition près d'une centaine de tentes... maigres abris de fortune, les températures n'étant remontées que de quelques degrés.

Au cours de ce mois d'hébergement à la salle du BCMO, l'association SALAM aura distribué plus de 1400 couvertures. Nous renouvelons notre appel URGENT à tous (citoyens, associations, syndicats, formations politiques...) pour nous aider à collecter à nouveau des couvertures pour les Migrants qui se retrouvent à nouveau à la rue en plein hiver.

Le dispositif d'hébergement pourrait être réactivé dans les jours ou les semaines qui viennent si la température chutait à nouveau (l'an dernier la salle avait été ouverte jusqu'au 5 février).

Le 11 janvier, SALAM a interpellé l'Etat au sujet des conditions d'accueil des Migrants

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 01:59 :: [Infos-salam](#) :: #207 ::

Une manifestation a été organisée à Calais pour dénoncer les conditions d'accueil des Migrants.

Une semaine après avoir rendu public un appel [une série d'observations](#) concernant les dysfonctionnements du dispositif d'accueil des Migrants et notamment l'utilisation de la salle du BCMO par le 115, l'association SALAM appelait à un rassemblement de soutien devant cette salle le lundi 11 janvier.



De nombreuses organisations s'étaient jointes à cet appel, notamment le 9ème Collectif des sans-papiers, CDSL, DAL, Collectif Les Morts de la rue, Mouvement des Sociaux-Démocrates du Calais, Fédération Nationale des Artisans du Monde, Artisans du Monde Boulogne-sur-mer, Ligue des Droits de l'Homme Dunkerque...



Les Migrants ont été invités à s'exprimer et expliquer le calvaire qu'ils viennent au quotidien dans la région.

Cette manifestation a notamment été marquée par la présence d'élus de la ville de Calais, et en particulier du 1er Adjoint Philippe Blet, venu constater l'extrême précarité dans laquelle les bénévoles accueillent les Migrants.



Calais: 1er adjoint, Philippe Blet, s'exprime sur la question des Migrants

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 02:03 :: [Infos-salam](#) :: #208 ::

Après être venu au local du BCMO lors de la manifestation organisée par SALAM pour en dénoncer les conditions d'accueil, Philippe Blet s'est exprimé sur cette question auprès de la télévision locale. Interview par Calais TV de Philippe Blet, 1er adjoint et président de la communauté d'agglomération:

[l'invité de CTV du 13 janvier 2010 : Philippe Blet](#)
par [calaistv](#)

Hébergement des Migrants au BCMO: reportage de France 3

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 02:09 :: [Infos-salam](#) :: [#209](#) ::

Depuis un mois, la ville de Calais a choisi d'ouvrir un modeste gymnase pour y accueillir les migrants de Calais que la destruction de la jungle n'a pas chassé du territoire de cette commune. Un modeste salle de sports qui héberge chaque soir jusqu'à 200 personnes cherchant à échapper au calvaire d'une nuit dans le froid.

[Cliquer pour voir le reportage](#)

Les migrants manifestent pour l'ouverture du BCMO

Par salam, jeudi 21 janvier 2010 à 02:27 :: [Infos-salam](#) :: [#210](#) ::

mercredi 20.01.2010 - La Voix du Nord

Une cinquantaine de migrants a «manifesté» devant le BCMO hier midi.

Dans le cadre du plan grand froid, la salle du BCMO était ouverte aux migrants ...

depuis le 15 décembre pour leur permettre de passer la nuit au chaud, comme l'année dernière.

Avec le redoux, le plan est désactivé depuis lundi soir. La mairie avait toutefois laissé le local ouvert une nuit de plus, le temps que l'association Salam, qui gère cet hébergement d'urgence, prévienne les migrants. Hier midi, une cinquantaine d'entre eux étaient présents devant le local, où des banderoles avaient été tendues et des matelas brûlaient. Quelques membres des No Borders étaient présents à leurs côtés. Selon eux, « l'initiative de la manifestation vient des migrants, nous sommes là pour les soutenir, mais ils font ce qu'ils veulent ».

Pas de nouvelle solution

La mairie n'est pas disposée à ouvrir le local pour les migrants de manière permanente. « Le BCMO est ouvert seulement pour le niveau 2 du plan grand froid, c'est ce qui a été accepté par tous, a indiqué le maire, Natacha Bouchart, si des soucis se présentent à nouveau, on risque de durcir le ton. On ne se laissera pas manipuler. » De son côté, Jean-Claude Lenoir, de Salam, n'a pas demandé une ouverture permanente. « Nous ne serions pas prêts à assurer l'encadrement. Nos forces physiques, on les réserve pour la distribution des repas et le plan grand froid, si une salle était ouverte de façon permanente, pour nous, ce serait à l'État d'en assurer la gestion. Bien sûr, les associations pourraient aider, mais ce sont des choses qui se préparent, ceux qui pensent qu'on peut faire ça comme ça au pied levé, ne connaissent pas la situation sur le terrain. » Pour lui, la situation s'améliore doucement pour les migrants : « on a déjà eu l'endroit pour manger, le BCMO pour le plan grand froid... On avance pas à pas. » L'association a distribué hier soir des tentes et des couvertures aux quelques 200 migrants encore présents à Calais.

AMANDINE FARAUD

Calais: les Migrants dehors malgré le froid

Par salam, vendredi 22 janvier 2010 à 17:23 :: [Infos-salam](#) :: [#211](#) ::

Reportage de CalaisisTV

[Calaisis TV : Pas de campement pour les migrants](#)

par [calaistv](#)

Dans le Calaisis, la répression s'accroît contre les Migrants

Par salam, samedi 23 janvier 2010 à 00:50 :: [Infos-salam](#) :: [#212](#) ::

Suite à la fermeture du local BCMO mardi dernier, l'association SALAM a distribué le soir même des couvertures et des tentes (fournies par l'association Ensemble pour l'Afghanistan) aux Migrants toujours confrontés aux rigueurs de l'hiver.

Certains Migrants ont souhaité les installer à proximité du BCMO en signe de protestation et aussi ne sachant où aller. Immédiatement, un dispositif policier s'est déployé avec un message clair : plus aucun campement de Migrants ne serait toléré dans le Calaisis. La représentante de la police a ensuite accordé 15 minutes aux Migrants pour quitter les lieux, leur assurant qu'ils pourraient placer les tentes à proximité de l'ancienne « Jungle » et qu'ils n'en seraient pas délogés pour la nuit. ([voir le reportage de CalaisisTV](#)).



Bien évidemment, les policiers sont allés interpellier les Migrants pendant la nuit, et ont saisi les tentes et les effets personnels. Les bénévoles de SALAM ont néanmoins pu les récupérer. Depuis mercredi, la police traque la moindre tente et ne laisse aux Migrants aucun répit alors que les températures sont à peine positives. Comble de l'absurde, chaque jour les bénévoles de SALAM vont récupérer les tentes et autres affaires (sacs à dos, vêtements...) pour les redistribuer aux Migrants...

Ce samedi 23 janvier, l'association SALAM s'associe à Médecins du Monde pour distribuer 300 kits de survie : bâches plastiques, sacs de couchage, vêtements de pluie, couvertures... (voir le communiqué ci-dessous).

Le sort réservé aux Migrants dans la région, et à plus forte raison dans le Calais, est une ignominie orchestrée au plus haut niveau de l'Etat. Ne laissons pas l'Etat agir ainsi en toute impunité et dans l'indifférence.

Plus que jamais, Soutenons, Aidons, Luttons, Agissons pour les Migrants !

...COMMUNIQUE DE PRESSE...

CALAIS : Après la fermeture du local grand-froid, les migrants face à la destruction systématique des abris.

SAMEDI : Nouvelle distribution de matériel de survie

Paris, vendredi 22 janvier 2010

Depuis mardi, les quelques 300 migrants encore présents à Calais, parmi lesquels des mineurs et des demandeurs d'asile, sont sans abri, en grande précarité et soumis à une pression policière intense.

Mardi 19 janvier, suite à la levée du plan grand froid, la salle réquisitionnée pour les migrants de Calais, en majorité afghans, a fermée ses portes. Cette salle permettait la mise à l'abri de près de 200 migrants chaque nuit de 19h à 10h depuis le début du plan grand-froid, le 15 décembre 2009. Afin d'assurer un minimum de protection, l'association Salam distribue le soir même 150 tentes aux migrants. Ces derniers sont dirigés par les forces de police à proximité de l'ancienne "jungle" pour y établir leur campement. Mais, dès le lendemain matin, la police encercle le campement, démonte les tentes et place les effets personnels des migrants dans des sacs, en endommageant certains. Depuis, les autorités détruisent systématiquement tous les abris et campements. Aucune solution, même temporaire, de mise à l'abri n'est proposée et les migrants subissent un harcèlement permanent des forces de l'ordre.

Demain, samedi à 18h, afin de faire face à cette situation d'urgence et aux vues des températures avoisinant les 0°, les associations distribueront à Calais-1 rue de Croy- du matériel de survie pour environ 300 migrants : bâches plastiques, sacs de couchage, vêtements de pluie, couvertures.... Les associations demandent une nouvelle fois que les pouvoirs publics prennent des mesures de mise à l'abri d'urgence pour ces personnes extrêmement vulnérables. Des solutions sont possibles, comme le centre d'hébergement d'Emmaüs récemment ouvert, avec le soutien de Médecins du Monde, dans le 10ème arrondissement de Paris Les associations demandent également le respect du matériel qui sera distribué.

Contacts:

Médecins du Monde :

Calais : Mathieu Quinette : 06 50 37 77 03

Paris : Florence Priolet : 01 44 92 14 31 / 06 09 17 35 59- infomdm@medecinsdumonde.net

Association SALAM Nord/Pas-de-Calais :

Sylvie Copyans : 06.26.38.66.19 contact@associationsalam.org